



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (3 pages)

J'ai mis la date du 2 novembre parce qu'il est déjà 0h28 du matin !

Suite aux textes que j'ai rédigés et publiés ces derniers jours, de nombreuses questions me sont venues à l'esprit auxquelles je réfléchis, ce qui m'a amené à lire ou relire un certain nombre de documents et à prendre de nombreuses notes qui feront l'objet des prochains textes. De plus je publierai quelques infos en bref ou des articles d'actualité qui devraient vous intéresser. J'ai aussi téléchargé un tas d'articles que je n'ai pas encore eu le temps de lire.

Il va forcément falloir que je sélectionne ce que je vais laisser tomber car je ne peux pas avoir la tête partout, surtout en ce moment où l'actualité est très chargée et où des bouleversements peuvent se produire à chaque instant ou sont déjà en train de se produire, notamment au Moyen-Orient ou dans les relations inter impérialistes, aux Etats-Unis, etc. je ne voudrais louper cela pour rien au monde ou me retrouver à la traîne.

J'ai aussi découvert des intellectuels dissidents de la gauche ou qui se sont radicalisés et qui participent à une sorte de collectif qui méritent toute notre attention, puisqu'ils se démarquent de la gauche et de l'extrême gauche qui sont de les coups pourris imaginés par l'Etat profond ou le clan de l'oligarchie qui a revêtu les oripeaux de la gauche ou qui a le soutien des dirigeants de la social-démocratie néolibérale, le parti démocrate aux Etats-Unis, le PS en France, etc. On partage pratiquement les mêmes positions sur toutes les campagnes initiées par l'oligarchie et reprises en chœur par la gauche et l'extrême gauche, des "printemps arabes" aux migrants en passant par la guerre contre la Syrie, une bonne nouvelle. Je vais en profiter pour intensifier la lutte contre l'opportunisme. Bref, je ne sais plus où donner de la tête !

J'ai relu des articles que j'avais publiés en 2013 sur la mondialisation et le mondialisme, et je me suis aperçu que j'avais vraiment manqué de rigueur en les rédigeant, bien que leur orientation soit globalement correcte ou qu'elle ait été confirmée par les développements intervenus depuis, aussi je ne voudrais pas 5 ans plus tard bâcler à nouveau les textes que j'envisage de vous proposer, je vous demanderai donc un peu de patience.

- L'intellectuel est, par définition, l'homme des mots, l'homme qui vit par les mots, dans les mots, et dont le rapport au monde passe davantage par les mots que par le regard, l'action ou plus généralement l'expérience. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Moi je ne suis pas un intellectuel de formation, et le rapport que j'ai au monde passe davantage par "*le regard, l'action ou plus généralement l'expérience*", cela présente évidemment des avantages indéniables puisque je pars des faits ou de la réalité et non d'idées, mais aussi l'inconvénient de devoir trouver les mots justes pour les exprimer et les partager, et cela prend du temps, beaucoup de temps... C'est certes beaucoup plus rapide quand on s'inspire largement des idées des autres qu'on a emmagasinées quelque part dans notre tête, et qu'on a juste à les reformuler en les faisant passer pour des idées originales, parfois sans même en avoir conscience ou en le niant, ce qui permet à son auteur d'en tirer une certaine satisfaction et de se croire très intelligent, ce que je ne sais pas faire sans ressentir la moindre frustration, bien au contraire, puisque le résultat est uniquement le produit de mon travail laborieux.

L'essentiel, c'est de ne pas dévier de notre objectif ou de ne jamais se faire manipuler ou instrumentaliser, de ne jamais adopter des analyses ou des positions opposées aux intérêts de notre classe, de ne jamais participer à des opérations conçues par nos ennemis et destinées à servir leurs plans, bref éviter de sombrer dans le dogmatisme, le gauchisme ou l'opportunisme, cela devrait être notre obsession de tous les instants.

En attendant la fin de la guerre annoncée contre le Yémen, à quel prix ou dans quelle condition, c'est une autre histoire...

Macron est ultra minoritaire et illégitime : Bas les pattes de nos retraites, chassons-le tout de suite !

- Emmanuel Macron poursuit son recul dans l'opinion - Reuters 26 octobre 2018

Emmanuel Macron voit sa popularité enregistrer un nouveau recul, de trois points de pourcentage, dans la dernière édition du baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi.

A 29% d'opinions positives, 70% de négatives, le chef de l'Etat touche un plus bas inédit dans cette enquête depuis le début de son quinquennat. Reuters 26 octobre 2018

6 jours plus tard.

- La popularité de Macron plonge après le remaniement - Le HuffPost 1 novembre 2018

- Popularité : Macron chute, Philippe résiste - AFP 1 novembre 2018

La popularité d'Emmanuel Macron chute de 4 points en un mois à 21%, alors que celle d'Edouard Philippe reste stable à 27% et devance désormais nettement celle du chef de l'Etat, selon un sondage YouGov diffusé jeudi.

Un des points inquiétants pour le Président est qu'il perd dans sa base: il enregistre en effet une baisse de quatre points auprès des sympathisants centristes (75%). AFP 1 novembre 2018

- 75% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé - L'Express.fr 1 novembre 2018

Un sondage montre que 71% des Français estiment payer plus d'impôts, et que la défiance envers le gouvernement s'accroît. L'Express.fr 1 novembre 2018

- Immobilier Jusqu'où Paris flambera-t-il ? - Liberation.fr 28.10

Avec un mètre carré qui dépassera les 9 600 euros en décembre, la capitale française est la troisième ville la plus chère au monde derrière Londres et New York. Liberation.fr 28.10

Ils s'apprêtent à faire passer la contre-réforme des retraites pendant la prochaine période des vacances d'été.

- Retraites: "On va prendre le temps", "probablement" jusqu'à mi-2019, annonce Philippe - AFP 26 octobre 2018

Le gouvernement va "prendre le temps" pour boucler sa réforme des retraites, "probablement" jusqu'à mi-2019, a affirmé vendredi le Premier ministre Édouard Philippe, laissant à son tour entendre que l'exécutif laisserait passer l'échéance des élections européennes de mai.

Si l'exécutif fait valoir qu'il prend du temps pour soigner une réforme considérée par toutes les parties comme sensible, il n'a jamais reconnu publiquement préférer éviter de présenter son projet en pleine campagne des européennes, où le parti présidentiel de La République en Marche (LREM) vise la première place. AFP 26 octobre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai cessé mon activité depuis plusieurs jours pour me consacrer à l'article que je publie aujourd'hui.

Je vous rassure, je n'ai pas tourné le dos à la lutte des classes, bien au contraire, et j'estime que cet article le prouve si nécessaire. Sauf que voilà, je ne peux pas tout faire en même temps, je n'ai qu'une tête et deux mains !

Et puis franchement, cette addiction à l'actualité quotidienne est plutôt malsaine à la longue, elle sert plus à nous empêcher de penser ou plutôt de vivre qu'autres choses, vous ne trouvez pas ? On a une vaie vie de con à force dans leur société au rythme infernal. Sur ce plan-là et c'est peut-être le seul, je regrette le passé.

Dans quelques jours je publierai la suite des textes consacrés à notre combat politique. Je laisse tomber les infos en bref. J'écrirai à mon rythme.

Aujourd'hui c'est Diwali, un jour férié. Mes amis indiens ne bossent pas, c'est si rare, alors je ne vais pas bosser tout de même !

C'EST BIEN L'OLIGARCHIE FINANCIERE QUI PROGRAMMA LE 11/9

● Au format pdf (8 pages)

Avant-propos.

Vous allez peut-être penser que j'ai perdu mon temps en rédigeant l'article que je publie aujourd'hui, personnellement je pense le contraire pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, parce que j'estime qu'il était indispensable de vérifier que la personne qui avait rapporté les propos d'un des membres de la famille Rockefeller n'était pas un fabulateur ou un imposteur. Ensuite, que l'appartenance à la famille Rockefeller du seul témoin prouvant la préméditation du 11 septembre 2001 était établie. Et pour finir, je devais m'assurer par respect pour les personnes qui se connectent sur ce portail, que je ne les avais pas induites en erreur involontairement.

Je raconte plus loin comment j'en suis venu à devoir faire ce fastidieux travail d'investigation sur le Net qui m'a pris tout mon temps. Il en allait de ma crédibilité, vous comprenez. J'y tiens même si vous vous en foutez.

Maintenant je conçois très bien que cela n'intéressera pas ceux qui se connectent uniquement sur le portail pour profiter des infos en bref que je publie, je le précise parce qu'il y en a un qui me l'a écrit dans un courriel, ils peuvent aller les chercher ailleurs, je ne les retiens pas, ni ceux qui ont adopté aveuglément la version officielle du 11/9 à la suite de leurs dirigeants, qui sont Charlie, LGTB, PMA, SOS tout ce qu'on voudra compatible Soros, Al Gore et Cie. qui ignorent les institutions fondées par l'oligarchie qui dictent largement le cours de la situation mondiale ou la politique de Macron et son gouvernement. En 14 ans je n'en ai pas rencontré un seul avec lequel il aurait été possible d'avoir une discussion loyale ou honnête. Je leur dis tranquillement, vous perdez votre temps en vous connectant à ce portail qui ne vous apportera jamais rien. Je vous déconseille également de regarder cette vidéo, car vous comprendrez tout de travers avec les oeillères que vous avez.

Pour la regarder et écouter cet entretien entre Alex Jones et Aaron Russo, il faut se mettre dans la peau d'un libertarien américain et interpréter chaque expression qu'il emploie tel que lui la conçoit ou en tenant compte de ce qu'elle signifie pour lui. Sinon, on lui prêtera des intentions qui ne sont pas les siennes ou on lui prêtera des idées qu'il n'a jamais eu, ce que font généralement les sectaires ou les dogmatiques imbus de leur petite personne qui n'ont jamais su écouter les autres en général, principalement les travailleurs s'agissant de militants endoctrinés et à l'esprit borné.

Par exemple, quand monsieur Russo dit que le système de sécurité sociale est un fardeau pour les Américains et qu'il faudrait le supprimer, cela va faire bondir un militant dépourvu d'esprit critique qui le traitera de sale réactionnaire. Mais un militant qui a retenu ce qu'il avait dit précédemment comprendra pourquoi il tient ce discours, car monsieur Russo avait expliqué ou il expliquera plus loin qu'il n'était pas normal que chaque travailleur ne puisse pas vivre décemment de son travail et disposer des mêmes droits sociaux, et il a raison sur ce point là. Car effectivement, si tous les travailleurs avaient un salaire décent et disposaient des mêmes droits sociaux, il n'aurait pas besoin que le gouvernement leur fasse l'aumône en leur versant toutes

sortes d'allocations, tout en les maintenant dans la pauvreté que monsieur Russo dénonce ou estime inhumaine, profondément injuste.

A vous de voir à quelle catégorie de militant ou de travailleur vous appartenez, à celle qui n'a jamais appris à écouter les autres ou au contraire, à celle qui a progressé au fil de leurs expériences. Je pense sincèrement que c'est un test très instructif, car révélateur de l'état d'esprit en général ou des penchants de chacun. Il y a tellement de passages qui peuvent vous choquer dans cet entretien, qu'il faudrait pour ainsi dire consacrer un chapitre entier à chacun d'entre eux pour éviter toute méprise ou tout malentendu. C'est une cruelle épreuve, mais elle en vaut vraiment la peine. Il faut souffrir pour être beau, paraît-il, je n'en sais rien, en revanche, je sais que pour progresser dans la vie, il faut faire des efforts ou des sacrifices.

Cela dit, ne tombez pas dans le travers inverse, ce ne sont pas des socialistes, cela vous n'aurez aucune difficulté à le constater, ce sont des pro-capitalistes qui portent un regard critique sur le capitalisme, et c'est cela qui nous intéresse chez eux, je les placerais donc parmi nos adversaires plutôt que parmi nos ennemis. Ils veulent fermer la Fed et toutes les grandes banques, mettre fin à toutes les guerres, ils prennent la défense des droits des Afro-américains, ils dénoncent la précarité et la pauvreté qui sévissent aux Etats-Unis, ils veulent traduire en justice tous les ex-présidents américains depuis l'époque de Reagan jusqu'à nos jours, ainsi que les membres de leurs gouvernements, etc.

Dites donc, comme réactionnaires, franchement je crois qu'il y a pire, non ? A ma connaissance, je n'ai entendu aucun dirigeant de la gauche ou de l'extrême gauche tenir un discours aussi radical ces dernières années, tous ménagent les institutions, l'oligarchie, les médias, la magistrature, la réaction. Comment, vous ne vous en étiez pas encore aperçus depuis le temps ? Ah, vous aussi ils vous ont endormi avec leur double discours, et bien réveillez-vous ! Ne vous laissez plus manipuler, c'était peut-être là où je voulais en venir, comme présentation ce n'est pas mal, je suis satisfait si vous m'avez suivi jusque là, on va pouvoir aborder notre sujet, je vous rassure, il n'y a pas de surprises, tout est clair et carré.

Quand on souhaite vérifier une information, il faut commencer par se demander où on va la chercher, sur le Net à partir de quels mots clés ou expressions. Dans le cas présent j'avais le choix entre Aaron Russo, Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. J'ai exploré ces trois pistes.

Au départ, il y a déjà quelques années, j'avais proposé aux lecteurs une vidéo que j'avais découverte par hasard sur le Net en recherchant des informations sur le 11 septembre 2001. Cette vidéo avait été réalisée par le sulfureux producteur Alex Jones que je ne connaissais pas du tout, elle consistait en un entretien qu'il avait eu avec un illustre inconnu pour moi dénommé Aaron Russo. Lors de cet entretien, Aaron Russo relatait les conversations ou révélations explosives qu'il avait eu avec son ami Nick (Nicholas) Rockefeller présenté comme un membre de l'illustre et riche famille de banquiers américains.

Son comportement m'étant apparu sincères, je ne crus pas utile de procéder à des vérifications sur sa personne ni sur le contenu de son discours que j'avais estimé globalement cohérent et sérieux, rien ne semblait clocher à première vue. Par la suite je ne reçus aucun courriel de lecteurs contestant le contenu de cette vidéo, donc je n'eus aucune raison de lui accorder plus d'attention et je n'y pensais plus. Les années passèrent jusqu'à ces derniers jours, où pour étayer un argument j'eus l'idée de faire référence à son témoignage sur les Rockefeller, et comme je ne savais plus où chercher cette vidéo dans mon disque dur qui me fait des caprices quand il s'agit de rechercher un document, je me dis que le plus rapide serait encore de la chercher sur le Net et de télécharger à nouveau cette vidéo. Et là quelle ne fut pas ma surprise de découvrir l'existence d'articles qui traitaient Aaron Russo d'imposteur, de menteur, de voleur, etc.

Choqué en pensant à mes lecteurs, immédiatement je voulus en avoir le cœur net, car il était hors de question que je fasse référence à cet entretien, s'il existait le moindre doute de manipulation. Les accusations qui étaient portées contre lui étaient extrêmement graves. Il fut accusé d'avoir inventé le personnage de Nicholas Rockefeller, puis d'avoir inventé son lien de parenté avec la famille Rockefeller, et enfin d'avoir inventé une loi fiscale dont il aurait été victime et qui n'aurait jamais existé, bref, ce serait un sale type ou un mythomane qui aurait imaginé toute cette histoire pour régler des comptes personnels, et qui aurait eu maille à partir avec la justice américaine.

Toute affaire cessante je décidais d'interrompre mon travail pour résoudre au clair cette affaire. Mais ce que j'ignorai, c'est que j'allais passer plus de quatre heures sur le Net pour en venir à bout car ma connexion est très lente, jusqu'à en perdre le sommeil parce que l'idée que j'aie pu me faire manipuler et d'avoir induit en erreur mes lecteurs me rendait malade.

Pour commencer, je pense qu'il est bon de rappeler qui était Aaron Russo décédé en 2007.

C'était un producteur de cinéma célèbre et un homme d'affaires, dont le père avait possédé une petite entreprise de sous-vêtements. Il avait été un temps négociant en or et argent, donc il n'était pas vraiment pauvre, juif comme les Rockefeller. Très jeune (en 1968), il avait possédé une boîte à Chicago où se produisirent des groupes de rock tel Led Zeppelin, Jefferson Airplane, Janis Joplin, etc. avant qu'elle ferme définitivement suite à un incendie qui la réduisit en cendres et qu'il attribua à la mafia républicaine qui estimait qu'elle était un lieu malsain ou de débauche, où se réunissait principalement la jeunesse opposée à la guerre du Vietnam. C'est au cours de cette expérience, après avoir été arrêté, racketté par la police et victime de brutalités policières qu'il commença à prendre conscience que les Etats-Unis n'étaient pas vraiment le pays de la liberté qu'il croyait être. Il milita chez

les républicains, puis il se rapprocha des démocrates, pour finalement jeter son dévolu sur les libertariens, dont il fut un des dirigeants et un prétendant à la candidature à la présidence des Etats-Unis au sein du parti libertarien en réunissant 30% des suffrages en 2004.

Maintenant voyons qui est Nicholas Rockefeller qui existe réellement.

C'est un avocat diplômé de l'université de droit de Yale, intervenant à la Cour suprême des Etats-Unis à Los Angeles. Il est membre ou participe à de nombreuses institutions américains (CFR) ou internationales (ONU), ainsi que des think tanks néoconservateurs, dont voici la liste non exhaustive.

Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR), du conseil d'administration de la Rand Corporation (Domaine militaire), de l'International Institute of Strategic Studies (Institut international d'études stratégiques), du Pacific Council on International Policy, du Western Justice Center, un des participant au World Economic Forum (Forum économique mondial) et de l'Aspen Institute. Il fut nommé Directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund. Récemment il a été nommé comme expert auprès de l'ONU sur le E-Commerce et il est le co-auteur d'un rapport intitulé Economic Strategy and National Security. Il a aussi une importante activité commerciale tournée vers la Chine dans les secteurs bancaire, immobilier, énergétique et des communications.

Quand j'entrepris de mettre au clair cette affaire, je commis l'erreur de commencer par chercher sur le Net le lien de parenté qui existerait entre Nicholas Rockefeller et la famille Rockefeller. Ce n'est qu'au bout de quatre heures de recherche que je réalisai que je ne trouverais rien, parce que Google faisant partie du premier cercle de l'oligarchie, des GAFA, la deuxième capitalisation à Wall Street en relation avec la NSA et la CIA avait intérêt et les moyens de faire disparaître ce lien ou faire en sorte qu'il soit difficilement accessible. Ma recherche avait porté sur les enfants, petits-enfants, arrière et arrière petits enfants du clan Rockefeller. Dès lors, je jetai mon dévolu sur Nicholas Rockefeller, et assez rapidement je parvins à trouver l'information qui me manquait.

Je ne l'ai pas dit jusqu'à présent pour ne pas jeter un doute sur ma démarche dans la tête de lecteurs, au cours de cette recherche j'avais acquis la certitude qu'il n'existait aux Etats-Unis aucune personne portant le nom de Rockefeller, hormis celle de cette famille de banquiers, industriels ou hommes d'affaires. J'en avais eu la confirmation en consultant la biographie d'une trentaine de personnes portant ce nom et tous membres de cette famille, il faut y ajouter une partie de leurs enfants.

J'en avais donc rapidement déduit que Nicholas Rockefeller faisait bien partie de leur famille même s'il n'apparaissait nulle part, pour les raisons que l'on sait, puisque cette vidéo comporte le seul témoignage dont on dispose sur la préméditation du 11 septembre 2001. Le fait que Nicholas Rockefeller, qui était loin d'être un avocat miteux ou perdu aux fins fonds des Etats-Unis, mais bien plutôt un personnage très riche et influent, qui plus est membre du CFR dont le président n'était autre que David Rockefeller, avait été un indice décisif qui m'avait encouragé à poursuivre mes recherches, cette fois avec succès.

L'information que j'ai découverte sur leur lien de parenté nous emmène en Chine. C'est là que Nicholas et David devaient se rencontrer selon un article de James T. Areddy du Wall Street Journal reproduit par le Chicago Tribune le 5 octobre 2005. Je pense que vous ne remettrez pas en cause cette source, n'est-ce pas ?

Sur le coup Nicholas Rockefeller refusa d'avouer les liens de parenté qu'il avait avec David Rockefeller qui adopta la même attitude, son associé, Peter Johnson, qui ne mit pas davantage en doute ce lien de famille et en déduisit qu'il était "probablement assez éloigné, septième ou huitième cousin".

Ci-dessous vous trouverez des extraits de l'ensemble des articles consultables sur Internet auxquels j'ai fait référence pour rédiger ce document, ainsi que leurs sources.

Nous voilà donc venu à bout de cette fausse information (Fake news) colportée sur le Net, qui était uniquement destinée à discréditer le témoignage d'Aaron Russo, et à rendre caducs les propos que lui avait tenus Nicholas Rockefeller, qui établissaient la responsabilité des Rockefeller et d'un clan de l'oligarchie dans la planification du 11 septembre 2001 et les guerres qui s'en suivront.

S'agissant de l'accusation de fraude fiscale portée contre Aaron Russo, là ce fut beaucoup plus facile de la démontrer. En effet, dans cette vidéo à 12"34' figurait un article du New York Times qui faisait référence à cette affaire. Il était daté du 14 juin 1994, et était intitulé Hight Court closing tax loophole retroactively. Ensuite je n'eus plus qu'à télécharger cet article et à traduire en français la partie qui nous concernait pour savoir qui avait menti d'Aaron Russo ou de ses détracteurs.

Ce que vous allez lire est stupéfiant.

Il était écrit noir sur blanc que le Congrès des Etats-Unis avait parfaitement le droit de voter une nouvelle loi fiscale et de l'imposer rétroactivement aux Américains, ou de déclarer illégale la loi qu'il avait adoptée précédemment, et sous prétexte qu'elle comportait une faille juridique dont auraient profité certains américains, d'exiger qu'ils s'acquittent de la différence ou

du montant correspondant à cette faille, qui plus est en leur imposant des pénalités et des intérêts couvrant la période entre l'adoption des deux lois.

Imaginez qu'en décembre 2018, l'Assemblée nationale s'aperçoive soudainement qu'une loi adoptée en 2008 et appliquée depuis comportait une faille permettant à une catégorie de Français de bénéficier d'un abattement fiscal, et qu'elle corrigeait cette loi 10 ans plus tard en indiquant que cette catégorie de Français n'aurait pas dû y avoir le droit et de la rendre rétroactive. C'est-à-dire qu'elle décide de leur appliquer cette nouvelle loi en exigeant qu'ils règlent au fisc la somme correspondant à cet abattement fiscal de 2008 à 2018. Mieux encore, en leur imposant des pénalités de retard et des intérêts couvrant toute cette période. C'est comme si demain on vous disait : Depuis 2008 vous avez été imposé à hauteur de 10% de vos revenus, nous avons commis une erreur, vous auriez dû être imposé à hauteur de 15%, et qu'on exige que vous payiez la différence sur les 10 dernières années écoulées, plus des pénalités de retard parce que vous ne les avez pas payés, plus des intérêts. Par exemple, si vous aviez payé 1.000 euros d'impôt par an pendant dix ans, et bien on vous réclamerait 50 euros multipliés par 10 ans, soit 500 euros plus les pénalités de retard et les intérêts.

Pour faire bref, Aaron Russo était négociant en or et en argent, et une loi exonérait partiellement de taxe les négociants, sans préciser que les négociants en métaux précieux en étaient exclus, donc il crut que cette loi s'appliquait à son négoce et il s'abstint de régler cette taxe.

Incroyable, mais vrai, la preuve.

High Court Backs Closing Tax Loophole Retroactively by Linda Greenhouse - New York Times 14 June 1994

The United States Supreme Court ruled today that Congress did not violate the Constitution when it closed a tax loophole retroactively in 1987 and collected back taxes from those who had relied on the original provision. (...)

In the tax case, Justice Harry A. Blackmun's opinion for the Court was a broad vindication of Congressional authority. "Tax legislation is not a promise, and a taxpayer has no vested right in the Internal Revenue Code," Justice Blackmun wrote.

He said that retroactive tax legislation did not violate due process as long as the Congressional purpose "was neither illegitimate nor arbitrary." In a concurring opinion, Justice Antonin Scalia said that the Court's reasoning "guarantees that all retroactive tax laws will henceforth be valid."

La Cour suprême des États-Unis a déclaré aujourd'hui que le Congrès n'avait pas violé la Constitution en supprimant rétroactivement une faille fiscale en 1987 et en percevant des arriérés d'impôts auprès de ceux qui s'étaient basés sur la disposition initiale.

(...)

Dans l'affaire fiscale, l'avis rendu par le juge Harry A. Blackmun à la Cour consista à confirmer et justifier la décision du Congrès. "La législation fiscale n'est pas une promesse et un contribuable n'a aucun droit acquis dans l'Internal Revenue Code", a écrit le juge Blackmun.

Il a ajouté que la législation fiscale rétroactive ne violait pas les garanties d'une procédure régulière tant que l'objectif du Congrès "n'était ni illégitime ni arbitraire". Dans une opinion concordante, le juge Antonin Scalia a déclaré que le raisonnement de la Cour "garantit que toutes les lois fiscales rétroactives seront désormais valables".

<https://www.nytimes.com/1994/06/14/business/high-court-backs-closing-tax-loophole-retroactively.html>

LVOG - "Désormais" a dit le juge mafieux Scalia, on est donc en droit d'en déduire que ce n'était pas le cas jusqu'à ce verdict, et que ce jugement ferait jurisprudence, bref, un cran de plus dans la tyrannie du régime ploutocratique sous Bill Clinton venait d'être franchi.

Les documents et sources des données qui m'ont servi pour rédiger cet article.

Les accusations portées contre Aaron Russo.

- Aaron Russo - rationalwiki.org

Aaron Russo (February 14, 1943–August 24, 2007) was an American filmmaker, political activist, tax evader and charlatan.

Aaron Russo (14 février 1943 - 24 août 2007) était un réalisateur, activiste politique, évadé fiscal et charlatan américain.

https://rationalwiki.org/wiki/Aaron_Russo

Nicholas Rockefeller n'aurait aucun lien avec la famille Rockefeller...

- Why the Conspiracy Theories Are Bullsh*t. - conspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com 2009

Claim: Aaron Russo was told by Nick Rockefeller, allegedly of the Rockefeller family...

Nick Rockefeller - Google - the only info about this guy anywhere on the internet comes from Aaron Russo himself! Nick's a nobody, he's neither powerful nor important -- the only reliable info anyone has found is that he's a lawyer who does business in China and has served on some international think tanks -- nowhere does it even indicate that he is a member of the Rockefeller family.

Déclaration: Nick Rockefeller ferait partie de la famille Rockefeller, aurait affirmé Aaron Russo...

Nick Rockefeller - Google - la seule information sur ce type n'importe où sur Internet provient de Aaron Russo lui-même! Nick n'est personne, il n'est ni puissant ni important - la seule information fiable que quiconque ait trouvé est qu'il est un avocat qui fait des affaires en Chine et a siégé à des groupes de réflexion internationaux - rien n'indique même qu'il soit membre de la Famille Rockefeller.

<http://whytheconspiracytheoriesarebullshit.blogspot.com/2009/04/debunking-bullshit-aaron-russo-and.html>

Vraiment, Nicholas Rockefeller serait quelqu'un d'insignifiant ? La preuve du contraire.

- Member of Advisory Board, RAND Center for Asia Pacific Policy - bloomberg.com

Mr. Nicholas Rockefeller has served as the company Director since February 1999. Mr. Rockefeller is an attorney with the law firm of Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, LLP, and has been with the firm since June 1997, prior to which he was engaged in the private practice of law for ten years. Mr. Rockefeller also serves as a Managing Principal of the Rockvest Development Group and its affiliate, the Rockefeller International Fund, which supervises investments...

Membre du conseil consultatif du Centre RAND pour la politique en Asie-Pacifique M. Nicholas Rockefeller est administrateur de la société depuis février 1999. M. Rockefeller est avocat au cabinet d'avocats Troop Meisinger Steuber Pasich Reddick & Tobey, srl a exercé le droit à titre privé pendant dix ans. M. Rockefeller est également directeur général du Rockvest Development Group et de son affilié, le Rockefeller International Fund, qui supervise les investissements...

<https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/person.asp?personId=759648&privcapId=21813173&previousCapId=52612471&previousTitle=CSIP%2520Group>

La liste des administrateurs.

<https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/committees.asp?privcapId=21813173>

Nicholas Rockefeller serait un simple avocat, pas vraiment riche. La preuve du contraire.

- International Business; Asian Luxury Hotel Is Near a Rare Sale par Wayne Aenold - New York Times August 3, 1999

Surya Semesta Internusa, a company controlled by the Suriadjaya family of Indonesia, plans to sell the 500-room Melia Bali hotel to Trenwith Holdings Ltd. for approximately \$50 million, one of the informants said. Trenwith is a joint venture 70 percent owned by Rockvest Development, a Rockefeller trust controlled by Nicholas Rockefeller, a California lawyer.

Surya Semesta Internusa, une société contrôlée par la famille indonésienne Suriadjaya, prévoit de vendre l'hôtel Melia Bali de 500 chambres à Trenwith Holdings Ltd. pour environ 50 millions de dollars, a déclaré l'un des informateurs. Trenwith est une coentreprise détenue à 70% par Rockvest Development, une fiducie Rockefeller contrôlée par Nicholas Rockefeller, un avocat de Californie.

<https://www.nytimes.com/1999/08/03/business/international-business-asian-luxury-hotel-is-near-a-rare-sale.html>

Nicholas Rockefeller ne ferait pas partie de la famille Rockefeller. La preuve du contraire.

- Confusion stymies plans for Shanghai project by James T. Areddy, The Wall Street Journal - Chicago Tribune October 5, 2005 Shanghai

The planned Peninsula Shanghai -- a \$361 million, L-shaped, 250-room hotel -- is a major part of the area redevelopment but is technically distinct from the Rockefeller Group master plan that abuts it. The hotel's builders have faced challenges over the Peninsula's height, but the project has moved on a faster track than the Rockefeller Group work.

The Rockefeller Group couldn't get its project off the ground. Relations quickly grew rocky between Rockefeller Group and New Huang Pu Group Co., the government-owned concern assigned to be the group's partner.

Stirring further confusion about Rockefeller Group in the minds of some government officials earlier this year was the arrival of one Nicholas Rockefeller, a Los Angeles attorney, who says he appealed to Shanghai Mayor Han Zheng to take over the project. He says he suggested to the mayor that his name would make it easy to adjust any contracts.

Nicholas Rockefeller declined to say where in the Rockefeller family he fits. But the family's patriarch, David Rockefeller, said through an associate that he doesn't recall ever meeting Nicholas. The relationship "is probably quite distant, seventh or eighth cousins," according to the associate, Peter Johnson.

Le Peninsula Shanghai prévu - un hôtel de 250 chambres en forme de L d'une valeur de 361 millions de dollars - constitue une partie importante du réaménagement de la zone, mais il est techniquement distinct du plan directeur du groupe Rockefeller qui le contemple. Les constructeurs de l'hôtel ont été confrontés à des défis liés à la hauteur de la péninsule, mais le projet a évolué plus rapidement que les travaux du groupe Rockefeller.

Le groupe Rockefeller n'a pas pu concrétiser son projet. Les relations entre Rockefeller Group et New Huang Pu Group Co., la société appartenant au gouvernement appelée à être le partenaire du groupe, se sont rapidement dégradées. L'arrivée d'un avocat de Los Angeles, Nicholas Rockefeller, qui a lancé un appel au maire de Shanghai, Han Zheng, a suscité une certaine confusion dans l'esprit du groupe Rockefeller. Il dit avoir suggéré au maire que son nom faciliterait l'ajustement des contrats.

Nicholas Rockefeller a refusé de dire où il se situe dans la famille Rockefeller. Mais le patriarche de la famille, David Rockefeller, a déclaré par l'intermédiaire d'un associé qu'il ne se souvenait pas avoir jamais rencontré Nicholas. La relation "est probablement assez éloignée, septième ou huitième cousins", selon l'associé, Peter Johnson.

<https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2005-10-09-0510090546-story.html>

LVOG – Ni Peter Johnson, ni David Rockefeller n'ont remis en cause la filiation de Nicholas Rockefeller à la famille Rockefeller sans fournir d'autres précisions, on comprend pourquoi. Fermer le ban.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Au format pdf (4 pages)

Ce mardi 6 novembre je rajoute quelques mots à la causerie d'hier après avoir changé l'image qui illustre l'actualité politique et sociale.

Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et foment les guerres.

Quant à l'Elysée et à l'Assemblée nationale, nous irons y manifester uniquement quand le moment sera venu de les prendre d'assaut et de s'emparer du pouvoir politique pour instaurer une République sociale et nous débarrasser du capitalisme.

Les opportunistes se réclament de Jean Jaurès depuis un certain temps, quand cela les arrange seulement, sinon ce ne seraient

pas des opportunistes. Bien que ce ne soit pas mon cas, on va leur rafraîchir la mémoire en lui donnant la parole, l'une de ses dernières prononcée le 31 juillet 1914, le jour de son assassinat : «[...] *Chez nous en France, on travaille de toute force à déclencher une guerre dont le but est de satisfaire des velléités écoeurantes et parce que les bourses de Paris et de Londres ont spéculé à Petersbourg [...]; on cherche la guerre qu'on attise depuis longtemps.*» (Extrait de *La falsification de l'histoire : Un moyen de maintenir le pouvoir impérial*, document disponible dans cette page au format pdf.)

Qu'il n'en tira pas toutes les conclusions politiques qui s'imposaient déjà depuis une décennie, c'est évident, après il n'en eut plus l'occasion. Remarquez bien qu'il ne fut pas le seul dans ce cas-là, puisque pratiquement l'ensemble mouvement ouvrier s'embourba dans les tranchées de l'union nationale pour n'être sauvé provisoirement et pendant une courte période que grâce à la révolution russe de 1917, dont nous nous réclamons à juste titre, puisque c'est elle grâce à Lénine et Trotsky qui permit de maintenir à flot le drapeau du socialisme pour nous le transmettre. Vous aurez compris à cette occasion, que ne pas s'en réclamer revient à tourner le dos au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Je vais collecter les infos d'hier sur le Net et j'arrête de bosser pour aujourd'hui.

[La causerie du jour, Pondichéry 15h.](#)

J'ai préparé une causerie et quelques infos, mais comme elle est très longue, elle ne sera prête que demain midi, le temps d'y mettre la dernière main et de la formater. Pour patienter j'en publie le début.

C'est le 23 décembre qu'arriva l'échéance du renouvellement de l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge. Pour les 3 années à venir, cela représente la somme de 86 euros. Je n'ai encore pris aucune décision et vous allez comprendre tout de suite pourquoi.

Je me demande encore si je vais continuer seul cette activité sur le Net, car chaque info dont on prend connaissance doit être systématiquement et minutieusement analysée, tant les sources d'erreur ou de manipulation se sont multipliées, c'est déliant !

On en est arrivé au point où il faut systématiquement vérifier chaque information transmise par les médias ou d'autres sources publiant des articles sur Internet, et il est impératif de cerner qui en est à l'origine pour avoir une petite idée sur les intentions de son auteur ou dans quelle direction il voulait nous entraîner, ce qu'il voulait qu'on retienne de cette lecture, sans oublier de se demander ce qui manquait dans son article et de se poser la question pourquoi. Ensuite seulement, après avoir épuisé toutes les hypothèses et vérifié chaque supposition ou déduction qui nous étaient venues à l'esprit, à force de recoupements et de vérifications des sources, disposant de preuves matérielles solides et incontestables, on peut conclure et se dire : voilà ce qui s'est réellement passé, tu vas enfin pouvoir y faire référence ou le publier sans prendre le moindre risque !

C'est dingue, et à chaque instant on doit faire preuve de la plus grande vigilance qui soit, la moindre distraction ou inattention peut être fatale, car on n'imagine pas ce qu'ils peuvent inventer ou de quoi ils sont capables. Il ne faut jamais oublier qu'on peut se retrouver en présence d'illusionnistes, de faussaires, de mythomanes, de menteurs professionnels, de psychopathes aussi, journalistes, chroniqueurs, écrivains, historiens, économistes, "experts" en tout genre, dirigeants politiques ou simples citoyens anonymes qui véhiculent une idéologie, et qui se foutent généralement des faits ou de la réalité qu'ils triturent dans tous les sens, de la vérité, rares sont ceux qui annoncent la couleur et qui font preuve de rigueur, qui ne privilégient pas leur engagement ou leurs idées au détriment des faits, et encore plus rares sont ceux qui corrigent publiquement leurs erreurs, qui manifestent une honnêteté absolue, bref, c'est épuisant car on y passe un temps fou.

De plus, même si on sait pourquoi généralement ou on peut l'imaginer, on se demande toujours comment cela est-il possible de la part de gens censés évolués d'agir ainsi, quel plaisir cela peut leur procurer de tromper les autres de la sorte, quel sens ils donnent à leur vie. Cela nous dépasse ou surprend quelqu'un de normalement constitué ou de mentalement équilibré qui a ou croit en des valeurs, des principes progressistes ou humanistes.

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Qui a dit ?

- "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

Réponse : Un aveu du média-oligarque Libération dans l'article du 2 novembre 2018 intitulé *40 % des Français favorables à un régime autoritaire ?*

Extrait du courriel reçu de la nouvelle Consule de France à Pondichéry.

- *Chers compatriotes, chers amis de la Communauté française,*

(...)

Ce mois de novembre revêt un caractère très particulier, puisque nous allons commémorer le centenaire de l'Armistice de 1918. Ce devoir de mémoire est une responsabilité collective, car il est le fondement du vivre ensemble aujourd'hui, et demain.

C'est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 soit l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance mondiale.

Gageons qu'elle fait partie de la macronie, son langage en est tout imbibé comme vous pouvez le constater.

Ceux, qui parmi nous ont sous-estimé systématiquement pendant des décennies ou voire davantage, notamment les discours tenus par des chefs d'Etat occidentaux situant leur politique dans la perspective de l'instauration, je cite, d'un nouvel ordre mondial, qui n'ont pas cessé de nier farouchement cette réalité pendant plus d'un demi-siècle, veuillent bien se raviser et cesser d'inclure en erreur les militants et les travailleurs avec leurs théories foireuses, leurs stratégies inadaptées à la situation.

Non, tous les militants qui tiennent compte de ce facteur et l'évaluent à sa juste valeur ne sont pas des adeptes de théories du complot, concept inventé par la CIA dans la fin des années 50 je crois. Cessez de tenir ce discours digne de l'Inquisition ou des pires dictatures, copié sur ceux qui l'emploient au gouvernement, à LREM ou dans les médias, à seule fin de discréditer les opposants au régime ou des dissidents de la gauche et de justifier la censure dont ils font l'objet.

Si nous sommes à l'aube de l'établissement d'une "gouvernance mondiale" totalitaire, il est impardonnable de ne pas l'avoir identifiée comme telle, de ne pas s'y être préparés pour l'affronter, car cela fait déjà des lustres que ce modèle de société tyrannique existait aux Etats-Unis, de très nombreux témoignages le prouvaient amplement pour qu'on prenne à temps la mesure de cette menace qui pesait sur l'avenir de la civilisation humaine. On a aussi négligé que le cours de la lutte des classes aux Etats-Unis serait capital pour l'évolution de la lutte des classes dans chaque pays ou qu'elle déterminerait son orientation ou son avenir...

Nous appelons les militants des partis qui se définissent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, de se doter de dirigeants qui intègrent ce facteur dans leurs analyses de la situation nationale et mondiale et qui en fassent l'axe de leur combat politique... Sinon, à quoi bon prétendre lutter contre Macron et le totalitarisme.

J'ai entièrement rédigé ce passage et le suivant d'une traite ce matin, je le précise en me disant qu'ils doivent pouvoir être améliorés...

Le parlementarisme connut trois périodes caractérisées par le républicanisme, l'affairisme et le lobbying.

- Le parlementarisme républicain vécu jusqu'à son effondrement, de la révolution bourgeoise ou de l'avènement du capitalisme jusqu'au stade de l'impérialisme... Il ne survécut pas à la Première Guerre mondiale ou il ne devait pas s'en remettre à l'issue de cette épreuve...

- Le parlementarisme affairiste lui succéda une fois les partis ouvriers totalement corrompus ; les deux premières périodes se chevauchèrent un temps sous la IVe République en France, ce qui se manifesta par son instabilité, de la même manière que les deux dernières devaient se combiner sous la Ve République jusqu'à l'élection de Hollande en 2012 en France, ce que confirma magistralement l'élection de Macron en 2017.

- Le parlementarisme lobbyiste le supplanta quand les partis ouvriers se disloquèrent et disparurent des institutions (Etats-Unis) ou la lutte des classes fut neutralisée, marquant ainsi la fin de la République. Il faudrait préciser que la lutte des classes continue mais sans constituer une réelle menace pour le régime totalitaire en place ou qui se met en place selon les pays. Et la lutte des classes fut neutralisée parce que la classe ouvrière n'était pas parvenue à se doter d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Ce qui distingue l'affairiste du lobbyiste, c'est que l'affairiste peut pencher à droite ou à gauche (très peu) en fonction de l'évolution de la lutte des classes dont il subit l'influence bien malgré lui, tandis que le lobbyiste penchera toujours à droite.

Le lobbyiste, c'est un affairiste qui a réussi, qui est devenu riche ou millionnaire ; les congressistes américains le sont pratiquement tous. Les affairistes votent des lois qui leur permettent de s'enrichir, sinon ils se font acheter par des lobbies, et ainsi ils deviennent eux-mêmes des lobbyistes par la suite, c'est ainsi que les lobbyistes succèdent aux affairistes au pouvoir.

Dans ces conditions, sous le parlementarisme lobbyiste plus aucune loi progressiste ou sociale ne sera plus jamais adoptée, et la société sera vouée à régresser sans cesse sur le plan social jusqu'à sa privatisation totale, totale, comme totalitaire ou totalitarisme.

C'était relativement accessible à nos dirigeants bac +7, non vous ne trouvez pas ? Vous ne trouvez pas qu'il serait temps de les remplacer ?

Le 8 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été obligé de diviser en deux parties la causerie que j'avais prévu de publier parce qu'elle était trop volumineuse. De plus je l'ai complétée dans la journée. La seconde partie demain. Je n'ai même pas eu le temps de me connecter à Internet aujourd'hui. On fait ce qu'on peut.

● Au format pdf (12 pages)

Les infos en bref et les articles de médias divers que j'ai reproduits dans les causeries ont servi au cours de ces dix dernières années à étayer, vérifier, confirmer, corriger, affiner, ma théorie et ma stratégie politique ou plus généralement l'orientation politique que je défendais, à montrer aux lecteurs que le matérialisme dialectique était un instrument irremplaçable pour analyser la situation afin d'éviter de sombrer dans le gauchisme ou l'opportunisme, et garder le cap vers le socialisme.

Vous avouerez qu'on ne pouvait pas imaginer une épreuve plus implacable, impartiale, transparente comme il est de bon ton de dire chez ceux qui ont des choses inavouables à nous cacher, je préfère le terme de loyauté. Car j'ai pris à témoin les lecteurs ou je leur ai fait partager cette expérience, je ne les ai jamais pris en traître, je ne les ai jamais flatté ou je ne leur ai rien épargné non plus, parce que j'estimais qu'on n'était là pour se raconter des histoires, ce qu'apparemment ils ont mal vécu ou compris.

Ils ont pu vérifier eux-mêmes la véracité de ma démarche et de mes analyses, et que je ne cétais absolument rien à la réaction et à ceux qui la ménageaient ou qui en étaient les complices en se présentant sous de faux masques.

Etant totalement isolé et n'étant pas un intellectuel, il me faut forcément du temps et fournir énormément d'efforts pour mettre de l'ordre dans mes idées et les vérifier une par une, ce qui se traduit obligatoirement quand on les livre quasi quotidiennement à des approximations et bien des erreurs qui seront corrigées par la suite. Car il en passe du temps avant de se forger une solide conviction ou de parvenir autant que faire se peut à épuiser un sujet, parfois même avant d'adopter une position ou une caractérisation précise ou définitive. Entre temps on se livre à une intense réflexion qui peut nous entraîner dans des directions opposées ou hasardeuses aussi, de sorte qu'on ignore ce qui en sortira à l'arrivée, on en a bien malgré tout une petite idée, mais on ne peut s'y fier tant qu'elle demeure inachevée ou présente des lacunes ou qu'on n'a pas épuisé toutes les hypothèses ou questions qui nous sont venues à l'esprit, du coup ce que livre généralement dans les causeries correspond davantage à ce processus de maturation en cours plutôt que ses conclusions qui viendront le moment voulu.

Je suis un peu comme un chercheur qui prendrait le risque de communiquer les conclusions provisoires auxquelles il serait parvenu à chaque étape de ses travaux, et que des gens mal intentionnés ou manquant singulièrement de discernement jugeraient et critiqueraient, sans tenir compte qu'il avait spécifié qu'il ne leur avait pas encore livré ses conclusions définitives, et qui ne tiendraient jamais compte de ces dernières par la suite, leur jugement était catégorique et définitif, la plupart du temps sans jamais rien n'avoir étudié eux-mêmes sérieusement, état d'esprit qui fera d'eux des candidats potentiels idéaux aux manipulations de la réaction que certains colporteront à leur tour ensuite.

Maintenant quand j'observe l'attitude des lecteurs à mon égard, qui ne suivent pas forcément les causeries au jour le jour, j'en suis arrivé à la conclusion que leur jugement se focalisait de préférence sur une étape de ce processus qu'ils prennent en cours de route et qu'ils confondent avec ses conclusions. Car, s'il en était autrement, ils s'apercevraient que les idées que je développe concordent avec les faits qui sont portés à leur connaissance quotidiennement, ainsi que l'orientation ou l'évolution de la société, du capitalisme qui en quelque sorte confirme mon analyse, pas au détail près, mais de manière générale, au point même que j'ai pu montrer que très souvent mes pronostics s'étaient avérés exacts.

Nos dirigeants possèdent la vérité révélée. Quand on les interroge, spontanément, en un éclair la réponse jaillit de leur esprit et ils vous la livrent, et désormais elle aura le statut de vérité parfaite, absolue, définitive que tous les militants seront priés d'adopter sous peine d'être méprisé, ridiculisé, isolé, marginalisé, exclus.

Et bien je ne fonctionne pas de cette manière-là, désolé, et je refuse de me plier à cette stupéfiante prétention qui fait terriblement penser au mécanisme de la fabrication du consentement destiné à contrôler les consciences et à faire de ses adeptes, des esclaves ou serviteurs dépourvus d'esprit critique ou incapables de penser librement par eux-mêmes d'un régime tyrannique ou totalitaire. Durant son existence, le mouvement ouvrier a rarement connu un autre fonctionnement, ce qui explique en grande partie sa faillite.

Moi aussi j'ai milité autrefois dans une organisation, trotskyste, et ce que j'évoque correspond à ce que j'ai vécu, j'ai eu l'occasion

d'en parler dans plusieurs causeries. Depuis cette époque, à la fin des années 70, absolument rien n'a changé, aucun dirigeant des différents courants qui se réclament du trotskysme n'a progressé ou rompu avec cette méthode, dans le cas contraire cela se saurait, n'est-ce pas, il se serait manifesté ici puisqu'on leur en avait fourni l'occasion, or tel n'a jamais été la cas.

Peu de temps avant son assassinat par un agent de Staline, Trotsky assista au début de la dislocation d'une des principales organisations trotskystes aux Etats-Unis. Je ne me souviens plus si elle a totalement disparu ou si elle existe encore à l'état décomposé, peu importe, toujours est-il que l'avant-garde du mouvement ouvrier américain qui était organisée dans l'embryon de IVe Internationale dégénéra sous les coups portés par le stalinisme et la Seconde Guerre mondiale, du new deal et du crédit bon marché qui corrompt le prolétariat, et ils ne s'en remirent jamais. Certains de ses dirigeants rejoignirent le parti républicain ou démocrate, tandis que les autres cessèrent définitivement le combat politique ou disparurent sans laisser de trace, rares sont ceux qui manifestèrent leur fidélité au socialisme, une poignée seulement peut-être, et aucun apparemment ne parvint à en transmettre intact l'héritage aux générations suivantes de militants ou de travailleurs et cela dure depuis 70 ans.

En France nous avons assisté au même processus qui fut plus lent, il devait se réaliser à un rythme différent. Tout le monde sait que, ce que les Américains produisent se transmet ou est exporté dans le reste du monde avec un certain décalage dans le temps, qu'ils s'agissent de modes, de culture ou de mœurs, et bien ce fut la même chose pour la politique. Ils ont eu Reagan au milieu des années 80, nous nous avons eu Macron 37 ans plus tard, et comme c'est parti, si les militants ne réagissent pas à temps, c'est-à-dire immédiatement, ce qui reste aujourd'hui de l'avant-garde à présent déjà disloquée, achèvera sa décomposition et disparaîtra à son tour, et nous nous retrouverons en France avec une société qui sera le clone ou la reproduction exacte de la société dégénérée américaine et bien pire encore, tyrannique, car aux Etats-Unis, avec le consentement des Américains dorénavant totalement dépendants de l'organisation financière mafieuse qui a pris le contrôle des institutions et de tout le pays ou ne disposant plus d'aucun droit social ou politique, l'espoir d'un changement politique ou de société à long terme est quasiment nul.

Encore une fois et je terminerai par là, ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les faits qui nous amènent à cette effrayante conclusion, que les militants refusent d'admettre suivant docilement des dirigeants faillis ou corrompus qui le nient, alors que c'est en train de se dérouler sous nos yeux. Je les appelle à réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le mouvement ouvrier américain et son avant-garde se sont tellement discrédités aux yeux des intellectuels et des classes moyennes, qui furent autrefois à l'origine de la fondation des partis ouvriers, qu'ils sont livrés à eux-mêmes sans direction, tandis qu'un nombre grandissant d'intellectuels américains ayant rompu avec le parti démocrate du groupe Bilderberg demeurent incapables à ce jour de renouer avec les masses et le socialisme, alors que c'est là que réside la clé pour envisager sérieusement la perspective d'un changement de régime aux Etats-Unis, dans un premier temps, la refondation du mouvement ouvrier sur cette base.

[Dans quel monde vivons-nous ? Quelques documents et faits d'actualité pour étayer mes propos.](#)

Chaque fois il s'agit d'extrait d'article.

Le complexe industriel militaro-humanitaire se drape de vertu pour étendre l'hégémonie occidentale par Tomasz Pierscionek – Le 4 octobre 2018 – Source RT - Le Saker Francophone

Shakespeare a écrit un jour que le diable est capable de citer les Écritures quand il y va de son intérêt. Aujourd'hui, ce sont les termes « humanitaire » et « démocratie » qui servent à couvrir les morts et les destructions.

Des mots respectables comme « humanitaire » et « démocratie » ont fini par prendre un sens funeste et cynique du fait de leur détournement pour justifier l'invasion de nations souveraines, et promouvoir l'expansion de la domination militaire et culturelle occidentale à travers le monde. Les médias grand public ainsi que des militants des droits de l'homme y participent en diffusant des contre-vérités et en jouant sur les sentiments de peur, de colère et de répulsion du public pour l'influencer et faire passer pour juste une agression contre un État souverain. Source RT - Le Saker Francophone

LVOG - Effectivement, pratiquement tous les partis du mouvement ouvrier se sont associés à ces opérations montées par le "complexe industriel militaro-humanitaire", ce dont leurs dirigeants se gardent bien de révéler à leurs militants...

Make America first poor rich country par Umair Haque – Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

(Article intégral - LVOG)

Les États-Unis sont le premier pauvre pays riche.

Comment l'effondrement du pays crée une nouvelle sorte de pauvreté.

Examinons les statistiques suivantes. L'Américain moyen ne peut pas réunir 500 dollars en cas d'urgence. Un tiers des Américains n'ont pas les moyens de se nourrir, de se loger et de se soigner. Les soins de santé pour une famille coûtent maintenant 28 000 dollars, soit environ la moitié du revenu médian de 60 000 dollars.

À elles seules, bien sûr, les statistiques ne disent pas grand-chose. Mais prises ensemble ces données en disent long. L'histoire qu'elles commencent à raconter est la suivante.

Les États-Unis, semble-t-il, sont en train de devenir quelque chose comme le premier pays riche du monde. Et c'est le genre de sujet que nous ne saisissons pas bien. Après tout, l'autoritarisme et l'extrémisme ne surgissent pas dans des sociétés prospères, mais dans des sociétés en difficulté, qui s'appauvrissent de plus en plus, comme l'Amérique d'aujourd'hui. Qu'est-ce que je veux dire par tout ça ?

Commençons par ce que je ne veux pas dire. Je ne parle pas de pauvreté absolue. Les Américains ne vivent pas avec quelques dollars par jour, comme les gens en Somalie ou au Bangladesh par exemple. Le revenu médian de l'Amérique est toujours celui d'un pays riche, autour de 50 000 \$, selon la façon dont il est compté. Je ne parle pas non plus de pauvreté relative, c'est à dire les personnes vivant sous le revenu médian. Même si c'est un problème croissant aux États-Unis, parce que la classe moyenne est en train d'implorer, ce n'est pas le vrai problème auquel ces chiffres font allusion non plus.

L'Amérique semble être à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Un phénomène pour lequel nous n'avons pas encore de nom. C'est quelque chose comme vivre au bord du gouffre, être constamment au bord de la ruine, à un petit pas de la catastrophe et du désastre, avec toujours un risque de passer à travers les mailles du filet. Cette pauvreté a deux composantes – une inflation massive pour les frais de première nécessité de la vie, associée à un risque écrasant et asymétrique. J'y reviendrai tout à l'heure.

L'Américain moyen a un revenu relativement élevé, celui d'une personne dans un pays dit riche. Seulement ce revenu ne lui permet pas d'aller très loin. La plus grande partie est dévorée en essayant de se payer les premières nécessités de la vie. Nous avons déjà vu à quel point les coûts des soins de santé sont élevés. Mais il y a aussi l'éducation, le transport, les intérêts et le loyer. Il y a les médias et les communications. Il y a la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées. Toutes ces choses réduisent l'Américain moyen à vivre constamment au bord de la ruine, à juste un mois de salaire de la pénurie, à une urgence près de tout perdre.

Ce n'est pas le cas pour les collègues occidentaux. En Europe, au Canada et même en Australie, la société investit dans toutes ces choses – et les coûts des produits de première nécessité sont réglementés. Par exemple, je paie 50 dollars pour le haut débit et la télévision à Londres mais 200 dollars pour la même chose à New York alors qu'à Londres j'obtiens des médias beaucoup plus nombreux et de meilleure qualité pour mon argent (même en incluant des merdes américaines comme Ancient Aliens). Ce sont les bénéfices de la réglementation. Et lorsque des biens de base comme les soins de santé, les soins aux personnes âgées ou l'éducation sont fournis et gérés à l'échelle sociale, c'est là qu'ils sont les moins chers, et souvent de meilleure qualité. Ainsi, les soins de santé coûtent beaucoup moins cher à Londres, Paris ou Genève – et l'espérance de vie est également plus longue.

Donc, si vous gagnez 50 000 \$ aux États-Unis, c'est une chose très différente que de gagner 50 000 \$ en France, en Allemagne ou en Suède. En Amérique, vous devez payer très cher pour l'essentiel de la vie, les produits de première nécessité. Ainsi, les revenus s'étendent beaucoup plus loin dans d'autres pays, qui jouissent d'une qualité de vie nettement supérieure, même si les gens y gagnent à peu près le même montant, car ils paient beaucoup moins pour les produits de première nécessité. Les Américains sont riches, mais seulement en théorie ; leur argent n'achète pas autant que leurs pairs en occident, là où c'est le plus important, c'est-à-dire les services de base.

Que se passe-t-il lorsque les sociétés ne comprennent pas tout ceci ? Eh bien, une chose étrange est arrivée à l'économie américaine. S'il est vrai que les téléviseurs et les playstations sont devenus moins chers, le coût de base de la vie a grimpé en flèche. Toutes les choses qui améliorent vraiment la qualité de vie des gens – les soins de santé ; les finances ; l'éducation ; les transports ; le logement, etc. – en sont venues à consommer une part tellement importante du revenu moyen des ménages qu'il leur reste peu d'argent à épargner, investir ou dépenser pour autre chose. Pire encore, alors que les produits de base ont connu une inflation massive, les salaires et les revenus (sans parler de l'épargne et des prestations, des filets de sécurité et des possibilités) ont stagné pour la plupart des gens. Il en résulte une économie, et une société, qui s'effondre.

Pourtant tout cela n'est que l'effet direct d'avoir donné, par exemple, le contrôle sur les médicaments à des fonds spéculatifs, ou le contrôle sur le logement, les soins de santé et l'éducation à d'autres spéculateurs. Ils vont bien sûr maximiser les profits, alors qu'investir socialement dans ces domaines, ou au moins les réglementer, minimise les coûts réels et en optimise l'accessibilité, le caractère abordable et la qualité.

Ainsi, l'Américain moyen, qui est laissé en plan, doit emprunter, emprunter, emprunter, emprunter, juste pour maintenir une qualité de vie décente, parce que le fait de donner au capitalisme le contrôle des éléments de base de la vie a provoqué une inflation massive et galopante des produits de première nécessité, tout en réduisant les revenus. Les soins de santé ne coûtaient pas la moitié du revenu médian il y a dix ans, c'est pourtant le cas maintenant. Que se passera-t-il lorsque, dans une décennie ou deux,

les soins de santé coûteront la totalité du revenu médian ? Comment une économie, et encore moins une société, peut-elle fonctionner de cette façon ?

Que se passe-t-il si l'Américain moyen franchit la ligne ? S'il manque un paiement hypothécaire, tombe malade et est incapable de payer quelques factures à temps, s'il ne peut pas payer les coûts des soins de santé ? Et bien ils sont punis sévèrement et sans pitié. Leur « cote de crédit » est abaissée. Ils peuvent facilement se retrouver à la rue, sans argent, sans seconde chance, sans accès à un quelconque recours ou soutien... Et puis ils sont rejetés, rejetés et ostracisés. Il se peut qu'ils n'aient plus d'adresse, alors qui les engagera ? Ils ne font plus partie de la société, ils sont passés à travers les mailles du filet et il est souvent presque impossible de retrouver son chemin. Risque asymétrique ; les entreprises, les lobbies et les banques ne supportent aucun risque, précisément parce que l'Américain moyen les supporte tous pour eux.

Ainsi, les Américains ne sont pas seulement absolument ou relativement pauvres, mais pauvres d'une toute nouvelle façon. Tout d'abord, les prix des produits de première nécessité ont explosé, au point qu'ils sont maintenant inabornables pour beaucoup de ménages, peut-être même pour la plupart. Deuxièmement, les Américains courent le risque de payer ces coûts inabornables dans une mesure extrême, en assumant les risques que les institutions devraient assumer, de sorte que ces risques sont aujourd'hui dramatiquement élevés. Une banque, un fonds de couverture ou une société peut faire faillite et liquider ses actifs, et ses propriétaires resteront riches, mais si la cote de crédit d'un Américain est abaissée, s'il perd son emploi, ne peut pas payer ses factures, ou même s'il se déclare en faillite, il tombe entre les mailles du filet, est poursuivi, embarqué, marqué institutionnellement au fer rouge. Il se retrouve en dehors de la société, avec peu de moyens pour y retourner. Il n'est donc pas étonnant que les Américains travaillent beaucoup plus dur que n'importe où ailleurs puisqu'ils ils sont toujours à un pas de tout perdre, de la ruine véritable, alors que leurs pairs dans les autres pays riches ne le sont pas.

Marx aurait probablement appelé ça une paupérisation. Les théoriciens néo-marxistes appellent cela la précarité. Et bien qu'il y ait du vrai dans ces deux idées et perspectives, je pense qu'elles passent à côté de trois points essentiels.

Nous ne voyons pas l'Amérique comme un pays pauvre, mais nous devrions commencer à le faire. Les Américains mènent une vie assez abyssale – courte, solitaire, malheureuse, pleine de travail, de stress et de désespoir, par rapport à leurs pairs. C'est parce qu'ils ne peuvent pas en avoir de meilleurs, le capitalisme prédateur associé à une mauvaise gestion économique des investissements sociaux ayant rendu les produits de base vitaux ruineusement inabornables. De cette façon, il s'agit effectivement d'un pays pauvre même s'il y a un petit nombre d'ultra riches, mais ils forment l'exception, sont atypiques par rapport à la normale. Parce que ce n'est pas n'importe quelle pauvreté, la pauvreté d'avant, ou même la pauvreté à laquelle nous avons l'habitude de penser.

L'Amérique est à l'avant-garde d'un nouveau type de pauvreté. Le genre de pauvreté qui s'est développé en Amérique n'est pas seulement bizarre et horrible, il est nouveau et invisible. Ce n'est pas quelque chose que nous comprenons bien, économistes, intellectuels, penseurs, parce que nous n'avons pas de bon cadre pour y réfléchir. Ce n'est pas la pauvreté absolue comme en Somalie, et ce n'est pas seulement de la pauvreté relative, comme dans les républiques bananières dorées. C'est une création uniquement américaine. Son capitalisme extrême rencontre le darwinisme social par le biais d'une autosuffisance robuste croisée avec une cruauté britannique.

Le genre de pauvreté dont l'Amérique est pionnière d'aujourd'hui n'est pas absolue, ni même relative, mais quelque chose qui ressemble davantage à la pauvreté parfaitement accordée, à la pauvreté stratégique, à la pauvreté de base ; des gens nominalement aisés mais dont l'argent ne leur permet pas de vivre réellement bien, vivant constamment au bord de la ruine, et donc forcés de réprimer leur colère et de servir les systèmes mêmes qui les oppriment et les soumettent avec toujours plus d'indignité, de peur et de servilité.

L'Amérique est toujours innovatrice aujourd'hui. Malheureusement, ce qu'elle innove maintenant est une nouvelle forme de pauvreté. Pourtant, la pauvreté c'est de la pauvreté. Que se passe-t-il dans les sociétés où la pauvreté augmente ? L'autoritarisme augmente, car les gens perdent foi en la démocratie qui ne semble pas pouvoir leur offrir des contrats sociaux de travail. L'autoritarisme devient bientôt fascisme – « ce pays, cette terre, sa moisson, ce n'est que pour le vrai Volk » –, le cri monte, quand il n'y en a plus assez en circulation. Et le reste de cette histoire sombre et sinistre de chute dans l'abîme, vous devriez la connaître maintenant. Elle se termine par des mots que nous n'osons pas prononcer.

Pourtant, l'histoire nous l'a raconté à maintes reprises. Et elle nous la raconte, encore une fois, avec l'histoire de l'effondrement américain. Source Medium.com 24 mai 2018 - Le Saker Francophone

LVOG - On comprend mieux ce que signifie l'appauvrissement des classes moyennes dont on entend souvent parler... Pourquoi serait-ce si important d'en prendre conscience ?

Pardi, parce que cela change radicalement le regard qu'on portait sur elle jusqu'à présent ou les rapports qu'on leur prêtaient avec le régime, qui forcément vont se déliter de plus en plus ou craquent déjà de partout, cela signifie qu'il existe désormais une étroite fenêtre qui devrait s'agrandir sans cesse au travers de laquelle on pourra s'adresser à elles, parce qu'elles sont à la recherche d'une issue politique, ce qui n'était pas le cas il y a peu encore. Il faudrait qu'on soit plus précis pour déterminer

depuis quand exactement, 2008, bien avant, sans doute, et là aussi nous serions passés à côté ?

Le même processus se produira en France et ailleurs en Europe. Je l'avais pressenti ou devancé en indiquant dans des causeries qu'on devrait également s'adresser aux classes moyennes, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

New York bat son record d'étudiants à la rue par Tyler Durden – Le 22 octobre 2018 – Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Selon une nouvelle étude, le nombre d'élèves sans-abri à New York a atteint un sommet historique pour l'année scolaire qui s'est terminée en juin.

L'augmentation du nombre d'enfants sans abri se passe à une époque où l'administration Trump proclame que nous traversons « la meilleure période économique de tous les temps ».

Les données du Centre d'assistance technique et éducative de l'État de New York pour les étudiants sans-abri (NYS-TEACHS), un projet des défenseurs des enfants de New York (AFC), ont révélé un nombre record de 114 659 étudiants hébergés en logements temporaires pendant l'année scolaire 2017-2018, une hausse de presque 3% par rapport aux 111 562 de 2016-17 ans.

Cela veut dire qu'environ 10 % de tous les élèves inscrits dans les écoles de New York sont sans abri. Ce chiffre choquant représente plus du double du taux de l'ère de la crise financière de 2007-2008. Des études gouvernementales ont montré que les élèves qui n'ont pas de domicile « sont moins susceptibles de satisfaire aux normes scolaires en lecture et en mathématiques et de terminer leurs études secondaires à temps », explique le New York Daily News.

Selon Newsy, un district scolaire du Bronx compte le nombre incroyable de 10 000 élèves sans abri. Dans une seule école, plus de 40 % des élèves étaient sans abri à un moment donné.

Les données recueillies par le bureau du contrôleur de la ville en mars, telles que rapportées par le New York Times, ont révélé une détérioration de la performance des étudiants sans-abri en raison du faible taux de fréquentation de l'école. Le rapport révèle aussi que le service de l'éducation de la ville a des difficultés à contacter les tuteurs légaux d'enfants sans-abri, en raison de leur déménagement constant d'un refuge à un autre. Source Zero Hedge - Le Saker Francophone

Effondrement en vue pour l'oligarchie par Dmitry Orlov – Le 22 octobre 2018 – Source Club Orlov - Le Saker Francophone

L'objectif du 0,01% est donc de maintenir le système financier et commercial à un niveau suffisant pour répondre adéquatement à ses propres besoins, sans se préoccuper de ceux des autres, et de garder les politiciens dans leurs poches pour rendre cela possible. Quant au reste de l'humanité ... eh bien, il est problématique. Si la culture et la société restent intactes, alors, une fois qu'ils se rendent compte que tout le système est truqué contre eux et en faveur du 0,01%, ils pourraient organiser et commencer une révolution. Mais si, d'autre part, la société et la culture ont été minées et détruites par avance, elles n'auront pas la cohésion sociale et l'esprit public nécessaires à une telle entreprise, et elles erreront simplement en poussant un chariot rempli de leurs maigres possessions, fouillant dans les ordures et dormant dans la rue.

Le but de l'oligarchie est de décimer et de neutraliser l'ensemble de la population par divers moyens. L'un d'entre eux est la destruction physique : envoyer leurs jeunes mourir ou être mutilés dans des guerres qui sont inutiles du point de vue de la défense nationale, qui ont un certain sens comme moyen d'enrichissement personnel pour certains, mais qui conviennent parfaitement comme mécanismes pour décimer les classes populaires américaines.

Il y a une synergie à explorer entre une guerre inutile et une autre forme de destruction sociale, la drogue. L'Afghanistan – un pays qui n'a jamais représenté une menace pour qui que ce soit – a été envahi et transformé en une très grande plantation de pavot à opium et une usine à fabriquer de l'héroïne. Pour créer un marché pour l'héroïne, les médecins ont été incités à prescrire de grandes quantités d'analgésiques opiacés, souvent inutilement, afin de créer un vaste bassin de toxicomanes qui passeraient ensuite à l'héroïne afghane une fois leurs prescriptions épuisées. Cette politique a été un succès et les surdoses d'opiacés aux États-Unis sont maintenant responsables de plus de décès que le cancer.

Une autre méthode est la destruction culturelle en mélangeant de force des groupes ethniques et raciaux incompatibles à l'aide d'une politique de multiculturalisme forcé. Ici, il y a un oligarque très en vue dont les empreintes digitales sont partout sur cette politique : George Soros. La stratégie consistant à détruire des pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Libye, à générer des flux de millions de réfugiés, puis à diriger ces flux vers l'Europe occidentale, peut sembler absurde à première vue – jusqu'à ce que vous réalisiez que le but ici est de créer une synergie destructive supplémentaire. Il s'agit de détruire les sociétés occidentales et leurs systèmes de soutien social en les inondant de parasites hostiles, souvent belliqueux, issus de cultures incompatibles.

Une autre méthode de destruction sociale concerne la destruction du système éducatif. Un autre oligarque – Bill Gates ancien PDG de Microsoft – a été très actif dans ce domaine, remplaçant les méthodes d'enseignement éprouvées par des méthodes absurdes, voire idiotes, pour enseigner diverses matières, dont la lecture et les mathématiques. Après cinq semestres de mathématiques à l'université et lors d'études supérieures en mathématiques, je regarde la façon dont les mathématiques sont enseignées dans les écoles américaines aujourd'hui, et je veux tordre le cou des responsables : ce n'est certainement pas des mathématiques, en aucune sorte. D'autres nouvelles méthodes d'enseignement sont tout aussi déplorables. L'objectif supposé est d'uniformiser les règles du jeu pour les groupes défavorisés : les filles (qui sont en moyenne moins douées en mathématiques et en raisonnement spatial que les garçons) et les minorités issues de populations produites par des pressions sélectives d'endurance et de résistance aux maladies, et non pour générer des QI élevés. Ceci est réalisé par un enseignement nivelé par le bas. Une autre méthode pour détruire la valeur de l'éducation consiste à mettre l'accent sur les tests normalisés. Aujourd'hui, on n'enseigne plus rien d'utile aux étudiants, mais simplement à bien réussir les tests standardisés. Le résultat est une population qui est habituée à être nourrie de force, mais qui n'est pas capable de penser de manière indépendante ou de découvrir des choses par elle-même, juste des agneaux désireux d'être conduits à l'abattoir le moment venu.

D'autres méthodes sont utilisées pour affaiblir et détruire la population générale. L'une d'entre elles les oblige à manger de la nourriture qui n'est pas de la nourriture, mélangée à du glyphosphate, du sirop de maïs à haute teneur en fructose et d'autres merveilles chimiques, ce qui les rend anémiques, obèses et malades. Une autre est de supprimer leur tendance à se reproduire en les convainquant que le sexe biologique n'existe pas et en le remplaçant par un arc-en-ciel de genres, en élevant la perversion sexuelle à un statut social élevé et en persécutant quiconque ose remettre en question le sacrifice des intérêts de la majorité sexuelle normale pour une minuscule minorité de gens (généralement moins de 1%) qui sont, par cause d'anomalie génétique, nées gay.

Récemment, un défilé de la fierté gay, une gay pride, a eu lieu à Kiev, en Ukraine, qui a été l'un des bancs d'essai les plus actifs pour la destruction sociale et culturelle. Les États-Unis ont soudoyé le pays avec 5 milliards de dollars (de leur propre aveu) pour corrompre la politique ukrainienne. Le résultat est un pays qui est passé de 52 millions d'habitants en 1990 à 42 millions en 2018 – une perte de 10 millions – et cela, selon les statistiques officielles, n'inclut pas les millions d'autres qui sont partis à l'étranger pour gagner de l'argent parce que l'économie ukrainienne en déclin n'a pas d'emplois à offrir.

L'expérimentation politique en Ukraine a inclus la production d'un culte d'État qui célèbre comme des héros les nazis ukrainiens collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale, devenus vintages, qui ont été responsables d'actes de génocide contre les Juifs et les Polonais. Elle a produit une véritable guerre qui a tué quelque dix mille personnes dans deux régions ukrainiennes dont les habitants ont refusé de reconnaître la légitimité du gouvernement de Kiev (qui a été installé et reconnu par les États-Unis après un coup d'État sanglant en violation de la constitution ukrainienne). Au cours du mois dernier, des mesures répressives ont été introduites contre l'utilisation de la langue russe (parlée à la maison par plus de 90% de la population ukrainienne). Et, plus récemment, il y a eu un effort pour déclencher une guerre religieuse en produisant de force un schisme au sein de l'Église orthodoxe.

Le prochain pays à servir de banc d'essai pour un effondrement social et culturel géré par des oligarques semble être le Brésil. Il risque fort d'être livré à un voyou fasciste qui a un grand mépris pour la diversité de la population brésilienne, mais qui aime saluer le drapeau américain. Si cela se produit, cela se fera contre la volonté de la majorité de la population, mais avec les cris d'approbation de Washington et de l'oligarchie incroyablement corrompue et pourrie du Brésil.

Au fur et à mesure de l'évolution de la situation, les échos de la Seconde Guerre mondiale se font de plus en plus forts. L'expérience néofasciste en Ukraine est un test pour le reste de l'Europe : si tout va bien (du point de vue des oligarques), l'Europe occidentale, durement éprouvée par l'afflux des migrants, va voter pour des partis nationalistes, populistes qui, à mesure que les conditions se détérioreront, deviendront fascistes. L'objectif global est d'utiliser le fascisme pour armer à nouveau l'Europe occidentale en vue d'une guerre contre la Russie, dont les oligarques occidentaux devront s'approprier les ressources naturelles s'ils veulent avoir un espoir de poursuivre leur jeu. L'armement d'Hitler n'a pas fonctionné, mais peut-être, qu'ils doivent penser que, cette fois, ça va marcher. Non, ça ne marchera pas non plus cette fois-ci. Désolé, oligarques ! Source Club Orlov - Le Saker Francophone

LVOG - Je n'ai plus le temps de commenter cet article (extrait) mais je reviendrai une autre fois sur le sujet qu'il abordait parce qu'il est très important pour comprendre la stratégie de notre ennemi. Dans les premières pages que je n'ai pas reproduites parce que cet article était trop long, Orlov décrivait les cinq stades par lesquels passait l'effondrement du capitalisme : 1 - L'effondrement financier ; 2- L'effondrement commercial ; 3- L'effondrement politique; 4- L'effondrement social; 5- L'effondrement culturel. Or, il constata qu'au cours des dernières années, cet ordre avait été chamboulé.

Voici un extrait de ces premières pages.

Orlov - Depuis, alors que j'ai vu plusieurs effondrements se dérouler, j'ai remarqué, à mon grand désarroi, que la séquence d'effondrement canonique n'est pas toujours suivie. Oui, il y a des cas où l'effondrement financier mène toujours la danse, l'effondrement commercial le suit et l'effondrement politique vient ensuite. Mais il y a d'autres cas où l'effondrement social et culturel arrive en tête alors que le domaine financier reste intact. Il est maintenu à flot par des mesures désespérées, en jouant sur la confiance de plus en plus effrontément ou par la fraude pure et simple. Mais le commerce continue de répondre aux besoins

de ceux qui ont encore de l'argent, alors même que le monde politique dégénère en une farce pas très drôle. Me suis-je trompé dans ma séquence d'effondrement ?

Pendant un certain temps, je me suis émerveillé devant cette tournure des événements, ne sachant pas trop quoi en penser, mais j'ai fini par me rendre compte que deux types d'effondrement sont possibles : l'un est, disons, organique ; l'autre, fabriqué. Et peu de temps après, il m'est apparu clairement la vision de qui voudrait organiser les effondrements de cette manière en commençant par l'effondrement de la société et de la culture.

Alors que les trois premiers stades de l'effondrement – financier, commercial et politique – se distinguent clairement, tracer des frontières entre politique, société et culture peut s'avérer délicat. Fin de l'extrait.

LVOG - Effectivement et cela confirme mon analyse, on a pu observer que "*l'effondrement social et culturel*" a précédé l'effondrement financier qu'une multitude d'économistes ou de journalistes économiques nous prédisaient tous les quatre matins, nos dirigeants également je le signale au passage, qui de toutes évidences se faisait désirer ou tardait décidément à venir à leur grand désarroi sans qu'ils puissent en fournir la moindre explication cohérente. A l'exception de la Grèce où Goldman Sachs programma son effondrement financier qui fut suivi de son effondrement social, mais pas politique puisque Syriza et Tsipras ont assuré la relève de la Nouvelle Démocratie et du Pasok.

Et pour cause, contrairement à ce qu'affirme avec une certaine légèreté monsieur Orlov en évoquant le recours par l'oligarchie à "*la fraude pure et simple*" pour justifier l'absence d'effondrement financier, en réalité un système mafieux ou une monstrueuse machine à aspirer les profits des quatre coins de la planète, j'ai évidemment cherché à comprendre pourquoi l'effondrement de tout le système économique capitaliste ne s'était pas déjà produit, et en reliant toutes les données que nous avions accumulées qui couvraient la période allant du début des années 90 à nos jours, il apparaissait clairement que l'oligarchie après avoir renforcé son pouvoir politique comme jamais auparavant, exploitait dorénavant en toute impunité à fond tous les instruments financiers ou monétaires dont elle disposait déjà depuis très longtemps, la Fed ou le pouvoir de créer de la monnaie, la planche à billets, auxquels étaient venus s'ajouter une multitude d'instruments financiers qu'elles avaient créés (titrisation, SWAP, produits dérivés, les nanotechnologies permettant de spéculer et d'empocher des profits en un temps record, manipulation des taux de change et d'intérêts, etc.), ce qui lui permettait d'exercer un contrôle quasi total sur l'ensemble des marchés financiers (Or, monnaies, actions, obligations, matières premières, etc.), ce qui lui permettait d'être à l'abri d'un effondrement qui finalement ne pourrait se produire sans qu'elle en prenne elle-même l'initiative, comme elle le fit toujours remarquez bien, à ceci près, qu'elle ne disposait pas encore de tous ces instruments qui lui permettent aujourd'hui de manipuler tous les cours, ni du pouvoir politique qui lui permet de gérer en amont et en aval un effondrement contrôlé dont elle serait la seule à tirer profit, ce qui nous fait évidemment penser au 11/9.

Ils peuvent commencer par l'effondrement social et culturel de la société uniquement parce que le mouvement ouvrier est disloqué, totalement corrompu, neutralisé, mieux, puisqu'il y participe directement, les uns ou ce qu'on appelle la gauche en participant au dialogue social ou au corporatisme, les autres ou l'extrême gauche en prétendant que ceux qui y participent seraient indépendants ou de véritables syndicalistes, et tous sont Charlie, LGTB, PMA, SOS Racisme, SOS Méditerranée et j'en passe, même quand des partis comme le PS et ceux qui en sont issus ou EELV, etc. ont soutenu le coup d'Etat néonazi de l'Otan en Ukraine, la guerre contre la Syrie, etc., ils trouvent le moyen de les ménager, de chercher des accords avec leurs dirigeants ou pour former des coalitions en vue d'élections, en présence d'une telle marée d'opportunisme et compte tenu de son contrôle quasi total des médias, l'oligarchie en est arrivée à la conclusion que cela présenterait moins de risque d'emprunter cette voie pour atteindre ses objectifs et renforcer encore son pouvoir, car c'est cela qu'elle vise en définitif. Que les militants qui ne se reconnaissent pas dans cette description veuillent bien m'excuser de ne leur consacrer aucune place ici, car ils sont si rares qu'on est venu à se demander s'ils existaient vraiment, personnellement je ne les connais pas, qu'ils se fassent connaître et on se fera une joie de partager avec eux nos expériences ou idées.

Un effondrement financier en règle, même contrôlé réalisé par les sommets de l'oligarchie, pourrait entraîner des conséquences inattendues et difficiles à gérer ou alors, qui nécessiteraient des concessions de sa part en cas de graves tensions sociales, ce qu'elle préfère éviter si possible. Sinon à quoi bon franchement, si les gouvernements étaient obligés d'adopter des mesures sociales pour en atténuer les effets escomptés sur la classe ouvrière et les classes moyennes. A quoi leur servirait-il alors de s'être emparée du pouvoir politique, si ce n'était pas pour s'en servir comme elle l'entendait le moment voulu et pas autrement.

Si elle a le choix du scénario a adopté pour réaliser ces effondrements à tous les niveaux de la société pour accroître son contrôle dessus, sauf financier provisoirement, pourquoi devrait-elle recourir à un schéma dépassé ou présentant plus de risques, ce ne serait pas logique. Contrairement aux militants et aux travailleurs, l'oligarchie a parfaitement conscience des progrès qu'elle a réalisés au cours des dernières décennies, du degré de pourrissement atteint par les partis et syndicats du mouvement ouvrier, les classes moyennes et leurs représentants qu'elle considère à juste titre comme ses serviteurs, et elle compte bien en tirer profiter pour accroître son emprise sur la société.

Je rajoute un mot, un truc qui m'est venu à l'esprit en prenant mon repas.

Il arrive aussi que l'effondrement social précède l'effondrement politique, c'est d'ailleurs à cette fin que l'effondrement financier a

été planifié, effondrement politique qui aura pour conséquence d'amplifier par la suite l'effondrement social, on a pu le constater en Allemagne à la fin des années 20 et au début des années 30 puisqu'il a permis de porter Hitler au pouvoir. On ne pouvait pas évoquer l'effondrement politique de la social-démocratie ou du stalinisme puisqu'il avait eu lieu bien avant. Mais ce n'est pas forcément la règle comme on a pu l'observer en 1929 aux Etats-Unis. En revanche ce scénario vient de se répéter au Brésil et le Venezuela est le prochain candidat sur la liste noire de l'oligarchie anglo-saxonne ainsi que l'Iran. Quoi qu'il en soit les effondrements politiques qui se déroulent suivant ce scénario se terminent généralement par l'établissement de régimes autoritaires.

En France, l'effondrement social remonte à l'époque de Mitterrand et l'instauration de la politique d'austérité en 1982. Il fut en partie masqué par les concessions qu'il accorda en mai 81 à la classe ouvrière, mais ce fut les dernières, depuis nous sommes entrés dans un cycle de régression sociale continue et toujours plus violente et profonde puisque maintenant Macron va s'attaquer aux retraites.

Les travailleurs et les militants en France n'ont pas l'air d'avoir pris conscience que leur objectif était à terme de liquider absolument tous leurs droits. Cela s'explique peut-être aussi, parce qu'il y en a qui n'ont pas arrêté de leur dire pendant 50 ans que cela allait se produire soudainement, demain matin, du coup personne n'y croit vraiment, à tort. Ces dirigeants croyaient en procédant ainsi gagner facilement de nouveaux militants, résultat, au lieu de cela ils se sont totalement décrédibilisés aux yeux des travailleurs, et croyez bien qu'on ne s'en réjouit pas parce que nous nous retrouvons tous face à une situation dramatique.

Ici en Inde, des droits, nous n'en avons absolument aucun, hormis la journée légale de travail de 8 heures, que les patrons respectent s'ils en ont envie. Quel étourdi je suis, j'allais oublier que nous avons le droit d'acheter une bouteille de gaz, de nous procurer une carte Sim pour avoir accès au téléphone ou à Internet, d'ouvrir un compte bancaire ou disposer d'une carte de paiement, d'obtenir une carte électorale pour les Indiens, etc. à condition au préalable d'avoir subi le fichage policier (Aadhar) le plus sophistiqué au monde importé des Etats-Unis, avec reconnaissance faciale, empreinte de l'iris et des dix doigts ! Voilà pour nos droits !

Sinon, en cas de problème de toute nature, je dis bien de toute nature, un différent familial, avec votre voisin, votre employeur, un commerçant ou une entreprise, un client, un locataire, un automobiliste, etc, lisez bien, adressez-vous au commissariat de police le plus proche, je n'exagère pas, c'est là que tous les différends se règlent, ou sinon adressez-vous au tribunal si vous en avez les moyens, il traitera votre affaire dans quelques années peut-être...

Vous voyez, nous n'avons aucun droit et nous vivons sous un régime policier. Ne vous demandez pas si les Indiens en ont conscience, évidemment et comment ! C'est cela l'Inde exotique que vous vendent les agences de voyage et la génération de tarés issue de 68, ce n'était pas la mienne, en 68 je n'avais que 13 ans, j'appartiens à la génération suivante, je le précise.

Résurrection de Léon Tolstoï par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone

Ce livre (Résurrection - ndlr) a été terminé en décembre 1899. En 1905 ont éclaté en Russie, des troubles qui ont été fermement réprimés. (Une révolution qui fut féroce réprimée. - LVOG) Et en 1917, une révolution importée de l'étranger (Faux. Tous les dirigeants étaient russes. - LVOG) a mis au pouvoir une nouvelle classe de dirigeants, la société russe s'effondrant, se dévorant elle-même faute de cohésion entre les différents groupes qui la constituent. La comparaison avec la société occidentale de notre époque peut paraître incongrue. Les conditions de vie des classes inférieures ont changé. (Elles se sont améliorées, mais comme leurs besoins n'ont cessé de croître au fur et à mesure que le capitalisme se développait ou en inventait, leurs conditions sont demeurées précaires puisqu'elles doivent consentir toujours plus de sacrifices pour tenter de maintenir leur niveau de vie ou assurer leur survie. - LVOG) Les moyens de la classe dirigeante pour tenir les classes dominées ont changé. (Pour toujours plus les asservir ou les contrôler... Ces moyens se sont multipliés, diversifiés, sophistiqués. - LVOG) Et cependant, il est possible de lire dans notre société la même amoralité et de voir à l'œuvre la déliquescence de la société. (D'en haut vers le bas et jamais l'inverse il faut le préciser. - LVOG) Le pouvoir n'appartient bien sûr pas au peuple car le pouvoir et l'argent sont confondus. Nombre de politiques et de fonctionnaires ne sont en place que pour justifier la modification de la société dans un sens toujours plus injuste qui sert les seuls intérêts des fortunés.

Les écarts entre les riches et les pauvres s'accroissent sans cesse et atteignent des niveaux inconnus dans l'histoire humaine. (Faux. Sous la monarchie, le roi et la noblesse croulaient sous de gigantesques richesses, tandis que le peuple survivait miséreux, crasseux, en guenille et crevait comme des mouches. - LVOG) La classe dominante mène, par la seule prise en compte de l'intérêt économique, à une destruction tous azimuts : environnement naturel, santé publique, niveau d'éducation, éclatement de la famille, avilissement des mœurs, dépravation des adultes et des enfants. Cette société ne tient assemblée que par un cadre toujours renforcé de mensonges et de violence. (Non, elle ne tient parce que les intellectuels et les classes moyennes refusent de prendre la direction des masses pour renverser le régime. - LVOG) La conclusion de Tolstoï est totalement transposable à la société occidentale de notre époque. Selon toute vraisemblance, nous ne sommes plus loin de l'effondrement effectif de cette société et de l'émergence d'un autre pouvoir. Espérons que le peuple en sera l'acteur et que ce changement se fera sans violence. (Par Jean Piniarski - Octobre 2018 - Le Saker Francophone)

Etonnante ou déconcertante conclusion, monsieur, dans toute l'histoire de l'humanité pouvez-vous nous citer un seul exemple de changement de régime survenu sans que le peuple y soit étroitement associé, une seule guerre qui aurait eu lieu sans qu'il

servit de chair à canons, une seule révolution qui se serait produite sans sa participation ou sa neutralité bienveillante, une seule mesure progressiste ou sociale qui aurait été adoptée sans qu'il en soit à l'origine ou qu'il ait exigé qu'elle soit appliquée. Non, le peuple n'a pas été la dernière roue du carrosse du développement de la civilisation humaine, il en a été le principal artisan, ce que les intellectuels ont trop tendance à oublier, croyant que l'histoire s'est toujours faite pas en haut, alors que c'est exactement le contraire.

Décidément monsieur l'intellectuel, vous n'avez rien retenu de la guerre du Vietnam et de la formidable résistance dont a fait preuve le peuple vietnamien face à l'impérialisme français et américain. Vous n'avez aucune excuse après la guerre qui vient de ravager la Syrie, et l'héroïsme dont fit preuve le peuple syrien en affrontant la pire des barbaries sanguinaires que l'homme ait conçue depuis les nazis, afin de préserver sa souveraineté et son indépendance, sa dignité.

Quant à la violence, n'en doutez pas un seul instant, la réaction déclenchera une effroyable guerre civile que nous ne remporterons que si nous avons une stratégie pour la vaincre, ce qui signifie qu'elle doit figurer dans notre programme au lieu de se bercer d'illusions qui ne pourraient que nous être fatales.

Vous étalez vos connaissances livresques, qui finalement ne vous et ne nous servent à strictement rien.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'extraierai plus tard de cette causerie les passages qui font partie de mon analyse de la situation. Je dois me mettre à la cuisine, il est déjà 18h et il fait nuit, nous mangeons vers 19h, en principe.

● [Au format pdf \(42pages\)](#)

Un bref instant de détente avant d'entamer cette volumineuse causerie.

"*Vérités, simplicité, humanité et bonne humeur*" qui ont pratiquement totalement disparu à notre époque, un commentaire laissé par un internaute que je lis à l'écran de l'autre ordinateur en train de télécharger *Leguignon guérisseur* de Yves Deniaud et Jane Marken de 1954.

J'ai eu le bonheur ou la chance exceptionnelle, il y a 37 ans déjà, d'en être le témoin direct sur ma fille quand elle était encore un bébé et d'en être dès lors convaincu, ainsi que le témoignage de mon ex-beau-père Germain et de son épouse Evelyne depuis décédés et auxquels je pense toujours tendrement, alors que jusque là j'étais sceptique. Cela fait partie des rares expériences qu'il faut avoir vécues soi-même pour vraiment y croire, ce que j'admets volontiers tellement cela paraît incroyable au premier abord.

L'apparition des premières dents de notre fille commençait à la faire souffrir quand nous séjournions en Bretagne, on fit appel à une guérisseuse qui apposa ses mains sur ses dents, et par la suite toutes ses dents poussèrent sans lui procurer la moindre souffrance. Quant à Germain, ce fut plus spectaculaire, il renversa sur lui et sur ses mains qui étaient nues une friteuse pleine d'huile bouillante. Il se rendit chez une guérisseuse ou un guérisseur je ne sais plus au juste s'il s'agissait de la même personne, elle aspira le feu de ses mains et non seulement la douleur intense qu'il ressentait s'apaisa immédiatement, mais il demeura absolument aucune trace de cette brûlure. D'autres fois il fit appel à des rebouteux, c'était monnaie courante autrefois et efficace.

De nos jours la médecine et les empoisonneurs de l'agro-alimentaire et des trusts pharmaceutiques, ainsi que les pollueurs qui financent le lobby écologiste, sans oublier le monde universitaire et scientifique qui travaille pour eux, sont de mèches ou combinent leurs efforts pour tirer profit de l'ignorance ou de la naïveté du peuple, hormis ceux qui justifient les guerres ou les planifient, on n'imagine pas entreprise de masse plus nuisible ou sordide.

Et je n'ai lu que le titre de ce film et ce bref commentaire, voyez où cela nous a mené.

On peut se divertir sans forcément s'abrutir quand on maîtrise un tant soit peu le matérialisme dialectique ou ce qu'on appelle vulgairement le marxisme. Surtout, on peut tirer un enseignement de chaque expérience, et donc progresser. Personnellement, c'est la seule chose qui dorénavant donne un sens à ma vie et me permet de m'épanouir. Ce que j'essaie de partager aussi, mais là apparemment, c'est beaucoup plus compliqué !

Parole d'internaute

- "Les USA ont une volonté : celle de leur élite financière et du complexe militaro-industriel dont les néo-cons sont la vitrine. L'opposition républicaine à Trump est constituée de la même variété néo-cons que les démocrates pro-Hillary. Des gens dont la volonté de domination absolue n'est même pas cachée et qui ne reculeront même pas devant une 3e guerre mondiale pour réaliser leur rêve sanglant et dictatorial."

LVOG - En attendant, on peut observer qu'ils y préparent psychologiquement la population, et qu'ils tirent profit de cette psychologie de la peur puisqu'ils parviennent pratiquement partout à appliquer leur politique ultra réactionnaire et à porter au pouvoir des partis d'extrême droite ou populistes susceptibles d'évoluer vers le fascisme, comme en général les partis nationalistes ou souverainistes, on a pu le constater avec le rapprochement entre Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ou encore en Italie et en Ukraine notamment.

Arguments politiques et actualité politique.

1- L'ampleur et la nature de l'opération policière montée à l'encontre de Mélenchon et LFI par Macron ou plutôt ses parrains et leurs sbires de la magistrature, illustre si besoin était le bien-fondé de l'orientation politique que j'ai adoptée. Si nous avons eu besoin de la justifier, et bien maintenant on peut affirmer que c'est fait.

Macron cristallise le mécontentement d'une partie des masses, ce qui était prévisible, et l'oligarchie qui devait s'y attendre s'inquiète de la popularité de Mélenchon et de LFI, ce qui bouleverse ses plans. Aussi vont-ils multiplier les provocations pour briser la dynamique qui a commencé à se développer au sein des masses, et qui se manifeste par la multiplication des mouvements sociaux à travers tout le pays, depuis que Macron a entrepris d'appliquer à la lettre son programme ultra réactionnaire. J'ignore si elle profite à LFI, mais c'est en tout cas ce qu'ils craignent et ce qu'aurait révélé apparemment certains sondages antérieurs, crainte qui à mon avis est infondé, car je ne vois pas pourquoi tout d'un coup les travailleurs qui s'abstenaient massivement régulièrement lors des élections européennes auraient soudainement envie d'aller voter, mais après tout on ne sait jamais, c'est sans doute ce qu'ils se disent ou l'explication de cette opération policière.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le type de régime de nature totalitaire qu'ont conçu les oligarques et leurs idéologues, implique la confiscation du pouvoir, des institutions ou la neutralisation de tous les partis politiques (et des syndicats) qui jusqu'à présent jouèrent un rôle dans le parlementarisme ou alternèrent au pouvoir depuis 1958, au profit d'un parti unique qui lui-même serait appelé à avoir un statut et un fonctionnement dignes de ceux qui existent dans l'armée où la troupe est soumise à une discipline de fer et sommée d'obéir sans broncher aux ordres qui lui sont transmis par ses supérieurs hiérarchiques, autrement dit concernant les élus de LREM, doivent adopter et appliquer les mesures dictées par la crise du capitalisme ou qui correspondent aux besoins de l'oligarchie qu'incarne Macron et son gouvernement.

Par conséquent, il n'est pas concevable qu'un parti puisse concurrencer ou menacer le pouvoir dont dispose désormais LREM et son chef incontesté, Macron. C'est davantage la structure du pouvoir ou le type de régime qu'ils sont en train de mettre en place qui ne doit souffrir aucune contestation. Cela on a pu l'observer lors du déroulement de la campagne des élections présidentielles de 2017 où fut éliminé le candidat de LR (Fillon) en recourant à une cabale, au profit de la candidate du FN (Le Pen) qui devait accéder au second tour parce qu'elle ne constituait pas une réelle menace face à Macron.

Pour qu'on ne nous accuse pas de ménager Fillon, on ne sait jamais, il faut préciser que la cabale dont fut victime Fillon et sur laquelle se focalisèrent les médias, reposait d'une part sur une accusation dont auraient pu faire l'objet tous les candidats issus de partis politiques déjà présents à l'Assemblée nationale, d'autre part elle consista pour l'occasion en une interprétation hors du commun de la législation sur les assistants parlementaires en reprochant à Fillon d'avoir exploité les failles qu'elle comportait.

L'arrivée au pouvoir de Macron devait coïncider avec une modification qualitative de la nature du régime.

Depuis 1958, le régime bonapartiste de la Ve République reposa essentiellement sur le consensus, la collusion, la collaboration de classe qui existait entre les représentants officiels du capitalisme et ses agents au sein de la classe ouvrière qui siégeaient à l'Assemblée nationale principalement, où, moyennant leur loyauté envers le régime, il leur fut octroyé en échange quelques concessions de façade ou quelques miettes à la marge destinées à calmer la classe ouvrière ou les classes moyennes, ce qui leur permit de sauver les apparences, de sorte que la stabilité du régime fut assurée et permis aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires.

Durant la longue période qui alla de 1958 à nos jours, il arriva à plusieurs reprises que les masses exploitées témoignent leur impatience ou leur exaspération et exigent de réelles réformes sociales ou une amélioration substantielle de leur niveau de vie, qui s'exprima lors d'élections présidentielles et législatives notamment (1981 et 2012) par le rejet du parti de l'ordre au pouvoir (UDR-RPR-UMP-LR ; UDF-MoDem) qu'ils renvoyèrent dans l'opposition parlementaire, en portant au pouvoir son suppléant, le PS, auquel devait s'associer le PCF ou qui devait le soutenir en ne participant pas au gouvernement. Mitterrand et Hollande et les gouvernements qu'ils formèrent, gouvernèrent loyalement pour le compte du capitalisme tout en se fondant dans les institutions

de la Ve République, de sorte que pour les capitalistes et les masses exploitées, la vie continua comme avant.

Cependant, au terme de chaque législature, après avoir adopté les mesures que la crise du capitalisme exigeait, crise qui n'allait pas cesser de s'amplifier à l'échelle mondiale durant ces quatre décennies (1981-2017), le parti au pouvoir fut renvoyé dans l'opposition parlementaire sans jamais être parvenu à appliquer l'intégralité de son programme, qui consistait essentiellement à s'attaquer à tous les droits acquis ou concédés dans le passé aux exploités, en procédant à leur liquidation par petits bouts à défaut d'avoir pu les liquider d'un coup par crainte de la réaction des masses ou du mouvement ouvrier.

N'étant parvenu que partiellement à atteindre leurs objectifs, après que le parti de l'ordre, LR, et son clone de gauche, le PS, se soient succédés au pouvoir, l'oligarchie ou leurs maîtres décidèrent que le moment était enfin venu de frapper un grand coup et de mettre un terme définitif à cette alternance ou de se débarrasser du vernis élimé démocratique qui ornait le régime bonapartiste depuis plus d'un demi-siècle au profit d'un régime ouvertement despotique ou totalitaire.

Les bonnes choses et les mauvaises devant avoir une fin un jour, on doit avouer que ce tournant n'est pas pour nous déplaire à plus d'un titre, bien qu'il soit porteur d'une lourde menace.

Tout d'abord, parce que c'est une formidable imposture qui prend fin, ensuite parce que non seulement toutes les théories ou stratégies adoptées par les dirigeants de tous les partis dits ouvriers sont balayés du même coup, et ils vont devoir également rendre des comptes à leurs militants, ainsi qu'à tous ceux qui les avaient soutenus dans le passé, dont je faisais partie et j'y tiens absolument, et enfin, on peut espérer que le mouvement ouvrier et son avant-garde en profiteront pour se reconstruire sur des bases saines, épurées de l'opportunisme ou du dogmatisme qui les avait pourris de l'intérieur, afin de se préparer et de préparer les travailleurs à l'affrontement direct qui s'annonce avec la réaction ou le régime dans le seul objectif de le renverser, de s'emparer du pouvoir politique, de procéder à un changement radical de société...

Revenons en arrière.

Donc toujours sous la Ve République, on vient de passer d'un Président de la République flanqué d'une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale composée de godillots de droite ou de gauche, à un conseil d'administration ou plutôt une assemblée générale d'actionnaires d'une start-up, qui comme tout conseil d'administration n'accorde aucune voix délibérative aux travailleurs, dans le meilleur ou le pire des cas selon la manière dont on l'analyse, leur participation consiste uniquement à cautionner ses décisions ou son orientation.

On peut donc en conclure, que l'oligarchie, les banquiers, les actionnaires des multinationales ont réalisé un hold-up sur le pouvoir politique en France dans le cadre de la Ve République, et que le régime dorénavant en place est de nature totalitaire.

Ce qui trouble de nombreux militants ou travailleurs, c'est qu'ils y soient parvenus en maintenant la Constitution et les institutions, alors que généralement un régime tyrannique l'abroge et les suspend. Or, le fait qu'ils soient parvenus au pouvoir dans le cadre de la Constitution de la Ve République aurait dû leur mettre la puce à l'oreille et les inciter à en faire une nouvelle lecture moins légère ou approximative que par le passé, et ils se seraient aperçus qu'elle recéléait les vertus d'un véritable régime despotique qui ne demandaient qu'à être exploitées le moment venu.

Peut-être que ceci explique cela.

Ce qui paraît à peine croyable, ce n'est pas l'établissement de ce régime, ni qu'il soit compatible avec la Constitution de la Ve République, mais bien plutôt qu'il ait été qualifié pendant aussi longtemps de République démocratique bourgeoise, alors qu'en réalité il y figurait en filigrane depuis sa proclamation. Ce qui signifie qu'on a délibérément ignoré ou sous-estimé que dès son instauration la Ve République fut un régime de type bonapartiste déguisé en démocratie, qui tendrait inexorablement à devenir un régime totalitaire au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, si la Constitution de la Ve République n'était pas abolie à l'issue d'un mouvement révolutionnaire des masses.

Pire encore, on se rendit coupable de participer à chaque élection en prétendant devoir profiter des contradictions du régime, pour en réalité cautionner une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et du même coup la politique de tous les gouvernements qui se succéderont pendant 60 ans que les uns et les autres affirmeront combattre, bref, on fit preuve d'un opportunisme ou d'un dogmatisme tellement inimaginable, qu'on ne trouva rien de mieux à faire en 2017 que remettre une fois de plus le couvert à des degrés divers il faut toutefois préciser.

Personnellement j'avais refusé d'appeler à voter pour Mélenchon qui n'avait cessé d'enclencher les déclarations contradictoires notamment sur l'UE, en revanche j'ai eu la faiblesse d'adopter une position inverse lors des législatives, ce qui fut une erreur politique pour n'avoir pas suffisamment pris en compte les enseignements de l'expérience grecque. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des résultats du premier tour des législatives, que je me rendis compte que je m'étais laissé abuser par l'optimisme ambiant qui précéda le scrutin, alors qu'il n'avait manifestement pas lieu d'être, non pas au regard du résultat des candidats du Front de gauche à l'époque, mais parce que quoi qu'il advienne il n'y aurait absolument rien à attendre de cette coalition, ce que j'avais perdu de vue un instant. A ma décharge, je pourrais faire prévaloir que je vivais à 10.000 kilomètres de

la France et sans aucun correspondant pour m'informer de l'évolution de la situation politique dans ce pays, mais je m'en abstiendrai, je préfère admettre cette erreur et la corriger. C'est à croire que mon passé de militant trotskyste apte à la conciliation m'avait rattrapé ou m'avait joué un mauvais tour, penchant qui d'ailleurs se manifestera à deux autres reprises sur d'autres questions politiques, la Libye et la Palestine occupée, avant que je corrige mes positions, regrettant amèrement de ne pas avoir soutenu la Libye de Kadhafi, du fait que j'avais été très mal informé ou manipulé sur la situation réelle qui prévalait en Libye, et j'en suis revenu à l'établissement d'une République sociale en Palestine sur les cendres de l'Etat sioniste et d'apartheid israélien.

Le plus extraordinaire, c'est que tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale continuent de collaborer quotidiennement avec Macron et son gouvernement, avec le parti unique, LREM, en participant non seulement au simulacre de débat au sein de cette institution, mais également à la totalité des commissions présidées dans leur immense majorité par des députés LREM ou LR qui ont pour unique vocation d'entériner les projets de loi du gouvernement, autrement dit de cautionner la politique farouchement antisociale de Macron ou de l'oligarchie, c'est ainsi que LFI, le PCF et le MRC contribuent l'air de rien à légitimer les lois anti-ouvrières adoptées par Macron et son gouvernement, ce qui évidemment n'empêche pas la pseudo-extrême gauche de s'allier avec eux ou de lorgner vers eux. La même mascarade a lieu au Conseil économique et social et environnemental en plus théâtral puisqu'y participent les syndicats corrompus en se drapant des mêmes arguments démagogiques qui ne trompent plus grand monde parmi les travailleurs.

Une fois ce constat dressé on est en droit de se demander qu'est-ce qui reste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, hormis une flopée d'opportunistes, d'aventuriers ou de charlatans professionnels.

Une autre question se pose.

Macron n'est pas immortel, il est inenvisageable qu'il reste au pouvoir pendant des décennies, tout au plus parviendront-ils peut-être à le maintenir en place pendant deux législatures, mais après ? Mais après, s'ils estimaient qu'il était trop usé et impopulaire pour le faire réélire une nouvelle fois, ils pourraient lui trouver un remplaçant. A moins qu'ils se résignent à devoir subir une alternance. Mais quel parti pourrait prendre le relais de LREM ? A part LR, on en voit aucun qui pourrait éventuellement faire leur affaire. Dans ce cas-là soit au mieux entre temps ils seraient parvenus à en faire un clone de LREM, soit au pire ils s'en contenteraient et ils lui assigneraient de gérer les affaires courantes pendant 5 ans avant que le nouveau candidat de LREM qu'ils auraient fabriqué prenne la relève, à moins qu'ils fabriquent un autre parti qui ne serait qu'une copie de LREM, pourquoi pas après tout, ce ne sont pas les candidats qui manqueraient pour en faire partie.

Comme on le voit, ils ne sont pas au bout de leurs peines, et bien des accidents de parcours pourraient se produire entre temps qui viendraient bousculer ou bouleverser leur plan, ce qui signifie qu'ils n'ont pas encore gagnés la guerre de classes, loin s'en faut, désolé monsieur Warren Buffet !

Les masses exploitées ne se résigneront jamais à subir le triste sort qu'ils leur ont réservé, à nous d'en profiter pour nous préparer et préparer les travailleurs à les affronter non plus dans les urnes mais dans la rue, sur les barricades, les armes à la main, puisqu'il faudra obligatoirement en passer par là pour les chasser du pouvoir ou par une révolution.

Cette question et la conclusion à laquelle nous sommes parvenue en appelle une autre.

Les masses résistent, certes, mais c'est un constat qui doit être nuancé puisque leurs conditions sont très hétérogènes, bref, c'est insuffisant comme analyse. Les masses, disons la classe ouvrière se détourne de plus en plus de la politique, des partis dits ouvriers et des institutions, ce qui se traduit par une abstention massive lors de chaque élection, de plus le mouvement ouvrier et son avant-garde sont disloqués et se présentent devant les électeurs en ordre dispersé, donc ils n'ont aucune chance de parvenir au pouvoir, hormis peut-être LFI qui est une coalition de partis ou d'organisations du même type réactionnaire que Syriza en Grèce, dont l'exercice du pouvoir serait forcément éphémère s'il parvenait à remporter une élection présidentielle ou législative.

Hormis, certains pans de l'aristocratie ouvrière, des fonctionnaires, les travailleurs qui sont sujets à des plans de licenciement ou de fermetures d'entreprises participent à la lutte de classe ou sont organisés dans des syndicats, l'immense majorité des travailleurs se réfugient dans la passivité ou subissent leur sort sans se manifester. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils en seraient satisfaits, mais ils s'en contentent jusqu'à preuve du contraire. C'est vers eux que nous devrions nous tourner en priorité. Quant aux autres travailleurs, les intellectuels, les membres des classes moyennes, les artisans, les commerçants, les petits patrons ou de ce qu'on appelle les professions libérales, les médecins, architectes, avocats, etc. ils ont été rejoints par les couches supérieures de la classe ouvrière, ceux qu'on appelle les CSP+, les ingénieurs, cadres, etc. ainsi qu'un grand nombre de retraités qui disposent d'une pension confortable, force est de constater qu'ils rejettent en bloc le mouvement ouvrier ou la classe ouvrière ou tout du moins ils s'en sont détournés au profit des capitalistes ou leurs représentants. Ils constituent avec la classe des capitalistes la base électorale de la réaction, de LREM, de LR, du PS, de EELV, Générations.

Eux, ils ne s'abstiennent pas lors des élections, bien au contraire, ils sont motivés pour aller voter afin de préserver leurs privilèges, quitte à ce que cela se traduise par une profonde régression sociale qui frappera violemment la classe ouvrière. Cependant parmi eux un grand nombre vit de plus en plus mal la décomposition de la société et la violence aveugle qui en découle.

Ils refusent que les valeurs auxquelles ils tenaient ou qui leur permettaient de se donner bonne conscience soit sacrifiées sur l'autel du néolibéralisme, mais quitte à y renoncer ou à l'affronter, ils préfèrent encore que la société s'enfonce encore plus dans le totalitarisme.

C'est donc la combinaison de l'ensemble de ces facteurs, la corruption des couches supérieures de la classe ouvrière, des syndicats et des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, la passivité des autres couches majoritaires inorganisées de la classe ouvrière, l'engagement de la classe des capitalistes et des classes moyennes, des intellectuels au côté du régime, sans oublier l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui caractérisent la situation actuelle ou les rapports entre les classes en France.

Illustration.

LREM : Une officine plus qu'un parti, uniquement créé pour confisquer le pouvoir au profit de l'oligarchie qui en disposa à sa guise.

- Travail législatif : "Les textes arrivent trop tard et trop bouclés" estime le président du groupe LREM à l'Assemblée - Franceinfo 31.10.2018

- La guerre des Marcheurs pour la direction du parti - LeParisien.fr 1 novembre 2018

Emmanuel Macron attend de voir les parrainages des candidats et les rapports de force pour peut-être faire connaître sa préférence », confie un proche du Château. Et de conclure : « Sur le fond, il n'y a pas vraiment de différence entre eux. » LeParisien.fr 1 novembre 2018

- A Strasbourg, Macron chante une ode à l'Europe et à la paix - LeParisien.fr

- Budget : l'Assemblée vote une nouvelle hausse de 335 millions d'euros pour la police et gendarmerie - LeParisien.fr 04.11

2- En observant attentivement on s'aperçoit qu'après avoir déjà subi l'influence de la social-démocratie et du stalinisme à partir des années 40, leurs discours et leur orientation allaient être influencés de plus en plus jusqu'à nos jours par l'apparition de nouvelles représentations idéologiques, politiques, institutionnelles, scientifiques, etc. qui allaient s'avérer être autant d'instruments pour assurer l'emprise du capitalisme en crise sur l'ensemble de la société, depuis le développement au début des années 70 du mouvement écologiste pro-capitaliste ; à la même époque Médecins Sans Frontières (1971) dont l'un de ses cofondateurs fut Bernard Kouchner (PS), le théoricien de l'intervention humanitaire préventive qui servit plus tard de prétexte aux guerres de l'Otan (Serbie, Syrie) ou de l'impérialisme américain (Irak) ; celui antiraciste du milieu des années 80 (SOS Racisme, 1984) initié par le PS et fondé par Harlem Désir, Julien Dray et Bernard-Henri Lévy ; puis la montée en puissance des ONG (Instituts, fondations et toutes sortes d'associations) dans les années 90 liées ou créées par des adeptes du capitalisme, subventionnées par les Etats, des institutions internationales (UE, ONU, notamment), de riches donateurs, sans rire, des oligarques philanthropes, et enfin l'explosion d'Internet, des forums et des blogs, sans oublier les réseaux numériques (LinkedIn, MySpace, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, Google+, Spotify, Youtube) à partir des années 2000...

Tous les représentations idéologiques ou politiques ainsi que les instruments de communication que nous venons de citer, allaient se combiner pour servir des objectifs politiques précis autant que divers, tactiques ou stratégiques, qui devaient se traduire principalement par la dilution ou la dissolution, la décomposition de l'idéologie opposée au capitalisme de manière à ce qu'elle soit dénaturer au point de la rendre méconnaissable ou qu'elle s'éloigne de ses objectifs politiques, si bien qu'elle ne représenterait plus aucun intérêt pour ceux qui seraient tentés de l'adopter, de sorte qu'ils se détourneraient des partis qui la véhiculeraient ou demeureraient inorganisés, tandis que ces partis et leur idéologie n'attireraient plus que des conciliateurs, des travailleurs ayant renoncé à changer de société ou des militants ayant renoncé au socialisme ou au communisme.

Cette transformation idéologique de la gauche et de l'extrême gauche ou l'influence croissante que l'idéologie de la classe dominante a sur elles, leur droitisation est très palpable à travers les positions qu'elles ont adoptées au cours des dernières années, et qui les a amenées à reprendre à leur compte la propagande de la réaction ou à participer ou soutenir toutes les opérations qu'elle a montées pour diviser les travailleurs, les détourner du combat politique contre le régime, pendant que les gouvernements successifs appliquaient le programme qui leur avait été dicté par l'oligarchie ou les besoins du capitalisme en crise. Il suffisait que l'oligarchie siffle le début de la récréation, pour que tous veuillent en être, à des degrés divers, parfois discrètement dans leurs publications ou en émettant les réserves d'usage dont les opportunistes professionnels ont le secret, ce qui le cas échéant leur permettait de continuer de tenir un double langage aux militants qui se seraient posés des questions sur leurs réelles intentions.

La gauche et l'extrême gauche adoptèrent en chœur la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 sans tenir compte des multiples contradictions qu'elle comportait, on apprit plus tard qu'il avait été organisé par l'Etat profond et non par Al-Qaïda, et à peine deux mois plus tôt, entre le 4 et le 14 juillet 2001 (Le Figaro) des agents de la CIA avaient discuté tranquillement dans l'hôpital américain de Dubaï avec celui qu'ils présentaient comme l'ennemi n°1 des Etats-Unis et qu'ils prétendaient rechercher, Ben Laden, cela figure dans une fiche de la CIA consultable sur Internet, une farce pour les nigauds ! ; les "Printemps arabes" qui correspondaient au plan échafaudé par l'état major du Pentagone et par la NED/CIA, et qu'il aurait fallu soutenir aveuglément, plus tard on obtint une multitude de détails qui le confirma ; ils furent des Charlie hystériques au point de lancer une injonction à

tous ceux qui refuseraient d'en être, sous peine d'être caractérisé d'ennemi de la liberté de la presse ou de la liberté de pensée, rien que cela, alors que les autorités refusèrent de répondre aux nombreuses questions que posaient leur version des faits qui manifestement comportait des contradictions, plus tard on apprendra que les auteurs présumés avaient été approchés par le DGSJ et qu'ils avaient eu des rapports avec des officiers de l'armée ainsi que des trafiquants d'arme liés à l'extrême droite ; ils adoptèrent évidemment le mariage pour tous qui était tourné contre les masses et leurs préjugés archaïques, cette loi était censée accorder de nouveaux droits aux homosexuels, ceux-ci croiront que désormais ils pourraient afficher en public leur penchant sexuel, résultat, depuis les actes homophobes se sont multipliés ! Un bulletin de vote n'a jamais entraîné un changement de régime, et une loi n'a jamais modifié les croyances ou n'a jamais eu d'emprise sur les préjugés des masses ; lors des guerres de l'Otan contre la Libye et la Syrie, certains allèrent jusqu'à justifier le bombardement de la Libye ou réclamer celui de la Syrie (NPA), tous s'employèrent à traiter de la même manière les barbares issus d'Al-Qaïda et Kadhafi ou Bachar el-Assad, et une fois de plus ils reprirent à la virgule près la propagande de la coalition qui massacra les peuples libyen et syrien et détruisit la Libye et Syrie, jamais ils ne firent référence au niveau de développement atteint par la Libye ni aux droits sociaux des travailleurs libyens supérieurs à ceux des travailleurs français ou des puissances occidentales ; juste après l'élection de Trump, ils soutinrent la Marche de femmes aux Etats-Unis en se gardant bien de préciser qu'elle avait été organisée par le parti démocrate et financée par Soros ; ils soutiennent également l'organisation « Black lives matter » financée également par Soros ; les plus décomposées allèrent jusqu'à adopter l'écriture inclusive (NPA) ; ils soutiennent le mouvement pour l'indépendance de la Catalogne qui reçut l'appui financier de Soros ; dernièrement ils soutinrent en coeur l'afflux massif de réfugiés en Europe qui fut orchestré par ceux qui avaient programmé de longues dates les "Printemps arabes" ; et pour finir ils prirent la défense du journaliste saoudien Jamal Khashoggi qui fut assassiné sur ordre du prince héritier Mohammed ben Salmane, alors que Khashoggi était un sordide collaborateur du Washington Post et du New York Times ou un agent de l'Etat profond américain qui faisait l'apologie de Daesh et Al-Nosra, etc. etc. etc.

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque fois, soit ouvertement et de manière persistante donc assumé ou soit plus discrètement et sournoisement, lors de déclarations qui ne devaient pas laisser un souvenir impérissable ou dans leurs publications dans un entrefilet en dernières pages, histoire de laisser une trace pour la postérité et qu'on ne leur reproche pas de ne pas en avoir été, ils se rangèrent au côté de la pire réaction incarnée par le clan de l'oligarchie représenté par le parti démocrate et les républicains les plus réactionnaires dont faisait partie feu MacCain, ils soutinrent ou participèrent à toutes leurs opérations ou campagnes, provocations, coups tordus et pire encore.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé une analyse objective et impartiale.

C'est ainsi qu'ils ne purent célébrer la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien, au contraire, ils la vécurent comme une amère défaite au côté des barbares d'Al-Nosra et de la coalition emmenée par les Américains, un comble, pas seulement parce qu'ils avaient refusé de soutenir la République arabe syrienne contre ses agresseurs, aussi parce qu'ils ne voulaient pas passer pour des suppôts des satans russe et iranien, ce qui témoignait si nécessaire qu'ils étaient bien sous l'emprise de la propagande de nos ennemis, sans que l'on remette en cause un instant leurs intentions notez bien, c'est très important de le préciser.

Qu'on se comprenne bien, on n'a jamais affirmé que la gauche et l'extrême gauche auraient adopté consciemment les besoins du capitalisme en crise ou qu'elles auraient délibérément changé de camps.

Non, ce que je me suis employé à expliquer ou à montrer sommairement, peut-être plus ou moins maladroitement, c'est possible, c'est que les positions opportunistes ou gauchistes qu'ils ont adoptées étaient le produit d'une analyse erronée de la société, de la situation politique et plus précisément de l'évolution de la crise du capitalisme, qu'ils abordent en se basant sur des critères en partie obsolètes et en ignorant les nouveaux facteurs qui sont apparus lors de seconde moitié du XXe siècle ou lors des 5 dernières décennies, ce qui les conduisit à une terrible confusion et à faire le jeu de la réaction.

Tenez, en voici un exemple. Laissons de côté la Fed sur le fonctionnement de laquelle ils font l'impasse, tous censurent l'existence d'institutions internationales comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le Council Foreign Relation (CFR) qui ont été fondés à l'initiative des oligarques anglo-saxons, et tous occultent l'existence de l'Etat profond qui est né de l'emprise d'une poignée d'oligarques parmi les plus riches ou puissants du monde ou dont les empires financier et industriel tentaculaires s'étendent à tous les secteurs économiques et sociaux de la société sur pratiquement tous les continents.

Comme le firent l'ensemble des oligarques, ce clan de l'oligarchie (celui qui est à l'origine de la fondation de la Fed en 1913) s'investit très tôt dans la politique, depuis plus d'un siècle, c'est navrant de devoir le rappeler puisque nombreux sont ceux qui ne l'ont pas à l'esprit, que voulez-vous on en est arrivé là aujourd'hui, bref, et au fur à mesure que la fortune de ce clan augmenta, son pouvoir politique s'accrut également, jusqu'au jour où il devint si puissant qu'il fut en mesure d'influencer la politique que le gouvernement américain devait appliquer, pour en arriver à lui dicter ou lui imposer, ce qui signifiait qu'entre temps il était parvenu à s'infiltrer puis à étendre son pouvoir à l'ensemble des institutions américaines, y compris en imposant son candidat à la présidence des Etats-Unis, sans qu'il soit garanti d'être élu pour autant, ce qui importait peu puisqu'il était parvenu également à corrompre les deux seuls partis en mesure de présenter des candidats ainsi qu'une grande partie de leurs élus, le parti républicain et le parti démocrate.

Depuis déjà plusieurs décennies jusqu'à nos jours.

Ce clan de l'oligarchie financière a littéralement pris le pouvoir aux Etats-Unis, tandis que le clan adverse davantage constitué de grandes fortunes industrielles ou d'oligarques seulement millionnaires est son unique concurrent. Si le premier avance à découvert parce qu'il ne peut pas faire autrement, quand on est banquier, il est inutile d'essayer de camoufler ses réelles intentions, le second a adopté le masque de la gauche pour conserver sa base électorale constituée essentiellement par les classes moyennes et certains pans de la classe ouvrière dont les syndicats corrompus.

C'est ce rapport qui prévalu pendant longtemps entre les différents clans de l'oligarchie et entre les classes qui a été remis en cause par l'arrivée de Reagan au pouvoir, entraînant le basculement progressif du parti démocrate dans le camps des républicains, et Bill Clinton devait être le premier président des Etats-Unis ouvrant cette nouvelle période dominée par l'emprise de ce clan de l'oligarchie financière sur la politique américaine. Pour autant, tous les oligarques qui s'étaient investis dans le parti républicain n'étaient pas acquis à la stratégie définie par Rockefeller ou les piliers du groupe Bilderberg, tout comme au sein du parti démocrate, le parti républicain faisait l'objet de division et comportait différents courants, ce qu'on put observer par exemple lors des déclarations très médiatisées du courant Tea party, mais surtout lors du 11 septembre 2001.

Ce jour-là, il se produisit une série d'incidents au cours desquels on put observer que Bush n'avait été informé ou avait été dépassé par les événements. Après avoir disparu dans un premier temps, Bush et le gouvernement des Etats-Unis furent neutralisés ou suspendus de leur fonction par une autorité suprême qui ne pouvait être que l'Etat profond ou les commanditaires de ces attentats, par la suite il devait réapparaître en tenant un discours pour le moins incohérent, pour finalement lire à la nation américaine la version officielle qui manifestement lui avait été dictée sous la menace et qu'il allait dorénavant adopter. Dans un premier temps, des journalistes de CBS et d'autres médias, qui ne faisaient pas partis du premier cercle des initiés qui avait été mis dans la confiance de ce complot ou inside job, attentat commis par l'Etat profond sous un faux drapeau et qui serait attribué à Al-Qaïda et Ben Laden, fournirent des détails sur ce qui était en train de se produire sous leurs yeux ou relatèrent des témoignages de personnes sur les lieux du WTC qui disparaîtront par la suite parce qu'ils contredisaient la version officielle.

Qu'est-ce que cela signifie ou où je voulais en venir, c'est qu'il existe dans ce pays une organisation occulte qui détient plus de pouvoir que le président des Etats-Unis, donc qui est en mesure d'influencer ou de lui dicter sa politique étrangère, qui peut organiser des attentats, des coups d'Etat, fomenter des guerres ou des guerres civiles et le forcer à intervenir dans un ou des pays, qui peut aussi lui imposer de prendre certaines mesures économiques en faveur de l'oligarchie financière, etc. Dès lors, quand on aborde la politique américaine ou son orientation, si on refuse d'admettre l'existence de ce gouvernement parallèle, on pourra commettre l'erreur d'imputer au chef de l'Etat ou à son gouvernement des mesures qui sont en réalité imputables à l'Etat profond en désaccord avec lui, et qui défend généralement les positions les plus extrémistes.

Cette confusion ou ce manque de discernement ne sera pas sans conséquences politiques, puisqu'il pourra nous amener à désigner le chef de l'Etat comme l'auteur de ces mesures, alors qu'en fait elles provenaient de l'Etat profond, concessions qu'il a été obligé de lui accorder, tandis que parallèlement il adoptait des mesures qui allaient à l'encontre de la politique du clan adverse de l'oligarchie. Cet aveuglement pourra nous conduire à s'acharner sur lui au moment même où il prenait des mesures qui méritaient notre soutien au lieu de les condamner, ce qui aurait été le comble de l'absurde ou nous aurait totalement discrédité aux yeux des travailleurs, par exemple quand Trump prit la décision de cesser d'armer Al-Nosra et Daesh en Syrie, ce qui siffla pratiquement immédiatement la fin de la guerre contre la Syrie, sauf à la frontière turque et dans une poche entre la Syrie et l'Irak.

Sans aller jusqu'à manifester notre soutien à Trump, on pouvait très bien prendre acte de cette décision et l'attaquer sur d'autres aspects de sa politique, ce n'était pas les sujets qui manquaient, de sorte qu'on apparaissait ni comme des ennemis du peuple syrien ni comme des suppôts de Trump, de cette manière on exprimait notre totale indépendance de l'impérialisme. On demeurait strictement sur notre terrain de classe, ce qui pour nous est essentiel pour ne pas nous écarter de nos objectifs politiques. Ceux, qui percevaient ici une épouvantable collusion avec Trump ou nous reprocheraient de le ménager, manqueraient singulièrement de mesure et se comporteraient en gauchistes.

Trump vient pour ainsi dire d'intimer l'ordre à l'Arabie saoudite de mettre fin à la guerre au Yémen sous 30 jours, et l'ensemble des puissances occidentales ont annoncé dans la foulée qu'elles soutenaient cette décision, donc je ne vois pas pourquoi j'irai au même moment manifester spécialement contre la venue de Trump en France ou soutenir ses adversaires qui au sein de l'Otan envisagent sérieusement de déclencher une guerre contre la Russie qui se transformerait automatiquement en guerre mondiale.

Si on voulait rappeler notre condamnation de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, c'était plutôt contre l'oligarchie financière et devant la Bourse de Paris ou à défaut devant l'ambassade de Grande-Bretagne ou devant l'Elysée qu'il fallait appeler à manifester le 11 novembre.

Ce qui est certain ou ce qu'on peut percevoir très nettement, c'est que plus la gauche et l'extrême gauche s'embourgeoisent ou penchent vers la petite bourgeoisie ou les couches les plus favorisées de la classe ouvrière, plus elles auront tendance à se droitiser ou à prendre le chemin emprunté par le PS et le PCF pour finalement se placer au côté de la réaction.

Je n'ai pas le temps de poursuivre cette analyse.

3- La gauche et l'extrême gauche se sont enfermées dans le déni permanent de pans entiers de la réalité, partant de là elles ne peuvent livrer que des discours démagogiques ou teintés de démagogie, produire des analyses erronées, développées des théories foireuses, et par conséquent définir des tâches qui ne correspondent pas à la situation ou aux rapports entre les classes, de sorte qu'en dehors d'assurer la survie des appareils de leurs partis, leur activité politique ne sert en rien notre cause, puisqu'ils ont été impuissants depuis plus d'une demi-siècle à empêcher que notre ennemi applique pas à pas sa stratégie, et surtout ne venez pas nous raconter que par exemple la gauche et l'extrême gauche seraient à l'origine de la préservation de notre système de retraite que l'on doit uniquement aux militants et aux travailleurs qui s'étaient mobilisés, tandis que la collusion de nos dirigeants avec les bureaucrates corrompus des syndicats s'étalait au grand jour, distinction qu'il faut toujours avoir à l'esprit et qui fait malheureusement défaut chez la plupart des militants, ce qui explique en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Il y a bien des discours ou des positions adoptés par les dirigeants qui troublent ou embarrassent bien des militants qui n'en comprennent pas la signification politique. On leur dit ici, c'est la première question qu'ils doivent se poser, après ils y verront plus clairs. Ce n'est pas à moi d'y répondre à leur place, ensuite ce sera aussi à eux d'en tirer des conclusions politiques ou de se demander de quelle manière ils doivent les caractériser. Moi j'ai déjà effectué ce travail que chacun doit faire de son côté, ma réflexion n'engage que moi, vous comprenez, je ne pense pas à votre place et je n'admettrais pas que vous ou quiconque pense à ma place.

J'ai déjà expliqué dans de précédentes causeries, qu'on ne pourrait progresser aussi bien sur le plan individuel que collectif qu'ensemble, de la même manière que globalement on ne s'en sortira pas autrement, ce qui semble avoir été mal compris comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs.

Pour la énième fois je le répète, mon objectif n'a jamais été de vous convaincre de quoi que ce soit, de vous vendre je ne sais quelle salade pour parodier Engels, cela ne m'intéresse pas, et quand quelqu'un me témoigne sa confiance, je trouve cela suspect et je fais tout pour qu'il adopte une autre attitude envers moi, c'est peut-être pousser un peu trop loin les scrupules ou les principes direz-vous, peut-être dans certains cas, je n'en sais rien, en revanche je me suis aperçus que c'était justifié dans la plupart des cas puisque je n'ai plus entendu parler de l'intéressé !

Je pars du principe que chacun est libre de penser ou d'avoir le comportement qu'il veut, à condition de l'assumer ainsi que les conséquences qui en découlent. La plupart des gens ont une personnalité qui est faite de bric à brac, d'idées venues de partout qu'ils ne maîtrisent pas généralement ou dont ils n'ont pas réellement pris conscience... Et bien moi non plus je n'échappe pas à cette règle, à ceci près que je suis d'un bloc, rien ne m'échappe ou presque, j'analyse tout ce qui me tombe sous la main, tout ce que j'observe, chaque expérience, même la plus insignifiante au premier abord, il faut au minimum que j'en ai conscience, au mieux que j'en tire un enseignement. C'est ainsi que lorsque je balaie, je cuisine, je fais les courses, je fais le ménage, j'entretiens le jardin, j'actualise le portail, etc. j'ai adopté les techniques les plus rationnelles ou performantes, les plus productives (pour se marrer) qui soient, les plus économes en temps et en énergie, en argent aussi, j'y ai réfléchi en m'observant attentivement, c'était indispensable pour que je m'améliore, et je n'admettrais pas qu'on puisse me donner une leçon de balayage, quelle honte j'aurais, j'aurais l'impression de n'avoir jamais progressé au cours de ma vie, vous imaginez un peu le traumatisme !

L'insouciance et l'oisiveté, l'absence de curiosité et le manque d'initiative ou d'audace caractérisent les gens médiocres et soumis au quotidien qui se laissent dicter leur destin et qui font notre malheur, vous ne voudriez tout de même pas qu'on les prennent comme modèle, franchement.

Par oisiveté, on entend au-delà du rentier, refuser de faire le moindre effort ou sacrifice pour élever son niveau de conscience ou améliorer son comportement, bref, se laisser vivre en général. La plupart des gens sont également injustes envers les autres, alors qu'ils font preuve d'insouciance et d'indulgence surtout envers eux-mêmes, ils passent leur temps à les juger alors qu'ils devraient s'en abstenir ou commencer par eux mêmes, cela s'adresse aussi à bien des lecteurs en ce moment, je le sais, je n'ai même pas besoin de les connaître pour pouvoir l'affirmer sans prendre le risque de me tromper.

[Le pouvoir de nuisance des médias ne date pas d'hier ni d'avant-hier.](#)

- Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser¹².

Les conséquences de cette mainmise capitaliste sur l'information sont, aux yeux d'Orwell, si désastreuses que – pourvu que soit garantie l'indépendance des petits journaux et des hebdomadaires de façon à permettre à toute opinion, quelle qu'elle soit, de trouver un lieu d'expression –, la perspective d'une nationalisation partielle ou totale de la grande presse n'est pas pour l'effrayer :

« Il semble que nationaliser la presse serait du "fascisme", alors que la "liberté de la presse" consiste à permettre à quelques millionnaires de contraindre plusieurs centaines de journalistes à falsifier leurs opinions. [...] Mieux vaut être contrôlé par les bureaucrates que par les escrocs ordinaires¹³. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Notes.

12. AMG-19.

13. AMG-80 & AMG-19

Nos dirigeants ont toujours défendu aveuglément la liberté de la presse, de la même manière ce sont de fanatiques défenseurs des droits de l'homme que dénonçait Marx. Bref, ils font partie des pires démagogues qui soient ou les fossoyeurs de notre cause.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'aujourd'hui c'est un journaliste ou un journal qui est attaqué, peu importe qu'il soit de droite il faut prendre sa défense, car si on laisse faire demain ce sera l'ensemble des journalistes et de la presse qui seront attaqués et nous en serons également victimes... Ils ont pris la défense d'Aubenas qui est une crapule, une pourriture. Et alors, vous croyez réellement que si cela se produisait les journalistes des médias-oligarques ou d'autres partis voleraient à votre secours. Non mais, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil, excusez-moi, ils sont moins cons que vous, ils en rajouteraient une couche pour que vous disparaissiez et ils seraient les seuls à s'en tirer. Et dire qu'il y en a parmi nous pour adhérer à cela !

La propagande de la réaction passe par les médias ou plus exactement par l'AFP et les instituts de sondages, ils se complètent ou partagent le sale boulot de la désinformation, des fausses nouvelles, etc.

S'agissant de l'AFP, cette officine n'est pas proprement dite aux ordres de Macron ou de la présidence de la République. Non, le venin qu'elle distille quotidiennement et que répercutent les médias provient d'ailleurs, de l'Etat profond qui sévit également en France et qu'incarne le clan de l'oligarchie réputée le plus extrémiste ou le plus va-t-en-guerre qui s'est donné pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire.

Prouvez-le, direz vous. C'est très simple, par les faits.

On en veut pour preuve que lorsque Sarkozy avait décidé de se représenter en 2012, alors qu'il avait encore toute les chances de l'emporter, puisqu'il ne lui manquera à peine un peu plus d'1 million de voix pour être réélu au soir du second tour face à Hollande, l'ensemble des médias se sont soudain féroce ment acharnés sur lui pour le descendre, et ils y sont parfaitement parvenus, alors que 5 ans plus tôt ils avaient adopté un comportement inverse.

Cela signifiait que les médias avaient reçu ordre d'agir de la sorte ou sans même que cela soit nécessaire, ils étaient arrivés à la conclusion que Hollande ferait mieux l'affaire que Sarkozy pour poursuivre l'application de la politique dictée par les besoins définis par ce clan de l'oligarchie. Ils n'étaient pas devenus pour autant spontanément de gauche ou social-démocrates, ils ne prenaient pas non plus le risque inconsidéré de porter au pouvoir un président qui pourrait incarner dans la tête des électeurs l'ennemi de l'oligarchie ou de la finance ou encore du capitalisme, puisqu'ils savaient pertinemment que même si cette illusion leur avait traversé un jour la tête, elle serait vite dissipée par les engagements que prendraient Hollande vis-à-vis de ce clan de l'oligarchie dont finalement il était un agent, c'était d'ailleurs pour cette raison qu'ils en firent le moment venu leur candidat au détriment de Sarkozy. Tout se tient comme vous pouvez l'observer, attendez. ce n'est pas fini.

Et le même scénario se reproduisit 5 ans plus tard, quand ils déboulonnèrent littéralement Fillon pour faire élire Macron. Ce clan de l'oligarchie avait mis près de 10 ans à fabriquer minutieusement le candidat idéal qui aurait pour unique mission de liquider le Code du travail et le système de retraite par répartition, et ils estimèrent qu'il était fin prêt pour entrer en action, ce qui désappointa amèrement Fillon qui avait un temps pressenti pour accomplir cette sale besogne, il tenta de résister, mais face à l'énorme machine de propagande qu'ils déchaînèrent contre lui il n'avait aucune chance de s'en tirer et finalement ils parvinrent à le briser net, exactement comme ils l'avaient fait 5 ans plus tôt avec Sarkozy.

Et c'est encore ce clan de l'oligarchie qui orchestra la dernière provocation dont fut victime Mélenchon et LFI, et non Macron ou des membres de son gouvernement qui rappelons-le n'ont absolument aucune marge de manoeuvre, aucun pouvoir, et quand on l'oublie ou qu'on l'ignore, on ne peut pas comprendre ce qui se passe réellement.

Les vociférations de Mélenchon étaient parfaitement justifiées, mais vous aurez constaté comme moi qu'il s'est trompé de cible, en réalité c'était l'oligarchie qu'il fallait viser et non Macron, car ce sont les médias et les institutions de sondages qu'elle contrôle qui vont lui causer le plus de tort et non les déclarations de Macron que beaucoup de gens n'écoutent même plus, en revanche ils n'échapperont pas au matraquage quotidien des médias et de leurs réseaux numériques. Pour conserver une neutralité ou indépendance de façade, les médias et les instituts de sondages recourent à la méthode du double langage qui consiste par exemple, à adopter une fois un ton critique envers Macron pour ensuite l'encenser dix fois de suite. Autre exemple, ils vont sortir des sondages défavorables à Macron assortis de commentaires au vitriole sur Mélenchon.

[Guerre à l'opportunisme.](#)

Quand la gauche et l'extrême gauche n'était déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...

Si ce sont eux qui l'affirment...

Quand le think tank néoconservateur Le Cercle de l'Oratoire évoque ses fondateurs.

« Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale

- Stéphane Séjourné du combat anti-CPE à l'Europe pro-Macron - Liberation.fr 28.10

Conseiller politique à l'Élysée, cet ex-militant du MJS devenu un fidèle du Président se retrouve à 33 ans sur le devant de la scène. Objectif : mettre en musique la périlleuse campagne européenne de LREM. Liberation.fr 28.10

Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

Jamal Khashoggi. Un "*opposant*" que la gauche et l'extrême gauche pleure en France notamment.

La Tribune des travailleurs, 23 octobre 2018 – Macron se rend au salon Euronaval, au Bourget, principalement dédié à l'armement. Dans le même temps, les déclarations condamnant l'assassinat par le régime saoudien d'un journaliste opposant ont très vite baissé de plusieurs tons. (<https://latribunedesttravailleurs.fr/category/fil-dinfos/page/2>)

Quel dommage, on en est tout bouleversé ! Et puis il est vrai que les auteurs de ce genre de déclaration sont animés de tellement bonnes intentions qu'on en redemande ! Non, merci, la poubelle est pleine.

Et quel "*opposant*" faisant l'apologie du régime barbare wahhabite! Ils osent tout eux aussi au POID.

Le prince héritier d'Arabie saoudite doit restaurer la dignité de son pays – en mettant fin à la guerre cruelle du Yémen, par Jamal Khashoggi. The Washington Post 11-09- 2018 (Publié par Les Crises 3 novembre 2018)

Extraits.

- L'Arabie saoudite pourrait user de son poids et de son influence au sein des cercles occidentaux et faire appel aux institutions et mécanismes internationaux pour résoudre ce conflit.

- L'Arabie saoudite se trouve dans une position unique pour simultanément empêcher l'Iran d'entrer au Yémen et mettre fin à la guerre dans des conditions satisfaisantes si elle échange son rôle de belligérant pour celui de pacificateur.

- Les actions de l'Arabie saoudite au Yémen ont été motivées par des préoccupations de sécurité nationale en raison de l'implication iranienne dans le pays. (On croirait entendre G. Bush! - LVOG)

- L'Arabie saoudite ne mérite pas d'être comparée à la Syrie, dont le dirigeant n'a apparemment pas hésité à utiliser des armes chimiques contre son peuple. Mais la poursuite de la guerre au Yémen validera les voix qui affirment que l'Arabie saoudite fait au Yémen ce que le président syrien Bachar el-Assad, les russes et les Iraniens font en Syrie. The Washington Post 11-09- 2018

C'est marrant, je crois avoir déjà entendu ce discours des milliers de fois depuis quelques années, pas vous ? Vous venez de découvrir que The Washington Post avait un nouveau correspondant en France !

C'est fou décidément ce que le monde regorge d'opposants !

Le banquier Jacques Attali (PS) est partisan de la paix, de la non-violence, lui qui a proclamé que Jérusalem devrait être la capitale du nouvel ordre mondial rien que cela, lui le fanatique défenseur du sionisme et de l'Etat israélien d'apartheid, lui qui incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux qui ont orchestré le 11 septembre et toutes les guerres qui s'en sont suivies, y compris contre les Palestiniens, Attali un des mentors de tous les présidents au côté de BHL depuis Mitterrand, il a fait ses armes à gauche, cela ne devrait plus vous étonner maintenant...

Comment, vous ne le saviez pas ? La preuve il a osé rédiger un article publié mercredi 24 octobre par L'Express qui s'intitulait Retour de la violence, accusant Trump d'en être l'instigateur pour avoir manifesté la volonté de sortir du traité INF (Intermediate-

Range Nuclear Forces Treaty) sur les armes nucléaires de portée intermédiaire datant de 1987, mais il a fermé les yeux sur le programme de modernisation des armes nucléaires américaines s'étalant jusqu'en 2020 si je me souviens bien et doté de 1.000 milliards de dollars, programme qui avait été poursuivi par Obama, bref, tout est bon pour attaquer Trump.

Attali rempli ici parfaitement sa fonction de manipulateur des consciences, puisqu'il occulte le fait que les prédécesseurs de Trump avaient fait pire en matière de violence ou de guerre, en revanche on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de tous ceux qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche qui adoptent la même position que Attali envers Trump, qui au mieux manquent singulièrement de discernement, qui au pire reprennent sciemment la propagande des néoconservateurs ultra réactionnaires à la suite du parti démocrate.

Attali fait partie du premier cercle de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. Vous en doutiez encore?

C'est lui qui relaie son discours en France, ensuite les médias lui emboîtent le pas.

- Attali. Retour de la violence - L'Express 24 octobre

- Violence - Liberation.fr 6 novembre

Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

Quand la gauche néo stalinienne se démasque.

La plupart, pas tous, ouf, vous avez gagné vos galons de respectabilité !

"Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement, l'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants, et notamment dans les journaux télévisés." (Acrimed - France 2 « décrypte » l'Amérique latine... en 2 minutes !)

Quand le diable se cache dans le détail.

- "*Ainsi que nous le constatons (trop) régulièrement*" : Pourquoi il devrait en être autrement de leur part ? Vous auriez des conseils à leur donner ?

- "*L'information internationale est particulièrement maltraitée dans la plupart des médias dominants*" : Pas tous, ouf l'illusion de vivre en démocratie est sauve ! Les heureux élus estampillés honnêtes par Acrimed doivent être ceux qui comme eux ménagent les régimes dits progressistes qui ont adopté le "socialisme du XXIe siècle", et qui l'un après l'autre cède la place à des régimes autoritaires ou des dictatures.

Si j'ai bien compris ce sont des fonctionnaires, des syndicalistes, ils peuvent traiter à la légère ce sujet, après tout "l'information internationale" ne les concerne pas directement, elle couvre des guerres et bien d'autres drames épouvantables que subissent les peuples qui ne sont que des détails, alors pourquoi devraient-ils s'arrêter dessus, s'ils le faisaient, ils s'apercevraient plutôt que les médias dominants sont pires les uns que les autres, au lieu de faire croire qu'il y en aurait qui seraient meilleurs ou moins pourris que les autres, c'est tout ce que je tenais à préciser.

Acrimed tient à ne pas passer pour un ennemi "*des médias dominants*", en cela il imite l'illusionniste Mélenchon, moi cela ne me dérange pas de passer pour leur ennemi, bien au contraire.

Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.

- Mélenchon menacé par une "suspension temporaire" des francs-maçons - Le HuffPost 30 octobre 2018

L'exécutif du Grand Orient de France (GODF) a demandé vendredi 26 octobre à sa justice interne "la suspension temporaire" de Jean-Luc Mélenchon en raison de son "comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", a-t-on appris auprès de l'entourage du GODF.

Une motion soumise au vote du Conseil de l'Ordre vendredi a obtenu "30 voix pour et 3 voix contre", a précisé l'entourage du GODF à l'AFP, en soulignant que c'est un fait rare. L'information avait été révélée par L'Express.

La chambre suprême de la justice maçonnique, indépendante du Conseil de l'Ordre, et devant laquelle Jean-Luc Mélenchon est

invité à se défendre, doit désormais trancher, et ce "au mieux dans deux mois", selon cette source. Dans une biographie parue en 2012, celui qui est depuis devenu le leader de la France insoumise (LFI) avait indiqué être entré au GODF en 1983.

"Son comportement vis-à-vis des magistrats, des policiers et des journalistes", notamment son opposition virulente lors des perquisitions au siège de LFI et chez lui le 16 octobre, ont déplu à certains membres de la plus grande association maçonnique française, laquelle est "très à cheval sur le respect de la République, et de la liberté de la presse" notamment, a-t-on ajouté. Le HuffPost30 octobre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Jean-Jacques Rosat a répondu aux questions d'Envrak au cours d'un entretien téléphonique le 1er décembre 2009

Jean-Jacques Rosat est agrégé de philosophie. Il a été professeur en lycée (1979-1999). Depuis 1999, il est attaché à la chaire de philosophie du langage et de la connaissance au Collège de France où il exerce des fonctions de maître de conférences. Depuis 2000, il est directeur de la collection Banc d'essais aux éditions Agone (Marseille).

Extraits.

- Très peu. Souvent, les militants de la gauche radicale ne reconnaissent pas Orwell comme l'un des leurs parce qu'ils l'assimilent à tort à ceux qui se réclament de l'antitotalitarisme pour combattre toute idée de révolution. Et, c'est un auteur qui dérange. Il a dit « la liberté, c'est de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

LVOG - Effectivement, ils préfèrent se fier ou accorder leur confiance à ceux qui leur débitent le discours qu'ils ont envie d'entendre. Les flatteurs vivent au dépend de ceux qui les écoutent.

Parce qu'ils sont généralement dogmatiques ou ils ont un esprit étroit. En réalité rares sont ceux qui sont parvenus à développer un esprit critique pour n'avoir jamais rien étudié sérieusement par eux-mêmes. Dans un parti on ne cherche pas à savoir ce que les militants ont compris ou non, on leur demande juste d'être d'accord avec la ligne politique définie par sa direction.

- Orwell est un homme de la gauche radicale, un socialiste révolutionnaire antistalinien, non communiste et non marxiste. Ça, en France, ça n'a pas pratiquement de place sur l'échiquier politique. Jusque dans les années 70 en France, si on était un homme de gauche radicale c'est qu'on était marxiste. Après est apparu le thème de l'antitotalitarisme, mais ceux qui ont développé ce thème sont devenu des adversaires de tout socialisme ou de toute conception égalitaire de la société : Bernard-Henry Lévy, Alain Finkielkraut.... La vraie famille politique d'Orwell en France a très peu de représentants. (Jean-Jacques Rosat, professeur au Collège de France)

Je n'en fais pas partie non plus.

C'est vrai que depuis être "un homme de gauche radicale" ne signifie plus rien quand on pense à Mélenchon et à sa bande de bras cassés, ou quand on observe comment l'extrême gauche s'est avilie en reniant tous ses principes. Sans doute qu'il existait encore de nombreux militants qu'on aurait pu qualifier ainsi dans les années antérieures, mais ce qui les animait c'était plus une aspiration ou une croyance qu'une ferme détermination à maîtriser le marxisme, terme que j'emploie pour la forme, une concession mineure, mais qui ne veut rien dire si je m'en tiens à Marx lui-même. Quant à leurs dirigeants, on est porté à en douter fortement, puisqu'ils ne croyaient déjà plus eux-mêmes aux théories qu'ils avaient développées pour s'être avérées erronées ou démenties par les faits, ce qu'ils se garderont bien d'avouer à leurs militants...

Jusque dans les années 70, était pour ainsi dire qualifiée de marxiste toute personne se revendiquant de gauche, ce qui incluait la SFIO et le PC qui ne l'étaient plus depuis le milieu des années 10 ou 20 ou qui ne l'avaient jamais été selon Lénine et Trotsky, alors que seuls les courants trotskystes et maoïstes luttèrent encore pour le communisme et donc méritaient cette étiquette, pour peu qu'on ne soit pas trop regardant ou exigeant ou qu'on fasse la distinction entre leurs dirigeants et leurs militants.

La caractérisation que fait Jean-Jacques Rosat d'Orwell a de quoi laisser perplexe puisqu'il était difficile, voire impossible d'être à la fois "un socialiste révolutionnaire antistalinien" et un "non communiste". Lors des mois qui précédèrent et qui succédèrent à la révolution d'Octobre en Russie, les socialistes révolutionnaires qui n'étaient pas communistes le devinrent ou ils cessèrent d'être des socialistes révolutionnaires, et parmi eux une grande partie se convertirent plus tard au stalinisme, quand ils ne furent pas déportés et voués à une mort certaine à brève échéance ou tout simplement liquidés brutalement par Staline.

Les intellectuels théoriciens du totalitarisme

- Dans une lettre datée du 26 décembre 1948, Orwell explique qu'il a voulu dans son livre « montrer en les parodiant les implications intellectuelles du totalitarisme6 ». Comme le souligne avec force James Conant, la caractéristique nouvelle et

terrifiante des régimes totalitaires du XXe siècle ne consiste pas tant, pour Orwell, dans leurs instruments de terreur que dans les stratégies intellectuelles et psychologiques au moyen desquelles ils essaient de « parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains ». Tel qu'Orwell l'emploie, le terme « totalitarisme » désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) [...] qui sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains. L'usage orwellien de ce terme ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent au nombre de ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, il applique ce terme aux idées des intellectuels – et pas seulement à celles qui ont cours dans [...] les « pays totalitaires » 7.

Du point de vue d'Orwell, explique encore Conant, les camps de concentration et les forces de la police secrète sont périphériques par rapport à l'ensemble des phénomènes culturels, sociaux et politiques qu'il se propose d'identifier comme totalitaires. Le noyau en est constitué par un sorte de « mensonge organisé » qui, si les conséquences logiques de ses tendances profondes étaient poussées jusqu'au bout, serait reconnu comme « l'exigence de ne plus croire dans l'existence même de la vérité objective8 ». C'est cela qui, pour Orwell, fait véritablement du totalitarisme l'ennemi du libéralisme 9.

Il est essentiel ici de faire observer que ces processus intellectuels et mentaux existent aussi à l'extérieur des régimes totalitaires. Conant cite à ce sujet une autre lettre d'Orwell, datée du 16 juin 1949 :

Je crois [...] que les idées totalitaires ont pris partout racine dans les esprits d'intellectuels, et j'ai essayé de pousser ces idées dans toutes leurs conséquences logiques. L'action est située en Grande-Bretagne pour souligner que les races anglophones ne valent pas mieux par naissance que n'importe quelle autre, et que le totalitarisme, si on ne le combat pas, pourrait triompher n'importe où10.

C'est d'ailleurs en Angleterre, dans la presse de gauche où il écrit, et dans les milieux d'intellectuels de gauche et d'extrême gauche où il vit, qu'Orwell s'y est heurté pour la première fois.

Notes.

7. James Conant, « Freedom, Cruelty, and Truth », in Robert B. Brandom, Rorty and his Critics, Blackwell, 2000, p. 293. Traduction française à paraître : James Conant, Orwell ou le pouvoir de la vérité, Agone, 2012.

8. Orwell, « Où meurt la littérature » (1946), EAL-4, p. 82, & Lettre à H.J. Willmet (18 mai 1944), EAL-3, p. 193.

9. Conant, op. cit., p. 295.

10. Orwell, Lettre à Francis Henson, 16 juin 1949, EAL-4, p. 601.

Propagande de l'ennemi et fabrication du consentement au quotidien.

Quand les néoconservateurs lancent un nouveau parti corporatiste... de gauche évidemment ! Ou tel père tel fils, une vieille histoire.

Lancement par l'Etat et les médias-oligarques d'un nouveau parti totalitaire.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

L'intellectuel cofonde Place publique, un mouvement politique 100% société civile et militante, pour peser à gauche et encourager le rassemblement aux européennes.

Un coup pied citoyen dans la fourmière des partis de gauche ! Et une volonté de briser les frontières artificielles qui les empêchent aujourd'hui de dialoguer, voire de se rassembler, à quelques mois des élections européennes. L'essayiste et intellectuel Raphaël Glucksmann, l'économiste militant Thomas Porcher et l'activiste écologiste Claire Nouvian – pour ne citer qu'eux – lancent cette semaine un nouveau mouvement politique appelé Place publique. Mouvement de gauche, proeuropéen et citoyen.

« Nous voulons être la voix des associations et des citoyens qui s'engagent », expose Glucksmann, 39 ans, figure médiatique d'une initiative qui se veut pourtant « collective ». Le mouvement doit publier, en fin de semaine, un manifeste – son « acte de naissance » – pour la défense de l'écologie et pour une « autre Europe », pour la justice sociale, contre l'évasion fiscale et pour une meilleure représentation démocratique européenne.

Parmi les signataires, on devrait retrouver des figures issues d'ONG, d'associations, des activistes, nous dit-on. « Des porteurs de causes, de gens qui ont défendu des luttes sur le terrain », esquisse Glucksmann, qui réfute l'idée selon laquelle il s'agirait là

d'un collectif uniquement issu de la bulle intellectuelle parisienne. Quelques noms circulent déjà, comme celui de Jo Spiegel, maire de Kingersheim dans le Haut-Rhin et pionnier des questions de démocratie participative. « Beaucoup de gens s'agrègent à nous », assure un membre du mouvement.

Place publique ambitionne de « structurer les orphelins de la gauche », mais aussi de « mettre publiquement les organisations politiques face à leur responsabilité ». Du PS à EELV, en passant par Génération-s ou le Parti communiste. La gauche veut-elle se résoudre à l'émiettement actuel, qui lui promet des scores résiduels aux européennes, ou est-elle prête à se rassembler pour peser ? Telle est la question posée.

« Aujourd'hui, les partis n'arrivent pas à dialoguer seuls », constate-t-on à Place publique. Le mouvement aimerait réussir à unifier la gauche. Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage.

Depuis des semaines, les fondateurs du mouvement font le tour des partis pour sensibiliser à leur démarche. Et si l'initiative semble bien accueillie côté EELV, le député européen Yannick Jadot n'en démord pas : il veut mener la liste des Verts. Au grand dam de nombre de cadres et de militants. « On doit se mettre au service d'un projet qui dépasse notre parti », estime le maire écolo de Grenoble, Éric Piolle, qui a rencontré Glucksmann.

Le patron du PS, Olivier Faure, lui, ne s'interdit rien et attend de voir. Quant à Génération-s, Benoît Hamon semble totalement séduit. « C'est sa bouée de sauvetage », raille un socialiste, qui estime que s'il est lui-même candidat aux européennes, il finira « dans les choux ». Pas insensibles, les communistes sont, eux, en plein dans leur congrès interne.

Quant aux Insoumis de Mélenchon, ils ont été informés, mais pas démarchés. Les divergences sur la question européenne sont trop grandes, et ce même si l'on nous assure que « beaucoup » à Place publique ont voté Mélenchon en 2017.

Parmi ceux qui ont été approchés, « personne ne dit non pour le moment. Mais le risque, c'est de ne pas rassembler et de rajouter une liste de plus », observe une universitaire, contactée par Place publique. Ce dont Raphaël Glucksmann a conscience. Il marche sur une « ligne de crête ». Il peut mettre en place une dynamique d'union, qui pourrait poser des jalons pour les élections suivantes, comme faire un bide. « Il faut essayer », résume-t-il. Lui en est persuadé, si la gauche ne se rassemble pas dès les européennes, elle ne saura pas le faire avant la présidentielle. Le Parisien 29 octobre 2018

Alors que les médias-oligarques lui ont offert une tribune.

- Raphaël Glucksmann et sa bande se lancent tout seuls, comme des grands. - Libération 6 novembre 2018

- Glucksmann lance mercredi un nouveau parti, Place publique - L'Express.fr 06.11

L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher et d'autres personnalités de la société civile.

Il a décidé de franchir le Rubicon. Raphaël Glucksmann, ancien patron du Nouveau Magazine Littéraire, lance mercredi un nouveau parti baptisé Place publique. L'essayiste engagé à gauche sera épaulé par l'économiste Thomas Porcher, la militante écologiste Claire Nouvian et d'autres personnalités de la société civile. Leur objectif: "répondre à des urgences" démocratiques, écologiques et sociales.

L'association de financement adossée à Place publique a obtenu ce lundi son agrément auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), selon le mouvement. Un appel sera publié mercredi dans les colonnes du journal Libération. Place publique sera co-présidé par le maire de Kingersheim (Haut-Rhin), Joe Spiegel, et par la chef d'entreprise et spécialiste des questions technologiques, Diana Filippova.

Écologiste, de gauche et pro-européen, le nouveau parti s'annonce proche, idéologiquement, d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) et de Génération.s, le mouvement de Benoît Hamon. Raphaël Glucksmann était d'ailleurs présent (tout comme l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot) au lancement de Génération.s le 1er juillet 2017.

"Ce sont des proches avec qui je travaille depuis des années (...) Nous sommes complémentaires", assure de son côté Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les européennes. L'Express.fr 06.11

- Thomas Porcher - Libération 4 novembre 2018

Certains l'appellent «le chroniqueur de C dans l'air», d'autres «l'économiste de Mélenchon». Disons-le tout de suite, les deux sont faux. Il officie régulièrement sur France 5 mais en tant qu'invité. Son homologue libéral Nicolas Bouzou, qui n'est «d'accord sur rien» avec lui, vante un débateur «intelligible», «jamais agressif», «toujours constructif».

Après une année médiatique intense, M, le magazine du Monde, lui a consacré un portrait titré «Thomas Porcher, l'économie lui va si bien».

Thomas Porcher agace aussi ses pairs enseignants. Son omniprésence médiatique est perçue comme une forme d'impureté. «C'est la théorie des économistes de "seconde main", fait remarquer Raphaël Boroumand, également professeur à la PSB. L'idée que tout économiste qui passerait trop de temps dans les médias serait "perversi".» Pur conservatisme académique. Outre le bouillonnement médiatique, Porcher consacre son temps à des articles publiés dans des revues scientifiques, certains étant dans le top 5 % des plus cités au monde. Rétif à «l'esprit de classe», il ne voit aucune contradiction entre son statut de prof en école de commerce et ses principes hétérodoxes.

Ce docteur en économie, membre des Economistes atterrés depuis 2016...

Cécile Dufлот est la première à faire appel à ses services lors de la primaire écologiste en 2016. Durant la dernière campagne présidentielle, il fournit des notes de cadrage sur la transition énergétique à Benoît Hamon.

Le but ? Influencer les débats sur les élections européennes. «On discute avec des personnes qui font de la politique concrètement, au quotidien. Des ONG, des associatifs... Tous européens.»

... il se booste à l'ego trip de Booba et Kaaris, du rap «où ça clache», voire au rap «social» de Keny Arkana, quand ce n'est pas Secteur Å. «Ça m'aide pour écrire, confie l'économiste ou le fan, on ne sait plus trop. Libération 4 novembre 2018

Le dernier paragraphe situe le personnage ou le niveau de conscience de ce psychopathe. C'est dingue comme ils ont le don de les repérer, l'avez-vous observé ?

On retiendra surtout : "Rétif à «l'esprit de classe»", principe cher au corporatisme et à l'extrême droite.

[Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.](#)

Extrait de la causerie du 8 mai 2016

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.-RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution », affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quéré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (<http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html>).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« Le Meilleur des mondes », une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris...) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara...) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09/les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes. (causerie du 8 mai 2016)

Extrait de la causerie du 6 septembre 2015

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann. (causerie du 6 septembre 2015)

"Ouvrez les frontières!", "Droit d'asile pour toute personne persécutée", "Charlie, où es-tu?" ou encore "L'accueil pour moi c'est oui", pouvait-on lire sur des pancartes arborées par les manifestants de tous âges et souvent venus en famille sur la place de la République. (AFP 5 septembre 2015)

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« Le Meilleur des mondes », une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc...) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brûlé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - « "Je travaille pour l'Europe", estime ce fédéraliste convaincu, qui a ouvert une "maison de l'Europe" à Tbilissi », « Le conseiller français du Prince géorgien. Raphaël Glucksmann », La Croix, 18/09/2012

ojim.fr - « En arrivant à Kiev, confie-t-il, j'ai envoyé un SMS à Dany [Cohn-Bendit] : "C'est bon tu peux aller au musée. Ils ont fait cent fois mieux que toi ici. Et en hiver, ce qui est un peu plus sport" », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina "Eka" Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis. (causerie du 6 septembre 2015)

ojim.fr - « Poutine finance le FN et envoie des tanks en Ukraine. Pour lui, cela fait partie d'une même croisade, du même combat pour une vision du monde fondée sur l'exclusion, la haine, symbolisée par le cadavre d'un opposant politique avec quatre balles dans le dos. Il n'y a plus de frontière réelle entre les politiques étrangère et intérieure. Une guerre est menée contre les mélanges, les métissages, les libertés » Libération, 14/03/2015

- Invité à l'European Lab cette semaine, le documentariste et essayiste Raphaël Glucksmann revient sur l'évolution de la relation au politique, notamment la question de l'horizontalité. - Libération 4 mai 2016

Top départ de l'European Lab à Lyon... La conférence qui inaugure ce cycle de rencontres accueille Raphaël Glucksmann, documentariste et essayiste, qui signait en 2015, quelques semaines après les attentats contre Charlie Hebdo, l'ouvrage Génération gueule de bois (1). Trois questions à son auteur, qui fut aussi l'un des conseillers des leaders des révolutions démocratiques géorgienne et ukrainienne.

Raphaël Glucksmann - Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

L'horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d'idéologies que l'on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s'informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. (Libération 4 mai 2016)

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22 mai 2016

Directeur adjoint de la rédaction de l'hebdomadaire Marianne, Alexis Lacroix est également responsable des séminaires de "La Règle du jeu", revue fondée par Bernard-Henri Lévy...

Qui sont donc les faiseurs d'opinions que l'on invite ou que l'on allègue à La Règle du Jeu ? Nous retrouvons un très grand nombre de néocons du premier âge qui sont : Michel Taubmann - Galia Ackerman - Frédéric Encel - Pascal Bruckner - Brice Couturier - André Glucksmann - Raphaël Glucksmann - Romain Goupil - Bertrand Lebeau - Jacky Mamou - Pierre-André Taguieff - Marc Weitzmann - Nicole Bacharan - Monique Canto-Sperber - Mohamed Sifaoui. (legrandsoir.info 22 mai 2016)

Extrait de la causerie du 18 décembre 2016

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L'idéologie des droits de l'homme pour justifier l'ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers - Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie - jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l'abandon... Arrêt sur Info. (causerie du 18 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 10 décembre 2017

- Jean-Luc Mélenchon explique pourquoi il avait parlé des "liens communautaires" de Léa Salamé HuffPost.fr

De même, l'expression caractérisant Léa Salamé - "ses liens politiques, familiaux et communautaires" - a été édulcorée quelques heures après la première publication. "Jean-Luc Mélenchon a été alerté par un proche que ça pouvait être mal interprété", explique Antoine Léaument, directeur de la communication numérique de LFI. (id) Alors que ces liens étaient parfaitement justifiés puisqu'elle est en couple avec Raphaël Glucksmann.

Ce que Mélenchon n'a pas osé dire à l'antenne mais qu'il sait pertinemment. (causerie du 10 décembre 2017)

- Alep, plaidoyer pour la liberté d'analyse et une géopolitique cohérente de la France par Djordje Kuzmanovic - Club Mediapart 20 décembre 2016

Ceux qui critiquent ma position peuvent bien la trouver cynique ; la leur, toute rose qu'elle soit, me paraît effrayante, car c'est celle qui conduit aux guerres. J'en veux pour preuve l'ahurissante tribune dans Le Monde du 13 décembre 2016 des « pacifistes » Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann qualifiant exclusivement Poutine et Al-Assad de terroristes (« Poutine et Al-Assad sont des «terroristes» et ceux qui les soutiennent en France sont leurs complices ») tout en réussissant l'exploit de ne pas parler une seule fois des terroristes djihadistes d'Al-Nosra, ni de leurs financiers et inspireurs wahhabites. (Club Mediapart 20 décembre 2016)

Extrait de la causerie du 9 mars 2017

Réseau Voltaire - ... Raphaël Glucksmann appelle à une contre-manifestation dimanche dans un autre quartier de la capitale.

Raphaël Glucksmann partage les idées et le carnet d'adresse de son père, l'essayiste néo-conservateur André Glucksmann. Ce dernier fut employé, à la fin des années 80 à Londres, par le programme de la CIA, Exchange. Raphaël, quant à lui, fut conseiller de Mikheil Saakachvili, président de la Géorgie lors de la « révolution des roses », puis gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa à l'issue du coup d'État de la place Maidan. Raphaël a épousé Eka Zgouladze, ministre de l'Intérieur de Géorgie (dans le gouvernement qui mit la majorité de son opposition en prison) et aujourd'hui ministre de l'Intérieur d'Ukraine (dans le gouvernement qui massacre la population du Donbass). Réseau Voltaire 03.03.2017

Extrait de la causerie du 24 mars 2017

L'AFP a présenté sous un angle avenant ou progressiste auquel n'importe quel travailleur ou citoyen souscrirait, la manifestation qui a eu lieu récemment place de la République contre les "casseroles" ou la corruption des élus, sans préciser qu'un néolibéral ou ultra réactionnaire en était à l'origine ni ses véritables intentions, Raphaël Glucksmann, et qu'elle était dirigée uniquement contre Fillon au profit de Macron (voire la causerie du 1er mars).

Autrement dit, l'objectif de cette manifestation (...) avait pour unique vocation de participer et légitimer l'opération en cours de déstabilisation de Fillon orchestrée depuis l'Elysée afin qu'il renonce à se présenter au profit de Macron, l'héritier naturel de Hollande.

La principale manipulation de l'AFP a consisté à ne pas révéler que Glucksmann y appelait, et quand bien même des médias l'aurait fait, ils se seraient bien gardés de rappeler qui était en réalité ce funeste individu, car aussitôt les intentions inavouables qui étaient derrière cette opération aurait été éventée et cela aurait dissuadé le peu de personnes susceptibles de se mobiliser de participer à cette manifestation. Elle fut un bide et tant mieux. (causerie du 24 mars 2017)

Extrait de la causerie du 29 avril 2017

Ces médias qui traquent les partisans du «ni-ni» - Sputnik

L'Obs (propriété de Pierre Bergé, Xavier Niel, Matthieu Pigasse, amis et soutiens de la première heure d'Emmanuel Macron) ne semble pas pardonner à l'ancien ministre (Mélenchon - ndlr) de Lionel Jospin de ne pas avoir donné de consigne de vote claire. Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores... (causerie du 29 avril 2017)

Extrait de la causerie du 2 juillet 2018

Un document déclassifié de la CIA datant de 1985 et détaillé (22 pages) concernant les "nouveaux philosophes" français (dont des passages sur BHL et André Glucksmann avec photos) et le grand intérêt politique qu'ils représentent pour les USA.

On se doutait que les USA les avaient utilisés et soutenus, mais là on en est certain...

Document en PDF disponible en bas de l'article. (causerie du 2 juillet 2018)

<https://www.spyculture.com/cia-loved-french-new-left-philosophy/>

● Raphaël Glucksmann (11.05.2015)

[Comment l'air de rien font-ils la promotion du totalitarisme ?](#)

- 40 % des Français favorables à un régime autoritaire ? - Liberation.fr 2 novembre 2018

C'est ce qu'ont martelé plusieurs médias à partir d'un sondage commandé par Ouest-France à l'Institut français de l'opinion publique (Ifop). «Quatre Français sur dix prêts à un "pouvoir autoritaire pour réformer le pays en profondeur"», affirmait par exemple Europe 1. Un titre effrayant, mais un peu hâtif. Car comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question. Celle posée par l'Ifop est à la fois très longue, très complexe et un peu tendancieuse. La voici : «Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel ne disposera plus du pouvoir nécessaire pour mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cette opinion ?» La question insiste largement sur les raisons qui justifieraient une telle évolution (une «France proche du déclin», une «nécessité de réforme») et explique que le choix de confier le pays à un pouvoir autoritaire ne reviendrait qu'à «alléger les mécanismes démocratiques». On s'étonne donc un peu moins des réponses. Liberation.fr 2 novembre 2018

Quel aveu de manipulation volontaire : "Comme souvent dans les sondages, la réponse dépend fortement de la manière dont est posée la question."

En complément

Les oligarques sont "vichystes" par nature.

- Vers quelle catastrophe mondiale les nouveaux "vichystes" nous emmènent-ils? - Le HuffPost

Au siècle dernier, il y a 90 ans, le krach boursier de 29, la montée de l'antisémitisme et de la xénophobie et l'essor des nationalismes en Europe, Italie, Allemagne, Espagne à côté du totalitarisme russe donnèrent naissance à la seconde guerre mondiale... Le HuffPost

Quand une institution totalitaire traite de fascistes ses fidèles indisciplinés

- Bras de fer sur le budget italien : « Je crois que c'est une attitude de type fasciste qui ne paye pas » selon l'eurodéputée Mercedes Bresso - Publicsenat.fr

C'est un bras de fer sans précédent qui s'engage entre Rome et Bruxelles. En cause, l'augmentation du déficit public prévue par le budget italien. La Commission européenne a demandé au gouvernement de revoir sa copie qu'elle juge hors des règles communautaires de la zone euro. Publicsenat.fr

La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires.

- «La France aussi est menacée par une vague populiste» - LeParisien.fr

- Hollande: "Nous sommes dans un moment très grave pour les démocraties" - AFP

Et leur objectif est atteint.

- Européennes: un sondage donne LREM et RN au coude-à-coude, LFI dévisse - Le HuffPost 04.11

[Quand les GAFA, les médias et les ONG sont au service du totalitarisme.](#)

- "Le danger sur les journalistes s'accroît", dénonce RSF - AFP

Ils osent tout. Quand le média qui a couvert toutes les guerres depuis le début des années 50 fomentées par le groupe Bilderberg auquel il participe depuis sa création dénonce un menteur.

- "Time's up" pour les employés de Google du monde entier - euronews 2 novembre 2018

De Singapour à New York, en passant par Londres et au siège mondial en Californie, des milliers d'employés de Google ont stoppé leur travail. Objectif : protester contre le harcèlement sexuel, le racisme et l'inégalité de traitement.

Tout est parti d'un article du New York Times la semaine dernière. euronews 2 novembre 2018

Toutes les opérations ou campagnes à caractère nationale (La Marche des femmes contre Trump, Black lives matter, la Marche des migrants d'Amérique centrale vers les Etats-Unis, etc. etc.) ou à caractère internationale (Mariage homosexuel, harcèlement des femmes, légalisation de la drogue, promotion de la pornographie, etc. etc.) ont toutes été pilotées ou soutenues par le New York Times et le Washington Post sans que ces parasites de gauche et d'extrême gauche n'en fassent mention.

- Violence - Liberation.fr 06.11

- Selon le Washington Post, Donald Trump, pendant cette campagne des midterms, ment trente fois par jour en moyenne, sur toutes sortes de sujets. Liberation.fr 06.11

- Sous l'ère Trump, le «New York Times» évolue en terrain miné - Liberation.fr 04.11

Le documentaire de Liz Garbus «Mission vérité», diffusé à partir de ce mardi sur Arte, met en lumière le travail d'une rédaction qui lutte chaque jour contre les intox du sulfureux président américain.

- Dans les coulisses du «New York Times» à l'heure du «carnage américain» - Liberation.fr

Arte diffuse à partir de mardi «Mission vérité», un documentaire en quatre volets sur le quotidien américain qui raconte de l'intérieur l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump.

Mais la dramatisation du film, sa mise en scène, tient du même coup de l'acharnement de ces enquêteurs, correspondants à la Maison Blanche ou reporters, dans leur excitation à sortir des scoops, dans leur obsession à tout savoir, tout comprendre, tout vérifier dix ou cent fois – on prend au passage quelques leçons de journalisme.

Les flegmatiques journalistes du New York Times, eux, tiennent bon dans leur recherche de rigueur et de mesure, face à une présidence qui en est totalement dépourvue.

Rappel.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés." David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

- Midterms 2018 : Fox News retire de son antenne un spot électoral anti-migrants de la campagne Trump - Franceinfo 06.11

Facebook et la chaîne NBC en ont fait autant. CNN avait de son côté refusé de diffuser la vidéo dès qu'elle avait été soumise à sa régie publicitaire. Franceinfo 06.11

La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.

- Une majorité de Britanniques désormais favorables au maintien dans l'Union européenne, selon un nouveau sondage - Franceinfo 06.11

D'autres aspects de la fabrication du consentement.

- Hausse des taxes sur le carburant : "Il n'y a pas le choix", selon Edouard Philippe - Franceinfo

- Consultations citoyennes : «Les Français ont envie d'Europe», affirme Nathalie Loiseau - LeParisien.fr 26.10

- Une vidéo gouvernementale sur les européennes fait débat - Reuters 3 novembre 2018

Après des images évoquant le drame des migrations en Méditerranée et des catastrophes naturelles, les dirigeants italien Matteo Salvini et hongrois Viktor Orban sont présentés comme des menaces pour l'Union européenne.

Un descriptif inspiré de l'idée défendue par le président français d'une Europe divisée entre les seuls "progressistes", qu'il entend représenter, et les "populistes" qu'il considère comme un danger.

"Il faut que les citoyens se mobilisent pour aller voter", a dit le député La République en Marche (LaRem) Pacôme Rupin à propos d'un clip "qui simplement définit les enjeux en matière de réchauffement climatique, en matière d'emploi et les enjeux aussi entre deux lignes qui aujourd'hui s'affrontent au niveau européen : une ligne pour un projet plus important au niveau de l'Union européenne et une ligne portée par les nationalistes." Reuters 3 novembre 2018

- Européennes : la campagne d'incitation au vote accusée de rouler pour LREM - LeParisien.fr

A chaque renouvellement du Parlement européen, les élections souffrent de taux d'abstention effarants : - 56,5 % en 2014, 60 % en 2009... Le gouvernement serait donc bien dans son rôle en concevant et diffusant des clips pour alerter les Français sur l'intérêt de leur vote, en précisant les dates et l'enjeu. LeParisien.fr

- «La cause animale est devenue un enjeu politique» - Liberation.fr 04.11

Selon Melvin Josse, premier lobbyiste professionnel pour la défense des animaux en France, le gouvernement n'a pas pris la mesure de l'intérêt des Français pour le sujet. Liberation.fr 04.11

- Mélenchon voit sa popularité s'effondrer - Le HuffPost 1 novembre 2018

Alors qu'il était le numéro un de ce classement au moment de l'élection de 2017, le député des Bouches-du-Rhône perd sept places et intègre en ce mois de novembre le peu envié flop 5 des personnalités les plus détestées de la vie politique.

- Dans cette partie basse du classement où Manuel Valls occupe encore la dernière place. Le HuffPost 1 novembre 2018

On a compris pourquoi ils avaient monté cette minable provocation policière contre Mélenchon et LFI. En faisant figurer Valls dans leur sondage "*des personnalités les plus détestées de la vie politique*", alors qu'il n'y avait aucune raison qu'il y soit présent, leur objectif de nuire à Mélenchon apparaît clairement à travers cet infâme amalgame avec Valls.

C'est l'histoire d'un porte-parole des barbares devenus trop embarrassant ou qui a mal tourné. Sortez vos mouchoirs !

- La fiancée de Khashoggi lance un appel poignant pour son "Jamal bien-aimé" - Le HuffPost

Libération doit être déçu, Cruz le candidat républicain a été réélu.

- J-3 : l'espoir démocrate au Texas et les chiffres records du vote anticipé - Libération.fr

Les médias des trusts pharmaceutiques qui vous empoisonnent.

- Le curcuma est-il vraiment un aliment miracle ? - leparisien.fr 29 octobre 2018

Cette épice déferle partout sous forme de gélules, jus, lotion. Mais a-t-elle vraiment les vertus qu'on lui prête ? leparisien.fr 29 octobre 2018

Comment, vous ne le saviez pas encore, les plantes n'ont jamais eu la moindre vertu médicinale ou propriété curative ? Qui vous a raconté qu'elles en avaient ? Autrefois... Comment, autrefois, mais autrefois les gens racontaient n'importe quoi, ils étaient prêts à croire n'importe quoi, depuis la science a réalisé d'immense progrès vous savez, ceux qui les ont crus étaient des idiots qui racontaient des fables, croyez-moi...

L'air de rien, ils s'attaquent à absolument tous les domaines du savoir, c'est terrifiant, non ? C'est cela aussi le totalitarisme.

[Encore dans la rubrique totalitarisme ou la fabrication du consentement](#)

Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.

- Tout va bien, Panasonic invente des œillères pour employés de bureau - Les Crises 03.11

Un groupe de designers rattaché à Panasonic et réunis sous le terme Futur Life Factory, a récemment dévoilé un « casque » équipé d'œillères. Son objectif ? Réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur au travail, particulièrement celles et ceux oeuvrant en open space. Prix de départ : 215 euros.

On connaissait les œillères utilisées en sport hippique pour « améliorer » les performances des chevaux de course, voici désormais les œillères pour humains, censées aider à « mieux se concentrer » au travail. Futur Life Factory (qui se présente sur son site comme un « groupe de designers de Panasonic dédié à la créativité »), vient en effet de dévoiler un « casque » en forme d'arc de cercle à l'horizontale, dont l'objectif est de réduire le champ de vision et le bruit entourant chaque utilisateur. Nom de code : Wear Space. (Ou War Space - LVOG) Les Crises 03.11

Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.

- La grand-messe du numérique sous le signe de la désillusion - AFP 06.11

"La technologie va-t-elle tuer la démocratie?", "Construire la confiance à l'âge de la désinformation", "Un internet libre et ouvert n'est plus possible": la désillusion numérique s'impose comme un thème majeur du Web Summit qui s'est ouvert lundi soir à Lisbonne.

L'édition 2018 du "Davos des geeks" doit accueillir environ 70.000 participants, dont 2.000 start-ups et 1.500 investisseurs à la recherche de partenaires.

Mais cette année, les têtes d'affiche des conférences qui se succéderont jusqu'à jeudi ont été invitées en qualité de boussole morale, pour un monde numérique qui a la gueule de bois.

Tim Berners-Lee, un des pionniers de l'internet, a ainsi ouvert le bal sous les ovations de milliers de participants lors de la soirée d'ouverture, en lançant un nouveau "contrat pour le web" censé rendre internet sûr et accessible à tous.

Le physicien britannique, qui avait imaginé en 1989 un "système de gestion décentralisée de l'information" devenu l'acte de naissance du "web", constate qu'internet, malgré tous ses aspects positifs, s'est considérablement éloigné des idéaux de fondateurs comme lui: "Beaucoup de choses ont mal tourné... Nous avons des "fake news", des problèmes de respect de la vie privée, des personnes qui sont manipulées", a-t-il déclaré.

De nombreuses personnalités critiquent aujourd'hui ouvertement la centralisation d'internet aux mains de quelques géants - les GAFA américains (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les Chinois Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi ou BATX.

Ces firmes ont acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique, bien loin des idéaux qui ont animé les débuts d'internet. (Non, ces firmes n'ont pas "acquis des quasi monopoles chacune dans leur domaine, et une puissance économique qui se traduit par un fort pouvoir politique" par enchantement comme on voudrait nous le faire croire, les autorités et la législation en vigueur leur ont permis d'acquérir ce monstrueux pouvoir de contrôle et de nuisance sur l'ensemble de la société. - LVOG)

Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain, la phase suivante a elle rimé avec désinformation et soupçons de manipulation des campagnes qui ont marqué en 2016 l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni. AFP 06.11

Traduire : Si l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle positif dans les Printemps arabes et l'élection de Barack Obama, le premier président noir américain que nous avons fabriqués ou soutenus, en revanche l'émergence des réseaux sociaux a joué un rôle négatif lors de l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni, parce que Trump n'était pas notre candidat et nous étions contre le Brexit.

Quand le totalitarisme rime avec le "renoncement à nos valeurs".

- Démission d'un des principaux scientifiques de Google pour cause de "renoncement à nos valeurs" en Chine. Par Ryan Gallagher - Les Crises 02.11

Un des plus importants scientifiques de Google a quitté l'entreprise pour protester contre son projet de lancement en Chine d'une version censurée de son moteur de recherche.

Jack Poulson a travaillé pour le département « Recherche et Intelligence Artificielle » de Google, où il était à la pointe sur l'amélioration de la précision des moteurs de recherche de l'entreprise.

Début août, M. Poulson a fait part à sa hiérarchie chez Google de ses inquiétudes après que The Intercept eut révélé que le géant de l'Internet développait en secret un moteur de recherche pour appareils Android à destination de la Chine. Ce système de recherche, baptisé Dragonfly (Libellule), a été conçu pour faire disparaître les contenus que le gouvernement autoritaire de la Chine considère comme sensibles, tels que les informations sur les dissidents politiques, la liberté d'expression, la démocratie, les droits humains et les manifestations pacifiques.

Après avoir entamé des discussions avec ses patrons, M. Poulson a décidé à la mi-août qu'il ne pouvait plus travailler pour Google. Il a remis sa démission qui a pris effet le 31 août.

M. Poulson, qui était auparavant professeur adjoint au département de mathématiques de l'Université Stanford, a déclaré qu'il pensait que ce projet chinois avait violé les principes de l'intelligence artificielle de Google, selon lesquels l'entreprise ne conçoit ni ne déploie des technologies « dont le but est contraire aux principes largement acceptés du droit international et des droits humains ».

Dans sa lettre de démission, Poulson a dit à ses patrons : « Parce que je suis convaincu que la contestation est essentielle au bon fonctionnement des démocraties, je suis contraint à la démission pour ne pas contribuer au recul de la protection des dissidents, et pour ne pas en tirer profit. »

« Je considère notre intention de capituler devant la censure et les demandes de surveillance, en contrepartie de l'accès au marché chinois, comme un renoncement à nos valeurs et à nos positions de principe en matière de négociation avec les gouvernements » a-t-il écrit, ajoutant : « Le risque n'est que trop concret de voir d'autres pays tenter de tirer parti de nos agissements en Chine pour exiger que nous nous plions à leurs exigences en matière de sécurité. »

Au cours des six semaines qui se sont écoulées depuis les révélations sur Dragonfly, Google n'a toujours pas répondu publiquement aux inquiétudes suscitées par le projet, malgré de vives réactions hostiles en interne comme en externe. Plus tôt ce mois-ci, Sundar Pichai, PDG de Google, a refusé de comparaître à une audience de la commission sénatoriale du renseignement, où on lui aurait posé des questions sur la censure en Chine. L'entreprise a ignoré des dizaines de questions posées par des journalistes au sujet du projet et a fait obstruction à des groupes de défense des droits de l'homme qui affirment que le moteur de recherche censuré pourrait faire que l'entreprise « contribue directement aux violations des droits humains ou [devienne] complice de ces violations ». (Google n'a pas non plus répondu à une demande de renseignements concernant cet article.)

Poulson, âgé de 32 ans, qui a commencé à travailler pour Google en mai 2016, a déclaré à The Intercept que le mutisme de l'entreprise avait nourri son sentiment de frustration. « Il y a de sérieuses répercussions à l'échelle mondiale », a-t-il dit. « Quelles sont les lignes rouges, au plan éthique, de Google ? Nous en avons déjà affiché quelques-unes, mais maintenant nous semblons les franchir. J'aimerais vraiment voir ce qu'est le bilan des engagements de Google. »

Google a lancé un moteur de recherche censuré en Chine en 2006, mais a cessé d'exploiter le service dans le pays en 2010, en invoquant les initiatives du gouvernement chinois pour entraver la libre expression, bloquer les sites Web et pirater les comptes Gmail des gens. À l'époque, Sergey Brin, cofondateur de Google, avait clairement fait savoir qu'il était fermement opposé à la censure. Brin avait passé une partie de son enfance en Union soviétique et se disait « particulièrement sensible aux atteintes aux libertés individuelles » en raison du vécu de sa famille là-bas. En 2010, après que l'entreprise a retiré son moteur de recherche de Chine, Brin a déclaré au Wall Street Journal qu'« en ce qui concerne la censure et la surveillance des opposants », il avait vu « les manifestations du totalitarisme [en Chine], et je trouve cela personnellement très troublant ».

Poulson a dit qu'il était « tout à fait d'accord avec le dossier que Sergey a présenté en 2010. C'est la compagnie que j'ai rejointe, celle qui faisait cette déclaration ». Si la position de principe en matière de lutte contre la censure est en train de changer, a-t-il dit, alors il ne peut plus « être complice en tant qu'actionnaire et citoyen de l'entreprise ».

Seuls quelques centaines des 88 000 employés de Google connaissaient Dragonfly avant qu'il ne soit rendu public. Poulson faisait partie de la majorité de ceux qui étaient tenus dans l'ignorance. Mais parce qu'il se concentrait sur l'amélioration des moteurs de recherche de l'entreprise – en particulier dans un domaine appelé « analyse internationale des requêtes » – il est possible que son travail ait pu être intégré dans le moteur de recherche chinois censuré sans son consentement et sans qu'il le sache.

Une fois que la nouvelle de Dragonfly s'est répandue chez Google, il y a eu des contestations au sein de l'entreprise. Plus de 1 400 employés du géant de l'Internet ont signé une lettre demandant la nomination d'un médiateur pour évaluer les « questions morales et éthiques urgentes » qui, selon eux, sont soulevées par le programme de censure. La lettre condamnait le mystère entourant Dragonfly et déclarait : « Nous avons besoin de toute urgence de plus de transparence, d'un siège à la table des négociations et d'un engagement en faveur de processus clairs et transparents : les employés de Google doivent savoir ce que nous construisons. »

Les patrons de Google ont essayé de contenir la colère en bloquant l'accès des employés aux documents sur le moteur de recherche chinois. Suite à des fuites lors d'une assemblée générale du personnel le mois dernier, l'entreprise a resserré les règles de sorte que les employés en télétravail ne peuvent participer à des visioconférences sur leurs propres ordinateurs – ils ne peuvent

y avoir accès que depuis un bureau dédié dans une salle Google et sous la supervision d'un responsable.

Entre mai 2016 et juillet 2017, M. Poulson a travaillé au siège social de Google à Mountain View, avant de déménager dans les locaux de l'entreprise à Toronto. Il a dit qu'il considérait ses anciens collègues de Google comme des personnes parmi les plus intelligentes et les plus travailleuses qu'il ait jamais rencontrées. Mais il est surpris qu'un plus grand nombre d'employés de l'entreprise n'aient pas démissionné pour Dragonfly. « C'est incroyable le peu de solidarité qu'il y a sur ce sujet », a-t-il dit. « Si j'ai bien compris, en cas de désaccord éthique grave sur une question, vous n'avez pas d'autre choix que de démissionner. »
Source : The Intercept, Ryan Gallagher, 13-09-2018

Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites

- Bill Gates et Steve Jobs ont élevé leurs enfants sans technologie — et cela aurait dû être un signal d'alarme - Business Insider FR
28 octobre 2018

Les psychologues sont rapidement en train d'apprendre à quel point les smartphones peuvent être dangereux pour le cerveau des adolescents.

Des études ont montré que les risques de dépression pour un élève de quatrième augmentent de 27% quand il ou elle utilise fréquemment les réseaux sociaux. Les enfants qui utilisent leurs téléphones pendant au moins trois heures par jour ont plus de risques d'être suicidaires. Et de récentes études ont montré que le taux de suicide adolescent aux États-Unis éclipse maintenant le taux d'homicides, les smartphones ayant un rôle moteur.

Mais les signes avant coureurs des risques du smartphones existent depuis environ une décennie, d'après les éducateurs Joe Clement et Matt Miles, co-auteurs du nouveau livre "Screen Schooled: Two Veteran Teachers Expose How Technology Overuse is Making Our Kids Dumber."

Il devrait être révélateur, affirment Clement et Miles, que les deux plus grandes figures de la tech de l'histoire contemporaine — Bill Gates et Steve Jobs — laissent rarement leurs enfants jouer avec les produits qu'ils ont eux-même aidé à créer.

"Que savent ces riches cadres tech sur leurs propres produits que leurs consommateurs ne savent pas?" écrivent les auteurs.

La réponse, d'après une accumulation croissante de preuves, est le pouvoir addictif de la technologie digitale.

"Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison"

En 2007, Gates, l'ancien DG de Microsoft, avait imposé une limite au temps devant un écran quand sa fille avait commencé à développer un attachement malsain à un jeu vidéo. Aussi, il ne laissait pas ses enfants avoir de téléphones portables jusqu'à ce qu'ils aient 14 ans (aujourd'hui, l'âge moyen pour qu'un enfant ait son premier téléphone est de 10 ans.)

Jobs, qui était le DG d'Apple jusqu'à sa mort en 2012, a révélé dans une interview avec le New York Times en 2011 qu'il interdisait à ses enfant d'utiliser le nouveau iPad. "Nous limitons combien nos enfants utilisent la technologie à la maison," avait dit Jobs au reporter Nick Bilton.

Dans "Screen Schooled," Clement et Miles affirment que les parents dans la Silicon Valley semblent mieux comprendre les pouvoirs des smartphones, tablettes et ordinateurs que le grand public — malgré le fait que ces parents gagnent leurs vies en créant et en investissant dans cette technologie.

"Il est intéressant de penser que dans un établissement public moderne, où l'on requiert que les enfants utilisent des appareils électroniques comme les iPads, les enfants de Steve Jobs seraient parmi les seuls à être exclus", écrit l'auteur.

Les enfants de Jobs ont terminé leurs études, il est donc impossible de savoir comment le défunt co-fondateur d'Apple aurait répondu à la technologie éducative, ou la "edtech." Mais Clement et Miles suggèrent que si les enfants de Jobs étaient allés à l'école américaine moyenne d'aujourd'hui, ils auraient utilisés la tech en classe beaucoup plus qu'à la maison en grandissant.

C'est du moins le cas si on prend en compte une école "classique", notent les co-auteurs. Un certain nombre d'écoles de spécialité de la Silicon Valley, telles que la Waldorf School, sont visiblement "low-tech". Ils utilisent des tableaux noirs et des crayons à papier. Au lieu d'apprendre à coder, on enseigne aux enfants du savoir-être comme la coopération et le respect. À la Brightworks School, les enfants apprennent la créativité en construisant des choses et en participant à des cours dans des cabanes dans les arbres.

S'il y a une concession que Gates a fait sur la technologie, c'est les avantages qu'elle offre aux étudiants dans certains

cadres éducationnels. Business Insider FR 28 octobre 2018

Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.

Toujours plus de richesse et plus de milliardaires dans le monde

- Deux études, publiées respectivement par Credit Suisse et UBS, montrent un accroissement de la richesse dans le monde. - Le Monde 30.10.2018

Selon le rapport annuel « Global Wealth Report » du Credit Suisse publié le 18 octobre, la richesse mondiale a augmenté de 14 billions (14 000 milliards) de dollars (12 280 milliards d'euros), en glissement annuel à mi-2018, pour atteindre 317 billions (278,1 billions d'euros), soit une augmentation de 4,6 %.

Au palmarès de la richesse mondiale, la Chine se classe deuxième derrière les Etats-Unis. Dans ce dernier pays, la richesse progresse chaque année depuis 2008, y compris lors des replis enregistrés à l'échelle mondiale en 2014 et 2015. L'Amérique du Nord et l'Europe cumulent à elles seules 60 % de la richesse totale des ménages, pour seulement 17 % de la population adulte mondiale.

Selon le rapport de Credit Suisse, il y a désormais 2,147 millions de ménages français ayant un patrimoine supérieur au million de dollars (la monnaie de référence du rapport). La France enregistre la deuxième meilleure progression du nombre de millionnaires entre la mi-2017 et la mi-2018 après celle des Etats-Unis. La France, comme l'Allemagne, compte aujourd'hui 5 % des millionnaires du monde entier.

Selon Credit Suisse, la fortune mondiale devrait progresser de près de 26 % au cours des cinq prochaines années pour atteindre 399 billions de dollars d'ici à 2023. Les marchés émergents généreront le tiers de cette croissance, bien qu'ils ne représentent que 21 % de la richesse actuelle.

Le nombre de millionnaires devrait aussi progresser d'ici à cinq ans pour atteindre le record de 55 millions.

Selon une autre étude publiée le 26 octobre par la banque suisse UBS en partenariat avec le cabinet PwC, la fortune des 2 158 milliardaires de la planète a augmenté de 19 % en 2017, pour atteindre 8 900 milliards de dollars (7 829 milliards d'euros). En Chine, pas moins de deux milliardaires ont émergé chaque semaine. L'augmentation de la fortune des milliardaires a été deux fois plus rapide (+39 %) dans ce pays, à 1 120 milliards de dollars.

Par comparaison, la fortune des milliardaires américains a progressé de 12 % en 2017, à 3 600 milliards de dollars, tandis que celle des milliardaires européens s'est accrue de 19 %, à 1 900 milliards, principalement en raison du rebond de l'euro face au billet vert.

En 2017, la zone Asie-Pacifique comptait 814 milliardaires, contre 715 sur le continent américain et 629 dans la zone regroupant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, dont 414 en Europe de l'Ouest. La Chine comptait 373 milliardaires en 2017, contre seulement 16 en 2006. Le Monde 30.10.2018

Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.

- Buzyn invite "tous les Français" à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique - AFP 06.11

La ministre de la Santé Agnès Buzyn a invité lundi tous les Français à "se faire ouvrir" un carnet de santé numérique ou dossier médical partagé (DMP), à la veille de la généralisation de ce dispositif piloté par l'Assurance maladie.

Le DMP doit engranger des "gains de temps, peut-être des économies" en rationalisant les soins. Mais "avant d'être un outil d'économies c'est avant tout un outil de partage d'information pour faire de la meilleure médecine, c'est la sécurité des soins", a assuré Mme Buzyn. AFP 06.11

Traduire : Pour que vous tombiez dans leur piège ou afin d'obtenir votre consentement, dans un premier temps on vous met en confiance en affirmant que c'est pour votre bien puisque cela permettrait de "faire de la meilleure médecine" ou de sécuriser les soins, puis le piège va se refermer sur vous. Car par la suite, quand vous aurez consulté un praticien et que vous ne serez pas satisfait de ses services, vous ne pourrez plus en consulter un autre ou comparez leurs diagnostics ou leurs traitements, ou alors ce sera à votre charge, vous ne serez plus remboursés, voilà en quoi consiste leur "outil d'économies", mais pour cela ils ont absolument besoin de votre consentement, et si vous leur accordez, ensuite il sera trop tard pour réaliser ce qui s'est réellement passé et faire marche arrière.

Cela fait partie de leur plan pour étendre leur emprise à tous les domaines de la société, de sorte que nous n'aurons même plus la liberté de vous soigner. Quand on dit que c'est un régime totalitaire à l'instar des Etats-Unis qu'ils sont de mettre en place, on nous rit au nez.

Jusqu'à présent, ils vous présentent un mécanisme qui n'a aucune valeur coercitive, mais demain ? Par la suite ils pourront décider que vous pourrez vous faire rembourser vos frais médicaux à hauteur des cotisations que vous aurez versées sur une période de 5 ans par exemple, et qu'une fois atteint cette somme ils ne vous rembourseront plus rien jusqu'à temps que vous ayez reconstitué votre capital donnant droit à nouveaux à des remboursements, seuls les plus miséreux se verraient exonérés de ce système. Plus tard ils pourront réduire cette période de 5 à 3 ans, puis à 2, à 1, jusqu'au jour où ils ne vous rembourseront plus rien en fonction de votre revenu, vous aurez perdu tous vos droits à la santé, vous vous retrouverez dans la même situation que les Américains, soit vous aurez suffisamment d'argent pour vous soigner, soit vous vous endetterez auprès de leurs banques pour vous rétablir.

Vous finirez par être endettés à vie, du coup vous accepterez n'importe quelle condition de travail pour pouvoir continuer à payer vos dettes sous peine d'être voués à une déchéance certaine dont on ne se remet jamais. Vous travaillerez dur sans penser à vous révolter par crainte de perdre votre emploi car cela signerait votre arrêt de mort. Ils vous tiendront par tous les bouts, vous serez totalement sous leur contrôle. Ce n'est pas de la fiction, cela existe déjà de l'autre côté de l'Atlantique.

Pour espérer sortir un jour de ce cauchemar, il ne vous resterait plus qu'à militer pour changer le régime, à vos risques et périls, car si votre patron l'apprenait par leurs antennes placées un peu partout, sur Internet principalement, il pourrait vous virer et il vous serait très difficile de trouver un nouvel emploi, puisque votre éventuel futur patron consulterait également la même banque de données où seraient répertoriées toutes les informations concernant votre vie, vos fréquentations, vos lectures, vos différentes activités etc.

Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.

Quand les manipulateurs ou comploteurs parlent d'instrumentalisation.

Ils testent à l'échelle mondiale les moyens de contrôle de tous les peuples qu'ils ont créés.

Quand les manipulateurs hurlent à la manipulation.

- Hausse des prix du carburant : « Il y a une instrumentalisation du grand public » affirme Agnès Buzyn - Publicsenat.fr 06.11

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la santé, Agnès Buzyn estime que la mobilisation prévue le 17 novembre, contre la hausse des prix du carburant, est « instrumentalisée » et souligne que « la taxation est le seul moyen de faire bouger les comportements. Publicsenat.fr 06.11

Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

- L'Eurogroupe demande à l'Italie de changer son projet de budget - Reuters 06.11

- Washington rétablit ses sanctions "implacables", que Téhéran promet de "contourner" - AFP 06.11

- Les Etats-Unis ont promis lundi d'exercer une pression "implacable" pour faire plier l'Iran... AFP 06.11

- Brésil: le parquet demande de traiter en urgence l'extradition de Battisti - AFP 06.11

La procureure générale du Brésil a demandé à la Cour suprême (STF) de trancher rapidement sur la légalité d'une extradition de l'ancien militant d'extrême gauche italien Cesare Battisti, que le président élu Jair Bolsonaro se dit prêt à renvoyer en Italie. AFP 06.11

La chasse aux sorcières est ouverte au Brésil.

- Brésil: Bolsonaro favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs - AFP 06.11

Le président élu du Brésil Jair Bolsonaro s'est dit lundi favorable à ce que les élèves filment leurs professeurs, comme l'avait suggéré une députée de son parti afin de dénoncer les enseignants "idéologues". AFP 06.11

[Ils osent tout](#)

- Frédéric Mitterrand : « On ne sait pas qui est Emmanuel Macron » - LePoint.fr
- L'hommage d'Édouard Philippe à Ho Chi Minh ne passe pas - Le HuffPost
- Manuel Valls réclame 30.000 euros à "Paris Match" après la diffusion de photos de lui et sa nouvelle compagne - Le HuffPost
- Meurtre de Khashoggi: "hideux et totalement injustifiable", selon le prince héritier saoudien - AFP 25 octobre 2018
- La "politique d'agression" de l'Iran à l'origine des sanctions, selon les EAU - Reuters
- Honduras : la caravane de migrants avance toujours vers les Etats-Unis - Liberation.fr
- MIDTERMS: Des célébrités de Hollywood réunies pour inciter les jeunes à voter - Liberation.fr

A l'AFP, les journalistes se prostituent quotidiennement sans avoir besoin de s'exiler.

- Se prostituer en exil pour nourrir sa famille restée au Venezuela - AFP
- La Chine espionne les conversations téléphoniques de Trump, rapporte NYT - Reuters

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Le Parlement européen dévoile le lauréat du Prix Sakharov - AFP

Le Parlement européen décerne jeudi son Prix Sakharov à l'un des trois finalistes sélectionnés début octobre: le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain, également incarcéré, Nasser Zefzafi ou un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée, dont Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée. AFP

A bas les instruments de l'Otan et de l'oligarchie mondialiste Save the Children, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée !

Save the Children une ONG qui dispose de bureaux à l'UE et à l'ONU, Médecins sans frontières financé par la NED/CIA.

Oleg Sentsov, le Eltsine ou Soljenitsyne du cinéaste ukrainien emprisonné, dont la gauche et extrême gauche a cru bon évidemment de prendre la défense, ce qui ne surprendra personne !

- Jour des Morts au Nicaragua: hommage aux victimes de la répression - AFP

Le traditionnel Jour des Morts du 2 novembre a pris un relief particulier vendredi au Nicaragua avec des hommages aux victimes AFP

- Au moins 550.000 Vénézuéliens entrés au Pérou depuis janvier 2017 - AFP

Quelque 550.000 Vénézuélien sont arrivés au Pérou depuis janvier 2017, ont annoncé samedi les autorités chargées de l'immigration, après avoir mis un terme fin octobre à la possibilité d'entrer sur le territoire du pays sans passeport. AFP

Dans quel monde vivons-nous ?

France. Sur le régime de la Ve République.

- Gérard Fauré. Une clientèle haut de came - Liberation.fr 25 octobre 2018

L'ancien dealer et braqueur de banque , qui a croisé la route de Charles Pasqua ou de Johnny Hallyday publie son autobiographie. Son parcours hors norme laisse entrevoir les liens entre politique et voyoucratie.

Gérard Fauré (1), fils d'un médecin militaire, fut un authentique trafiquant de cocaïne, doublé d'un braqueur de banques, et tueur à gages à l'occasion. A ce titre, l'intitulé du bouquin, Dealer du tout-Paris, le fournisseur des stars parle (1), pourrait prêter à confusion. Il n'était pas que cela. Mais comme le souligne son éditeur, Yannick Dehée, «c'est la première fois qu'un voyou parle sur les politiques». Et pas n'importe lesquels : Charles Pasqua et Jacques Chirac.

Un quart du manuscrit initial a été expurgé, des noms ont été initialisés ou anonymisés. Demeure le name-dropping dans le milieu du show-biz, visant des personnalités déjà connues pour leur addiction à la coke. Certains lecteurs s'en délecteront, mais il y a mieux - ou pire : l'interférence entre la politique et la voyoucratie, fournisseuse de services en tous genres. «On entre dans le dur», souligne un spécialiste du secteur.

Pasqua n'était guère cocaïnomane – «j'en suis sûr», atteste notre lascar – mais l'argent parallèle du secteur a pu l'intéresser... Fauré, précoce dealer au Maroc puis un peu partout ailleurs, raconte avoir été très vite pris en charge, dans les années 70, par l'Organisation de l'armée secrète. Initialement dédiée au maintien de l'Algérie française, l'OAS changera très vite de fusil d'épaule : «opérations homo» (assassinats ciblés) contre des indépendantistes basques ou corses, mais aussi braquages de banques. Le Service d'action civique (SAC) prendra ensuite le relais. Fauré, fort de ses compétences en la matière, met la main à l'ouvrage : «La recette Pasqua consistait à constituer des "mouvements patriotiques", en vérité violents, avec des voyous peu recommandables. Comment les rémunérer ? Tout simplement avec l'argent provenant de gros braquages de banques et de bijouteries, commis en toute impunité. Avec Pasqua, tout était possible, du moins pour les membres du SAC. Patriote, certainement prêt à mourir pour son pays, il gardait en revanche un œil attentif sur les caisses du parti. Moyennant la moitié de nos gains, il nous garantissait l'impunité sur des affaires juteuses et triées sur le volet, sachant exactement là ou il fallait frapper.»

L'auteur narre ainsi sa rencontre avec le politique, qu'il situe en 1978 : «Charles Pasqua donnait de sa voix tonitruante des ordres à tout le personnel, toutes les têtes brûlées de France et de l'Algérie française.» Et de lui lancer : «Alors, c'est toi le mec dont on me vante les mérites ? Bien. Tu vas reprendre du service dès aujourd'hui, avec tes amis, si tu veux bien. J'ai une mission de la plus haute importance, que tu ne peux pas te permettre de refuser, ni de rater. Compris ?» Backgammon

A l'issue de l'entretien, Gérard Fauré croisera illico le parrain marseillais «Tony» Zampa, qui traînait là par hasard, lequel l'entreprend dans la foulée sur différentes affaires à venir : des investissements dans les casinos et la prostitution aux Pays-Bas. Cas peut-être unique dans les annales de la voyoucratie, il fera parallèlement équipe avec l'illustre Francis Vanverberghe, dit «Francis le Belge», «doté d'un savoir-vivre qui valait bien son savoir-tuer». Il en garde un souvenir mi-épaté mi-amusé : «Zampa ou "le Belge", qui pourtant étaient des gangsters d'envergure internationale, se seraient fait descendre comme des mouches s'ils avaient eu la mauvaise idée de mettre les pieds en Colombie ou au Venezuela, car ils étaient prétentieux.» Pour la petite histoire, il reconstitue leur brouille à propos de... Johnny Hallyday : «Tous les deux voulaient le prendre sous tutelle, pour capter sa fortune ou l'utiliser comme prête-nom. Ils ont fini par s'entre-tuer pour ce motif et quelques autres.» Fauré considérait Johnny comme sa «plus belle prise de guerre» dans le microcosme de la coke. Mais lui gardera un chien de sa chienne après que le chanteur l'a balancé sans vergogne aux Stups, contre sa propre immunité.

Notre voyou prétend n'avoir jamais balancé, lui, du moins jusqu'à ce livre. «Si vous le voulez bien, j'attends votre version des faits s'agissant des deux chèques de M. Chirac rédigés à votre ordre. Je vous invite à bien réfléchir avant de répondre» : sollicitation d'une juge d'instruction parisienne en 1986, hors procès-verbal. Tempête sous un crâne à l'issue de laquelle Gérard Fauré évoquera une dette de jeu au backgammon... Dans son bouquin, l'explication est tout autre - «J'avais dû travestir la vérité.» S'il ne peut attester que l'ex-président prenait de la coke, il évoque son penchant pour les femmes... Pour l'anecdote, les deux chèques en question feront l'objet d'une rapide opposition de leur signataire. «Chirac, dont j'avais admiré la prestance et même les idées politiques, s'est avéré mauvais payeur.» Hommage

Ce livre-confession est une authentique plongée dans le commerce de la drogue. Notre trafiquant, dix-huit ans de prison au compteur, connaît son produit : «Aucune coke ne ressemble à une autre. Certaines, comme la colombienne, vous donnent envie de danser, de faire l'amour, mais rendent très agressif, parano et méfiant. La bolivienne rend morose, triste, et pousse parfois au suicide. La meilleure est la péruvienne, qui augmente votre tonus, votre joie de vivre et pousse à la méditation, au questionnement. La vénézuélienne a des effets uniquement sur la performance sexuelle. Les autres, brésilienne, chilienne ou surinamienne, ne sont que des pâles copies.» Son mode de transport aussi : dans le ventre d'une chèvre, elle-même logée dans l'estomac d'un boa que les douaniers, à l'aéroport d'arrivée, prendront soin de ne pas réveiller. Puis, une fois le coup du boa connu des gabelous, le ventre d'un nourrisson - une technique brésilienne consistant à empailler un bébé mort pour le maintenir en bon état, et ainsi faire croire qu'il dort au moment de passer la frontière...

Le livre s'achève sur cet hommage indirect à la police française : lors d'une perquisition à son domicile, 10 des 15 kilos de cocaïne disparaissent, tout comme 90 % des 300 000 euros logés dans un tiroir. «Je n'ai pas pensé un seul instant me plaindre de la brigade du quai des Orfèvres, dans la mesure où les vols qu'elle commettait chez moi ne pouvaient qu'alléger ma future condamnation.» (1) Nouveau Monde, 224 pp., 17,90 €.

France. Un sixième de la population parqué comme des bestiaux.

- En France, un habitant sur six vit dans un logement HLM - Liberation.fr 25 octobre 2018

Forts d'un parc de 4,5 millions de logements, les bailleurs sociaux logent près de 11 millions de personnes en France selon l'Insee. Avec une surreprésentation des familles pauvres, monoparentales ou nombreuses.

En 2016 en France, 10,7 millions de personnes (sur une population totale de 64,8 millions) étaient locataires d'un logement social,

soit un habitant sur six, révèle une étude publiée mercredi soir par l'Insee (1). La majorité de ce parc – constitué de 4,5 millions d'habitations – se trouve dans les grandes agglomérations, là où les prix de l'immobilier et les loyers du privé sont les plus élevés, et donc inaccessibles aux ménages pauvres, modestes, et même à la petite classe moyenne. Dans ce sens, les HLM jouent leur rôle de bailleurs sociaux, en proposant à ces familles une offre locative à des tarifs accessibles : selon les villes, les loyers des HLM sont deux à trois inférieurs à ceux du privé.

Où se trouvent les logements sociaux ?

«En 2016, les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, (y compris celle de Paris) regroupent 57% des logements sociaux, souligne l'Insee. [...] La part des locataires du parc social par rapport au secteur libre est de ce fait plus importante en région parisienne, dans le nord de la France et dans les grandes villes telles que Lyon, Nantes ou Marseille.» Historiquement, une partie importante de ce parc a été construit pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), à la périphérie de ces grandes aires urbaines, lorsqu'il fallait loger les salariés d'une économie en pleine croissance et aussi 1 million de personnes rapatriées d'Algérie. Mais avec la crise économique (et l'accession à la propriété des classes moyennes qui sont parties en habitat individuel), cet habitat s'est paupérisé. De fait aujourd'hui, près du tiers des HLM (31%) se trouvent dans «les quartiers prioritaires de la politique de la ville», indique l'étude. Des quartiers où l'habitat social prédomine largement, jusqu'à représenter 71% des logements dans les quartiers de la politique de la ville d'Ile-de-France. «Les propriétaires occupants et les locataires du secteur libre [ne] représentent [...] respectivement [que] 15% et 17% du parc.»

Quelles sont les ressources des locataires du parc social ?

Les révélations récurrentes concernant des élus ou des personnalités aux revenus confortables logés à des loyers dérisoires dans quelques immeubles HLM du centre de Paris ne doivent pas faire illusion : les locataires HLM sont plutôt modestes, voire pauvres, comparés à ceux du parc privé ou aux ménages propriétaires de leur logement. «En 2016, le niveau de vie médian (2) des locataires du parc social s'élève à 15 100 euros par an, contre respectivement 17 900 euros [pour ceux du secteur privé ndlr] et 23 300 euros [...] pour les propriétaires.»

En conflit avec le gouvernement qui lui a supprimé 1,5 milliard de moyens financiers par an, le monde HLM, qui est sorti affaibli de ce bras de fer avec l'exécutif, n'a cessé de rappeler ces derniers mois qu'il est l'un des acteurs de la cohésion sociale en accueillant des ménages pauvres qui ne trouveraient pas à se loger ailleurs, spécialement dans les grandes villes. Le niveau de ressources des demandeurs est un des principaux critères d'attribution des HLM. Sous forme statistique, l'étude de l'Insee ne dit pas autre chose : «Les ménages aux plus faibles niveaux de vie sont [...] surreprésentés dans les logements sociaux [...]. Les situations de pauvreté sont ainsi plus fréquentes.» L'Insee indique que 35% des ménages vivant en HLM ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, contre 23% pour ceux du parc privé et 7% pour les propriétaires de leurs logements. L'étude précise que seuls 2% des habitants du parc social appartiennent aux 20% des personnes les plus aisées. Encore faut-il noter que les deux tiers habitent dans l'unité urbaine de Paris, où les loyers du privé sont devenus problématiques y compris pour des familles disposant de revenus considérés comme confortables.

Locataires du parc social : quel profil familial ?

Pauvreté et situation de familles sont souvent liées dans le parc social. «Les familles monoparentales sont surreprésentées dans le parc social où elles sont en proportion deux fois plus nombreuses que dans l'ensemble du parc [de logements]», souligne l'Insee. Et pour cause : elles répondent plus souvent que les autres demandeurs de HLM «aux critères d'attribution d'un logement social car leurs situations financières sont souvent parmi les plus précaires», pointe l'étude. Ces ménages constitués d'un seul parent avec un ou plusieurs enfants, vivent «plutôt en milieu urbain [...] et plus particulièrement dans les couronnes des grands pôles urbains», dont l'Ile-de-France.

Les couples avec enfant(s), et notamment les familles nombreuses sont aussi surreprésentées dans le logement social. Outre le fait que ces grands foyers sont souvent modestes, «les caractéristiques de ces logements favorisent l'accueil de ces ménages : en 2016 les logements de 3 et 4 pièces représentent respectivement 37% et 29% de ces parcs». Une offre d'appartements familiaux précieuse notamment dans les grands pôles urbains, où le parc est constitué d'une majorité de petits logements.

L'Insee souligne aussi qu'un «tiers des ménages [31% ndlr] dont la personne de référence est née à l'étranger habite dans le parc social», contre «14% des ménages dont la personne de référence est née en France». Rien d'étonnant, car cette différence est en relation avec les «caractéristiques sociodémographiques» de ces populations (revenus modestes, composition familiale) qui correspondent aux critères d'attribution du logement social : 50% des natifs d'Afrique subsaharienne, 39% de ceux de Turquie et 38% de ceux du Maghreb habitent en HLM.

(1) Insee-Première N.1715 octobre 2018

(2) Le niveau de vie correspond aux revenus d'un ménage, divisé par le nombre d'unités de consommations (autrement dit des personnes qui le composent). Un couple c'est 2 unités de consommations. Un couple avec un enfant âgé de plus de 14 ans, c'est 2,5 unités de consommations. Liberation.fr 25 octobre 2018

Etats-Unis. Raison de plus pour leur cacher.

Non seulement les idées dominantes sont celles de la classe dominante dans la société, mais surtout elles doivent à tout prix le rester. En aucun cas les idées dominantes ne doivent coïncider avec les besoins ou aspirations de la classe ou des classes dominées, auquel cas l'avenir de la classe dominante serait gravement menacée.

- Aux États-Unis, les jeunes différencient mieux les faits des opinions que leurs aînés - slate.fr 24 octobre 2018

Avec l'omniprésence d'internet, il est plus facile que jamais de propager des fausses informations (D'institutionnelles, elles sont devenues citoyennes ! Et derrières celles-ci, on retrouve souvent des membres des élites acquis au régime. Leur origine s'est diversifiée, un vrai progrès ! - LVOG). Depuis quelques années, cet afflux de fake news est souvent présenté comme faisant partie des plus farouches ennemis de la démocratie. Les réseaux sociaux sont accusés de véhiculer toute sorte de contenus pouvant biaiser les opinions des honnêtes citoyens.

(Sachant que ceux qui gouvernent ou ont gouverné un jour sont en réalité de "farouches ennemis de la démocratie", ce qu'ils ne vont pas crier sur les toits évidemment mais bien au contraire, il faut donc en déduire qu'ils sont les mieux placés pour "propager des fausses informations" puisqu'elles nuisent à l'établissement des faits sans lesquels il est impossible de se prononcer librement et donc à la démocratie de s'exprimer ou d'exister. Comme finalement ce sont toujours des partisans du régime capitaliste qui ont toujours été au pouvoir, on peut en déduire sans avoir besoin de recourir à de longs discours que la démocratie n'a jamais réellement existé.

Cependant, si jusqu'à présent elle a pu s'exprimer de manière très limitée dans un certain nombre de pays, c'était uniquement du fait que la classe au pouvoir ne pouvait pas neutraliser la lutte des classes et particulièrement celle des exploités et des opprimés, et parce qu'elle s'exerçait dans le cadre du régime en place, sans qu'elle n'en vienne à constituer une menace pour sa survie, car dans le contraire chaque fois elle fut suspendue ou réprimée féroceement au profit d'une dictature encore plus dure. - LVOG)

Twitter et Facebook ont récemment pris des mesures pour bannir des propagateurs de fausses nouvelles. (Mais ils ont oublié les agences de presse et les médias propriétés des oligarques qui sont les principaux "propagateurs de fausses nouvelles". - LVOG) Le gouvernement français envisage même de faire voter une loi contre les fake news. (Mais il continue de subventionner l'AFP et les principaux médias qui diffusent des "fake news" en continu. - LVOG) Mais tout cela n'empêchera pas une pratique vieille comme le monde: présenter son opinion comme une vérité indiscutable.

(Ce que font toutes les agences de presse et les médias qui relaient en continu des informations tronquées ou déformées, de manière à qu'elles soient conforme à la propagande, aux positions adoptées ou aux besoins exprimés par l'UE, l'Otan, le FMI, etc. en présentant les faits de sorte que la population croie qu'ils sont conforme à la réalité ou à la vérité, alors que ce n'est pas le cas. Ils s'appuient sur le pouvoir dont ils disposent ou qui leur a été accordé par le régime ou les institutions en place, pour abuser du statut que la population leur accorde naïvement afin de la tromper délibérément ou orienter ses idées qui doivent coïncider avec l'idéologie de la classe dominante...

Finalement, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, voilà le principe que ces tyrans veulent nous imposer. - LVOG)

Heureusement, une étude du Pew research center suggère qu'aux États-Unis, les plus jeunes seraient moins à même de confondre faits et opinions que les personnes plus âgées.

(Ce qui n'est pas forcément rassurant ou une bonne nouvelle, quand on sait qu'ils ont davantage accès aux faits déformés que les médias corrompus leur présentent. En fait, les opinions qu'ils dénoncent et attaquent, qu'ils voudraient faire taire, correspondent à une autre version des faits que celle officielle qui est fabriquée par les médias.

Il ne faut surtout pas croire qu'en opposant "les personnes plus âgées" aux "plus jeunes", ils auraient de bonnes intentions envers ces derniers, bien au contraire, ce sont les jeunes qu'ils visent parce que ce sont eux qui sont les plus critiques face aux inégalités sociales et aux injustices monstrueuses dont ils sont victimes et au sort dramatique qui leur est réservé, à l'absence de toute perspective hormis celle de vivre dans une société où la médiocrité, la servilité, la pauvreté, la précarité, la violence, la guerre, la tyrannie serait la norme. - LVOG)

À l'approche des midterms, les élections américaines de mi-mandat, une équipe de recherche s'est demandée si les Américains et Américaines étaient capables de faire la différence entre un avis et une information. Elle a donc présenté dix phrases (cinq faits, cinq opinions) à 5.035 adultes en leur demandant de déterminer qui était quoi. (Orienter le vote des Américains et Américaines, voilà leur unique objectif. - LVOG)

Les plus jeunes ont toujours plus de discernement

(Ils les flattent pour mieux les bernier. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est bien connu. - LVOG)

L'étude constate que ne pas être affilié à un parti politique et être plus familier avec les nouvelles technologies sont des facteurs qui amènent à mieux faire la différence entre faits et opinions. Ce qui pourrait expliquer pourquoi les jeunes sont plus performants, puisqu'ils sont en général moins proches des partis et plus doués avec la technologie. Mais même en prenant ces critères en compte, la différence entre les âges persiste et les jeunes sont meilleurs aux tests. Traditionnellement, plus les personnes avancent en âge et plus elles s'expriment dans les urnes.

(Tout d'abord, c'est un plaidoyer tourné contre tous les partis politiques à travers desquels s'expriment la lutte des classes, les intérêts de chaque classe au profit du marché, qui n'a pas besoin de partis politiques pour exister ou imposer ses besoins puisque la Constitution ou les lois en vigueur y pourvoient déjà à leurs places. Autrement dit les partis politiques et les institutions ne peuvent que constituer des obstacles à la libre dictature du marché qui doit réglementer, enrégimenter la vie ou le sort de chaque citoyen, il serait donc souhaitable que les partis politiques disparaissent ou qu'ils n'interviennent plus dans le processus législatif laissé à la discrétion du marché et ses "experts", et que les citoyens se contentent de s'exprimer sur les réseaux numériques qui ont développés à cet effet.

Par conséquent c'est un appel en direction des jeunes qu'ils incitent à se détourner des partis politiques, des élections (au profit du marché), puisqu'à aucun moment ils ne vont encourager les jeunes à s'organiser pour construire un parti qui correspondrait à leurs besoins, mais cela il était inutile de le préciser, chacun l'avait deviné.

Ensuite il faut traduire "plus les personnes avancent en âge et plus elle s'expriment dans les urnes", par ce n'est pas forcément une référence ou à l'avantage de la société, donc ils ne sont pas forcément un exemple à suivre, là ils ne prennent aucun risque en l'affirmant, bien au contraire, cela va dans le sens de l'objectif auquel ils voulaient en venir, car généralement plus elles ont été formatées par la propagande officielle, plus elles ont subi l'influence du régime, plus elles ont été habituées à s'en accommoder, plus elles ont été corrompues par le capitalisme, plus elles auront été aptes à se résigner au destin qu'il leur avait imposé abandonnant du même coup définitivement la perspective de vivre dans une autre société ou de renverser le régime en place, c'est moi qui le précise, alors il faut comprendre que si c'est pour en arriver-là, autant se passer des partis politiques, des élections, de toute représentation politique du peuple, contentez-vous des réseaux numériques et laissez-nous gouverner tranquillement. - LVOG) slate.fr 24 octobre 2018

On peut ne pas être affilié à un parti politique sans pour autant se détourner de tous les partis politiques, subir ou profiter de leur influence.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

La suite de la causerie et quelques infos en bref demain ou lundi. Je dois aussi me reposer un peu !

● [Au format pdf \(5 pages\)](#)

[Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.](#)

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

Parce qu'il avait trop bien compris qu'une idéologie était l'expression subjective d'un processus intellectuel généralement inconscient. Car bien qu'ayant pour origine la réalité objective du monde matériel, elle avait tendance à l'ignorer et à s'en écarter ou à puiser dans des idéologies antérieures, au point que son concepteur se figure que toute représentation en serait issue exclusivement. Autrement dit, son idéologie, qui aurait un caractère idéaliste, finirait par se substituer à la réalité. Ensuite, en fonction de l'usage qu'il compterait en faire ou le besoin qu'il aurait de la justifier, il serait libre de faire référence ou non ponctuellement à la réalité en la déformant pour qu'elle soit conforme à son idéologie. On pourrait ajouter dans le cas d'un fanatique ou d'un furieux psychopathe, selon le degré atteint par sa folie.

Engels a mis en relief, que les idéologies avaient tendance à s'enraciner dans la société, et à donner lieu à des représentations qui traversaient parfois les siècles, à en créer de nouvelles aussi, et qu'elles fonctionnaient selon leurs propres lois, en quelque sorte de la même manière que les systèmes philosophiques qui procèdent principalement par abstraction, syllogisme ou sophisme pour se justifier ou assurer leur cohésion. Il insista sur le fait qu'elles ne consistaient pas uniquement en un assemblage d'idées destinées à s'autojustifier, mais qu'elles subissaient des influences extérieures susceptibles de les modifier,

tout en devenant des facteurs objectifs capables d'influencer l'orientation de la société, d'où l'importance de définir leurs origines.

Quand on tient compte de ces précisions, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que le stalinisme n'a pas pu germer sur le cadavre du bolchevisme ou du léninisme ou encore du communisme, et qu'il était bien le produit de la société féodale qui avait façonné les cerveaux et le mode de vie du peuple russe pendant des siècles, car chacun sait ou devrait savoir que tout un peuple ne se débarrasse pas en quelques années du mode de pensée ou de comportement, de ses habitudes, de ses préjugés, de ses croyances, etc. qui étaient profondément enracinés dans son cerveau ou dans sa culture, le terreau qui servira à l'épanouissement du stalinisme.

De nos jours, les tenants de la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire ou de la gouvernance mondiale tyrannique mènent une guerre idéologique permanente contre les peuples pour briser ou modifier de gré ou de force leurs modes de vie, leurs comportements, leurs habitudes, leurs modes de pensée, leurs préjugés, leurs croyances, leurs cultures, etc. en leur imposant une idéologie uniforme basée sur une philosophie nihiliste destructrice, qui fait de l'anéantissement, de la destruction, son objectif, leur but étant de mieux les contrôler, et ainsi parvenir à instaurer un modèle de société totalitaire planétaire qu'il serait impossible à renverser.

Si nos dirigeants avaient tenu compte de cette importante lacune du marxisme qu'Engels avait discernée, j'ignore s'il eut le temps d'aborder cette question durant les deux dernières années qui lui restèrent à vivre, peut-être qu'ils ne participeraient pas à cette guerre idéologique de la pire réaction contre les masses, tous les peuples.

Je n'ai pas le temps de poursuivre, comme d'habitude hélas ! J'ajoute juste un truc à développer qui vient de me venir à l'esprit et qui à mon avis est capital pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Il serait intéressant de définir avec le plus de précision possible l'idéologie qui fut adoptée par les partis ouvriers dès leur fondation, en France la SFIO et le PC, et je suis pratiquement certain qu'on y trouverait dès le début les germes de l'opportunisme qui s'y développèrent rapidement, les envahirent et finirent par les pourrir. Cela fut sans doute inévitable, c'est aussi une hypothèse qui mérite d'être étudiée, personnellement j'en suis convaincu et je pourrais expliquer pourquoi, mais je n'ai plus le temps ici, chacun peut y réfléchir.

Entre nous, on a déjà traité cette question dans d'autres causeries en l'abordant sous un autre angle, mais il est toujours bon de vérifier si on n'aurait rien oublié ou pas commis d'erreurs. On pourrait aussi se demander, si cela devait être inévitable dans tous les cas de figure ou cela s'appliquerait au fur et à mesure à tous les partis ouvriers. On pourrait également se poser la question de savoir, s'il existe un ou des moyens de l'éviter, car si on doit systématiquement reconstruire un nouveau parti ouvrier tous les quarts ou demis siècles, parce que celui qu'on avait construit avait fini par se décomposer totalement, on ne viendra jamais à bout de cette tâche et dans ce cas-là notre cause serait perdue d'avance, vous voyez à quel point il est important de se poser cette question. A moins bien sûr qu'on en soit arrivé à la conclusion qu'on pourrait se passer d'un parti. Mais dans ce cas-là, je voudrais bien qu'on nous explique comment on pourrait parvenir à s'emparer du pouvoir ou à renverser le régime en place, qui plus est serait devenu totalitaire. A suivre.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait.

- Il y a eu dans le passé des régimes tyranniques et policiers qui se sont efforcés de contrôler les actes et l'expression des pensées. Ils cherchaient souvent, par la police secrète et la délation, à connaître les pensées les plus privées. Mais ils ne cherchaient pas, à proprement parler à entrer dans les consciences et à les façonner. L'instance qui l'a fait est la religion (à travers des dispositifs comme l'Inquisition ou la confession). Et c'est précisément au moment où la religion cesse de jouer un rôle prééminent dans la direction des consciences que s'instaure la possibilité d'un contrôle et d'un façonnement politiques des esprits.

Dès la fin des années 1930, Orwell est conscient qu'il y a là une innovation d'une importance cruciale pour l'homme et la civilisation en général : le titre initial de 1984 était Le dernier homme en Europe. Et il est conscient, notamment, que c'est un problème majeur pour le mouvement socialiste auquel il vient de se joindre. Mais les théoriciens officiels du socialisme justement (et notamment marxistes) sont incapables de prendre la mesure de cette innovation parce que leur théorie, datant du XIXe siècle et enfermée dans son économisme, ne laisse aucune place à l'émergence de ce nouveau mode de domination.

- « Idéologie » est un concept qu'Orwell évite, ou qu'il n'emploie que cum grano salis. Pour au moins deux raisons.

Premièrement, il est lié à l'économisme marxiste et à l'idée d'explication en dernière instance par l'infrastructure économique. Aux yeux d'Orwell, c'est un schéma qui peut être éclairant dans un certain nombre de cas, mais il refuse d'en faire un principe d'explication général. Ce schéma est notamment inopérant pour rendre compte de ce nouveau mode de domination, lequel, comme on va le voir, peut apparaître dans des systèmes économiques et sociaux extrêmement différents : il peut se mettre en place aussi bien dans des sociétés organisées selon un principe capitaliste que dans des sociétés organisées selon un

principe collectiviste.

Deuxièmement, une idéologie, même si elle est au service d'une classe et de ses intérêts, a une autonomie relative, c'est-à-dire un certain degré d'existence propre : du point de vue des tenants d'une idéologie, au moins, leur idéologie est vraie, et vraie non parce qu'elle est la leur, mais ... parce qu'elle est vraie, c'est-à-dire conforme à la manière dont le monde est. Cela signifie que l'idéologie a, aux yeux de ses défenseurs tout au moins, une substance propre, une consistance : qu'elle est capable d'une manière ou d'une autre de rendre des comptes à la réalité et qu'elle est soumise à une exigence de vérité. Même si le défenseur de l'idéologie en question n'a que des pseudo-critères de vérité, qui sont tels que ses propres croyances sont à ses propres yeux infalsifiables (il peut toujours faire retomber son idéologie sur ses pieds, par rapport à n'importe quel fait), il n'en est pas moins persuadé que ses croyances sont vraies indépendamment du fait qu'il les croit : qu'elles sont par elles-mêmes et en elles-mêmes vraies.

De cette consistance propre de l'idéologie, résulte le fait qu'elle est durable, qu'elle a une certaine stabilité, et que, par conséquent, on peut critiquer un régime et ses actes en lui opposant sa propre idéologie. Dans 1984, il est clairement expliqué qu'une des faiblesses des régimes totalitaires passés, comme le fascisme et le stalinisme, est d'avoir voulu justifier leur action au nom d'une idéologie, et même d'avoir essayé, dans une certaine mesure, de rendre le réel conforme à cette idéologie.

Dans le système de 1984, ce qui est donné comme « devant être cru » à un moment donné n'a absolument aucune consistance propre ni aucune autonomie. Il n'est pas demandé à Winston de croire que « $2+2=5$ » parce que, selon l'idéologie du régime, il aurait été établi d'une manière ou d'une autre que « $2+2=4$ » est faux et que « $2+2=5$ » est vrai. La seule raison pour laquelle il lui est demandé de croire que « $2+2=5$ » est que le régime a décidé que c'est présentement ce qu'il faut croire ; et il faudra croire, de la même manière, que « $2+2=3$ » ou de nouveau que « $2+2=4$ » sitôt que le régime l'aura décidé. La marque d'obéissance et de fidélité au régime, ce n'est pas de croire à une idéologie déterminée présentée comme vérité, mais de croire à ce qui est donné à croire pour la seule raison que c'est donné à croire et pour le temps que c'est donné à croire. L'instabilité absolue des croyances et leur changement permanent est un des traits essentiels du système du contrôle des esprits.

C'est un point crucial pour comprendre le concept proprement orwellien de totalitarisme.

Lettre de Friedrich Engels à F. Mehring - 14 juillet 1893

Extrait.

A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupposition tacite est que ces faits sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production

capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir. (...)

Notes.

2 - Un des courants de l'économie politique bourgeoise classique apparut vers le milieu du XVIII^e siècle en France. Les physiocrates se prononçaient résolument pour la grande agriculture capitaliste, l'abolition des privilèges des ordres sociaux et du protectionnisme. Tout en reconnaissant la nécessité de liquider le féodalisme, ils voulaient le faire par la voie de réformes pacifiques, sans porter atteinte aux classes dominantes ni à l'absolutisme. Leurs conceptions philosophiques étaient proches de celles des philosophes bourgeois français du siècle des lumières. Certaines transformations économiques préconisées par les physiocrates furent réalisées pendant la Révolution française.

3 - Mercantilisme, système de conceptions économiques et politiques de certains Etats européens aux XV^e-XVIII^e siècles, favorisant l'accumulation des capitaux et le développement du commerce. Ses adeptes identifiaient la richesse de la nation à l'argent. Selon eux c'est l'argent sous forme de métaux précieux qui constituait le bien public. Les Etats qui suivaient ce système cherchaient à régler leur commerce extérieur de sorte que les exportations dépassent les importations.

Illustration par l'actualité. Leur cap : La gouvernance mondiale

- La lettre de la Consule de France à Pondichéry. (novembre 2018)

- C'est le sens du Forum de Paris pour la Paix auquel le Président de la République Française convie les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour que ce centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 soit l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance mondiale.

- France Info le 9 novembre 2018

- Centenaire du 11-Novembre : ce qui est au programme du bref séjour de Donald Trump à Paris

Le Forum pour la paix, point culminant du Centenaire du 11-Novembre, a pour objet de "rappeler la nécessité de défendre et renforcer le multilatéralisme mondial". Il rassemblera de nombreux acteurs de la gouvernance mondiale : des États, des organisations internationales, des ONG, des entreprises, des syndicats et des groupes religieux.

La gouvernance mondiale ne peut se mettre en place qu'avec le consentement des peuples, qui, s'ils savaient les mauvaises intentions qu'elle recouvre, s'y opposeraient évidemment. Aussi ce sont les États, les organisations internationales, les ONG, les entreprises, les syndicats et les groupes religieux, donc y compris leurs représentants, qui ne les ont jamais consultés sur cette question, qui se chargeront de donner leur consentement à leur place à cette entreprise totalitaire.

Dès lors, la question se pose de savoir comment on doit caractériser les uns et les autres, et déterminer dans quel camp ils combattent, au côté des peuples exploités et opprimés ou au côté de la pire réaction...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les voilà qui de nouveau embrasent sur l'antisémitisme, et tout le monde se sent obligé d'en être de sa petite phrase ou de son article, de sa condamnation, c'est vraiment misérable !

J'ai trouvé mieux à vous proposer, que les infos en bref qui peuvent attendre.

- Au format pdf (11 pages)

Défense du marxisme et du socialisme. Guerre à l'opportunisme.

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

Extrait. (suite)

La différence entre démocraties libérales et régimes totalitaires est une différence réelle, qui correspond à l'expérience ; elle doit être maintenue ; et nous avons donc politiquement besoin du concept de totalitarisme. (Au lieu de démocratie libérale, dictature libérale serait peut-être plus appropriée et plus précise. - LVOG) Mais l'indispensable reconnaissance de cette différence ne doit pas servir à masquer un fait tout aussi crucial : que les mécanismes psychologiques et intellectuels totalitaires du contrôle des esprits peuvent être mis en oeuvre dans des systèmes économiques, sociaux et politiques très divers, y compris les démocraties contemporaines. (Quelle sale manie d'employer la démocratie à toutes les sauces, sachant que c'est une utopie, puisqu'elle implique que le peuple dont la majorité est composée de travailleurs aurait conscience d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle aurait atteint un niveau de conscience qui lui permettrait d'orienter la société dans une direction conforme à ses besoins, ce qui n'a jamais existé. C'est au contraire toujours une minorité qui présida au sort de la société et qui l'imposa à la majorité, ce qui explique pourquoi nous affirmons que jusqu'à présent les hommes n'ont jamais fait autrement leur histoire qu'inconsciemment, ou qu'ils ne sont pas encore parvenus à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique à l'oeuvre... - LVOG)

Ce mode de domination est d'abord parfaitement compatible avec l'appropriation collective des moyens de production, donc avec ce qui, aux yeux notamment de la vulgate marxiste, passe pour le trait distinctif du socialisme. Il faut même aller plus loin. Il est la forme privilégiée que peut prendre la domination si celle-ci doit se reconstituer dans une économie collectiviste. Si la domination n'a plus pour base la propriété des moyens de production, sa base tendra à devenir le contrôle des esprits. (La domination est le but et le contrôle des esprits le moyen d'y parvenir, dit autrement, pour parvenir à cette domination il faut se fixer pour objectif de réaliser le contrôle des esprits. Toutes les institutions sont mobilisées pour l'atteindre au côté du parti unique et des syndicats corporatistes, les médias, les institutions de sondage, les ONG, les réseaux numériques, les publicitaires, le monde du spectacle, etc. - LVOG)

Cela ne veut évidemment pas dire que, dans un tel régime, il n'y aurait plus d'inégalité économique. Bien au contraire, la reconstitution de privilèges économiques est immédiate. (...) (Ce qui caractérisa la caste bureaucratique et parasitaire stalinienne. - LVOG) Pour Orwell, le régime issu de la révolution bolchevique n'a rien à voir avec le socialisme précisément, entre autres raisons, parce qu'il n'est pas égalitaire, et cela dès l'époque de Lénine. (Pendant les quatre premières années qui succédèrent à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, le gouvernement ouvrier fut confronté à une guerre impérialiste et à une guerre civile, ainsi qu'un sabotage des féodaux et de la bourgeoisie russe et un blocus économique orchestré par toutes les puissances occidentales, dans ces conditions durant cette période il était matériellement impossible de venir à bout des inégalités sociales issues de l'Ancien régime, d'autant plus que 99% des communistes n'avaient pas les compétences requises pour gérer l'économie du pays. - LVOG) Les privilèges économiques y sont dévolus désormais à ceux qui se sont assurés le contrôle des esprits. (Orwell fut un farouche ennemi du stalinisme et défendit à sa manière le socialisme. - LVOG)

Mais ces mécanismes du contrôle des esprits, Orwell les identifie aussi en régime capitaliste. Par exemple, il analyse longuement les mécanismes de manipulation de l'opinion par la grande presse anglaise, qui est aux mains d'un tout petit nombre de grands propriétaires privés, ainsi que les mécanismes d'autocensure et le mépris des faits dans l'ensemble de la presse britannique, qu'elle soit de droite ou de gauche. (Distinction qui était déjà dérisoire à l'époque effectivement. - LVOG)

Le point crucial, pour Orwell, est le suivant : qu'ils soient greffés sur des systèmes capitalistes ou sur des systèmes collectivistes, ce sont exactement les mêmes mécanismes.

Selon une erreur de lecture intéressée qui date de la guerre froide, Orwell montrerait que tout projet émancipateur aboutit au goulag. Il a clairement démenti cette interprétation en juin 1949. Selon une erreur de lecture symétrique (et tout aussi intéressée) des interprètes marxistes, ou même plus généralement d'un certain nombre d'interprètes de gauche, Orwell, intellectuel sentimental et petit-bourgeois, reculerait devant les dures nécessités de la lutte des classes et serait finalement, sinon un traître à la classe ouvrière et à la gauche, un allié fort peu sûr (11). (Accusation portée par les despotes qui firent main basse sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours. - LVOG) Dans les deux cas, l'erreur repose sur le même présupposé : l'identification du régime soviétique avec le socialisme, ou même avec une version imparfaite du socialisme. (Erreur ou amalgame grossier tant il était clair que le stalinisme était étranger au bolchevisme ou au socialisme comme le fit si bien remarquer Orwell. On en a confirmation juste après. - LVOG) Du point de vue d'Orwell, il est clair que le régime soviétique n'est pas et n'a jamais été socialiste ; et qu'il en est même l'opposé. (On ne pouvait être plus clair. Vous comprenez pourquoi on peut adopter Orwell sans rougir. - LVOG) L'enjeu de la critique orwellienne est de montrer, au contraire, que, si l'on veut avancer vers le socialisme, un préalable indispensable est la critique de ce mode de domination, non seulement en tant qu'il est présent dans les régimes qui se réclament du socialisme, mais en tant que ses mécanismes sont d'ores et déjà à l'oeuvre dans les partis, organisations,

journaux, etc., et chez les intellectuels qui se réclament du socialisme. (On n'a pas cessé d'en faire l'expérience depuis malheureusement, parce que nos dirigeants n'ont jamais possédé les qualités indispensables pour défendre le socialisme, du coup ils recoururent aux méthodes détestables du stalinisme pour asseoir leur pouvoir ou domination au sein de leurs partis. - LVOG)

Comme l'a pertinemment souligné Michael Walzer, entre autres, la critique d'Orwell est une « critique interne au socialisme(12) », une critique à l'intérieur de son propre camp. Comme l'a expliqué Judith Shklar, « l'intellectuel qui ne peut pas supporter les intellectuels n'est certes pas une espèce rare ; mais ce qui singularise Orwell, c'est qu'il a traduit son mépris dans la vision d'une société gouvernée par les objets de son dédain. L'État totalitaire qu'il a imaginé n'est pas tout à fait celui de Staline, non plus que celui d'Hitler. Le parti intérieur, qui dispense l'Angsoc et dirige l'aire n°1 dans 1984, est composé d'intellectuels radicaux anglo-américains(13) ».

Évidemment, celui qui porte la critique dans son propre camp passe facilement pour ou un allié objectif du camp adverse, ou un traître tout court, ou un naïf idéaliste qui n'a pas compris la théorie vraie et scientifique et qui finira nécessairement du mauvais côté. (C'est exactement mon cas, si j'en juge par l'attitude des lecteurs ou des militants qui se connectent à ce portail à mon égard. C'est évidemment infondé et profondément injuste, mais on n'y peut rien, c'est seulement un mauvais moment à passer en attendant des jours meilleurs qui viendront ou pas étant déjà vieux, peu importe, l'essentiel c'est de demeurer fidèle à ses convictions, à son idéal et de les défendre loyalement. - LVOG)

Notes.

11. Voir par exemple : Isaac Deutscher, « 1984 ou le mysticisme de la cruauté » (1954), in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme*, Seuil, 2001.

12. Michael Walzer, « George Orwell's England », in Michael Walzer, *The Company of Critics: Social Criticism and Political Commitment in the Twentieth Century*, London, 1989 ; repris dans Graham Holderness, Bryan Loughrey and Nahem Yousaf (ed.), *George Orwell*, Macmillan, 1998, p. 195. 13. Judith Shklar, «1984 : Should Political Theory Care ? », in Stanley Hoffmann (dir.), *Political Thought and Political Thinkers*, University of Chicago Press, 1998, p. 342-343 (cité dans Conant, op. cit.).

Le document suivant se situe un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

(<http://www.marxists.org/francais/index.htm>)

Rappel des conditions dans lesquelles Lénine dirigea (pas seul évidemment) la Russie entre fin 1917 et 1922, alors que sa santé déclinait suite à la tentative d'assassinat dont il avait victime, et dont les conséquences lui seront fatales deux ans plus tard.

Lénine rapport politique du Comité central au XIe Congrès du Parti communiste le 27 mars 1922

LVOG - Soit environ un an après l'adoption de la nouvelle politique économique (NEP).

Extrait.

Lénine - Et il faut poser nettement cette question : qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque ? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut. Il ne se trouvera probablement personne ici pour dire qu'à l'endroit de telle ou telle question pratique, dans telle ou telle institution, les communistes, le Parti communiste n'ont pas suffisamment de pouvoir. Il y a des gens qui ont constamment cette pensée en tête, mais ce sont des gens tournés désespérément vers le passé, qui ne comprennent pas qu'il faut se tourner vers l'avenir. La force économique essentielle est entre nos mains. Toutes les grandes entreprises clés, les chemins de fer, etc., sont entre nos mains. Le bail, si largement qu'il soit pratiqué en certains lieux, ne joue, dans l'ensemble, qu'un rôle minime. C'est, dans l'ensemble, une part tout à fait insignifiante. La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou - 4700 communistes responsables - et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. Il s'est passé là quelque chose de pareil à ce qu'on nous racontait dans notre enfance, aux leçons d'histoire. Il arrive, nous enseignait-on, qu'un peuple en subjugué un autre, et alors le peuple qui a subjugué est un peuple conquérant, et celui qui a été subjugué est un peuple vaincu. Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture. Dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4700 communistes (presque toute une division, et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? Il est vrai qu'on pourrait, ici, avoir l'impression d'un niveau culturel élevé chez les vaincus. Erreur. Leur culture est misérable, insignifiante. Mais, tout de même, elle est supérieure à la nôtre. Si piètre, si misérable qu'elle soit, elle surpasse celle de nos communistes responsables, parce que ceux-ci ne savent pas suffisamment diriger. Les communistes qui se mettent à la tête des institutions - parfois des saboteurs les y poussent habilement, à dessein, pour se faire

une enseigne -, se trouvent souvent dupés. Aveu très désagréable. Ou, tout au moins, pas très agréable. Mais il faut le faire, me semble-t-il, car c'est là, à présent, le nœud de la question. C'est à cela que se ramène, selon moi, la leçon politique de l'année, et c'est sous ce signe que la lutte se déroulera en 1922.

LVOG - Sans vouloir les dénigrer à tous prix, vous observerez que le facteur de la culture a toujours été quasiment absent de la formation politique des militants de gauche ou d'extrême gauche qui de fait le négligeront sans cesse, et lorsqu'il arrivera que l'actualité les oblige à l'aborder, ce sera généralement une vraie catastrophe parce qu'ils considèrent que leur culture est supérieure à celle du peuple en général ou des autres peuples, alors qu'en réalité elle est misérable ou insignifiante pour reproduire celle de la classe dominante qui n'a été conçue que pour mieux asservir le peuple ou tous les peuples puisque de nos jours elle est destinée à avoir une valeur universelle, le pendant du totalitarisme.

Par exemple, ces militants se croient supérieurs parce qu'ils ne sont pas homophobes, mais comme l'homophilie est instrumentalisée par les tenants du totalitarisme pour briser la culture des peuples qui ne l'a pas encore intégrée afin de vaincre sa résistance à la stratégie du nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent leur imposer, ils se font ainsi les instruments ou les complices de la pire réaction. Au lieu de profiter de leur culture, qui a bien des égards surpasse celle d'autres peuples, pour imposer un changement de régime dans leur pays, ils s'en servent pour renforcer le pouvoir en place qui tend de plus en plus vers le totalitarisme.

Lénine - Le capitaliste savait approvisionner la population. Il le faisait mal, en voleur, il nous humiliait, il nous pillait. C'est ce que savent les simples ouvriers et paysans qui ne raisonnent pas sur le communisme parce qu'ils ignorent ce que c'est.

« Mais les capitalistes savaient tout de même approvisionner la population. Et vous, le savez- vous ? Non. » Car ce sont bien ces voix-là qui, au printemps de l'année dernière, se sont fait entendre, pas toujours distinctement, mais qui n'en formaient pas moins le fond de la crise du printemps dernier. « Vous êtes, certes, de très braves gens, mais la tâche que vous avez entreprise, la tâche économique, vous ne savez pas l'accomplir. » Voilà la critique très simple mais meurtrière, s'il en est, que la paysannerie et, par son truchement, plusieurs catégories d'ouvriers, ont adressée l'année dernière au Parti communiste. Voilà pourquoi ce vieux point acquiert une telle importance dans la question de la NEP.

Il faut un contrôle réel. A vos côtés agit le capitaliste ; il agit en maraudeur, il prélève des bénéfices, mais il sait s'y prendre. Et vous? Vous essayez de nouvelles méthodes : des bénéfices, vous n'en avez pas ; vos principes sont communistes, vos idéaux - excellents ; en un mot, à vous en croire, vous êtes de petits saints et de votre vivant vous méritez le paradis, - mais savez-vous travailler ? Il faut un contrôle, un contrôle véritable, non pas celui qui consisterait pour la Commission centrale de contrôle à faire une enquête et à voter un blâme, et pour le Comité exécutif central de Russie à infliger une sanction. Non, il faut un contrôle véritable, du point de vue de l'économie nationale.

Lénine - Voilà la première leçon, voilà la première partie, essentielle, du rapport politique du Comité central. Nous ne savons pas gérer l'économie. La preuve en a été faite au cours de l'année écoulée.

Lénine - Au cours de cette année, nous avons prouvé avec une entière évidence que nous ne savons pas conduire les affaires. Voilà la principale leçon. Ou bien nous prouverons le contraire l'année qui vient ou bien le pouvoir des Soviets ne pourra exister. Et le plus grand danger, c'est que tous ne s'en rendent pas compte. Si tous les communistes, tous les responsables, se rendaient nettement compte que du moment qu'ils ne savent pas s'y prendre, ils feraient bien de reprendre leur instruction au début, nous aurions gain de cause. Ce serait, selon moi, la conclusion essentielle, capitale. Mais on ne se rend pas compte de la chose ; on a la certitude que s'il en est qui pensent ainsi, ce sont des gens peu cultivés, qui n'ont pas appris le communisme. Qu'ils étudient, et peut-être comprendront-ils. Non. Excusez. Le paysan, l'ouvrier sans-parti n'ont pas étudié le communisme? Il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait développer un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme grandiose. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous savez pratiquement améliorer les conditions économiques de l'ouvrier et du moujik, de façon qu'ils voient que vous l'avez emporté dans la compétition.

LVOG - On voit d'ici les militants, qui ont une haute opinion d'eux-mêmes, et qui dès lors qu'on leur propose une analyse différente de la leur ou qui ne serait pas sortie de leur tête bien trop formatée, nous accusent de vouloir leur donner des leçons ou hurlent au scandale ! On s'en amuse.

Lénine - Nous ne devons pas nous rassurer sous prétexte que partout, dans les trusts de l'Etat et dans les sociétés mixtes, il y a des communistes responsables, excellents. La belle consolation, puisque ces communistes ne savent pas conduire les affaires et sont à cet égard pires qu'un vulgaire commis des capitalistes, qui a passé par l'école de la grande usine et de la grosse maison de commerce. Voilà ce dont nous n'avons pas conscience; il y a là de la vanité communiste, du comtchvanstvo pour employer la sublime langue russe. La vérité est qu'un communiste responsable, le meilleur, et manifestement honnête et dévoué, qui a subi le baigne et bravé la mort, ne sait pas faire du commerce, parce qu'il n'est pas un homme d'affaires, parce qu'il n'a pas appris cela et ne veut pas l'apprendre, parce qu'il ne comprend pas qu'il lui faut tout apprendre, depuis les premiers rudiments. Ce communiste, ce révolutionnaire qui a fait la plus grande révolution qu'on ait jamais vue dans le monde, ce révolutionnaire que contemplant sinon quarante siècles du haut des pyramides, du moins quarante pays européens avec l'espoir de s'affranchir du capitalisme, - ce communiste, ce révolutionnaire doit prendre des leçons auprès du vulgaire commis qui a trimé dix ans dans une épicerie,

qui connaît son affaire, tandis que ce communiste responsable, ce révolutionnaire dévoué, non seulement ne la connaît pas, mais ignore même qu'il ne la connaît pas.

LVOG - Là on imagine tous les dirigeants qui n'ont pratiquement jamais travaillé au cours de leur vie ou tous ces cadres ou militants qui n'ont jamais été sous les ordres de capitalistes ou de patrons. D'ailleurs cela explique pourquoi généralement ils ne s'adressent qu'aux fonctionnaires et ignorent le reste des travailleurs, l'immense majorité en somme auxquels ils n'ont jamais été foutus de s'adresser. Personnellement, j'ai bossé dans plus de 45 entreprises, on n'a donc jamais vécu dans le même monde, ce dont j'ai conscience, ce qui ne risque pas de leur arriver puisqu'ils me considèrent comme un "vulgaire commis" et leurs dirigeants flattent leur ignorance au lieu de leur donner des leçons, ce qu'on peut comprendre aussi, puisqu'ils n'ont pas retenu les leçons de Lénine...

Lénine - Dans notre lutte, il ne faut pas oublier que les communistes doivent agir après mûre réflexion. Ils vous parleront à merveille de la lutte révolutionnaire, de l'état de cette lutte dans le monde entier. Mais pour se tirer du besoin, de la misère la plus noire, il faut être réfléchi, cultivé, sensé. Ils ne savent pas s'y prendre. Nous aurions tort d'accuser les communistes responsables d'être peu consciencieux. L'immense majorité d'entre eux - 99% - ne sont pas seulement des gens consciencieux ; ils ont prouvé leur dévouement à la révolution dans les conditions les plus difficiles, et avant la chute du tsarisme et après la révolution, ils ont sacrifié littéralement leur vie. Si on cherchait ici les causes, on aurait foncièrement tort. Ce qu'il faut, c'est aborder comme il sied l'affaire publique la plus simple, comprendre que c'est une affaire publique, une affaire commerciale ; s'il y a des obstacles, il faut savoir les écarter et poursuivre ceux qui se seront rendus coupables de lenteurs bureaucratiques.

LVOG - Lénine a eu raison de préciser que personne ne remettait en cause les intentions généreuses des militants ou leur engagement politique au côté des travailleurs, la question n'est pas là effectivement, elle réside dans leur propre formation pour élever leurs connaissances, leur niveau de conscience, mais de cela ils ne veulent pas en entendre parler de nos jours. Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que tout ne figurait pas dans des livres, que la société se transformait et que s'ils n'en tenaient pas compte pour progresser, ils seraient voués à régresser, ce qu'on n'a pas cessé d'observer depuis 40 ans. Du coup, notre discours qui aurait pu les aider, sans vouloir leur donner de leçons, ils le rejettent en bloc.

Lénine - Voilà comment la question se pose, voilà où est la difficulté. N'importe quel commis, passé par l'école d'un grand établissement capitaliste, sait faire cela, mais 99% des communistes responsables ne le savent pas, et ne veulent pas comprendre qu'ils n'ont pas ce savoir-faire, qu'il leur faut commencer par l'a b c. Si nous ne le comprenons pas, si nous ne nous remettons pas aux rudiments, nous ne résoudrons jamais le problème économique qui est aujourd'hui à la base de toute notre politique.

LVOG - Allez dire à des militants, des cadres ou des dirigeants "*qu'il leur faut commencer par l'a b c*", ils vont vous envoyer paître sur le champ ! Vous imaginez les difficultés auxquelles Lénine a dû faire face, les mêmes que nous rencontrons de nos jours.

Moi, j'ai adopté définitivement le principe suivant que j'avais lu quelque part quand j'étudiais le bouddhisme et l'hindouisme : Considère que tu ne sais rien et que tu as tout à apprendre, ainsi tu tireras toujours le meilleur de chaque expérience et tu progresseras sans cesse sur le chemin de la liberté, du bonheur, etc... Laissons tomber le nirvana ou le paradis, s'il vous plaît ! Et effectivement, 30 ou 35 ans plus tard, je me sens relativement libre et heureux dans ce vieux monde pourri, où je baigne quotidiennement en Inde parmi les plus pauvres.

Lénine - Il faut se rendre compte, et ne pas craindre de le reconnaître, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas employés selon leurs capacités ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, maintenant, c'est apprendre. Si on le reconnaît, et du moment que nous en avons la possibilité (à en juger d'après l'ensemble de la situation internationale, nous aurons assez de temps pour achever notre apprentissage), il faut le faire à tout prix.

LVOG - Malheureusement, cet apprentissage sera brutalement interrompu par le stalinisme à peine deux ans plus tard, nous ne saurons jamais s'il aurait pu être mené à son terme. On nous rétorquera que les révolutions cubaine et chinoise ont répondu positivement à cette question, d'une manière déformée si j'en juge par le degré d'aliénation atteint par les peuples cubain et chinois, que je ne confonds avec les élites de ces régimes ou les classes moyennes qui ont un niveau de vie comparable à celui des classes moyennes des puissances occidentales, ce qui n'est pas le cas de l'immense majorité de ces peuples dont le niveau de vie est demeuré précaire ou pire encore.

[Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.](#)

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpellé Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

([https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-\[article_video\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe]))

En complément

- «Allez-vous faire foutre!» Yann Barthès s'en prend à Trump à son arrivée en France - Sputnik 11.10

Le présentateur Yann Barthès n'a pas hésité à insulter face caméra le chef de l'État américain, en indiquant que ce dernier «n'était pas le bienvenu dans le pays».

Ce vendredi 9 novembre, Yann Barthès présentait une nouvelle émission de Quotidien sur TMC. L'animateur a retrouvé son équipe de chroniqueurs pour décrypter les sujets qui ont marqué l'actualité de la journée écoulée. Le journaliste a également donné son avis sur la venue du Président Trump à Paris pour le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale.

À quelques heures de l'arrivée du Président américain, Yann Barthès n'a pas hésité à l'insulter:

«Go fuck yourself [Allez-vous faire foutre!, ndr.] vous n'êtes pas le bienvenu dans ce pays», a déclaré le journaliste face caméra.

« One last thing: Go fuck yourself! You are not welcome in this country! »

Postée sur les réseaux sociaux, la séquence a reçu un accueil controversé entre ceux qui applaudissaient l'audace du présentateur et ceux qui ne comprenaient pas cette initiative. Sputnik 11.10

Un salopard de journaliste m'insulterait ainsi, j'exigerais que le chef de l'Etat condamne publiquement cette insulte, sans quoi je repartirais sur le champ.

[Les coulisses d'une cabale montée contre Trump.](#)

- Les conséquences du Prologue par James Howard Kunstler – Le 8 octobre 2018 – Source kunstler.com - Le Saker Francophone

Résultat de recherche d'images pour "Christine Blasey Ford".

« Je la crois ! »

Vraiment ? Pourquoi quelqu'un devrait-il la croire ?

La sénatrice Collins du Maine a dit qu'elle croyait que le Dr Christine Blasey Ford avait vécu quelque chose de traumatisant, mais pas des mains de M. Kavanaugh. Je crois que le sénateur Collins a dit ça pour calmer la foule de #Metoo, pas parce qu'elle y croyait vraiment. Je crois que Christine Blasey Ford mentait, de part en part, dans sa voix de petite fille blessée, comme une mauvaise imitation de Truman Capote.

Je crois que le stratagème de Christine Blasey Ford s'inscrit dans le prolongement des sinistres activités en cours depuis le début de 2016 au ministère de la Justice et au FBI pour défaire la dernière élection présidentielle, et que l'histoire réelle et vraie de ces singeries séditeuses va bientôt éclater à la face du monde.

Il s'avère que l'État Profond est un petit monde. Saviez-vous que l'avocat qui siège à côté du Dr Ford aux audiences du Sénat, Michael Bromwich, est aussi l'avocat d'Andrew McCabe, l'ancien directeur adjoint du FBI congédié pour avoir menti aux enquêteurs de sa propre agence et pour avoir actuellement baratiné un grand jury ? Quelle coïncidence ! Parmi tous les avocats du coin le plus infesté par les avocats des États-Unis, c'est justement lui qu'elle a choisi.

Il est notoire que le Dr Ford s'est rendue à Rehoboth Beach, dans le Delaware, le 26 juillet, où vit sa meilleure amie pour toujours et ancienne colocataire, Monica McLean, et qu'elle y a passé les quatre jours suivants avant d'envoyer une lettre au sénateur Diane Feinstein, le 30 juillet, ce qui a donné le coup d'envoi du spectacle « agression sexuelle ». Saviez-vous que Monica McClean était un agent spécial du FBI à la retraite et qu'elle travaillait au bureau du procureur du district sud de New York sous la direction de Preet Bharara, qui avait auparavant travaillé pour Chuck Schumer, leader de la minorité démocrate au Sénat ?

Monica McClean aurait-elle pu passer ces 4 jours en juillet à aider Christine Blasey Ford à écrire sa lettre à Mme Feinstein ? Saviez-vous que l'avocat de Monica McClean, David Laufman, est un ancien avocat du Ministère de la Justice qui a aidé Peter Stroz, ancien chef du contre-espionnage du FBI, dans les enquêtes sur Clinton et sur la Russie avant de démissionner en février de cette année – en fait, il a participé à la « célèbre » entrevue avec Hillary en 2016 ? Ouah ! Quel petit marais, Washington !

Saviez-vous que Mme Leland Keyser, l'ancienne meilleure amie du Dr Ford de l'école préparatoire de Holton Arms, a dit à la dernière ronde d'enquêteurs du FBI à l'audience de Kavanaugh la semaine dernière – comme l'a rapporté le Wall Street Journal – qu'elle s'était « sentie contrainte » par Monica McLean et ses représentants pour changer son histoire – qu'elle ne savait rien de l'agression sexuelle alléguée ou de la personne qui aurait commis celle-ci, ou qu'elle avait déjà rencontré M. Kavanaugh. Je pense que ça s'appelle un parjure par subordination.

Rien de tout cela n'est insignifiant et l'affaire ne peut pas s'arrêter là. Une trop grande partie a été déformée par ce qu'il reste des médias. Et pendant ce temps, bien sûr, il y a au moins un grand jury qui écoute les témoignages de l'ensemble des

personnages derrière l'enquête Hillary bâclée et l'enquête sur la collusion russe de Robert Mueller, qui semble toujours plus douteuse : Strozik, Lisa Page, James Comey, Andrew McCabe, Bill Priestap, et autres... J'ai le sentiment que ces questions approchent maintenant la masse critique avec le déroulement parallèle de l'« affaire » Christine Blasey Ford.

Le Parti démocrate a ses empreintes digitales partout là-dessus, comme c'était déjà le cas avec les manigances de l'enquête sur la Russie. Non seulement je ne crois pas l'histoire du Dr Ford, mais je ne crois pas non plus qu'elle ait agi seule dans cette affaire louche. Ce qui se passe avec tous ces avocats associés au FBI et au ministère de la Justice, c'est un encerclement évident des chariots. Ils ont généré trop d'animosité dans le processus et ils vont se faire coincer. Ces questions sont loin d'être terminées et une bataille majeure se profile à l'horizon du compte à rebours des élections de mi-mandat. En fait, l'éditorialiste Charles M. Blow a sonné de la trompette lundi matin dans sa chronique idiote intitulée : « Libéraux, c'est la guerre ». Comme je l'ai dit : une deuxième guerre civile se profile. Le Saker Francophone

C'est semble-t-il le but de la ruée de migrants en provenance d'Amérique centrale orchestrée par les Rockefeller, Soros et Cie...

[L'Agence Française de Propagande ou comment la voix du nouvel ordre mondial totalitaire s'ingère dans les affaires du gouvernement sud-coréen.](#)

- Le président sud-coréen limoge son ministre des Finances - AFP 9 novembre 2018

Acte I.

LVOG - De la manière dont l'AFP présente la situation économique de la Corée du Sud, on pourrait être porté à croire que le président sud-coréen Moon Jae aurait injustement limogé le ministre des Finances et son chef de cabinet ou qu'il aurait voulu leur faire porter la responsabilité du ralentissement de l'économie de la Corée du Sud. Lisez attentivement.

AFP - Le président sud-coréen Moon Jae-in a limogé vendredi les deux grands manitous de l'économie, dont son ministre des Finances, dans un contexte de ralentissement de la croissance, de hausse du chômage et d'inégalités persistantes des revenus.

Le ministre Kim Dong-yeon et le chef de cabinet chargé de la stratégie politique, Jang Ha-sung ont été démis de leurs fonctions et remplacés, a annoncé un porte-parole de la présidence.

D'après la presse, les deux hommes se disputaient sur la façon de remédier aux difficultés de la 11e économie mondiale.

A l'international, M. Moon s'est fait connaître pour son rôle dans la spectaculaire détente en cours avec le voisin du Nord armé de la bombe nucléaire. Mais à domicile, sa politique économique est de plus en plus sujette à controverse et sa cote de popularité descend dans les sondages.

Acte II.

LVOG - Dans cette deuxième partie de cet article, vous allez immédiatement comprendre pourquoi l'AFP s'en est pris précédemment au président sud-coréen, il serait trop social, un crime !

AFP - Son gouvernement a nettement augmenté le salaire minimum, réduit la durée du travail et transformé des contrats de travail temporaires en contrats à durée indéterminée dans le cadre d'une politique de redistribution destinée à stimuler une "croissance portée par les revenus".

Il s'agit d'un revirement complet par rapport au modèle de croissance passé, porté par les exportations et les investissements des énormes conglomérats sud-coréens, et qui a vu l'économie sud-coréenne se hisser au quatrième rang asiatique.

Acte III.

LVOG - Pour finir, l'AFP prend fait et cause pour les adversaires du président sud-coréen, le patronat qui sabote sa politique comme le fait celui du Venezuela. L'AFP est bien le porte-parole de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale.

AFP - Les critiques du gouvernement affirment que cette politique a eu l'effet inverse de celui escompté, en aggravant la situation des gens aux revenus les plus faibles et en forçant les petites entreprises à licencier, tandis que les mastodontes hésitent à investir au vu du renforcement des régulations.

Le mois dernier, la banque centrale avait ramené sa prévision de croissance annuelle à 2,7%, contre un taux effectif de 3,1% en 2017.

Le ministre des Finances souhaitait revenir sur la politique de redistribution, y compris le salaire minimum, tandis que M. Jang voulait poursuivre sur la même voie. AFP 9 novembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai ajouté un passage dans l'après-midi (midi en France).

● Au format pdf (4 pages)

J'ai remis les vidéos et articles attenants que j'avais retirés de la page d'accueil en 2016. Ces supports datent un peu, mais ils sont toujours d'actualité ou peuvent servir à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution.

Je ne partage évidemment pas l'ensemble de leur contenu, loin de là en général. On peut leur faire les mêmes reproches qu'aux médias dominants, cependant il existe une différence déterminante entre eux. Ces vidéos (ou ces articles) présentent l'avantage de ne pas censurer un grand nombre de faits contrairement aux médias, faits, qui dès lors qu'on les ignore ne permettent pas de se forger librement ses propres idées sur le déroulement de l'histoire, ce qui est le but de la censure, afin que l'on adopte la version officielle qui figurera dans les manuels scolaires et universitaires ou destinés à la formation des militants dans les partis dits ouvriers.

On comprend donc l'importance capital de porter ces faits à la connaissance de tous, malgré répétons-le les nombreuses imperfections que peuvent comporter parfois ces vidéos. L'essentiel, c'est d'en tirer ou d'en conserver le meilleur pour en tirer des enseignements et d'oublier le reste. D'apprendre pour comprendre pour pouvoir mener notre combat politique.

Je j'aurai pas de temps à consacrer aujourd'hui aux infos en bref.

J'ai entendu quelqu'un dans une vidéo, qui distinguait ainsi les deux principaux clans qui s'écharpent au sommet de l'oligarchie financière, évoquant celui qui voulait instaurer un nouvel ordre mondial en procédant pas à pas ou par étape, et celui qui était décidé à brusquer les choses en allant le plus rapidement possible, quitte à recourir à des guerres, voire à une guerre mondiale pour intégrer immédiatement la Chine et la Russie...

Cette distinction est perspicace, mais elle est un peu longue quand on doit y faire référence, et je n'ai pas encore trouvé la bonne formule, la plus courte et précise possible pour évoquer ces deux clans de l'oligarchie. On a bien compris qu'ils partageaient le même objectif, les Russes et les Chinois également il faut préciser, car il y en a encore qui s'imaginent qu'ils s'y opposeraient. On y reviendra plus tard.

Vous savez pourquoi nous sommes dans cette merde, excusez-moi l'expression ? Parce que nos dirigeants ont toujours refusé de l'admettre, ce sont des idéologues bornés au dernier degré. Quand on admet l'existence de ces deux clans de l'oligarchie, qu'ils ont une tactique différente mais partagent la même stratégie pour conserver leur hégémonie sur le monde, d'un coup tout devient plus clair et on peut définir une stratégie et une tactique pour les affronter, dans le cas contraire on en arrive à se vautrer dans le pire opportunisme qui soit et notre combat sera perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience.

Qu'on le veuille ou non, bien des formules et des analyses du passé sont devenues obsolètes ou inappropriées pour comprendre le monde tel qu'il est devenu de nos jours et affronter nos ennemis, construire le parti, les instruments qui nous permettrons de les vaincre...

J'ajoute un point d'actualité à 16h en Inde, 11h30 en France.

[La guerre, c'est la paix.](#)

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

La gouvernance mondiale totalitaire s'est offerte le Forum de Paris pour la paix ou le dernier coup des GAFA.

Grille de lecture.

Le saviez-vous? Non, évidemment et pour cause.

La meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'absolument aucun des participants aux différentes manifestations programmées contre Trump ou ce Forum ne le mentionnera, mais quel déni ! Aucun ne désignera non plus l'oligarchie comme planificateur et profiteur de toutes les guerres. Les chefs d'Etat ou de gouvernement passent, l'oligarchie reste, simple observation qui ne leur était évidemment pas venue à l'esprit.

Les pires imposteurs, fanatiques manipulateurs des faits dans nos rangs vont jusqu'à le nier. C'est ce que m'a confirmé un trotskyste lambertiste hier dans un courriel, refusant d'admettre que l'oligarchie n'avait cessé de renforcer ou d'étendre son pouvoir politique sur le monde depuis 70 ans, et que le mouvement ouvrier international s'était avéré totalement impuissant à l'empêcher.

Autrefois, on nous avait enseigné que pour combattre un ennemi, il fallait commencer par l'identifier ou lui ôter son masque, sans quoi notre action serait inefficace ou demeurerait vaine. Apparemment ce n'est plus de mise. Il faut croire que depuis ils se sont ravisés ou ils ont changé d'objectif et qu'ils en sont arrivés à la terrible conclusion qu'on ne pourra jamais le vaincre, alors valait mieux encore faire avec en guise de testament, en tout cas cela en est la signification politique.

- A Paris, 70 chefs d'Etat tournés vers la paix - leparisien.fr 11 novembre 2018

Devant près de 70 chefs d'Etat ou de gouvernement réunis pour les commémorations du centenaire de l'Armistice de 1918, Emmanuel Macron a martelé son message pour la paix et fustigé le nationalisme.

Ce rendez-vous, que ses concepteurs veulent rendre annuel, doit servir à débattre la gouvernance mondiale au sens large et à prôner le multilatéralisme.

Emmanuel Macron a initié le Forum de Paris pour la paix, mais c'est une association indépendante qui l'a mis sur pied. Tellement indépendante, que ce grand rendez-vous - où chefs d'états côtoieront ONG, entrepreneurs et association - n'a pas été financé par des fonds publics français, mais pour l'essentiel par des entreprises privés. Parmi elles, Google, Microsoft, ou encore Facebook, qui ont donné cinq millions d'euros pour l'occasion. «C'est une volonté du président. Il veut qu'au delà des Etats, la société civile s'implique», détaille un conseiller gouvernementale. Ce lundi matin, Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères recevra tout ces grands donateurs privés lors d'un petit déjeuner au Quai d'Orsay. leparisien.fr 11 novembre 2018

« On a une offensive idéologique du djihadisme, de régimes autoritaires, de mouvements extrêmes qui de tous côtés se dévoilent être des ennemis de la liberté (...), cherchent à contrôler, censurer, exporter leur modèle, qui lancent des campagnes massives de désinformation et qui s'attaquent aux journalistes » a lancé le président Emmanuel Macron lors du premier Forum de Paris sur la Paix. Atlantico.fr 12 novembre 2018

LVOG - Voulait-il parler des médias-oligarques qui l'ont fait élire ou des 90% des médias américains qui avaient pour candidate Hillary Clinton ?

Et pendant ce temps-là leurs guerres continuent.

- Yémen: combats meurtriers à Hodeida, Washington et Londres haussent le ton - AFP 12 novembre 2018

La fabrication du consentement au service de la guerre.

- 3 raisons pour lesquelles l'Armée européenne est un idéal indispensable - Le HuffPost 12 novembre 2018

En appelant à la création d'une armée européenne, le Président français n'a pas laissé sa parole dépasser sa pensée. Il a tout simplement fait parler sa vision. Le HuffPost 12 novembre 2018

Macron n'a pas de pouvoir, mais il a une vision, qu'on se le dise !

Macron et Merkel dénoncent des élections "illégalles" - L'Express.fr 12 novembre 2018

Un scrutin dénoncé. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont critiqué dimanche soir dans un communiqué commun les élections organisées le même jour dans l'est prorusse de l'Ukraine, décrites comme "illégalles et illégitimes".

Elles visaient à élire des "présidents" et "députés" pour les deux "républiques populaires autoproclamées par les rebelles séparatistes à Donetsk et Lougansk.

"Ces soi-disant élections nuisent à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine", ont déclaré les deux dirigeants, qui se sont entretenus à Paris avec le président ukrainien Petro Porochenko, en marge des cérémonies du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale. Samedi, Bruxelles avait condamné des scrutins "illégaux et illégitimes". L'Express.fr 12 novembre 2018

AFP - Pour attirer les électeurs pour ce scrutin, les autorités donnaient à chaque personne ayant voté un "ticket" de loterie et des étals installés devant les bureaux de vote offraient des produits alimentaires à des prix bas. AFP 12.11

LVOG - Que voulez-vous, tout le monde n'a pas les moyens de LREM pour réaliser des vidéos pour convaincre le peuple d'aller voter aux élections européennes quand il n'en a pas envie !

Un évènement largement couvert par les médias-oligarques

- A Paris, les anti-Trump fustigent le «bal des vampires» - Libération 11 novembre 2018

- Parallèlement aux commémorations du 11-Novembre, une manifestation anti-Trump s'est tenue à Paris - lemonde.fr 11 novembre 2018

- 1500 personnes réunies pour manifester contre Trump à Paris - - l'express.fr 12 novembre 2018

Etc. etc. etc.

Et il ne manquait personne à l'appel !

- Action des Femmes au passage du convoi de Trump à Paris - Reuters 12 novembre 2018

[On se détend un peu entre deux coups de canon. Etait-ce vraiment une confusion ?](#)

- Quand une vieille dame confond Angela Merkel et Brigitte Macron - LeParisien.fr 11.11

LVOG - On imagine le beau et fringant jeune homme de 40 ans se coucher à côté de sa momie, quand elle a ôté, non, non pas ce à quoi vous pensez, un peu de décence tout de même, cela elle l'enlèvera seulement une fois sous le drap quand la lumière sera éteinte, la couche épaisse de crème et le maquillage qui camouflaient les multiples et profonds sillons qui avaient creusés sa peau dorénavant toute défraîchie, fripée, ravage inexorable dû au temps qui passe et amplifié par un usage excessif de ces expédients miraculeux destinés à paraître éternellement désirable...

Quelle épreuve ! Mais quelle cauchemar il doit endurer chaque soir à l'idée de coucher avec la sosie d'Angela Merkel, je voulais dire dormir, car on ne peut pas l'imaginer se livrer à une autre activité...

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Ma compagne est absente depuis une dizaine de jours parce que les trois enfants de sa fille Kavida sont malades et ont été hospitalisés, elle n'a passé que la journée de dimanche avec moi. Du coup, j'en profite pour travailler davantage, mais bon, à côté de cela je dois me taper toutes les tâches ménagères et le reste, je fais face, comment, en dormant moins ! Et mieux, parce que c'est l'hiver ici, quel bonheur, un peu de fraîcheur, 25°C la nuit, 40°C l'après-midi, je m'en fous, je ne mets pas le nez dehors, je bosse.

Pas d'infos en bref, j'ai mieux à faire, lire ci-dessous.

● [Au format pdf \(5 pages\)](#)

[L'orientation politique que je vous propose.](#)

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

L'oligarchie a confisqué le pouvoir économique alors qu'elle représente moins de 1% de la population du pays, et en faisant élire Macron par une minorité de nantis elle a usurpé le pouvoir politique. Dès lors, eux seuls portent l'entière responsabilité de la situation économique, sociale et politique du pays, des maux qui accablent quotidiennement les travailleurs, de l'atmosphère délétère, de haine, de la violence aveugle qui règne dans la société.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir.

L'orientation politique adoptée par l'oligarchie ne correspond pas seulement à la volonté de ses membres de concentrer toujours plus de richesses ou de pouvoir entre leurs mains, elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie politique qu'ils ont définie de longue date. Après avoir constaté que les contradictions du capitalisme avaient atteint les limites au-delà desquelles leur propre existence et leur domination de classe serait gravement menacée, ils ont conçu que seule l'instauration d'une gouvernance mondiale pourrait garantir leur domination sur toutes les autres classes, un nouvel ordre mondial qui devrait coïncider avec l'établissement d'un régime totalitaire à l'échelle planétaire.

Vous avez pu observer que depuis la création de la Société des nations (SDN) en 1919, puis de l'Organisation des nations unies (ONU) en 1945, de nos jours les dirigeants des puissances occidentales ou les représentants de l'oligarchie, leurs idéologues, font sans cesse référence dans leurs discours à la gouvernance mondiale ou à un nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux à fonder le plus rapidement possible, pour soi-disant sauver le monde de la régression sociale, de la décadence, de la barbarie ou de la guerre auxquels ils seraient promis si aucun changement politique n'intervenait à l'échelle mondiale, alors qu'ils en sont les principaux responsables.

En réalité, leur discours est uniquement destiné à obtenir le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle en leur cachant leurs véritables intentions ou la nature tyrannique du régime qu'ils veulent instaurer, parce qu'ils ne peuvent évidemment pas admettre ouvertement que la tâche historique que le capitalisme avait à accomplir est définitivement terminée, et qu'il doit céder la place à un mode de production et de répartition des richesses qui serait basé uniquement sur les besoins et les aspirations des peuples qui seraient définis et gérés collectivement par ceux qui produisent les richesses ou administrent les services rendus à la société, de sorte que pas un homme ou pas une femme ou un enfant ne serait laissé sur le bas de la route.

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui serons vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

[La guerre, c'est la paix. Parole de l'oligarchie. \(Suite\)](#)

Dans la causerie du 7 novembre 2018, sans savoir qui était à l'origine du Forum de la paix qui s'est tenu à Paris le 11 novembre et qui l'avait financé (Les GAFAs ou l'oligarchie), vous avouerez que j'avais eu le nez fin ou que j'étais au plus près de la réalité tout en vivant à 10.000 kilomètres de la France depuis 22 ans, contrairement à nos dirigeants qui sont soi-disant sur le terrain et qui une fois de plus se sont fourvoyés, en écrivant :

- Depuis le passage à l'impérialisme il y a plus d'un siècle, le pouvoir n'a cessé de glisser des institutions politiques aux institutions financières.

Ce n'est pas place de la République qu'il faut aller manifester contre la politique ultra réactionnaire de Macron ou contre la guerre, car cela ne dérangera pas les bourgeois, mais devant la Bourse, car c'est l'oligarchie qui dicte cette politique et foment les guerres.

Je rajoute ce lundi soir à 22h20 à Pondichéry, qu'on comprend mieux pourquoi les faiseurs de guerre peuvent témoigner une telle audace, une telle arrogance, ils savent qu'ils ne craignent rien. Les marionnettes qu'ils ont mis en place les protègent et le mouvement ouvrier participe à leur fabrique du consentement qui consiste à détourner l'attention des travailleurs de ceux qui détiennent réellement le pouvoir, de sorte qu'ils ne seront pas en mesure de comprendre la situation ou de les identifier pour ensuite les combattre.

S'il faut effectivement concentrer nos attaques contre Macron, comme je l'avais exposé dans une précédente causerie, encore faut-il rappeler sans cesse que sa politique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie définie par l'oligarchie pour instaurer ce qu'ils appellent une gouvernance mondiale, et que cette stratégie ne date ni d'hier ni d'avant-hier... Sinon on ne comprend pas où il veut en venir ou cela peut porter à polémique sur ses intentions dans la tête des travailleurs et des militants qui ne comprennent pas ce qui se passe, alors qu'en réalité les choses sont très claires.

Maintenant je réponds calmement à ceux qui m'écrivent et qui me prennent pour un abruti qui serait déconnecté de la réalité ou qui passent leur temps à me faire des procès d'intention, qu'ils perdent leur temps. Je comprends que cela les rende furieux que les faits me donnent raison une fois de plus, je n'y peux rien, il ne tient qu'à eux et à leurs dirigeants d'en tenir compte, je ne demande pas mieux, car on s'en porterait tous mieux.

Il arrive même parfois qu'on soit tellement en phase avec la réalité qu'on en arrive à avoir des prémonitions qui vont se réaliser, ce dont je suis le premier surpris quand j'en prends conscience. Dans ce cas-là, je me dis que tout est dans l'ordre des choses et que surtout je ne dois rien changer. L'air de rien, cela peut nous rendre des services inestimables dans la vie, quand on est face à une menace qui peut nous être fatale, et assurément le régime qui est en train de se mettre en place en est une, qui en douterait encore ? Surtout n'allez pas croire que j'aurais eu une prémonition avant d'écrire ce que vous allez lire maintenant, il s'agit juste d'un constat.

J'ai une question à vous poser.

Les deux principaux clans de l'oligarchie partagent la même stratégie, c'est entendu, ils veulent instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui ne pourrait être que totalitaire. Maintenant ils ne sont pas d'accords sur la tactique, les moyens ou les rythmes et les délais pour y parvenir. Pour affronter tous les peuples et leur imposer.

Les uns veulent prendre leur temps ou procéder par étapes successives en profitant des opportunités qui existent ou qu'ils peuvent créer de toutes pièces si nécessaire, sans pour autant semer le chaos dans les sociétés ou dans le monde, ils estiment au contraire que cela pourrait être préjudiciable à leur plan ou qu'ils pourraient perdre les avantages qu'ils ont acquis parfois chèrement ou difficilement, au cas où la situation leur échapperait ou tournerait à leur désavantage, ce qu'ils préféreraient éviter pour ne pas s'éloigner de leurs objectifs ou ralentir leur marche en avant.

Les autres se moquent de ce genre de considérations, et estiment que pour briser tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin, pour intégrer le plus rapidement possible la Russie et la Chine dans leur stratégie, il ne faut pas craindre d'en passer par la guerre ou d'user de tous les moyens à leur portée, quitte à semer un climat nauséabond ou de terreur dont ils profiteraient pour gagner la guerre idéologique et psychologique qu'ils mènent contre les masses pour les neutraliser ou les rendre incapables de s'opposer à leur plan.

Les premiers veulent instrumentaliser les illusions des masses, quitte parfois à devoir les affronter, ce qui signifie qu'ils entendent profiter de la lutte des classes en estimant qu'ils peuvent la gagner.

Les seconds veulent leur interdire d'avoir la moindre illusion, ils exigent la capitulation des masses sans condition, tout de suite, brutalement, de sorte qu'ils ignorent la lutte des classes considérant qu'ils l'ont déjà gagnée, elle n'a donc aucune raison de s'exprimer autrement que sous leur drapeau, le faux drapeau que la gauche a adopté s'agissant des masses, tout autre drapeau devant être banni.

On comprend au premier coup d'oeil que si c'est le premier clan de l'oligarchie qui est au pouvoir, on a encore une chance

de participer à la lutte des classes et de la gagner, tandis que si c'est le second qui est au commande notre tâche va singulièrement se compliquer pour ne pas dire qu'elle risque d'être fortement compromise.

On a donc tout intérêt à ce que ce soit le clan de Trump qui soit aux affaires plutôt que celui de ses adversaires, bien que les deux soient nos ennemis.

Cela étant, reste à déterminer quand et comment on les attaque de manière à ne pas favoriser le camp des adversaires de Trump qui est manifestement le plus dangereux dans l'immédiat pour nous, j'espère que tous les lecteurs en ont pris conscience ou alors je me suis mal exprimé. J'ai en quelque sorte tiré les enseignements politiques des attaques hystériques dirigées contre Trump par ses adversaires, ce que n'ont pas fait nos dirigeants, ce qui les amène à se placer au côté de la pire ou la plus dangereuse réaction.

Ce que j'ai dit du clan de Trump ne signifie pas pour autant qu'il n'en passerait pas par une guerre précédée par exemple d'un effondrement de Wall Street. Mais en l'occurrence il s'agirait d'une guerre conventionnelle, d'une crise économique classique et programmée, de sorte qu'on en connaîtrait à l'avance les règles ce qui nous permettrait de mieux les combattre, y compris dans la clandestinité. Vous me direz que ce serait un piètre soulagement après ne pas avoir pu les éviter. Certes, mais nous n'y serions pour rien, il s'agit là d'un simple constat. Je ne fais ici que présenter la situation dans laquelle nous nous retrouverions et rien de plus.

Alors qu'une guerre déclenchée par les psychopathes fanatiques de l'autre camp pourrait prendre la tournure d'un bombardement aveugle de la population civile et des villes fortement peuplées qui feraient un massacre et des destructions indescriptibles ou dont on n'a pas idée, pendant que le fascisme serait instauré dans les pays agresseurs et une guerre civile tout aussi aveugle et meurtrière sévirait, ce qui compromettrait fortement toute forme de résistance ou d'organisation, puisque tous les opposants ou simples résistants fichés par le régime seraient systématiquement exterminés.

Dans les deux cas de figure, la SDN qui rassemblait à peine quelques dizaines de pays n'ayant pas pu éviter la Seconde Guerre mondiale, elle fut remplacée par l'ONU à l'issue de cette seconde guerre en étendant son pouvoir à près de 200 états, soit l'ensemble des pays de la planète, et l'ONU n'ayant pas pu éviter la Troisième Guerre mondiale, elle serait remplacée par une institution internationale détenue par l'oligarchie et l'élite à son service qui aurait pour unique tâche de soumettre l'humanité à sa gouvernance mondiale.

On pourrait se rassurer en se disant que ce n'est pas pour autant que les nations auraient disparu ni le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, ni la lutte des classes. Certes, certes, mais dans la tête des travailleurs de tous les peuples serait dorénavant profondément incrustée, que ceux qui détiennent le pouvoir et gouvernent sont pour ainsi dire devenus invisibles, inaccessibles, et que par conséquent il serait pratiquement impossible de les combattre pour les déloger... Certes, mais rien n'empêcherait de continuer le combat dans le cadre des territoires délimités par les anciennes frontières ou les anciens états, puisque chaque peuple posséderait toujours sa langue et sa culture, son histoire spécifique, pour renverser les représentants de ce gouvernement mondial qui serait installé au sein de je ne sais quelle institution en France, à l'Élysée, à l'Assemblée nationale ou ailleurs. D'où leur acharnement dès à présent à vouloir dénaturer les langues nationales, briser les cultures de tous les peuples et à effacer leur histoire ou à la réécrire sans cesse, avec le concours zélé de la gauche et de l'extrême gauche il faut préciser.

Je pense que chacun devrait bien réfléchir à ces questions déterminantes avant de s'engager dans n'importe quelle action politique, car il est devenu plus facile que jamais de se retrouver embarqué dans le camp de ceux qui ne nous accorderont aucun répit ou le moindre espoir de les vaincre.

Si nous n'avons pas à adopter un camp de l'oligarchie plutôt qu'un autre, nous n'avons surtout pas à favoriser celui qui a juré de nous exterminer le plus rapidement possible par n'importe quel moyen, je pense que cela mérite réflexion, vous ne pensez pas ?

Comme on dit en anglais, we are living on the edge, nous marchons sur le fil du rasoir et c'est très difficile de ne pas tomber d'un côté ou de l'autre. C'est très inconfortable comme position, nous ne l'avons pas choisie, elle nous est imposée par l'histoire de la lutte des classes, relevons ce défi et nous vaincrons !

Je gage que les militants qui sont devenus des opportunistes enragés, et qui autrefois en bolcheviks purs et durs accusaient les autres militants de manquer de mesure, de ne pas voir les nuances de gris qui existaient entre le blanc et le noir, qui les traitaient de gauchistes ou d'extrémistes, etc. etc. nous accuserons de faire ici un mauvais usage de leurs leçons, qu'entre nous, ils n'appliquent pas eux-mêmes, qu'ils ne perdent pas leur temps à m'écrire, je ne me donnerai même pas la peine d'ouvrir leurs courriels.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 21h16 à Pondichéry (Inde du Sud), nous sommes en alerte cyclonique, le cyclone est annoncé pour les coups de 23 h, vent à 125 km/h.

J'ai préparé une grosse causerie, la suite de celle des deux derniers jours, il ne reste plus qu'à la formater et procéder aux dernières corrections et vérifications avant de la mettre en ligne, une heure de boulot environ.

Ce qui est impressionnant, c'est le calme qui précède un cyclone. On a eu de la pluie toute la journée. Hier j'ai profité d'une accalmie pour renforcer mon installation et élaguer un bougainvillée qui passait par dessus la ligne électrique, j'ai fait aussi des provisions ! J'ai pensé à remplir le réservoir de 2000 litres. Par contre, je n'ai pas étayé les bananiers. En 2011, j'étais resté 19 jours sans eau et électricité, mais je louais une maison dans une sorte de lotissement boisé pour VIP. Maintenant j'habite dans un village, c'est différent.

A plus tard ou à demain si on a du courant. Le cyclone peut encore faiblir ou changer de direction, en général il longe la côte, ici on est à 10 kms de la mer à vol d'oiseau.

J'ai bossé toute la journée et je suis crevé, je vais plutôt regarder un film en attendant pour me changer un peu les idées, on actualisera le portail demain matin si tout va bien...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le cyclone ne nous a pas atteint, mais il a causé de gros dégâts plus loin. On a juste eu un gros coup de vent sous les coups de 2h du matin et une pluie diluvienne pendant 24h. Gros nettoyage du jardin. En moins de 5 ans, une toute petite graine a donné des arbres de 7 à 8 mètres de haut (Les flamboyants notamment) ! Ce n'est plus un jardin mais une forêt!

On est resté sans électricité 36 heures, donc je n'ai pas pu travailler. Je ne me suis pas connecté à Internet hier. Le soleil est revenu, temps radieux !

Les deux premières parties de la causerie sont presque exclusivement consacrées à la Première Guerre mondiale, la troisième à l'actualité.

Question à 10 centimes d'euro : Comment expliquez-vous l'hostilité des militants à ce portail ou à son courant politique? Que révèle-t-elle ou quelle en est la signification politique ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement.

● Au format pdf (40 pages)

Première partie.

En guise d'avant-propos.

Cette causerie est volumineuse et très intense par les questions déterminantes qu'elle aborde et auxquelles elle propose des réponses. Le mouvement ouvrier influencé par l'opportunisme, a pris la fâcheuse habitude d'aborder la lutte de classe sous un angle idéologique qui ne permet ni de répondre aux questions que les travailleurs se posent ni de les aider à définir les tâches ou les objectifs qu'ils doivent accomplir ou se fixer, ce qui les a conduit à s'en détourner.

Ma démarche consiste essentiellement à rassembler un certain nombre d'éléments disséminés pour ensuite montrer l'orientation qui s'en dégage, s'agissant de la Première Guerre impérialiste mondiale du XXe siècle qui est l'objet de cette causerie, il ressort qu'elle a été conçue par l'oligarchie anglo-saxonne comme un moyen pour avancer vers l'établissement d'une gouvernance mondiale ou l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire. Ce constat, plus qu'une interprétation, repose sur une multitude de faits et de témoignages de plus en plus nombreux au fur et à mesure que des archives qui jusque là étaient inaccessibles, tombaient dans le domaine public et faisaient l'objet de publications ou d'articles par un certain nombre d'intellectuels ou d'historiens dans le monde.

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucune contradiction entre le discours que je tiens ici et celui que j'ai pu tenir ailleurs dans un autre contexte, quand j'affirme que sans la volonté de l'oligarchie anglo-saxonne que cette guerre ait lieu, il n'y aurait pas eu de guerre mondiale en 1914, autrement dit de facteur subjectif, elle était devenue le facteur objectif rendant cette guerre possible... Que l'existence du capitalisme soit à l'origine des maux qui accablent tous les peuples est un fait établi qu'il n'est nullement question de remettre en cause ou de minimiser, de quelle manière ils surgissent ou se matérialisent en est une autre toute aussi déterminante, qui si on l'ignore, ne permettra pas de le combattre.

La question qui était posée à tous le 11 novembre pour lutter efficacement contre toutes les guerres impérialistes, c'était de démasquer ou de dénoncer ceux qui les fomentaient et qui dictent la politique ultra réactionnaire que Macron applique. Ainsi, on faisait d'une pierre deux coups en dévoilant leurs intentions inavouables et sordides, tout en brisant du même coup leur propagande destinée à justifier cette politique et à y faire adhérer les masses.

Pour expliquer le déclenchement de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, il existe deux interprétations ou versions qui présentent la particularité d'en rejeter la responsabilité sur la fatalité ; fatalité qui conduirait la crise du capitalisme à se transformer inévitablement en un affrontement armé entre puissances impérialistes, fatalité qui porterait au pouvoir un fanatique qui n'hésiterait pas à recourir à la guerre pour étendre son territoire.

On remarquera que ces deux versions sont réductrices, parce que toutes les crises du capitalisme ne se sont pas transformées en krach ou en guerre, qui plus est mondiale. Ensuite, bien des fanatiques ou dictateurs sont parvenus au pouvoir à travers le monde tout au long du XXe siècle sans qu'ils aient agressé les pays voisins.

Cependant elles présentent un avantage indéniable pour leurs auteurs, celui d'évacuer le facteur qui les contredit, la phase qui a précédé cette guerre et qui s'est étendue sur de nombreuses années, de quelle manière elle a été minutieusement préparée dans le plus grand secret des chancelleries, de sorte qu'on peut affirmer preuves ou témoignages à l'appui qu'elle a été savamment planifiée, elle a été décidée au plus haut niveau par un quarteron de banquiers et de dirigeants politiques, de militaires, etc. qui avaient décidé que cette guerre devait avoir lieu pour servir leurs intérêts ou leur stratégie politique à long terme, autrement dit, il n'y eut absolument aucune fatalité dans cette histoire.

Notre combat politique consiste notamment à aider les masses à abandonner les illusions qu'elles ont dans le capitalisme, qui sont le produit de la propagande ou de la version frauduleuse de l'histoire qu'elles ont intégrée dans leur interprétation du déroulement de l'histoire ou de la situation depuis leur plus tendre enfance, et qui va influencer directement tout au long de leur vie sur les rapports qu'elles vont entretenir avec la classe dominante.

La crise du capitalisme ou l'assassinat de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand n'ont pas seulement servi de prétextes pour camoufler les véritables auteurs de cette guerre et la justifier, ils ont surtout servi à neutraliser ceux qui voulaient la combattre. Car enfin, on est impuissant, effrayé, tétanisé face à la fatalité quand elle prend une tournure aussi violente et dramatique. Comment voulez-vous lutter contre la fatalité ? C'est impossible, c'est comme lors du passage d'un cyclone, vous vous terrez chez vous en attendant que cela passe, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes désarmés. Et puis, on ne condamne pas la fatalité, on fait avec, on s'en accommode tant bien que mal en attendant des jours meilleurs, on ne peut pas faire davantage que la subir.

En revanche, si on savait que ce qui devait arriver n'était pas réellement le produit de la fatalité, parce que cela avait été méticuleusement planifié par quelqu'un qui avait décidé de nuire délibérément à nos intérêts, de briser notre vie, de nous réserver un sort atroce juste pour en tirer profit ou accroître son pouvoir, ce n'était plus du tout la même chose, on pouvait trouver la force de résister. Même s'il était désormais trop tard pour éviter de subir cette expérience destructrice et injuste, on pouvait au moins en tirer des leçons pour la suite, car notre vie ne s'arrêtait pas là. On pouvait prendre conscience qu'on était en présence d'un complot ourdi par ceux qui détenaient le pouvoir prêts aux besoins à nous anéantir, de monstres de cruauté qui parlaient de paix pendant qu'ils préparaient la guerre dans notre dos, dès lors nous pouvions décider de ne plus jamais les croire, de rompre avec tout ce qu'ils représentaient sur le plan politique, leurs institutions, avec leur système économique, et de lutter pour leur ôter le pouvoir de nuire à nos intérêts, les terrasser, les vaincre.

Voilà ce que peut ou ce qu'aurait pu se dire les travailleurs qui auraient su la vérité, car cette vérité est terrible pour la classe qui a fomenté cette guerre, et toutes les autres auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont instrumentalisées à un moment ou un autre pour en tirer profit, pas seulement pour accroître leur richesse, mais pour nous imposer une gouvernance mondiale, un pouvoir totalitaire à l'échelle de la planète, puisque tel est leur objectif depuis le début du XXe siècle.

L'oligarchie anglo-saxonne et celle qui s'est ralliée à sa stratégie mondiale, détient de nos jours le pouvoir de déclencher ou non une guerre mondiale, un krach boursier, d'en planifier à l'avance l'intensité et les conséquences sociales, de faire chuter pratiquement n'importe quel gouvernement ou chef d'Etat, de rayer de la carte un pays tout entier, de renvoyer cinquante ans en arrière tout un peuple, d'organiser des campagnes mondiales destinées à briser les cultures de tous les peuples, de fomenter des guerres civiles ou des attentats n'importe où dans le monde avec la complicité des médias qu'elle contrôle, d'acheter les voix des parlements pour qu'ils adoptent sa politique, d'imposer n'importe quel nouveau besoin à la population, d'influencer le mode de vie ou de pensée de peuples entiers, etc. mais surtout elle détient le pouvoir de fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée,

ce dont elle ne se prive pas d'ailleurs, de trafiquer tous les cours en toute impunité, de détourner du fisc des sommes toujours plus colossales dans des paradis fiscaux, de ne pas payer d'impôt en toute légalité, etc.

Je crois que lorsqu'on n'a pas pris la mesure du gigantesque pouvoir qu'elle a acquis, on ne peut pas comprendre grand chose au monde dans lequel on vit, et on peut encore moins comprendre comment on en est arrivé là, dans ces conditions, on sera en très mauvaise posture pour la combattre efficacement, et on n'aura aucune légitimité pour donner des leçons à ceux qui ne partagent pas vos analyses qui finalement ne dépassent pas le stade de l'agitation idéologique stérile, voilà ce que j'ai à dire aux furieux dogmatiques qui vivent encore aux XIXe siècle.

Un jour, un vieux militant m'a dit en guise de reproche, qu'il en avait marre d'entendre parler à tout bout de champ de la crise du capitalisme, cela s'adressait aussi à moi. Au lieu de mal le prendre ou de me dire que j'avais affaire à un crétin qui ne partageait pas mes idées, j'ai essayé de comprendre ce qu'il voulait dire par là, car cette crise existe bel et bien, et j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait raison, de nos jours réduire notre discours à ce facteur est dérisoire.

Il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, quand une crise éclatait, les actionnaires cessaient d'avoir confiance dans la Bourse ou plutôt dans l'économie, et ils retiraient leur argent, tout le système s'effondrait sans que personne ne puisse l'éviter. Depuis, on n'a plus jamais assisté à une telle crise, même en octobre 1929 ce sont les banquiers qui ont donné le coup de sifflet de départ du krach de Wall Street, ils se mirent à vendre en masse, la panique s'en suivit comme s'était prévisible, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? les valeurs des actions à la Bourse de New York s'effondrèrent, et quand elles atteignirent le ras des pâquerettes, ils sifflèrent la fin de la récréation et raflèrent la mise en rachetant des centaines de milliers d'actions qui ne valaient plus que dal, ils venaient de réaliser le hold-up du siècle en un éclair. Cela ne leur suffisait pas. Devenus ainsi plus riches et plus puissants que jamais, ils allaient préparer la Seconde Guerre mondiale, ils venaient de mettre la main sur des pans entiers de l'économie qui leur échappaient encore, de quoi alimenter et financer leur guerre qui leur rapporterait encore plus, ils allaient enfin devenir tout puissants, intouchables, et pourraient dicter leur loi à tous les gouvernements occidentaux dont ils allaient devenir les créanciers pour financer leurs efforts de guerre, en échange ils leur accorderont l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, d'adosser l'économie mondiale au dollar lors des accords de Bretton Woods , etc. etc.

Nos détracteurs sont des idéologues qui interprètent l'histoire ou la lutte des classes en fonction de leurs théories, de leurs dogmes, de leurs croyances qui datent du XIXe siècle, moi je vis au XXIe siècle et je préfère m'en tenir strictement aux faits et à leurs enchaînements tels qu'ils se produisent.

La Première Guerre mondiale du XXe siècle avait été planifiée de longue date par l'oligarchie anglo-saxonne.

A lire absolument.

- HISTOIRE. HISTOIRE CACHÉE : LES ORIGINES DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.
- HISTOIRE. LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE : UN MOYEN DE MAINTENIR LE POUVOIR IMPÉRIAL.

Dans cette causerie on a consacré un troisième article au *Forum de la paix* dont la devise pourrait être : La guerre, c'est la paix, puisqu'ils sont perpétuellement en guerre contre les peuples depuis l'établissement de la paix en 1945. Dans ce triptyque on s'est efforcé de montrer l'implication directe, déterminante de l'oligarchie dans la planification et le financement de la guerre, la collusion permanente qui existe entre l'oligarchie et le parti de l'autre ainsi que les partis corrompus du mouvement ouvrier, ceux d'hier et d'aujourd'hui. Mais surtout, on s'est employé à démonter leur version falsifiée de la Première Guerre mondiale.

L'assassinat le 28 juin 1914 de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand, fut un prétexte, une aubaine pour déclencher cette guerre aux 20 ou 25 millions de morts. L'histoire officielle veut que les autorités françaises et britanniques essayèrent en vain d'éviter cette guerre, mais la réalité fut toute autre. On sait qu'ils y poussèrent, qu'ils s'y préparèrent depuis au moins 1911, voire le tournant du XXe siècle.

Pour aborder ce sujet et éviter bien des confusions, il est bon de rappeler que les différents membres des gouvernements ne partageaient pas forcément les mêmes positions selon qu'ils étaient plus ou moins sous l'influence de l'oligarchie. Et vous observerez que dans tous les cas de figure ou presque, ce furent les positions défendues par l'oligarchie ou ses intérêts qui emportèrent sur ceux des Etats ou des peuples, ce qui était somme toute normal puisque c'était elle qui finançait la guerre, les banquiers seront les seuls véritables bénéficiaires de cette guerre en tant que créanciers des tous les belligérants, et eux seuls renforceront leur pouvoir sur la scène internationale face aux Etats. Enfin vous constaterez que la volonté de l'oligarchie d'instaurer une gouvernance mondiale qu'elle dirigerait, ne l'a jamais quitté depuis un siècle ou plutôt, ce fut cet unique objectif qui guida sa politique. Et dire qu'on le négligea pendant plus d'un demi-siècle, une faillite qui devait en cacher une autre !

1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007

- L'un des secrets les mieux gardés de la guerre de 1914-18 fut qu'au début d'août 1914, quand la Grande-Bretagne déclara la guerre au Reich allemand, le trésor et les finances de l'Empire britannique étaient de fait en faillite. L'examen des véritables

relations financières entre les principaux intérêts en guerre révèle un extraordinaire arrière-plan de crédits secrets associés à des plans détaillés pour réallouer, après la guerre, les matières premières et la richesse matérielle du monde entier et particulièrement les zones de l'Empire ottoman qui étaient réputées receler des réserves pétrolières. (...)

De nouvelles questions se posent depuis que sont devenus accessibles au public les documents internes à la direction du Trésor britannique rédigés par les officiels de l'époque où Lloyd George était le chancelier de l'Échiquier. En janvier 1914, six mois pleins avant le casus belli officiel de Sarajevo, sir George Paish, un officiel de haut rang du Trésor britannique, fut invité par le chancelier à réaliser une étude exhaustive de l'état si crucial des réserves d'or britanniques.

En 1914, l'équivalent-or de la livre sterling était le pilier du système monétaire mondial. En fait, la livre sterling était si bien acceptée dans le monde du commerce et de la finance depuis soixante-quinze ans qu'elle était considérée "as good as gold". En 1914, la livre sterling jouait un rôle comparable à celui du dollar américain avant le 15 août 1971.

Le rapport confidentiel de sir George révèle la pensée de l'époque au plus haut niveau de la City de Londres :

Une autre influence qui attise l'effervescence pour une réforme bancaire a été la puissance bancaire et commerciale grandissante de l'Allemagne et aussi le malaise croissant face au risque que les réserves d'or de Londres puissent faire l'objet d'une ruée juste avant ou au début d'un grand conflit entre les deux pays.

Ce rapport confidentiel fut rédigé plus de six mois avant que l'héritier du trône autrichien ne fût assassiné à Sarajevo.

Paish discute ensuite de sa préoccupation concernant les grandes banques commerciales allemandes que leur sophistication croissante avait conduites à renforcer leurs réserves d'or depuis la crise des Balkans de 1911-12. Sir George prévenait son chancelier que dans les conditions du moment, n'importe quelle ruée sur les banques de Londres, "entraverait sérieusement une nation désireuse de rassembler les capitaux nécessaires à la conduite d'une grande guerre".

Le 22 mai 1914, Basil Blackett, un officiel de haut rang du Trésor britannique, produisit un autre rapport confidentiel adressé à Lloyd George. Ce rapport traitait de "l'effet d'une guerre sur nos réserves d'or". Blackett écrivait :

Il est naturellement impossible de prévoir clairement l'effet d'une guerre européenne généralisée dans laquelle l'essentiel des pays du continent de même que la Grande-Bretagne seraient engagés, laissant seulement New York (en supposant la neutralité des États-Unis) parmi les grands marchés financiers disponibles du monde à partir duquel l'or pourrait être attiré vers les champs de bataille.

Aussi étonnante, au vu de la décision anglaise d'entrer en guerre ce 4 août fatidique, était la lettre de sir George Paish adressée à Lloyd George et datée du samedi 1er août 1914 à deux heures du matin :

Monsieur le Chancelier, cher Monsieur,

Le système de crédit sur lequel les affaires de ce pays reposent est complètement anéanti et il est de la plus haute importance que des mesures soient prises pour réparer ces dommages sans délai ; autrement, nous ne pouvons espérer financer une grande guerre, si à son tout début, nos plus grandes maisons sont forcées à la banqueroute.(2)

Le paiement en espèces (lingots d'or et d'argent) fut promptement suspendu par la Banque d'Angleterre, en s'appuyant sur le Bank Act de 1844. Cette décision plaça de grandes quantités d'or dans les mains de la Banque d'Angleterre, afin que le gouvernement britannique puisse financer le ravitaillement et le matériel approvisionnés pour mener la guerre déclarée peu avant à l'Allemagne. Au lieu d'or, les citoyens britanniques récupérèrent des billets de la Banque d'Angleterre en tant que moyen de paiement légal pour la durée de la période d'urgence. Dès le 4 août, l'establishment financier britannique était prêt pour la guerre.

Mais comme nous allons le voir, l'arme secrète qui devait apparaître plus tard était la relation spéciale qu'entretenait le Trésor de Sa Majesté avec le syndicat bancaire new-yorkais de Morgan.

On évoque pourtant rarement le fait que bien avant 1914, les objectifs stratégiques géopolitiques de la Grande-Bretagne n'impliquaient pas seulement l'écrasement de son grand rival industriel allemand, mais aussi, par le moyen de la conquête, la garantie d'un contrôle britannique incontesté sur ces précieuses ressources pétrolières qui depuis 1919 s'étaient imposées comme la matière première stratégique indispensable au développement économique. Ces ambitions faisaient partie du "Grand Jeu" qui devait mener à la création d'un Empire britannique transfiguré, dont l'hégémonie resterait indiscutée pour le reste du siècle, pilier d'un nouvel ordre mondial mené par la Grande-Bretagne.

L'étude des principaux théâtres de la guerre de 1914-18 révèle à quel point la sécurisation des approvisionnements pétroliers était déjà au centre des préoccupations militaires. Au cours de la guerre, la mobilité des actions militaires avait été prodigieusement accrue grâce au pétrole. Sous le commandement du maréchal von Mackensen, la campagne allemande

de Roumanie avait eu pour objectif prioritaire l'unification, sous l'égide d'un combinat pétrolier unique, – la Steaua Romana (l'Étoile roumaine) –, de toutes les ressources de production pétrolière et des oléoducs auparavant répartis entre Anglais, Hollandais, Français et Roumains. Pendant la guerre, la Roumanie fut la seule source d'approvisionnement garantie pour toutes les forces aériennes, les tanks et les sous-marins allemands.

La campagne britannique des Dardanelles qui se solda par la désastreuse défaite de Gallipoli, avait été entreprise pour sécuriser l'approvisionnement pétrolier en provenance des champs pétrolifères russes de Bakou pour soutenir l'effort de guerre anglo-français.

Le sultan ottoman avait en effet décrété l'embargo sur les navires transportant du pétrole russe via les Dardanelles.

En 1918, les riches champs pétrolifères russes de Bakou situés au bord de la mer Caspienne étaient l'objet d'efforts politiques et militaires intenses de la part de l'Allemagne mais aussi de la Grande-Bretagne qui les occupa préventivement pendant quelques semaines critiques, interdisant ainsi au général allemand Staff l'accès à des ressources pétrolières vitales. Le blocage de Bakou fut le dernier coup décisif contre l'Allemagne qui demanda la paix quelques semaines plus tard, seulement quelques mois après qu'il eut semblé que l'Allemagne avait triomphé des forces alliées. Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique.

Vers la fin de la première guerre mondiale, aucune puissance majeure ne doutait plus de l'importance primordiale de l'approvisionnement pétrolier pour le futur de la sécurité militaire ou économique. À la fin de la guerre, plus de 40 % de la flotte navale anglaise était propulsée au pétrole. En 1914, au début de la guerre, l'armée française disposait de 110 camions, 60 tracteurs et 132 avions. En 1918, quatre ans plus tard, les chiffres étaient de 70 000 camions, 12 000 avions tandis que les Britanniques et dans les derniers mois les Américains, engageaient au combat 105 000 camions et plus de 4 000 avions. L'offensive finale anglo-francoaméricaine sur le front occidental consomma la quantité stupéfiante de 12 000 barils de pétrole par jour.

En décembre 1917, l'approvisionnement français en pétrole était devenu tellement déficient que le général Foch pressa le président Clemenceau d'adresser un appel urgent au président Woodrow Wilson. " Un défaut d'approvisionnement pétrolier causerait la paralysie immédiate de nos armées et pourrait nous forcer à une paix défavorable aux Alliés ". Clemenceau écrivit à Wilson :

La sécurité des Alliés est en jeu. Si les Alliés ne souhaitent pas perdre la guerre, alors, au moment de la grande offensive allemande, ils ne doivent pas laisser la France manquer d'un pétrole qui lui est aussi nécessaire que le sang dans les batailles à venir.

La Standard Oil de Rockefeller répondit à l'appel de Clemenceau en assurant aux forces du maréchal Foch un indispensable approvisionnement en pétrole. Manquant d'un approvisionnement roumain suffisant et interdit d'accès à Bakou, les camions bloqués ne purent acheminer le pétrole vers les forces allemandes qui furent incapables de mener l'offensive finale de 1918, malgré l'accord germano-russe de cessation des hostilités conclu à Brest-Litovsk. (...)

- Vers le début des années 1890, un groupe de l'élite britannique, initialement issu des instituts huppés d'Oxford et de Cambridge, formèrent ce qui devait devenir le réseau politique le plus influent du demi-siècle à venir et au-delà. Ce groupe démentait formellement son existence, mais on peut retrouver ses traces dans les milieux à l'origine d'un nouveau journal impérial, la Table Ronde (The Round Table), fondé en 1910.

Ce groupe pensait qu'un nouveau système d'empire mondial, plus subtil et plus efficace, était nécessaire pour élargir l'hégémonie de la culture anglo-saxonne pour les temps à venir.

Initialement, le groupe de la Table Ronde comme il était quelque fois appelé, était explicitement anti-allemand et pro-empire. En août 1911, trois ans avant que la Grande-Bretagne ne déclare la guerre contre l'Allemagne, Philip Kerr (lord Lothian) qui était un homme influent, écrivait dans La Table Ronde :

Il y a maintenant deux codes de moralité internationale, le britannique ou anglo-saxon et le continental ou allemand. Les deux ne peuvent coexister. Si l'Empire britannique n'est pas assez puissant pour faire prévaloir véritablement des échanges loyaux entre les nations, les standards réactionnaires de la bureaucratie allemande triompheront et ce ne sera qu'une question de temps avant que l'Empire britannique lui-même ne soit la victime d'un hold-up international sur le modèle de l'incident d'Agadir. À moins que le peuple britannique ne soit assez fort pour empêcher des rivaux arriérés de l'attaquer avec une éventuelle chance de succès, ils devront accepter les standards politiques des puissances militaires agressives.

Au lieu d'une occupation militaire coûteuse des colonies de l'Empire britannique, le groupe de la Table Ronde défendait une tolérance plus répressive, appelant à la création d'un " Commonwealth of nations " britannique. Les nations membres se verraient attribuer une illusion d'indépendance, ce qui permettrait à la Grande-Bretagne de réduire les coûts importants des occupations militaires lointaines, d'abord de l'Inde à l'Égypte et ensuite vers l'Afrique et le Moyen-Orient aussi bien. Le terme d'" empire informel " était quelquefois utilisé pour décrire ce changement.

Cette faction émergente était regroupée autour du Times, journal londonien influent, où s'exprimaient des personnalités telles que lord Albert Grey, le secrétaire aux Affaires étrangères, Arnold Toynbee, historien et membre des services secrets britanniques et aussi H. G. Wells, Alfred lord Milner du projet sud-africain et Halford J. Mackinder de la London School of Economics et initiateur d'une nouvelle discipline, la géopolitique. Le laboratoire d'idées principal qui s'était formée dans les couloirs de Versailles en 1919, devint le Royal Institute for International Affairs aussi appelé Chatham House.

L'idée d'une Palestine dominée par les Juifs, dépendante de l'Angleterre pour sa survie problématique, entourée par un groupe balkanisé d'États arabes chameilleurs, était partie prenante du concept de ce groupe promoteur d'un empire britannique renouvelé.

Mackinder intervenant lors de la conférence de paix de Versailles, exposa la vision que son groupe d'influence avait du rôle que devrait jouer un protectorat britannique sur la Palestine dans le cadre du Grand Jeu qu'était la marche britannique vers un empire d'après guerre constitué autour d'une Ligue des Nations façonnée et dominée par la Grande-Bretagne.

Mackinder décrivit aussi le projet palestinien tel que le concevaient en 1919, les meilleurs esprits de l'establishment britannique :

Si l'île-monde [l'Eurasie] doit inévitablement être le siège principal de l'humanité sur ce globe et si l'Arabie en tant que passage terrestre depuis l'Europe vers les Indes et depuis le coeur-de-pays septentrional [l'Asie centrale] vers le coeur-de-pays austral [l'Afrique subsaharienne] reste prépondérante pour l'île-monde, alors la colline-citadelle de Jérusalem jouit d'une position stratégique par rapport aux réalités mondiales qui ne diffère pas essentiellement de sa position idéale dans la perspective médiévale, ou de sa position stratégique entre l'ancienne Babylone et l'Égypte.

- Commentant l'importance particulière implicitement sous-jacente à la proposition que son ami Balfour avait adressée à lord Rothschild en 1917, Mackinder notait :

Le pouvoir national juif en Palestine sera l'un des plus importants résultats de la guerre. C'est un sujet sur lequel nous pouvons à présent nous permettre de dire la vérité... un foyer national au centre physique et historique du monde, devrait donner au Juif un rang ... Il y a ceux qui essaient de distinguer entre la religion juive et la race juive, mais la représentation populaire de leur identité n'est certainement pas complètement fausse. (...)

- Vers 1920, les Britanniques avaient réussi à assurer leur ferme contrôle sur toute l'Afrique australe, y compris la partie située au sud-ouest auparavant allemande, aussi bien que sur les richesses pétrolières nouvellement découvertes de l'ex-Empire ottoman. Ils y étaient arrivés par une présence militaire, des promesses contradictoires et l'établissement d'un protectorat britannique sur la Palestine en tant que nouveau foyer juif. Mais tous les comptes n'étaient pas réglés en 1920 : l'Empire britannique était sorti de la guerre aussi ruiné qu'il y était entré, si ce n'est plus. (1914 – 1918 : le pétrole déjà - Investig'Action 07 septembre 2007 - Extrait du nouveau livre *Pétrole, une guerre d'un siècle* de William Engdahl)

LVOG - Vous ne vous étiez jamais demandé pourquoi les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier partageaient la même version des faits, celle officielle. Je vous propose une explication, à vous d'en faire ce que vous voudrez.

On pourrait nous objecter que nous faisons un procès d'intention aux uns et autres, au parti de l'ordre ou de la réaction, parce qu'il proclame haut et fort qu'il est attaché à la paix, à ceci près que les bonnes intentions n'engagent en rien, exceptés pour ceux qui y prêtent attention ou les prennent pour argent comptant, au mouvement ouvrier parce qu'il tient le même discours. Certes, en dénonçant le parti de la guerre et les marchands de canons. Ils vont même jusqu'à décrire la crise économique qui serait à l'origine de la guerre, à ceci près qu'à aucun moment ils ne démonteront la version officielle (Y compris celle du 11/9, des attentats, etc.), alors que c'est le facteur capital pour comprendre ce qui s'était réellement passé et en tirer des enseignements politiques, de sorte qu'à l'arrivée on aura l'impression que la guerre (et bien d'autres événements dramatiques) aurait été inéluctable ou l'oeuvre de la fatalité qui se serait abattu un jour sur les peuples, d'un malheureux concours de circonstances que personne n'aurait pu prévoir ou éviter, bref, le discours que tient la réaction et qui figure dans les manuels scolaires, un événement au cours duquel les différents acteurs impuissants se seraient résolus à jouer chacun leur rôle de classe malgré eux, de sorte que finalement on en voudra à aucun d'entre eux, parce que personne n'en était vraiment conscient ou responsable et la boucle de l'opportunisme le plus sordide est bouclée.

Au passage, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi on s'acharne à faire la vérité sur le 11 septembre 2001, contrairement à nos dirigeants qui ont adopté en chœur la version de G. W. Bush, ce qui explique d'ailleurs pourquoi ils n'ont rien compris ou si peu à la suite du film...

Parole d'internaute (Les Crises)

1- "La question qui m'est venue est celle de la libre circulation de l'information et le droit de débattre. Chacun a le droit d'exposer ses opinions et ses "théories", mais en accordant aussi la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé.

Il est difficile de dire calmement pourquoi on n'adhère pas à telle ou telle vision ou théorie sans risquer de se faire insulter, d'être injustement accusé de phobies, et de toute sorte de qualificatifs méprisants, accusatoires, rappelant les moments les plus sombres de l'histoire etc..., alors qu'au contraire on souhaite exprimer sa compréhension avec bienveillance, sans haine, dans le respect de l'être humain.

On est, par cette censure qui ne dit pas son nom, réduit à ne pas avoir le droit de ne pas adhérer à une vision et de mettre en lumière ce qui nous apparaît comme des aberrations, sans s'exposer à des accusations haineuses. Pourtant j'ai envie de dire à certains, je ne partage pas votre vision et je m'y opposerai, mais cela ne m'empêche pas de vous aimer."

LVOG - Quelle indécence de dire *je vous aime* à ceux qui professent le totalitarisme et le pratiquent déjà !

La question déterminante n'est pas "*la possibilité à chacun d'exposer et d'étayer un point de vue opposé*", bien que ce soit un préalable pour qu'on puisse exposer le nôtre, mais en l'occurrence il ne faut pas se faire d'illusions, le nôtre n'aurait aucune chance d'être invité à s'exprimer lors d'un débat sur un plateau de télévision ou à la radio à une heure de grande écoute, seules les points de vue compatibles avec l'existence du régime ont le droit de citer, hier c'était la règle, de nos jours moins, le champ s'est réduit à ceux qui font ouvertement allégeance au régime ou qui ont appelé à voter Macron, tous les autres en sont exclus, les pleurnichards qui en appellent à la liberté d'expression qui n'a jamais réellement existé, qui donnent des conseils aux médias-oligarques qui l'étouffent, un comble !

Ce qui est plus important en ce qui nous concerne, c'est la nature sociale ou les intérêts de classe qui s'expriment dans le discours de chaque intervenant, pour montrer quelle est son orientation politique ou faire ressortir les véritables intentions de son auteur, afin de ne pas se faire manipuler par de beaux parleurs et démonter leur démagogie.

Que les représentants de la réaction qualifient d'ennemis ceux qui ne partagent pas leurs "opinions" ou leurs "théories" n'a rien de choquant, cela correspond à l'idée qu'ils ont de la liberté d'expression, mais quand on constate que c'est la même chose au sein du mouvement ouvrier, on est en droit de se demander quelle en est la signification politique.

Je me suis fais cette réflexion en prenant mon repas ce soir en repensant à Breton et à Orwell qui tous deux furent proches un moment du trotskysme avant de rompre avec, Breton avait rencontré Trotsky avec lequel il s'était lié d'amitié, il fut un temps sympathisant de la IVe Internationale (causerie du 18 mars 2017), et Orwell des dirigeants du POUM en Espagne en 1936 qui n'avaient pas l'étoffe de Trotsky. Je me suis dis que si Breton et Orwell avaient manifesté des prédispositions favorables envers la révolution socialisme à aucun moment ils ne rejoindront un parti trotskyste, cela devait probablement provenir de la personnalité de leurs dirigeants...

2- "À gauche pour les réformes «societales» (la lutte contre le cléricanisme) et à droite pour la défense de l'ordre économique existant (faire en sorte que les riches continuent à s'enrichir et ne soient pas obligés de partager avec les pauvres).

Tiens, ça me rappelle quelque chose..."

LVOG - Les classes moyennes ou les petits bourgeois se servent de cet artifice pour négocier les privilèges que la bourgeoisie leur concèderait moyennant leur loyauté indéfectible envers le régime, et les crétiens d'extrême gauche en firent leurs alliés... Et cela continue de nos jours !

[La guerre, c'est la paix. \(Suite -2\)](#)

Ceux qui ont appelé à manifester contre la guerre le 11 novembre ont fait preuve d'un opportunisme sans fond, tant ils sont passés à côté de l'essentiel.

Avant-hier, on révélait que le Forum pour la paix à Paris présidé par Macron et Merkel avait été organisé et financé par l'oligarchie, les GAFA, aujourd'hui, on rappelle que la Première Guerre mondiale coïncida avec l'imposition de l'impôt sur le revenu en France, impôt qui de la poche de l'Etat devait atterrir ensuite progressivement dans celle des banquiers et des capitalistes qui ont été les réels donneurs d'ordre de la boucherie de 14-18.

- L'impôt sur le revenu (...) est mis en place de 1914 à 1916, pour moderniser le système fiscal de l'État, soit plus de 70 ans après son équivalent britannique (1842). Voté le 3 juillet 1914, loi du 15 juillet 1914, la première année d'imposition est l'année 1916, par décret du 15 janvier 1916. En pleine Première Guerre mondiale, il est initialement destiné à financer les efforts de guerre et la reconstruction de la France. (Source : Wikipédia.org)

Chouette, les créanciers, les banquiers qui ont financés les deux camps durant cette guerre vont pouvoir s'enrichir encore davantage, une simple coïncidence.

- Il faut attendre le vote du XVI^e amendement par le Congrès et sa ratification par les États le 3 février 1913 pour qu'enfin l'administration fédérale soit autorisée à lever un impôt sur le revenu permanent. (Source : Wikipédia.org)

Et dans le courant de la même année, le 23 décembre 2013, sera fondée la Fed, encore une coïncidence sans doute. Et quelque mois plus tard débutera la Première Guerre mondiale du XX^e siècle, encore une coïncidence.

Deuxième partie.

Quelques rappels pour illustrer la première partie de cette causerie.

Le 3 décembre 2017

CAUSERIE

Il existe un fil conducteur entre :

- Les banquiers de Hanovre au XVIII^e siècle, dont les Rothschild.
- Leur immigration dans différents pays dont les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France
- Théodore Herzl et son ouvrage l'Etat juif
- La création de la Banque centrale des Pays-Bas
- La création de la Banque d'Angleterre
- Le passage du capitalisme à l'impérialisme
- Les expéditions coloniales ou les guerres de rapine en Afrique
- Le développement de l'automobile et des multiples applications du pétrole dans l'industrie
- La crise du capitalisme au début du XX^e siècle
- L'affaire Dreyfus
- La création de la Fed en 1913, toujours par les mêmes banquiers
- La Première Guerre mondiale
- La balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- La Déclaration de Balfour
- La création de la Société des Nations (SDN) en 1919
- La création de la BRI
- La création du Council on Foreign Relations (CFR) en 1921
- Pacte secret en Ecosse le 28 août 1928 entre les oligarques de la Royal Dutch Shell (Hollandais), de la Standard Oil Cie. (Exxon) (Américain, Rockefeller), et de l'Anglo Persian (BP) (Britannique) pour se partager le marché mondial du pétrole, rejoints plus tard par Mobil, Gulf, Texaco, Chevron.
- La dépression de 1929
- La création des paradis fiscaux
- La montée de Hitler et du nazisme en Allemagne
- Pearl Harbour
- La Deuxième Guerre mondiale
- Accords de Bretton Woods, en 1944 et suprématie du dollar (rattaché à l'or à la place de la livre sterling) sur l'économie mondiale
- Gatt, OMC, Accord général sur le commerce des services (AGCS), Doha
- La fondation du FMI, de la Banque mondiale
- La fondation de l'ONU, de l'Union européenne
- La création d'Israël
- Le coup d'Etat en Iran en 1953, parmi bien d'autres en Afrique et en Amérique latine
- Le club Bilderberg en 1954
- La propagation de la pornographie et de la drogue
- Friedrich von Hayek enseigne l'ultra libéralisme à la London school of economics financée par la fondation Rockefeller, puis à l'université de Chicago
- La fin de la convertibilité du dollar en or en 1971
- La Banque de France passe sous la coupe du marché en 1973.
- La Commission Trilatérale en 1973
- Pinochet au Chili et Videla en Argentine au pouvoir à la même époque.
- Les crises du pétrole des années 70 et 80
- Reagan et Thatcher au pouvoir au milieu des années 80.
- Le développement des ONG et des lobbies écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, altermondialiste, etc.
- L'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie
- Toutes les révolutions dites de couleurs, des fleurs, le Printemps Arabe
- Maastricht en 1992, la BCE et l'euro en 2000.
- Le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui allaient suivre
- La création d'Internet puis des mal nommés réseaux sociaux
- L'élection de Sarkozy et la disparition programmée du parti gaulliste

- L'élection de Hollande et la disparition programmée du PS
- La création de LREM
- L'élection de Macron protégé de Rothschild

Que retrouve-t-on tout au long de ce fil ? Les mêmes banquiers liés aux guerres mondiales, au pétrole, au fascisme, à l'ultra libéralisme et à Israël, à Internet et la boucle du nouvel ordre mondial est bouclée.

Evidemment cela n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou universitaires, dans les ouvrages des historiens, dans la propagande diffusée par les médias détenus par des oligarques, ni même dans la formation dispensée aux militants par les partis ouvriers ou les syndicats.

Partant de là, comment voulez-vous les combattre ? Dès lors que votre argumentation comporte des contrevérités, des contradictions, des incohérences, de graves lacunes, des erreurs manifestes, etc. quelle crédibilité peut avoir votre discours ? Ce qui se passe, c'est qu'un jour où l'autre forcément les militants découvrent qu'on leur a menti ou qu'on les a trompés, et c'est terminé, ils ne veulent pas en entendre davantage et ils ont raison.

La difficulté pour eux d'accéder à la vérité ou de s'en sortir, c'est que l'histoire qu'on leur a racontée ne reflétant pas la réalité, relevait à leur insu davantage de la propagande ou d'une théorie avec laquelle ils ont fini par s'identifier, de telle sorte que s'en séparer est extrêmement difficile, par crainte du vide ou de se faire abuser par d'autres personnes qui semblent également d'une honnêteté irréprochable, mais ne le sont pas forcément.

- Un document exceptionnel : Histoire cachée : les origines secrètes de la Première Guerre mondiale
- Tour d'horizon de « Hidden History », par Gerry Docherty et Jim Macgregor par Antony C. Black
- Mondialisation.ca, 27 novembre 2017

Parmi les nombreux mythes qui embrouillent l'esprit politique moderne, aucun ne corrompt la compréhension ou ne maquille autant les faits historiques que le mythe voulant que les riches et les puissants de ce monde ne conspirent pas.

C'est totalement faux.

Ils conspirent continuellement, couramment, effectivement et diaboliquement, à une échelle qui dépasse l'entendement. Nier cette conspiration, c'est nier des preuves empiriques irréfutables et le bon sens le plus élémentaire.

Il n'en demeure pas moins que pour l'observateur averti du « grand jeu » politique, c'est une source inépuisable d'étonnement que de tomber sur des exemples toujours plus stupéfiants de machinations monstrueuses que les élites riches et puissantes sont capables d'échafauder. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs Docherty et Macgregor, dans un livre qui nous coupe le souffle.

Ainsi, l'histoire officielle et sacralisée des origines de la Première Guerre mondiale, nous disent les auteurs, ne serait qu'un seul et même tissu de mensonges du début à la fin. Plus à propos encore est la thèse des auteurs voulant que – pour paraphraser ce qu'a dit plus tard Churchill, qui occupe d'ailleurs une place de choix dans cet ouvrage – jamais autant de personnes ont été tuées, de façon si injuste, pour assouvir les ambitions et la soif de profit d'un si petit nombre.

En démolissant les nombreuses antiennes à propos des origines de la « Grande Guerre » (y compris la « responsabilité allemande », les « efforts de paix britanniques », la « neutralité de la Belgique » et « l'inévitabilité » de la guerre), Docherty et Macgregor pointent du doigt ceux qui sont vraiment à l'origine du conflit : des impérialistes britanniques formant une cabale plus ou moins secrète, dont les visées politiques pendant une quinzaine d'années consistaient à préparer une guerre européenne afin de détruire le nouveau concurrent commercial, industriel et militaire de la Grande-Bretagne qu'était l'Allemagne.

Pour résumer, Docherty et Macgregor soutiennent que « loin de se diriger aveuglément vers une tragédie mondiale, le monde qui ne se doutait de rien est tombé dans une embuscade tendue par une cabale secrète de bellicistes » qui ne se trouvaient pas à Berlin, mais bien « à Londres ».

J'avoue ici abonder dans le sens de cette thèse, aussi frappante soit-elle, ne serait-ce que pour le principe général. Après tout, il suffit de regarder la réalité politique d'aujourd'hui pour constater que nous nageons en plein délire orwellien. De plus, trente ans de journalisme indépendant m'ont amené non seulement à conclure que ce qu'on nous sert comme « nouvelles » n'a rien à voir avec la réalité, mais aussi que les écrits et les présentations historiques sont aussi bidons qu'un billet de trois dollars. Il faut tout de même que la thèse défendue repose sur un ou deux arguments crédibles. Voyons voir ceux que nous propose « Histoire cachée ».

Les joueurs

Avant de nous lancer tête première dans le vif du sujet, commençons par esquisser le portrait des principaux protagonistes de cette sombre histoire.

Au commencement, il y avait Cecil Rhodes, le premier ministre de la colonie du Cap qui, nous rappellent les auteurs, était « en réalité un opportuniste s'accaparant des terres », dont la fortune a été assurée à parts égales « en réprimant brutalement les habitants locaux et en veillant aux intérêts miniers de la maison des Rothschild ». Apparemment, Rhodes parlait depuis longtemps de créer une « société comme celle des Jésuites » au service des ambitions mondiales de l'Empire britannique. En février 1891, il est passé aux actes en s'adjoignant les services de ses proches associés William Stead, un journaliste bien connu, et Lord Esher, un proche conseiller de la monarchie britannique.

Deux autres personnes se sont jointes peu après au cercle restreint du groupe clandestin : Lord Nathaniel (Natty) Rothschild, de la fameuse dynastie de banquiers britanniques et européens, et Alfred Milner, un érudit administrateur colonial brillant qui deviendra rapidement l'infatigable génie organisateur et maître des cérémonies du groupe.

À ces quatre personnalités centrales se sont joints par la suite Lord Northcliffe, le propriétaire du « Times », qui épaulera Stead dans sa propagande visant à préparer le public britannique à une guerre contre l'Allemagne, Arthur Balfour et Herbert Asquith, deux futurs premiers ministres britanniques qui joueront de leur influence parlementaire, Lord Salisbury et Lord Rosebery, qui apporteront un lot additionnel de connections politiques, et Lord Edward Grey qui aura l'honneur, en sa capacité de ministre britannique des Affaires étrangères en 1914, d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la paix européenne. Le prince Édouard (qui deviendra peu après le roi Édouard VII) était aussi un ajout important qui, malgré son image de séducteur, était en fait un acteur politique astucieux, dont les fréquentes incursions sociales à l'échelle internationale constituaient une couverture idéale pour contribuer à forger, souvent secrètement, des alliances militaires et politiques entre la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique.

Cette garde prétorienne a ensuite étendu ses tentacules à toutes les sphères de la hiérarchie du pouvoir britannique (puis du monde) en recrutant activement dans son « Association of Helpers » toute une myriade de bureaucrates, banquiers, officiers militaires, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires plus bas dans l'échelle, dont bon nombre, il s'est avéré, provenaient des collèges Balliol et All Souls, à Oxford.

Enfin, le légendaire Churchill, gonflé à bloc par sa propre grandiloquence bien lubrifiée avec l'argent des Rothschild, allait finir par occuper la place sacrée qui lui revenait parmi les avides de guerre élus secrètement.

Premières aventures

La première incursion de cette cabale élitiste a eu lieu en Afrique du Sud, avec la fomentation délibérée de la (2e) guerre des Boers (1899-1902). On avait découvert de l'or dans la région du Transvaal en 1886 et les impérialistes britanniques étaient déterminés à s'en emparer. Après un certain nombre de machinations ratées de Rhodes visant à faire tomber les Boers, l'élite secrète a obtenu un as dans son jeu quand Alfred Milner a été nommé haut commissaire de l'Afrique du Sud. Milner a aussitôt saisi le moment, sans passer Go, pour déclencher la guerre, imposer sa tristement célèbre politique de la terre brûlée et exiger une reddition sans condition, faisant ainsi valoir la philosophie martiale générale qui prévaudra plus tard contre l'Allemagne.

Après la défaite des Boers, Milner et ses acolytes (Rhodes est mort pendant les « négociations de paix ») ont rapidement investi les principaux organes de la gouvernance impériale britannique, dont les bureaux responsables des affaires étrangères, des colonies et de la guerre. Arthur Balfour est allé encore plus loin en créant, en 1902, le « Comité pour la défense impériale ». Ce dernier a joué un rôle considérable en court-circuitant presque entièrement le cabinet britannique dans les années, les mois et les jours précédant août 1914. Balfour était en fait l'un des deux seuls membres permanents de cette institution impériale d'importance majeure, l'autre étant Lord Fredrick Roberts, commandant en chef des forces armées et ami proche de Milner. C'est ce même Roberts qui, plus tard, nommera à leurs postes respectifs pendant la Première Guerre mondiale deux suivistes incompetents, Sir John French et Douglas Haig, qui mèneront des combats conduisant au massacre de centaines de milliers de soldats alliés.

L'année 1902 marquait aussi par l'établissement du traité anglo-japonais. La Grande-Bretagne craignait depuis longtemps que son empire en Extrême-Orient passe aux mains de la Russie et cherchait à amener le Japon à faire contrepoids. L'alliance a porté fruit lors du conflit russo-japonais de 1904-1905, au cours duquel la Russie a subi une défaite décisive. Sans jamais perdre de vue l'objectif à long terme (une guerre contre l'Allemagne), Milner et ses acolytes ont changé d'appât adroitement en courtisant aussitôt le czar Nicolas II, ce qui a abouti à la signature de la Convention anglo-russe de 1907. À la même période (1904), la Grande-Bretagne, avec l'aide cruciale d'Édouard VII, a mis fin à près de mille ans d'inimitié avec la France en signant l'Entente cordiale avec son ancien rival.

À la même période (1905), un accord plus ou moins secret a été conclu avec le roi Léopold II, qui autorisait la Belgique à annexer l'État indépendant du Congo. Il s'agissait, à toutes fins utiles, d'une alliance entre la Grande-Bretagne et la Belgique qui, dans la décennie qui a suivi, s'est continuellement approfondie avec la conclusion de nombreux accords militaires bilatéraux (secrets pour la plupart, donc soustraits au regard du Parlement britannique) et de « protocoles d'entente », qui mettaient

sans équivoque l'accent sur le fait que la Belgique formerait une sorte de partie « neutre » dans le conflit à venir avec l'Allemagne.

L'alliance principale était dorénavant chose faite entre la Grande-Bretagne, la Russie, la France et la Belgique. Il ne restait plus qu'à obtenir la fidélité et l'obéissance des colonies britanniques. Pour y parvenir, Milner a organisé la conférence de presse impériale de 1909, qui réunissait une soixantaine de propriétaires de journaux, journalistes et rédacteurs provenant de l'ensemble de l'Empire, qui ont côtoyé 600 autres journalistes, politiciens et militaires britanniques dans une grande orgie de propagande guerrière. Le message martial a été ensuite dûment transmis aux multitudes coloniales inconscientes. Le succès de la conférence était particulièrement visible au Canada où, malgré les divisions extrêmes sur la question, plus de 640 000 soldats canadiens ont été envoyés dans les champs de la mort au nom d'une poignée d'impérialistes britanniques.

La « crise » marocaine Docherty et Macgregor nous rappellent que l'historienne de renom Barbara Tuchman, dans son livre « Août 14 » (« The Guns of August ») qui a reçu le prix Pulitzer, « a précisé très clairement que la Grande-Bretagne était résolue à faire la guerre en 1911 et même avant. » En effet, les préparatifs de guerre étaient en cours depuis au moins 1906.

N'empêche que 1911 marque un tournant, lorsque l'élite secrète a tenté une première fois de déclencher une guerre contre l'Allemagne. Le prétexte était le Maroc. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts coloniaux directs au Maroc, mais la France et l'Allemagne en avaient. C'est alors que la cabale de Londres, avec Edward Grey au poste de ministre des Affaires étrangères, a mis dans le secret des dieux un ministre français clé, Théophile Declasse, ce qui lui a permis de monter ce qui était essentiellement une opération sous fausse bannière à Fez. La France a alors réagi en imposant une armée d'occupation. L'Allemagne s'est contentée de n'envoyer qu'une petite canonnière à Agadir, sauf que l'ensemble de la presse britannique, qui représentait les intérêts de « l'État profond » de la Grande-Bretagne, est tombé dans l'hystérie en condamnant les « menaces allemandes contre les voies maritimes britanniques », etc. Cette étincelle de guerre s'est éteinte à la dernière heure lorsque le premier ministre socialiste de la France (récemment élu), Joseph Caillaux, a entamé des pourparlers de paix avec le Kaiser. La guerre contre l'Allemagne devait donc être reportée.

Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne, sous la direction de ses mandarins de l'ombre (presque toujours sans examen ou approbation du Parlement), poursuivait ses préparatifs de guerre. Par exemple, c'est à cette fin que Churchill, qui avait été nommé premier lord de l'Amirauté britannique en 1911, a redéployé sa flotte atlantique de Gibraltar à la mer du Nord et sa flotte méditerranéenne à Gibraltar. La flotte française a été redéployée simultanément de l'Atlantique à la Méditerranée pour couvrir le retrait de la flotte britannique. Ces manœuvres visaient stratégiquement la flotte allemande en mer du Nord. Les pions se mettaient en place sur l'échiquier.

Plaque désignant une banque comme membre (Source : Wikimedia Commons)

En France, le premier ministre de gauche et partisan de la paix Caillaux a été remplacé en 1913 par l'un des « assistants » des élites britanniques, en la personne de Raymond Poincaré, un germanophobe enragé d'extrême-droite. Poincaré a eu tôt fait de remplacer l'ambassadeur de France en Russie George Louis, qui ne prônait pas la guerre, par le revanchiste Declasse. Pendant ce temps aux États-Unis, la cabale secrète poursuivait ses manigances, surtout par l'intermédiaire de la Pilgrims Society et des maisons Morgan et Rockefeller, afin d'assurer l'élection d'un démocrate inconnu mais malléable, Woodrow Wilson, contre le président Taft, qui était partisan d'une banque centrale sous contrôle public. L'« État profond » anglo-américain a ainsi pu créer la Réserve fédérale américaine, une banque centrale privée qui s'est consacrée dès le départ au financement de la guerre contre l'Allemagne.

L'éperon balkan

Selon Docherty et Macgregor, le conte d'une simplicité trompeuse répété ad nauseam sur les circonstances entourant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, serait aussi douteux que la version officielle de l'assassinat de JFK deux générations plus tard. En effet, les similitudes structurelles entre les deux – de l'absence flagrante de sécurité à la preuve manifeste de complicité de l'État (dans le cas qui nous intéresse, à partir de la Serbie, mais menant directement à Londres) – sont remarquables. L'assassinat a bel et bien causé un effet domino, sauf que les événements qui ont suivi n'étaient pas dus aux bas instincts des gens et à des forces inéluctables hors de tout contrôle humain, mais plutôt aux manigances conspiratrices d'esprits calculateurs.

Ainsi, tout de suite après l'assassinat, l'Autriche-Hongrie a bénéficié d'un soutien international généralisé, car elle était largement perçue comme la partie lésée. Mais les suspects habituels, après avoir aidé à mettre en scène le meurtre, ont réussi à renverser la vapeur de la propagande en défaveur de l'Autriche et de l'Allemagne en recourant à une ruse ingénieuse. Après avoir obtenu secrètement le contenu de la « note », qui énonçait les demandes de l'Autriche (raisonnables dans les circonstances) à l'endroit de la Serbie, la cabale secrète est arrivée à participer directement à la rédaction de la « réplique serbe ». La « réplique » devait bien sûr être inacceptable pour l'Autriche. Au même moment, le président français Poincaré s'est précipité à Moscou pour rassurer le czar et ses généraux que si l'Allemagne allait assumer ses responsabilités conformément à son alliance avec l'Autriche, la France soutiendrait la Russie dans le déclenchement d'une guerre généralisée en Europe. La France savait évidemment que l'Angleterre, ou plutôt sa clique impérialiste élitiste, souhaitait tout autant la guerre. C'est d'ailleurs à ce moment opportun que Grey et Churchill se sont ligüés pour acheter la Anglo-Persian Oil Company, assurant ainsi les approvisionnements pétroliers nécessaires à la marine britannique.

Pendant tout ce temps, le kaiser Guillaume et le chancelier Bethmann étaient les seuls hommes d'État qui aspiraient sincèrement à la paix. Leur diffamation subséquente par des hordes d'historiens pas très propres ont retenti dans les mêmes tons orwelliens que la diabolisation en cours par l'establishment des pays et des particuliers qui résistent à l'empire américain.

Grey gagne son pari

Après avoir attisé les flammes du feu allumé dans les Balkans de façon à ce qu'il embrase toute l'Europe, le ministre des Affaires étrangères britannique Grey et le premier ministre Asquith se sont employés à porter tous les sales coups possibles sur le plan diplomatique pour saboter toute possibilité de paix et rendre la guerre inévitable.

Par exemple, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, a été rassuré à maintes reprises par Grey que la Grande-Bretagne n'était engagée dans aucune négociation secrète qui mènerait à la guerre. C'était évidemment un mensonge éhonté. Le 10 juillet, Grey a fait croire au Parlement que la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre crainte que les événements de Sarajevo conduiraient à une guerre continentale. Au même moment, le premier ministre autrichien Berchtold était trompé de la même manière par les trois gouvernements de l'Entente, qui prétendaient que leur réaction à la « note » n'irait pas plus loin qu'une protestation diplomatique. Sauf que pendant la troisième semaine de juillet, ces mêmes gouvernements ont fait volte-face en disant qu'ils rejetaient entièrement la réponse de l'Autriche.

Le 20 juillet, comme il a été rapporté, le premier ministre français Poincaré s'est rendu à Saint-Petersbourg pour réaffirmer les accords militaires respectifs de la France et de la Russie. Le 25 juillet, Lichnowsky s'est présenté sans être annoncé au ministère des Affaires étrangères britanniques pour relayer l'appel désespéré du gouvernement allemand implorant Grey d'user de son influence pour stopper la mobilisation russe. Ce qui est incroyable, c'est que personne n'était disposé à le recevoir. De toute façon, la Russie avait secrètement commencé à mobiliser ses forces armées le 23 juillet, pendant que Churchill faisait de même le 26 juillet avec la flotte britannique à Spithead.

Bien entendu, rien de ce qui précède ne s'est fait dans le cadre d'un processus démocratique. Pour reprendre les propos de Docherty et Macgregor :

« Pour ce qui était de la population [britannique], rien de fâcheux ne se passait. C'était juste un autre week-end d'été. »

Le 28 juillet, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, même si elle n'était pas en mesure de l'envahir avant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, le ministère des Affaires étrangères britannique commençait à faire circuler des rumeurs voulant que les préparatifs de guerre de l'Allemagne étaient plus avancés que ceux de la France et de la Russie, alors qu'en réalité, c'était exactement le contraire. Les choses se précipitaient dangereusement hors du contrôle de Guillaume.

Le 29, Lichnowsky a de nouveau imploré Grey d'empêcher la mobilisation russe à la frontière de l'Allemagne. Grey a répondu qu'il allait écrire quatre dépêches à Berlin qui, à la lumière des analyses d'après-guerre, n'ont jamais été transmises. Les dépêches ne faisaient partie que d'une mascarade pour faire croire que la Grande-Bretagne (et surtout lui, Grey) faisait tout en son pouvoir pour éviter la guerre. C'est aussi le 29 en soirée que Grey, Asquith, Churchill et Richard Haldane se sont réunis pour discuter de ce qu'Asquith appelait « la prochaine guerre ». Docherty et Macgregor soulignent de nouveau que ces quatre hommes étaient pratiquement les seuls en Grande-Bretagne au courant de la calamité qui s'annonçait, à l'insu des autres membres du Cabinet, des députés du Parlement et des citoyens britanniques. Ils en étaient en fait les architectes.

Le 30, le Kaiser a transmis au czar Nicolas un appel vibrant à une négociation de la prévention des hostilités. Touché par ce plaidoyer, Nicolas a dépêché à Berlin son émissaire personnel, le général Tatishchev, pour négocier la paix. Malheureusement, Tatishchev ne s'est jamais rendu à Berlin, car il a été arrêté et emprisonné cette nuit-là par le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov qui, comme les auteurs l'expliquent de façon convaincante, constituait depuis longtemps un atout dans le jeu de la cabale de Londres. Sous la pression constante des hauts gradés de son armée, Nicolas a fini par céder et a ordonné la mobilisation générale dans l'après-midi du 30 juillet.

L'annonce officielle de la mobilisation russe a sonné le glas à toute possibilité de paix. Se rendant compte qu'elle avait été bernée et qu'elle allait être attaquée sur deux fronts, soit à l'ouest par la France et à l'est par la Russie, l'Allemagne a ordonné la mobilisation générale à son tour le 1er août. C'était la dernière puissance occidentale à le faire, ce qui en dit long. Mais l'Allemagne a commis alors une erreur tactique cruciale après l'annonce de la mobilisation générale, en prononçant une déclaration de guerre officielle et tenue par l'honneur contre la France. Ce faisant, elle sautait à deux pieds dans le piège tendu par Grey et cie, qui n'avaient cessé de manigancer pour que la guerre se déclenche sans être perçus comme en étant les instigateurs officiels.

Mais il restait une dernière carte dans le jeu de Grey, qu'il devait jouer pour amener un cabinet et une Chambre des communes pas très portés à la guerre d'abandonner leur bon sens et de foncer tête première dans une guerre totale paneuropéenne. Tout comme le mythe des « armes de destruction massive » a servi de prétexte à l'agression impérialiste étasunienne, le mythe de la pauvre et inoffensive « Belgique neutre » a servi de porte-étendard aux visées de l'impérialisme britannique.

Le discours qui a scellé le sort de millions de gens

Le 2 août 1914, le premier ministre Asquith a convoqué une réunion du cabinet spéciale pour discuter de la crise (montée de toutes pièces). Bien que les membres du cabinet étaient peu enclins à approuver la participation britannique à une guerre continentale, ils ont tôt fait de subir des pressions et d'obtenir des révélations à propos d'un « ensemble complexe d'obligations [militaires et politiques] qu'on leur avait déjà garanti comme n'étant pas des obligations, [et] qui s'étaient tissées autour d'eux pendant qu'ils dormaient ». Fait crucial, Grey s'est gardé de leur dire que l'ambassadeur allemand Lichnowsky avait, la veille même (1er août), proposé de garantir la neutralité belge. D'ailleurs, la supercherie de Grey n'aurait jamais été connue si le chancelier Bethmann n'avait pas fait état de la proposition au Reichstag le 4 août.

Une fois le cabinet suffisamment confondu, trompé et dupé (Asquith avait déjà donné des ordres de mobilisation à l'armée et à la marine sans que le cabinet ne l'approuve ou ne le sache), il ne restait plus qu'à bernier le Parlement. Ainsi, le 3 août, Sir Edward Grey a pris la parole pour entamer ce qui allait être un panégyrique épique sur les folies de la paix et les vertus de la guerre. L'auditoire n'était pas particulièrement réceptif là non plus, mais le sermon a réussi à gagner en force.

En commençant par dire que la paix en Europe « ne peut être préservée », Grey s'est lancé dans une litanie incroyable de mensonges et de déformation des faits à propos des accords militaires complexes en vigueur depuis longtemps entre l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Grey niait leur existence. Qu'en était-il de l'écheveau complexe des accords diplomatiques? Il n'y avait pas d'accords, pareils enchevêtrements n'existaient pas. Le Parlement était « libre » de voter en pleine conscience, d'exercer son mandat démocratique, tant qu'il ne vote pas en faveur de la paix bien sûr.

Tout ce qui précède n'était que le préambule de la pièce maîtresse du discours de Grey : la neutralité de la Belgique. Cette imposture flagrante n'a été surpassée en duplicité que par l'omission volontaire de Grey de parler au cabinet, puis au Parlement, de la garantie offerte par l'Allemagne concernant le point litigieux qu'était la neutralité de la Belgique. Grey a préféré montrer, pour faire plus d'effet, un télégramme émouvant du roi de Belgique implorant de l'aide au roi Georges. Il ne pouvait y avoir de moment mieux choisi pour qui l'aurait rédigé délibérément pour l'occasion, ce qui était d'ailleurs le cas. Les appels en faveur de la guerre des chefs des partis d'opposition qui ont suivi ce sermon étaient eux aussi prévus. Churchill les avait tous sondés et ralliés à la cause avant la session du jour. Seul Ramsay MacDonald, le chef du Parti travailliste, a nagé à contre-courant de la vague bien orchestrée « d'inévitabilité » qui revenait constamment dans la péroraison martiale de Grey.

La session du jour s'est terminée sans débat. Asquith ne l'avait pas permis, bien que le président de la Chambre l'ait pressé d'autoriser la reprise des travaux en soirée. Entre-temps, Grey a scellé le sort, c.-à-d. la guerre, en lançant un ultimatum à l'Allemagne, la sommant de ne pas envahir la Belgique, tout en sachant que l'invasion avait déjà commencé. Pour reprendre les mots de Docherty et MacGregor, c'était un « coup de maître ». La guerre était dorénavant inévitable. La session du Parlement tenue en soirée a eu beau faire l'objet d'un débat vigoureux et substantiel qui a démoli en grande partie la position de Grey, les jeux étaient faits. Au moment opportun, Arthur Balfour, « ancien premier ministre conservateur et membre du cercle restreint de l'élite secrète, s'est levé, menaçant. Il en avait assez. » Jetant tout le poids de son autorité de magistrat, il a condamné, ridiculisé et rejeté les arguments contre la guerre, les qualifiant de « lie du débat ». La Chambre des communes ayant ainsi été muselée, la dernière chance de paix en Europe était perdue.

Plus ça change...

Ce qui frappe encore et encore en lisant « Histoire cachée », c'est le son de la vérité qui retentit de chaque page, de chaque révélation. Apprendre qu'un groupe si restreint de membres d'une élite, faisant fi de tout contrôle démocratique, puisse sceller le sort – et la mort – de millions de personnes, a de quoi nous révolter. C'est vrai, mais cela ne nous surprend pas, parce que le même phénomène est en train de se produire sous nos propres yeux. En effet, l'état actuel de la « guerre permanente » est ni plus ni moins la condition inconsciente de la modernité même.

Docherty et Macgregor apportent une belle contribution ici. Ils vont beaucoup plus loin que ceux que David Irving a si justement qualifiés « d'historiens de cour », en parlant des historiens prostitués de l'élite et de l'establishment qui reprennent le consensus établi. Docherty et Macgregor nous donnent un aperçu de ce que signifie vraiment écrire l'histoire. S'il y a une leçon – ou plutôt une contre-leçon – à tirer de cet ouvrage, c'est que nous serons condamnés à répéter l'histoire aussi longtemps que nous écouterons ceux qui se consacrent à l'obscurcir et à la fausser, autrement dit, ceux qui nous mentent.

Hidden History: The Secret Origins of the First World War, publié le 17 juillet 2017

Pour vous procurer le livre :

<http://editionsnouvelleterre.com/boutique/home/32-l-histoire-occultee-les-origines-secretes-de-la-premiere-guerre-mondiale-9782918470236.html>

Le 22 mai 2014

CAUSERIE

Maison de Saxe-Cobourg-Gotha

Déjà en 1714 en vertu de l'Acte d'établissement de 1701 interdisant le trône aux catholiques, c'est un prince allemand, l'Électeur de Hanovre Georges-Louis qui avait succédé à la reine Anne qui elle appartenait à la Maison Stuart. Son arrière-petit-fils, Guillaume IV, n'ayant pas eu de postérité survivante et les femmes pouvant régner sur les îles Britanniques, c'est sa nièce Victoria qui lui succède en 1837. En revanche, la loi salique s'appliquant au Hanovre, c'est le frère du roi défunt Ernest-Auguste 1er de Hanovre qui monte sur le trône Hanovrien.

La reine Victoria épousant un cousin allemand, le prince Albert, fils du duc Ernest 1er de Saxe-Cobourg-Gotha, en février 1840, la famille royale anglaise restait une famille d'origine allemande cousinant avec l'Europe entière de la Russie à l'Espagne les monarchies de l'Empire allemand.

La Première Guerre mondiale allait changer les relations familiales des monarques anglais : en 1917, face à une opinion publique de plus en plus germanophobe, le roi Georges V du Royaume-Uni préféra changer le nom de sa dynastie et interdire le trône à tout membre de sa famille qui avait choisi le camp de l'Allemagne. Ainsi, alors que les Saxe-Cobourg-Gotha devenaient Windsor, les cousins Battenberg devinrent-ils Mountbatten quand le duc de Charles-Édouard de Saxe-Cobourg-Gotha resta Allemand. actus.blog.mongenie.com

Partis de Hanovre, les riches banquiers juifs ont essaimé à travers toute l'Europe, rendus maître des Pays-Bas ils ont créé la première banque centrale (privée) du monde, ils ont renouvelé leur exploit un peu plus tard en Grande-Bretagne, pour finir par un coup de génie en créant la Fed aux Etats-Unis un siècle plus tard. L'axe Washington-Londres-Berlin ne tient donc pas vraiment du hasard, pas étonnant non plus si les Pays-Bas peuvent revendiquer le parti d'extrême droite le plus puissant ou si c'est en Allemagne qu'un certain Hitler a pu sévir, et si les mêmes banquiers à Londres et Washington ont financé le régime nazi, ils avaient des origines communes.

On pourrait ajouter que ce n'est pas un hasard non plus si la première fois (en 1918) c'est la couronne britannique qui avait promis la Palestine aux banquiers sionistes, et si c'est l'Allemagne de Hitler financé par les Américains (notamment) qui leur a permis de concrétiser leur rêve d'un "Etat juif" trente ans plus tard. Tout se tient, l'ordre des choses est respecté. Un rappel d'un internaute.

- Son fils le prince Harry il n'y a pas si longtemps était photographié en uniforme nazi. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4170083.stm>

Le 31 juillet 2014

CAUSERIE

Parole d'internaute

A qui profite le crime, qui l'a commandité ?

1- "Jaurès proposait une grève générale dans les usines Schneider Renault Krupp soit les principaux marchands d'armes européens. Le Comité des forges contrôlait par le fric (gérants de la banque de France) les médias, dont les principaux avaient la propagande belliciste, et les politiques qui lui devaient leur carrière et leur siège de députés. C'était donc une fausse république qui a programmé une guerre de classe (En 1906 Clémenceau a redonné un jour de repos /semaine , i.e. les salariés bossaient 7j/7 depuis 1880 soit des conditions de goulag) pour mater le prolétariat et le rançonner car c'est le contribuable qui a payé les armes que l'Etat achetait à Schneider De Wendel Renault , permettant ainsi au comité des forges des profits considérables.

Ces gentlemen ont remis le couvert en programmant la 2e Guerre mondiale et en armant Hitler qui n'avait pas de matières premières. Thyssen a fait l'homme politique Hitler, fabriqué sa notoriété et l'ensemble de la grande industrie internationale et des banques ont participé à la fête. Hitler les a soigneusement disculpé en les dénonçant dans ses discours mais c'était bien eux qui étaient derrière le réarmement allemand."

2- "Je ne sais pas si Jaurès a écrit sur le minerai de fer, talon d'Achille des Allemands puisque l'ensemble des gisements étaient en Alsace Lorraine à portée de canons français. C'était l'autre façon de gagner la guerre rapidement, bombarder et détruire la possibilité de produire des obus. Sachant que les Français bénéficiaient du fer anglais.

A noter que la presse allemande s'est étonnée de ce que les Français n'aient pas penser à cela, ni à détruire le bassin de Briey , plus gros gisement de fer fournissant 90% de la production française. En 1913 De Wendel a vendu 4 millions de tonnes de fer aux allemands. En pleine période d'armement intensif !

On peut vérifier ces affirmations sur gallica, dans la bataille des frontières de Fernand Engerand."

La presse allemande était vendue, comme aujourd'hui la presse en générale dans tous les pays.

De Wendel, tout comme les banquiers et les autres industriels ont fourni les deux camps en capitaux et matériels, ils ont tiré profit de la guerre des deux côtés. Et cela également lors de la Seconde Guerre mondiale ce qu'ignore 99% de la population malheureusement.

Le 3 avril 2018

CAUSERIE

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Et qui finança cette économie de guerre ? Pas l'Etat, il n'en avait pas les moyens ? Qui alors ? Les banquiers anglo-saxons et associés.

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Après on nous raconte que la propagande officielle ne sert à rien... Que valent ceux qui parmi nous débitent ce genre de contrevérités ?

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

14-18 : "On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels" de Investig'Action <https://vimeo.com/99236165>

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c'était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils » (France, Angleterre, Belgique...), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C'était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement. (...)

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatiait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou IIe Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne

soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la IIe Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie exerçait une influence croissante au fur et à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Je rajoute ce 15 novembre 2018 : Il m'est revenu à l'esprit qu'en 1916 l'état major allemand avait demandé aux Britanniques de mettre fin à la guerre, mais ils s'y opposèrent...

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautes... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé [...] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique [...] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle [...] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

- Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité. Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique » (...)

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leurs profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle » — Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui

existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad défile à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.⁵ La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. ⁶

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » ⁷

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). ⁸ Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer

des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lippmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Inquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lippmann publie *Public Opinion*, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippmann, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays... Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse... dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes... qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, *Propaganda*, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érige la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lippmann, des recherches de Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*, 1895), de Wilfred Trotter (*Instincts of the Herd in Peace and War*, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications de libéralisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande...

Notes.

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

<http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda>

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine <http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/> 9 <http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html> 10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

<http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html>

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

<http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/>

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala

<http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/>

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrassement du Nord-Vietnam, (1964).

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "réclame" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient La pub est déclarée ! 1914- 1918, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du Der des ders (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin, Le Journal) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouquieray (1869-1956). "Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans L'or combat pour la victoire, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans On les aura !, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix", relève Didier Daeninckx. Le Monde 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme Le Monde.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

Troisième partie.

Et pour cause : Les chefs de guerre ce sont eux!

- A Paris, un Forum sur la paix où l'on parle peu de la guerre - AFP 12 novembre 2018

AFP - A mi-chemin entre Davos et la COP21, Emmanuel Macron a voulu réunir chefs d'Etat et société civile à l'occasion du Forum de Paris sur la paix. Une initiative plutôt applaudie, qui assume de laisser sur la touche certains conflits actuels.

LVOG - Le Forum sur la paix initié et financé par l'oligarchie (GAFA) ou le Davos de la guerre contre tous les peuples. Qu'ils applaudissent les chefs de guerre, c'est la moindre des choses, surtout quand ils ne parlent que de la paix.

AFP - Dans la grande halle de la Villette, dans le nord de la capitale française, une centaine d'associations ou d'entreprises présentent jusqu'à mardi des initiatives pour améliorer la "gouvernance mondiale".

LVOG - La collaboration de classe est indispensable pour que la gouvernance mondiale se mette en place. A ceci près que ces associations n'ont absolument aucune légitimité pour représenter les peuples qui seraient hostiles à ce qui se tramant dans leur dos ou ce dont ils ignorent.

AFP - "C'est un lien qu'on essaie d'établir depuis 18 mois et là, le président est venu et nous a demandé de quel soutien nous avons besoin. Ce genre de forum a rendu la rencontre possible", se réjouit Angela Yoder-Maina, directrice de Green String Environment, une ONG partenaire du projet.

LVOG - Les candidats à cette imposture se bousculent pour obtenir des financements de l'oligarchie.

AFP - "C'est une double interpellation, à la fois très politique et par les porteurs d'initiatives très concrètes", souligne Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD), partenaire de l'évènement.

LVOG - Qui doutait que c'était une opération politique ?

AFP - Si les chefs d'Etat n'ont passé que quelques heures sur place dimanche, le temps d'écouter Emmanuel Macron et Angela Merkel plaider pour le multilatéralisme, le forum se poursuit autour de plusieurs tables rondes sur des thèmes comme la cybersécurité, l'immigration et la guerre commerciale.

LVOG - Tous les thèmes qui étaient à l'ordre du jour de la dernière réunion annuelle du groupe Bilderberg, sans doute une coïncidence.

AFP - "Arriver à rassembler autant de chefs d'Etat sur une thématique de paix, sur un plan symbolique, dans une période de grande tension, je trouve que c'est important", note Pierre Servent, spécialiste des questions de défense et auteur du livre "Cinquante nuances de guerre".

"Il y a une partie où il y a des beaux discours, de l'affichage qui a du sens mais qui ne débouche sur rien de concret. Mais ensuite il y a des ateliers qui sont utiles pour que les experts se rencontrent et approfondissent des discussions", poursuit-il.

LVOG - L'essentiel, c'est comment va se déployer la machine infernale destinée à fabriquer le consentement des peuples à leur entreprise sordide et criminelle.

AFP - Si le caractère symbolique de la manifestation a été quasi unanimement salué, plusieurs observateurs regrettent que

l'accent n'ait pas été davantage mis sur les conflits en cours.

LVOG - Pure hypocrisie comme on va le voir plus loin.

AFP - "Cela a du sens de se réunir, de discuter des enjeux de la planète et de pouvoir connecter des mondes qui ne se connectent pas facilement. Mais les sujets qui fâchent, le Yémen, la Syrie, les grandes crises humanitaires oubliées ne sont pas à l'ordre du jour", regrette Florent Geel, directeur Afrique pour la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

LVOG - Ce que regrette cet agent de l'oligarchie, c'est que les peuples ne soient pas davantage impliqués dans le soutien à ces guerres, puisque lui il accepte de s'asseoir à la table de ceux qui les ont fomentées et de discutées amicalement avec eux. Il va le confirmer immédiatement.

AFP - "La diplomatie, ce n'est pas simplement des projets, c'est une vision globale. Or aujourd'hui, ce forum n'est pas une étape sur un chemin d'un projet plus politique", dit-il, déplorant notamment l'absence de déclaration finale à l'issue de l'évènement.

LVOG - Il semble ne pas avoir bien compris que ce Forum s'inscrivait dans une perspective déterminée qui n'avait pas vocation à laisser place à différente interprétation politique ou la question de savoir de quelle manière une "vision globale" devrait se concrétiser ne se posait pas, puisque la politique telle que l'a conçue l'oligarchie se réduit à un régime totalitaire ou d'une certaine manière la politique aurait disparu, donc il n'y avait pas de place pour discuter ou négocier un quelconque projet que les participants à cette manifestation étaient priés d'adopter ou de rejeter.

AFP - Un choix assumé par Justin Vaïsse, président de l'évènement.

"Ce n'est pas un forum géopolitique, cela porte sur la gouvernance mondiale, pas sur la culture de la paix ou les efforts diplomatiques. Pour ça, il y a d'autres endroits comme l'ONU. On exclut tous les cas régionaux, on a fait ce choix éditorial", justifie t-il à l'AFP.

LVOG - Justin Vaïsse a lâché le morceau, il s'agissait juste de légitimer la gouvernance mondiale un point c'est tout.

AFP - "On met sur l'agenda des leaders le fait que chaque année, on va parler ici du multilatéralisme, des intérêts collectifs", poursuit-il.

LVOG - Les intérêts collectifs de l'oligarchie. Le multilatéralisme servirait uniquement à dénoncer les brebis galeuses qui résisteraient à l'instauration de cette gouvernance mondiale, de manière à les isoler et à se coaliser pour mieux les combattre ou les renverser.

AFP - "Les populations directement concernées ne sont pas forcément là. Mais le forum est un outil pour remettre la paix à l'honneur, or il y a trop peu d'occasions comme celle-là", concède Pauline Chetcuti, d'Action contre la faim.

LVOG - Que "les populations directement concernées" soient exclues est normal, puisque ce sont elles qu'ils se destinent à soumettre à leur talon de fer. Autrement dit, cette manifestation ainsi que leurs participants n'avaient aucune légitimité.

AFP - Mardi, en clôture du forum, plusieurs projets seront sélectionnés et bénéficieront d'un "accompagnement spécial" jusqu'en 2019, où une nouvelle édition de l'évènement est déjà prévue. AFP12 novembre 2018

En complément.

- Les destructeurs de la Libye, maintenant « pour la Libye » par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 13.11.

www.voltairenet.org/article203879.html

Yémen. Le dernier génocide fomenté avec l'aval de l'ONU.

- L'historien Isa Blumi de l'université de Stockholm écrit : « La guerre contre le Yémen aujourd'hui est un exemple brutal de la façon dont l'expansion des intérêts capitalistes mondiaux détruit les nations. Cela prend d'abord la forme du néo-libéralisme (souvent innocemment qualifié de mondialisation) et ensuite, au moment où commence l'inévitable effondrement structurel du pays ciblé (avec son inévitable résistance populaire qui mine l'ordre politique), on passe à une forme plus directe de violence. La guerre contre le Yémen a pris la forme la plus violente qui soit. Le pays est totalement assiégé dans l'intention évidente de provoquer une famine qui tuera la population résistante. Les pays attaquants, les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et les Émirats arabes unis, avaient prévu de s'emparer des ressources du Yémen, mais leur guerre d'agression piétine. Ils font maintenant les premiers pas pour y mettre fin... »

Entre le printemps 2015 et juillet 2017, la coalition américano-saoudienne a effectué plus de 90 000 raids aériens sur le Yémen. La plupart d'entre eux se sont accompagnés de bombardements extrêmement meurtriers. Faut-il croire que seulement 10 000 civils ont été tués par toutes ces bombes sans compter l'artillerie lourde, les tireurs d'élite et les attentats suicides ?

Ce décompte est organiquement contradictoire avec les opérations de masse mieux rapportées par les médias arabes pendant la guerre. Selon les meilleurs experts militaires, un chiffre oscillant entre 150 et 200 000 civils morts est bien plus vraisemblable...

Le centre de recherche Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), associé à l'Université du Sussex, estime que depuis le début de la guerre saoudienne – en mars 2015 – 70 000 à 80 000 personnes ont été tuées au combat. Cette estimation partielle se fonde sur les décès répertoriés à la suite des combats enregistrés par les observateurs internationaux. En décembre 2017, l'ONG Save the Children a évalué que plus de 50 000 enfants étaient morts de faim et/ou emportés par une épidémie de choléra dévastatrice. La famine n'a fait qu'augmenter depuis lors. D'ici la fin de l'année, 50 000 autres enfants seront morts. Le nombre total de victimes causées par la guerre et le blocus depuis mars 2015 a donc probablement dépassé la barre des 200 000.

Guerre, famine et épidémies ont causé non seulement un nombre énorme de victimes, mais aussi d'immenses destructions : les bombardements des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite ont détruit au moins 421 911 maisons, 930 mosquées, 888 écoles, 327 hôpitaux et infrastructures de santé, ainsi que 38 centres de médias, tout en mettant un terme au fonctionnement de 4 500 écoles et en obligeant plus de 4 millions de personnes à fuir.

Les Saoudiens dépensent environ 200 millions de dollars par jour leur guerre contre le Yémen. La somme qu'ils ont promise cette année à l'ONU pour l'aide humanitaire au Yémen correspond à moins de 5 jours d'engagement militaire, autant dire une mauvaise plaisanterie...

Dans tous les cas de figures, la guerre saoudienne contre le Yémen a échoué. La troisième attaque des Émirats arabes unis contre le port de Hodeïda a été repoussée alors que les attaques des Houthis en Arabie Saoudite se poursuivent et s'intensifient. Leurs forces continuent à améliorer leurs capacités opérationnelles. Il y a quelques jours, ils ont équipé un nouveau missile d'une portée de 150 kilomètres et d'une précision impressionnante de 3 mètres. Après la Syrie, Washington, Tel-Aviv et leurs supplétifs européens subissent – au sud de la péninsule arabique – un nouveau revers cinglant qui était parfaitement prévisible !

En définitive, la scie à métaux saoudienne révèle crûment ce que les observateurs des Proche et Moyen-Orient savent depuis bien longtemps : l'Arabie saoudite est l'une des dictatures les plus effroyables de la planète. Mais elle est protégée par le Pacte du Quincy – signé entre le roi Ibn Séoud et le président américain Franklin Roosevelt le 13 février 1945 : pétrole contre protection... pour 60 ans. En 2005, George W. Bush a renouvelé ce pacte du diable pour 60 nouvelles années sans que ce marchandage ne mérite une seule ligne dans la presse parisienne.

Comme l'écrit encore Isa Blumi : « depuis plus d'un siècle, les Yéménites résistent à une machine capitaliste mondiale qui menace aujourd'hui de tomber en panne. Ironiquement, c'est le Yémen qui a appris aux élites ottomanes les limites du gouvernement moderne. (Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 05-11-2018)

Ils furent Charlie, ils sont Khashoggi!

- Khashoggi, connu pour ses articles critiques envers le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman - Reuters 13.11

La fabrication du consentement fonctionne partout, y compris au sein du mouvement ouvrier, jusque dans les moindres détails ou là où on ne l'attendait pas, ce qui témoigne un machiavélisme consommé.

Par exemple, feu le journaliste saoudien Khashoggi fut présenté complaisamment par les médias dominants et le POID par exemple comme un "opposant", sans qu'on sache précisément à quoi ou pourquoi. Non, on ne vous fournira pas ces explications, car ce titre honorable suffit à imaginer toutes les vertus ou valeurs progressistes ou humanistes qui doivent animer celui ou celle à qui il est décerné, dont on ne mettra pas en doute les bonnes intentions envers les opprimés.

On va donc combler cette regrettable "lacune". Khashoggi était un membre ou un sympathisant de la Confrérie des Frères musulmans comme son ami Erdogan, le monarque du Qatar, les prêcheurs saoudiens ou encore les dirigeants d'Al-Qaïda qui ont fondé une myriade d'organisations criminelles...

Quelques précisions sur cette confrérie politique et son idéologie.

- Les Frères musulmans ne sont pas un groupe religieux, mais une confrérie politique. Ils sont organisés sur le modèle des loges maçonniques européennes que plusieurs de leurs fondateurs ont fréquentées. Leurs membres militent au sein de divers partis politiques publics et groupes jihadistes. La totalité sans exception des chefs jihadistes, d'Oussama Ben Laden à Abou Bakr

al-Baghdadi, sont des membres ou d'anciens membres de la Confrérie.

L'idéologie des Frères musulmans divise les actes en deux : ceux qui, selon elle, sont autorisés par Dieu et ceux qui sont interdits par Lui [4]. Consécutivement, elle divise le monde en deux : les serviteurs et les ennemis de Dieu. Enfin, elle magnifie ceux qui suivent sa conception des actes autorisés par Dieu et encourage à massacrer les autres.

Cette idéologie est professée par les prêcheurs saoudiens (même s'ils condamnent aujourd'hui la Confrérie et lui préfèrent la famille royale), ainsi que par les gouvernements turc et qatari. Elle est non seulement à l'œuvre dans la guerre en Syrie, mais également dans tous les attentats jihadistes commis partout dans le monde. (Syrie : la paix suppose la condamnation internationale de l'idéologie des Frères musulmans - Réseau Voltaire 6 novembre 2018)

Note.

[4] Ma'alim fi tarîq, Sayyid Qutb, 1964. Version française : Jalons sur la route de l'islam, Sayyid Qutb, Ar-Rissala.

LVOG - Les précédents en matière de désinformation pullulent, il en existe au moins un autre concernant les Frères musulmans, dont le siège est à Londres si je ne dis pas de bêtise.

C'est la Confrérie des Frères musulmans qui sera à l'origine des émeutes armées déclenchées à Dehra en Syrie en 1982, et qui seront réprimés par Hafez el-Assad faisant quelque 10.000 morts. La totalité des médias dominants et des dirigeants des puissances impérialistes occidentales, ainsi que l'ensemble du mouvement ouvrier en France, les transformeront en massacres d'innocents civils syriens manifestant pacifiquement commis par un horrible dictateur, dans le but que tous les peuples adhèrent à leur version falsifié des faits, afin d'isoler et affaiblir Assad face à Israël.

Donc le traitement de cet évènement par tous ces braves gens devait servir uniquement à soutenir Israël, donc la politique de l'impérialisme américain dans la région, tandis qu'ils prétendent combattre au côté du peuple palestinien contre l'Etat sioniste !

Il y a cela 36 ans, et au cours des 7 dernières années ils ont reproduit le même discours dans leurs publications, je l'ai lu notamment dans Informations ouvrières avant la scission du POI.

Des lecteurs doivent se demander pourquoi ils falsifient ainsi les faits. Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, je parle des dirigeants corrompus des partis ouvriers qui savent pertinemment ce qu'ils font. Eux, ce ne sont que des vulgaires manipulateurs, des escrocs si vous préférez, tandis que les militants croient sincèrement combattre au côté des exploités et des opprimés sans imaginer un seul instant qu'ils pourraient être victimes d'une épouvantable manipulation destinée uniquement à servir d'autres intérêts ou les intérêts individuels de leurs dirigeants.

Les Frères musulmans et leur horrible idéologie sont l'équivalent des nazis, on a pu largement le vérifier depuis 7 ans avec les multiples massacres d'innocents qu'ils ont commis en Syrie, en Irak, en Libye, etc., hommes, femmes, vieillards, enfants, égorgés, crucifiés, décapités, éventrés, coupés en morceaux, enterrés vivants, jetés du haut d'immeubles, etc. donc confronté à des provocations armées et des assassinats de militaires, de policiers et de manifestants civils pacifiques, n'importe quel gouvernement dans le monde quel que soit le régime en place serait légitime pour les réprimer férocement ou les exterminer, on ne pourrait pas lui reprocher.

Cela ne poserait aucun problème si on s'en tenait strictement aux faits, à la vérité, car personne n'oserait blâmer ces gouvernements de recourir à une telle violence face à de tels barbares ou à une pareille menace de guerre civile, dont les peuples seraient la principale victime, et non ceux qui les gouvernent et qui seraient à l'abri, qui finalement en tireraient profit.

Sauf que lorsqu'on s'écarte des faits et qu'on a caractérisé au préalable de boucher celui qui réprime ces barbares, on ne peut plus lui attribuer la moindre légitimité, on est obligé de déformer les faits encore et encore, quitte à faire le jeu de ces monstres de cruauté. C'est en tout cas le rôle détestable qu'ont décidé d'endosser les dirigeants du mouvement ouvrier, des multirécidivistes en la matière il faut préciser.

J'ignore si vous avez conscience de la signification politique de cet épisode abominable parmi tant d'autres, personnellement, il confirme qu'aucun des partis ouvriers existant de nos jours, aucun de leurs dirigeants ne mérite la moindre confiance ou de diriger le mouvement ouvrier, qui doit être refondé de fond en comble sur des bases saines, des analyses qui correspondent à la réalité.

Et dire qu'il y en a encore parmi nous pour découvrir soudainement que les médias, les gouvernements et les dirigeants du mouvement ouvrier les manipuleraient, incroyable mais vrai, hélas !

On peut comprendre que des dirigeants commettent des erreurs, nous en faisons tous, c'est inévitable, on doit les corriger publiquement dès qu'on en a conscience, et s'excuser auprès des militants et des travailleurs, c'est la moindre des choses. Mais on ne peut pas admettre qu'ils recourent délibérément à de tels procédés pour nous tromper, car le plus grave et qui

est pour le coup inexcusable, c'est qu'ils se servent des militants pour défendre une toute autre cause que celle pour laquelle ils se battent loyalement, si on se laisse aller, on dirait que c'est franchement dégueulasse et mérite une sanction immédiate.

Vous croyez combattre au côté d'un peuple opprimé un tyran, un despote, un boucher, et en fait vous rendez service à Israël qui est un des pires régimes tyranniques de la planète avec les Etats-Unis, cela doit être terrible pour un militant quand il en prend conscience. Nombreux sont ceux qui refusent malheureusement de l'admettre, qui préfèrent ne rien avoir lu ou entendu. Nous leur disons : Réfléchissez bien, prenez le temps de réfléchir tranquillement, l'attitude qui consiste à refuser d'admettre les faits, est le meilleur service que vous pouvez rendre aux imposteurs qui parlent en notre nom, aux exploités et aux oppresseurs des peuples, en quoi cela aurait-il un rapport avec votre engagement politique ou vos convictions ?

Rien ni personne d'honnête ne peut justifier de telles pratiques, alors ne vous compromettez pas en les laissant se perpétuer plus longtemps par votre silence ou votre indifférence, dressez-vous pour vous y opposer et vous grandirez en dignité, vos convictions s'en trouveront renforcées et vous trouverez la force, le courage, les moyens ou la voie pour continuer le combat pour notre juste cause, celle du socialisme.

On ne peut pas lutter à la fois pour la vérité et s'enfoncer toujours plus profondément dans le mensonge ou l'imposture, à un moment donné il faut choisir, c'est une question de vie ou de mort, politique dans un premier temps, le reste suivra si vous ne réagissez pas à temps.

En complément, une réflexion de deux internautes.

1- "C'est pour cela que je n'ai pas cru au « Printemps arabe » en 2011. Cette contestation n'a touché que des régimes républicains (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie), comme l'avait noté le professeur Naba, et aucune pétromonarchie."

2- "Sisi (si je peux dire), les révolutions printanières arabes ont "touché" les pétromonarchies. C'est à dire que des quidams ont cru que leur vie méritait mieux et l'ont fait savoir dans la rue. Au Bahreïn et en Arabie saoudite même. Cela a été écrabouillé dans le sang en deux coups de cuillère à pot et dans le silence forcé de l'Occident. Au Bahreïn personne n'a vu les blindés saoudiens faire irruption, ni les coups de fusil à pompe vers la foule, ni les protestataires ratiboisés. En Arabie on a mis ça sur le compte de l'Iran. Mais comme l'Iran n'offrait pas de support contrairement aux Saoudiens supportant les agités syriens, en quelques dizaines de morts et quartiers rasés cela s'est terminé.

Sans parler de la guerre civile yéménite. Si les Houthis ont remporté des succès au début au point de se présenter comme le gouvernement légitime contre des rebelles pro saoudiens (tiens c'est la vision contraire ici on dit que ce sont eux les rebelles), c'est qu'ils ont eu un support populaire plus large que leur base "communautaire" initiale. Bref partout "la rue" voulait du changement. Mais vous avez parfaitement raison de dire que les "révolutions de couleur" (modélées, organisées et financées de l'extérieur) qu'on a eues les printemps arabes ont fait partie d'un agenda visant à casser les états pseudo-laïcs.

Pour terminer rappelons que le Qatar n'a pas fait qu'employer Al Jazeera mais carrément des forces spéciales."

Dans l'actualité.

Pourquoi s'acharment-ils sur Trump ?

- Près de 57% des Français jugent les mesures protectionnistes du président américain positives pour l'emploi, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro, publié jeudi 8 novembre. franceinfo, 09 novembre 2018

Depuis l'élection de Trump, Wall Street a grimpé de 40%, c'est ce que j'ai lu dans un article de presse...

C'est dans l'ordre des choses !

- Face à Trump, Macron est soutenu à gauche, pas à droite - Le HuffPost 13.11

Garde-à-vous !

- Ferrand demande aux députés de mieux se tenir pendant les QAG - Le HuffPost

Tenue, téléphone, pancartes et encore conversations... Le HuffPost

QAG : Questions au gouvernement. Normal tout le monde se fout de ce que peuvent raconter les ministres, ce sont des pantins, les décisions sont prises ailleurs !

Il n'est ni "vassal" ni "allié", c'est juste un porte-voix du clan le plus radical de l'oligarchie.

- Macron à Trump : «Être allié, ce n'est pas être vassal» - Liberation.fr 14.11

Mission impossible : Dégagez tous !

- Macron reconnaît ne pas avoir réussi "à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants" - AFP 15 novembre 2018

Considérer c'est entendre quand les gens se plaignent, pour les amener dans cette transformation. Mais les respecter", a ajouté M. Macron

Interpellé le 4 octobre à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne) par une retraitée sur sa faible pension, puis par une autre sur la limitation de vitesse à 80km/h, M. Macron avait par exemple cité le général de Gaulle qui disait: "Vous pouvez parler très librement, la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre". "Le pays se tiendrait autrement s'il était comme ça", avait-il ajouté. (Moi, Macron, est-ce que je me plains, non, alors vous devez en faire autant, c'est le seul droit que je vous accorde, quelle prétention exorbitante ! - LVOG)

"Cette réconciliation entre la base et le sommet, je considère que je n'ai pas réussi à le faire, et c'est pour moi au coeur de ce qui m'attend dans les mois à venir (...) C'est un vaste programme, mais il requiert la mobilisation de toute la nation", a conclu M. Macron sur TF1. (Vous avez bien lu, on est bien en présence d'un psychopathe : Toute la nation devrait se mobiliser pour sceller la "réconciliation entre la base et le sommet" qu'il incarne, c'est le discours qui caractérise un despote ! - LVOG)

« Je n'ai pas réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants. Ce divorce, on le voit dans toutes les démocraties occidentales, et il m'inquiète. » AFP 15 novembre 2018

Totalitarisme. La censure, c'est la liberté d'expression.

- Des fonctionnaires français censureront Facebook de l'Intérieur - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

La société Facebook a accepté de faire entrer des fonctionnaires français dans sa cellule de censure, a annoncé le président français, Emmanuel Macron.

Cette annonce a été à l'occasion du Forum international sur la gouvernance de l'Internet, le 12 novembre 2018, à l'Unesco (Paris). La durée de cet engagement est de six mois.

Le fait que la censure du Net puisse être contrôlée par un gouvernement au sein même d'une plateforme pose de multiples questions en matière de libertés publiques.

Facebook France est dirigé par Laurent Solly, ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, puis n°2 de la chaîne de télévision privée TF1. Il est l'époux de Caroline Roux, journaliste vedette de la chaîne de télévision publique France2.

À l'international, le directeur des relations publiques de Facebook est le libéral-démocrate Nick Clegg. Il fut adjoint du Premier ministre britannique David Cameron. Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Appel à la délation.

- Pic de signalements des actes antisémites : Philippe lance l'alerte - Liberation.fr

Dans un post Facebook, le Premier ministre a annoncé vendredi une hausse de 69 % des signalements d'actes et menaces visant les juifs depuis janvier.

- Wauquiez appelle à "combattre sans relâche" l'antisémitisme, alimenté par "la radicalisation islamiste" - AFP

- Injures antisémites: Braun-Pivet (LREM) dénonce "l'absence de coopération" de Twitter - AFP

Comment ils instrumentalisent l'évolution de l'homme et de la société pour briser les cultures qui restent ancrées dans la mémoire des peuples, afin qu'ils adhèrent à la gouvernance mondiale.

Fanatisme, hystérie, individualisme débridé, mégalomanie ou mythomanie aggravée, tyrannie, décadence, perversion,

pornographie, ... et obsession sexuelle assumée.

- Micheline, 75 ans, assistante sociale à la retraite «Ses yeux, ses rides, tout son corps me donne envie d'elle» - Liberation.fr 13.11

«Avec ma nouvelle compagne ? Evidemment qu'on fait l'amour ! J'ai une peau, j'ai une bouche, j'ai des seins, j'ai un sexe et je suis toujours vivante... Liberation.fr 13.11

- Sexe Vieux comme Eros - Liberation.fr 13.11

On peut être senior et épanoui au lit : c'est ce que clame une campagne qui circule sur les réseaux sociaux. Derrière ce kamasutra du troisième âge, Francis Carrier, créateur de la Grey Pride, une association qui met en lumière les vieux LGBT et tous les autres...Liberation.fr 13.11

- Sophie, 61 ans, enseignante en retraite «Je ne me vois pas poursuivre ma vie sans orgasmes» - Liberation.fr 13.11

«Senior, oui, aînée... je n'y suis pas encore, mais il me semble important de lever le tabou sur la sexualité des vieux... Liberation.fr 13.11

- En novembre, on ne s'astique pas le membre - Liberation.fr 09.11

Voilà la seconde édition du dernier challenge masculin en date sur les réseaux, le mouvement No Nut November. L'objectif : ne pas éjaculer pendant un mois. Liberation.fr 09.11

En complément.

- Pédophilie dans l'Eglise : un grand serviteur de l'Etat pour présider la commission indépendante - Liberation.fr 13.11

Annoncée lors de l'assemblée des évêques à Lourdes, la commission indépendante chargée de faire la lumière sur les cas de pédophilie dans l'Eglise sera présidée par Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'Etat.

Des affaires de pédophilie ils en existent bien ailleurs, au PS par exemple, elles ont toutes été étouffées... S'attaquer à la culture et aux croyances des peuples pour mieux briser leur résistance à la gouvernance mondiale, c'est le sens de ce harcèlement permanent contre l'Eglise qui visent les croyants...

Parole d'internaute.

- "Avez-vous remarqué que la seule discrimination dont on ne parle jamais est la discrimination sociale, qui frappe indifféremment selon le sexe, la couleur de la peau ou la religion et ceci pour la simple raison que celui qui l'a subit est né au mauvais endroit ? C'est sans doute parce que de toutes les discriminations c'est la plus implacable que l'on oublie même de défendre ceux qui en sont victimes."

LVOG - Vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Et tous ceux qui mêlent leurs voix aux campagnes contre les discriminations initiées par l'oligarchie ou leurs porte-parole ne font que la soutenir contre ceux qui sont victimes de la discrimination sociale dont elle est à l'origine. C'est leur manière à eux de neutraliser ainsi toute opposition à l'oligarchie.

[Ils osent tout ou la fabrique du consentement tourne à plein régime tout azimut.](#)

- Aung San Suu Kyi déchue du prix d'"ambassadrice de conscience" par Amnesty International - Franceinfo

- L'opposant Navalny empêché de quitter la Russie pour Strasbourg - AFP

Merde, voilà qu'il est arrivé à Strasbourg ! A la place de Poutine, je ne lui permettrais pas de rentrer en Russie !

- A la barre, Serebrennikovsubit la piètre mise en scène du Kremlin - Liberation.fr

- USA/Enquête russe: Whitaker va vérifier s'il doit se récuser - Reuters

- La Corée du Nord a caché des bases de missiles selon une étude américaine, Séoul dément - Le HuffPost

Fake news reproduit par Le HuffPost notamment. La preuve :

- Encore des reportages trompeurs dans les médias étatsuniens par Moon of Alabama – Le 12 novembre 2018 - Article publié par Le Saker Francophone.

Le New York Times ment à ses lecteurs au sujet des actions d'un État pris dans son collimateur...

Il n'y a pas de tromperie nord-coréenne. Le pays a accepté de démanteler un site d'essai de missiles, et non un "site de lancement" opérationnel, et il a accepté un moratoire sur les essais nucléaires et balistiques. Il ne s'est jamais engagé à arrêter la production ou le déploiement de missiles. (...)

Début 2018, Kim Jong-un a de nouveau donné l'ordre publiquement d'accroître la production de missiles balistiques. Ce ne sont pas des paroles en l'air. En juillet 2018, l'expansion d'une usine de missiles connue était visible sur les images satellitaires accessibles au public.

Le magazine Foreign Affairs faisait alors remarquer qu'il s'agissait de mesures légitimes et non de tromperies :

Cette activité ne suggère pas que Kim soit menteur ou qu'il "triche". Il n'a jamais promis de cesser de produire des armes nucléaires ou des missiles balistiques. En fait, bien au contraire. Dans son discours du Nouvel An 2018, Kim a ordonné au "secteur de la recherche sur les armes nucléaires et l'industrie des fusées" de Corée du Nord de "produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques". Il est clair maintenant que Kim tiens ses engagements. Moon of Alabama

- Italie : le M5S en guerre contre les journaux - LePoint.fr

Luigi Di Maio veut punir « les chacals de l'information » qui complotent contre le gouvernement et Berlusconi se transforme en paladin de la liberté de la presse.

- Au Texas, les écoliers vont finalement étudier le parcours de Hillary Clinton - Le HuffPost

Les cinq millions d'élèves des écoles publiques au Texas devraient finalement étudier le parcours de Hillary Clinton, ont rapporté des médias américains, mercredi 14 novembre. Le HuffPost

Un cours sur une barbare...

L'AFP ou la voix du FMI exulte une fois de plus.

- Argentine: le budget d'austérité approuvé, engagement tenu avec le FMI - AFP 15.11

Le parlement argentin a approuvé jeudi le budget 2019 comprenant des coupes drastiques pour revenir à l'équilibre budgétaire, un engagement pris par le gouvernement devant le FMI quand il a négocié un prêt de 56 milliards de dollars pour relancer la troisième économie d'Amérique latine...AFP 15.11

[France. Syndicalisme \(C'est un grand mot !\)](#)

- 3 candidats à la tête de FO pour succéder à Pascal Pavageau - Le HuffPost 06.11 vTrois candidats vont s'affronter à la fin du mois pour succéder à Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière, une première dans l'histoire de ce syndicat, a-t-on appris lundi 5 novembre au soir auprès de la direction.

Patrice Clos, 53 ans, secrétaire national des transports et de la logistique de Force ouvrière, avait été le premier candidat à se déclarer. Par ses prises de position au cours des dernières années, il se rapproche de la ligne dure de FO, comme Pascal Pavageau.

Il affrontera Christian Grolier, 52 ans, secrétaire général de FO Fonction publique, décrit par certaines sources internes comme proche du courant trotskiste au sein de FO, et Yves Veyrier, 60 ans, un membre du bureau confédéral et proche du prédécesseur de Pascal Pavageau, Jean-Claude Mailly.

Une première dans l'histoire de Force ouvrière

Les cadres de FO avaient jusqu'à mardi 6 novembre pour se porter candidats à la tête du troisième syndicat français, sans numéro un depuis la démission de Pascal Pavageau le 17 octobre, moins de six mois après son élection, à la suite de la révélation de l'existence d'un fichier controversé sur ses dirigeants, réalisé par des proches de Pascal Pavageau.

Dans ce fichier, révélé le 10 octobre par Le Canard enchaîné, des cadres de FO étaient affublés de qualificatifs comme "niais", "franc-maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral". La direction de FO a décidé la semaine dernière de porter plainte pour "constitution de fichier".

Depuis la démission de Pascal Pavageau, le Bureau confédéral, composé d'une dizaine de membres, dirige la confédération. L'élection du nouveau secrétaire général de FO est prévue lors de la prochaine réunion du comité confédéral national, le "parlement" du syndicat, le 21 novembre.

Dans l'histoire de FO, qui vient de fêter ses 70 ans, il y a rarement eu plus d'un candidat à la tête du syndicat, mais ils n'ont jamais été plus de deux. En 1989, Marc Blondel (numéro un de FO de 1989 à 2014) l'avait emporté devant Claude Pitous à une courte majorité. Quinze ans plus tard, Jean-Claude Mailly avait également eu un challenger en la personne de Jean-Claude Mallet, qui avait finalement renoncé à se présenter à la dernière minute. Le HuffPost 06.11

- Force ouvrière fait les frais de ses notes - Libération 12 novembre 2018

«Le Parisien» a révélé lundi que certains dirigeants et cadres du syndicat ont dépensé de grosses sommes en hôtels, loyers et avions, tout en touchant d'importants salaires et primes.

Les affaires ne s'arrangent pas pour Force ouvrière. Le syndicat, qui doit élire son nouveau secrétaire confédéral le 21 novembre après la démission de Pascal Pavageau fin octobre, a subi 635 182 euros de pertes en 2017, a révélé lundi Le Parisien. Et ce, alors que la confédération avait enregistré un excédent de 1,1 million d'euros en 2016, selon ses comptes certifiés... Dans ce contexte de turbulences au sommet, le quotidien révèle notamment que certains cadres de FO ont eu recours à des notes de frais dispendieuses au cours des dernières années. L'an passé, les treize membres du bureau confédéral du syndicat ont dépensé, à eux seuls, pour 388 000 euros de frais professionnels en 2017. Soit 29 898 euros en moyenne par tête... Ce qui fait relativement désordre au moment où les comptes de la centrale sont dans le rouge.

Facture. Ici, un cadre qui, en 2015, a présenté une ardoise de 60 440 euros pour un an, dont la moitié dépensée en billets d'avion Air France. Là, huit membres du bureau qui, n'habitant pas Paris, se sont fait rembourser jusqu'à 1 800 euros de loyers par mois dans la capitale. D'autres ont été plus dépensiers en hôtels, louant notamment des chambres dans un deux-étoiles situé à deux pas du siège de FO, le Transcontinental. En 2015, un secrétaire fédéral y a dépensé 7 570 euros.

Parmi les plus dépensiers : Pascal Pavageau lui-même. Il totaliserait, selon les chiffres donnés par le quotidien, 50 836,05 euros de frais en 2017, contre près de 50 000 en 2016 et 33 800 en 2015. Dont quelque 12 000 euros dépensés en loyer. «En 2014-2015 on avait décidé de louer un studio plutôt que de réserver une chambre d'hôtel. Ça revenait moins cher. Donc, on louait un studio à 1 000 euros, ce qui correspond aux frais, se défend un proche du secrétaire démissionnaire. Il faut distinguer les notes de frais de ceux qui sont en campagne des autres, ceux qui restent à leurs bureaux.»

De son côté, Jean-Claude Mailly, son prédécesseur, a présenté une facture de 34 000 euros en 2017, contre 32 000 pour l'année 2016 et 35 000 euros en 2015. Mais l'ancien secrétaire confédéral, en poste jusqu'en avril dernier, aurait surtout touché un salaire de 100 334 euros bruts pour l'ensemble de 2017, soit plus de 8 360 euros bruts par mois. Mailly a également bénéficié d'une copieuse prime de départ à la retraite de 22 792 euros. Quant aux autres dirigeants, ils ont été rémunérés jusqu'à 86 000 euros annuels, primes comprises. Les autres cadres de FO ont aussi fait gonfler la note : cinq d'entre eux ont, en 2017, perçu, hors primes, près de 63 000 euros de salaire brut annuel, soit environ 80 000 avec les primes.

«Ça illustre bien qu'il n'y avait aucune règle sur les notes de frais, constate une source proche de Pascal Pavageau.

Certains voyageaient avec Air France, alors que pour un trajet équivalent il y avait des compagnies moins chères. D'autres voyageaient systématiquement en première classe lorsqu'ils prenaient le train. Mais là où l'écart se creuse surtout, c'est sur les dépenses quotidiennes. Sur les restaurants, par exemple, il y avait des abus. Quant aux salaires, ils étaient soumis à un accord valant convention collective. Et la règle sur l'ancienneté était très favorable à quelques salariés.» Cette même source assure que Pascal Pavageau, conscient de ces excès, avait prévu un «audit interne» des comptes, avant qu'il ne soit poussé à démissionner pour avoir constitué un fichier répertoriant les cadres du syndicat.

«Farfelu». Ce que le démissionnaire n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler dans sa lettre de démission, le 17 octobre. «C'est la première chose que vous avez cherché à m'imposer d'arrêter», écrivait-il, alors, laissant entendre que ce contrôle pouvait être source de craintes pour certains. Depuis, cet audit externe a été remplacé par un «état financier» réalisé en interne, sur décision du trésorier. Un changement qui n'a pas manqué d'alimenter de nombreuses rumeurs au siège de la Confédération, notamment sur la répartition des enveloppes financières entre les différentes fédérations et structures du syndicat.

«Ce n'est pas la réalité de la pratique», a réagi un membre de la direction interrogé par l'AFP à propos de ces notes de frais. «Il y a énormément de choses farfelues», a assuré un autre, avant de se refuser à tout commentaire. Il faut dire qu'après les révélations sur le «fichage» des cadres, cette nouvelle information - boule puante, dirons certains - tombe mal, à quelques jours des élections professionnelles pour les fonctionnaires. Or, «un des grands lieux d'implantation de FO, c'est la fonction publique», note Guy Groux, directeur de recherche associé au Cevipof. Avec des répercussions possibles dans les urnes ? «Sur place, les salariés ne confondent pas forcément leurs délégués syndicaux avec les têtes du syndicat. Il y a une logique de vote de proximité, on vote pour celui qui fait bien son boulot d'élu, observe le sociologue. Si FO peut conserver ses électeurs les plus fidèles, cela risque en revanche de neutraliser sa capacité à élargir son électorat.»

«Pour le syndicalisme c'est jamais bon qu'une organisation syndicale s'enfonce dans la crise avec un déballage comme celui auquel on assiste aujourd'hui», a commenté Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT. Tout en assurant que son syndicat a, de son côté, «des comptes certifiés», «mesurables», avec «des règles en termes de note de frais».

Même discours du côté de la ministre du Travail Muriel Pénicaud : «Il est important de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain et confondre tout le mouvement syndical avec quelques dérives éventuelles.» Libération 12 novembre 2018

Surtout quand ensuite l'Etat ou le patronat les recyclent, on comprend !

Ben voilà, vous voyez, j'ai raté ma vocation et je me retrouve avec une retraite de 430 euros ! Je déconne, je ne les envie pas, bien au contraire.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié une erreur de formatage de la causerie d'octobre en pdf.

Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Elle aurait dû être publiée depuis plusieurs jours, mais en raison de pluies torrentielles et de longues coupures d'électricité dont une de 36 heures, ce fut impossible. Et puis de nouveaux documents sont apparus sur le Net qu'il a fallu traiter rapidement, dont l'éditorial de la Tribune des travailleurs. Au décomposé qui me harcèle depuis des années, inutile de m'écrire monsieur Coquéma, votre courriel ira rejoindre votre courant politique directement dans la poubelle.

Elle a été réalisée par petits bouts auxquels j'ai dû rajouter une très longue partie hier après-midi, du coup elle est un peu bordélique, mais on peut facilement s'y retrouver.

Les idées de la classe dominante étant manifestement devenues omniprésentes au sein du mouvement ouvrier, plus particulièrement chez ceux qui tiennent en apparence un discours radical, et qui par conséquent s'avèrent être les agents les plus zélés de la pire réaction, les ultra néoconservateurs, on n'a pas cessé de l'illustrer à de multiples occasions dans ces causeries tout au long de ces dernières années, cela étant, je ne doute pas un instant qu'ils ne se donneront pas la peine d'essayer de comprendre ma position et la condamneront sans appel, comme d'habitude, ce qui me laisse par avance totalement indifférent, dès lors qu'ils demeureront incapables de démonter mon argumentation ou de démontrer qu'elle reposait sur des bases erronées.

Il faut qu'ils sachent que contrairement à eux je n'ai pas besoin de prétextes bidons ou de seconde main pour me faire passer pour un militant de gauche ou d'extrême gauche ou encore pour avoir bonne conscience. Je constate, non sans effroi mais sans réelle surprise, que notre interprétation de la situation et du monde est incompatible dans l'état actuel des choses, et que nous ne partageons ni les mêmes principes ni la même conception de la lutte de classe, et que nos intentions ainsi que nos objectifs politiques divergent au point que toute discussion entre nous semble compromise d'avance. A vous de démontrer le contraire, ce que j'accueillerais avec enthousiasme pour n'avoir jamais été animé de mauvaises intentions envers qui que ce soit, bien au contraire.

Mon isolement politique, dont certains se réjouissent et sont assez vils pour me faire savoir, n'a absolument aucune influence sur mon comportement ou mes idées comme vous avez pu le constater, vous admettez que c'est relativement facile de se corrompre ou de se renier pour se faire des amis en politique, pour rejoindre le panier de crabes des opportunistes en réalité, il témoigne selon moi de l'état de déchéance extrême atteint par le mouvement ouvrier qui a délibérément tourné le dos à la classe ouvrière et au socialisme. Permettez-moi de demeurer à ses côtés et de continuer de le défendre quoi qu'il arrive.

Si j'avais un seul conseil à vous donner, aux jeunes militants surtout, c'est de vous méfiez comme de la peste de ceux qui ont failli pendant plus d'un demi-siècle à défendre notre cause et qui nous ont conduits où nous en sommes, et qui osent se poser en donneurs de leçons, vous savez, ceux qui se prétendent vertueux, ce sont les pires démagogues qui soient. J'en ai fait parti hélas autrefois, j'en suis revenu par chance, si ma modeste contribution qui comporte bien des insuffisances, j'en ai parfaitement conscience, peut contribuer à démêler l'extrême confusion dans laquelle s'est embourbée le mouvement ouvrier, elle n'aura pas été inutile.

Il y a une chose que j'ai oublié de préciser dans le résumé de cette causerie que vous lirez plus loin.

En imaginant que nous disposions d'un parti, notre participation à cette mobilisation contre Macron et l'oligarchie, contre le régime, n'avait pas pour objectif de le faire reculer ou abandonner son projet de nouvelles taxes sur les carburants et je ne sais quoi, ni de le chasser du pouvoir, encore moins de renverser la Ve République, mais juste d'aller à la rencontre de milliers et milliers de travailleurs, de prendre de nombreux contacts, de leur proposer notre politique, de leur faire connaître, juste pour qu'ils prennent conscience qu'il existait dans ce pays un courant politique différent des autres qui porte un idéal qu'ils ont tous un jour partagé et qu'il s'agit de faire renaître pour qu'il se réalise un jour.

Ni résignation, ni gauchisme, ni démagogie ou opportunisme dans cette démarche, juste la prise en compte de la situation, juste ce que les travailleurs attendaient ou étaient en droit d'espérer, qu'ils ignoraient parfois, sans les abreuver d'illusions d'aucune sorte, sans leur raconter des histoires, sans faux espoirs, la réalité brute de décoffrage comme dirait un maçon, méthode en tous points fidèle au marxisme ou tout du moins à ma conception du marxisme. Nous nous en tenons aux besoins et aspirations des travailleurs dont la satisfaction ou la réalisation ne peut coïncider qu'avec un changement de régime, la liquidation du capitalisme. Nous ne leur proposons pas de participer aux campagnes identitaires ou aux opérations montées par l'oligarchie ou l'Otan et soutenues par l'UE, car ce n'est pas la réaction qui décide quelle tactique nous devons adopter ou comment nous devons mener notre lutte de classe, au contraire nous combattons farouchement ces entreprises destinées uniquement à nous diviser, à briser la résistance de la classe ouvrière et des classes moyennes...

Je ne vous propose pas autre chose, je n'ai rien de mieux à vous offrir, désolé. Mais c'est déjà énorme, si partant de cette base parfaitement saine on pouvait recruter un à un des centaines puis des milliers de militants pour construire un véritable parti révolutionnaire, non ?

● Au format pdf (40 pages)

Première partie.

Le 17 novembre fut l'expression de la faillite du mouvement ouvrier pour ne pas dire son enterrement.

Tous ceux qui ont participé ou ont soutenu au cours des dernières décennies (en fait depuis les années 70-80) à toutes les campagnes identitaires initiées ou instrumentalisées par l'oligarchie et ses médias ou toutes les opérations montées par elle (à l'échelle mondiale), dont la dernière en date fut celle parrainée par l'Otan du flot d'esclaves se déversant sur l'Europe, en partagent la responsabilité.

A aucun moment ils n'ont pris conscience de la nature réactionnaire de ces campagnes ou opérations prétendument à caractère progressiste ou humaniste, qui auront été des instruments conçus pour broyer le mouvement ouvrier, achever de le disloquer, le couper de la classe ouvrière et des classes moyennes pour finalement servir uniquement l'agenda de l'oligarchie. Ce sont les mêmes dirigeants, partis ou syndicats qui y ont participé à des degrés divers, qui ont refusé de prendre la direction de la mobilisation du 17 novembre sous le faux prétexte que l'extrême droite y appelait pour sauver les apparences, en vain, chacun sait qu'ils sont tous corrompus.

Bien entendu, l'analyse que je vous propose tranche singulièrement (pour la énième fois) avec celles que j'ai pu lire ailleurs, croyez bien que je n'y suis pour rien, car j'aurais préféré de loin qu'il en fût autrement.

J'en suis même arrivé à me demander comment cela était-il possible que tant d'analyses soient ainsi produites, et que je me retrouve finalement dans aucune d'entre elles, pour y avoir détecté d'énormes lacunes ou contradictions à côté desquelles leurs auteurs étaient passés apparemment, à moins qu'ils ne s'en soucient guère ou qu'ils les entretiennent, parce qu'elles font partie depuis longtemps de leur seconde nature, inavouable bien entendu.

A mon modeste niveau sur le plan politique, je me livre en quelque sorte au même travail que monsieur Meyssan sur le plan géopolitique ; Je rassemble des matériaux éparpillés ici ou là, qui une fois réunis permettent de mieux comprendre un événement ou la situation, son orientation. Chacun croit posséder la vérité, alors qu'il n'en possède qu'un tout petit bout, c'est là qu'il faut rechercher l'origine de la plupart des polémiques qui animent le mouvement ouvrier et de l'extrême confusion dans laquelle nous baignons.

A cela vient s'ajouter que les dirigeants qui parlent en notre nom n'ont manifestement pas à l'esprit tous les facteurs et rapports qui composent la situation. Ils n'ont pas non plus assimilé suffisamment les enseignements du marxisme ou si peu compte tenu de l'usage médiocre qu'ils en font, du coup, ils ne rivalisent pas en imagination pour faire avancer notre cause, mais uniquement pour mettre en valeur leur indigence ou faillite intellectuelle avec laquelle se confond leur personnalité et leurs intérêts individuels. Il ne leur servirait à rien non plus de prendre le recul parfois nécessaire ou de se laisser le temps pour réfléchir tranquillement à une question particulièrement délicate ou compliquée, puisqu'ils possédaient déjà la réponse avant même qu'elle ne se pose. Quant aux transformations de la société, elles ne peuvent en rien nourrir leur imagination, puisqu'ils s'en servent uniquement pour justifier leur théorie, leur dogme.

J'en suis arrivé à cette conclusion navrante qui quelque part me dépasse, je veux dire par là, de quel droit je me permets de la formuler, sinon qu'apparemment je pense ou je réfléchis davantage que tous ces dirigeants réunis, prétention qui me choque terriblement, mais que voulez-vous que je vous dise.

Remarquez bien que je n'ai fait que les écouter ou les lire ou observer leur comportement, prendre connaissance de leurs positions, je n'ai même pas cherché à les interpréter ou seulement après coup pour les caractériser car c'est indispensable. Il suffisait simplement d'énoncer leurs prises de position sur une multitude de sujets au fil du temps, disons depuis les années 40, de suivre les rapports qu'ils avaient tissés avec tel ou tel facteur politique, pour comprendre que leur orientation politique ne correspondait pas du tout à l'objectif pour lequel ils prétendaient combattre.

J'en suis arrivé à la conviction que de jeunes militants ouvriers sincères et honnêtes, ils sont tous devenus au fil du temps et plus ou moins rapidement, ce qui signifie qu'ils en avaient parfaitement pris conscience, des imposteurs, des ennemis de notre cause et non pas seulement des adversaires, car on combat loyalement un adversaire, pas un ennemi contre lequel tous les coups sont permis, or c'est exactement ce qu'ils ont fait pour éliminer les dirigeants, cadres ou militants qui se dressaient sur leur chemin, on regorge de témoignages accablants qui le prouvent. Il n'est pas étonnant que les militants se réclamant du trotskysme se comportent de cette manière avec moi et j'imagine tous les militants qui ne partagent pas leurs idées foireuses ou nauséabondes.

Malheureusement je dispose de peu de documents pour mener à bien mon travail d'analyse, je fais donc avec ce que je trouve sur le Net. Je ne me focalise pas sur un événement en particulier pour tirer des conclusions, non, ma méthode consiste à observer quelle attitude ont adopté les uns et les autres au cours d'une multitude d'événements couvrant une période d'un demi-siècle ou davantage, ce qui permet de suivre leur évolution, mais surtout de faire ressortir les aspects communs ou permanents, les liens qui s'en dégagent, qui traduisaient ou trahissaient la nature de leurs véritables intentions ou d'en cerner la signification politique.

Pour aborder cette journée du 17 novembre, nous allons partir des faits, de leurs déclarations, celles dont j'ai eu connaissance. Ils ont tous déserté à cette occasion, on est bien d'accord, aucun n'a voulu se mouiller, tout au plus certains l'ont soutenu du bout des lèvres du haut de leur suffisance, d'autres y ont participé discrètement, hypocritement serait-il plus juste de dire.

Tous ont laissé ces centaines de milliers de travailleurs et jeunes face aux forces de l'ordre qui avaient ordre de réprimer brutalement toute tentative de blocage, face aux éléments d'extrême gauche, face à des provocateurs, bref, le mouvement ouvrier dans sa totalité a été en dessous de tout, ce qui confirme au passage l'analyse qu'on en a déjà fait. Nos dirigeants sont responsables des graves incidents qui ont eu lieu, des morts et des centaines de blessés.

Tout avait été programmé dès le premier jour pour que les choses se déroulent ainsi, et ils ont laissé faire, voilà la vérité. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on les épargne, qu'on leur trouve des circonstances atténuantes, il n'en existe pas, ils ont montré à l'ensemble des travailleurs et des militants leur véritable nature contre-révolutionnaire. Nous y reviendrons en détail plus loin.

Soyez intègre, mais pas intégriste !

Apparemment c'est beaucoup trop demander, de ne pas verser dans le sectarisme, l'opportunisme ou le gauchisme, les uns et les autres viennent d'en faire une démonstration magistrale le 17 novembre, on leur dit bravo et merci, si, si sincèrement, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

La manière dont cette journée a été traitée avant et après est un modèle du genre ô combien révélateur du rôle joué par les médias et le mouvement ouvrier.

Les médias dominants se sont partagés les rôles comme d'habitude, entre ceux qui condamnaient cet appel et ceux qui devaient afficher hypocritement leur neutralité, mais qui en réalité allèrent beaucoup plus loin en portant littéralement cet appel à manifester contre Macron, ce qui aurait dû alerter tout militant ayant développé un minimum d'esprit critique, en vain.

Sans chercher à savoir à ce stade qui se trouvait derrière cet appel, je me suis naturellement demandé pourquoi les médias s'employaient-ils à le populariser. Curieusement on aurait dit qu'ils voulaient à tous prix le faire connaître jusque dans les bourgs les plus reculés du pays, là où il n'arriverait jamais. Voilà comment un appel qui était destiné à demeurer ignoré de l'immense majorité de la population, allait soudainement se transformer en un appel national à manifester contre Macron par la grâce des médias qui l'avaient porté au pouvoir et le soutenait quotidiennement, incroyable, n'est-ce pas ?

A partir de là devaient surgir une multitude de questions, sauf chez les crétins de gauchistes qui se jetteront avidement dans ce piège tendu par nos ennemis, qui comme d'habitude oublieront de conserver à l'esprit le fil du déroulement des événements, sans lequel on ne pouvait pas comprendre ce qui se tramait ou pourquoi les médias faisaient complaisamment la promotion de cet appel, quant aux sectaires et aux opportunistes au sein du mouvement ouvrier, ils le saisiront en cours de route, comme d'habitude aussi, et en arriveront à des conclusions opposées toutes aussi erronées.

L'engouement des médias pour un appel à manifester contre Macron était plus que douteux, c'est un euphémisme, en réalité et venons-en à leurs réelles motivations, ils savaient que son contenu pouvait brasser une population très large allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, et qu'ils pourraient l'instrumentaliser utilement en recourant à l'amalgame scélérat rouge-brun qui desservirait à la fois RN et LFI au profit de LREM. Ils pouvaient d'autant plus s'en servir ouvertement, qu'ils savaient à quel point le mouvement ouvrier était corrompu ou que la faillite, l'incurie politique de ses dirigeants les rendrait inapte à adopter une position correcte et à prendre la direction de cette mobilisation qu'ils bouderaient ou qu'ils condamneraient, ce qui se passa effectivement, ce qui les éloignerait un peu plus des masses qui se sentaient concernés par cet appel, au final cette opération fut un succès total, et dans la foulée le Premier ministre annonça qu'il ne céderait rien, normal.

Il faut préciser ici, que nous n'aurions pas pu venir à bout de notre analyse si nous n'avions pas caractérisé les médias d'ennemis irréductibles de la classe ouvrière, de la démocratie, du socialisme, si nous n'étions parvenus à la conclusion qu'ils étaient exclusivement au service de la gouvernance mondiale.

La même précision vaut pour les différents acteurs politiques ou l'ensemble des représentations incarnant les intérêts de l'oligarchie. La totalité des partis dits ouvriers refusant de partager cette analyse ou cette conclusion, vous comprendrez pourquoi ils en arrivent à favoriser les plans de nos ennemis ou pire encore. Non, je suis désolé de vous le dire, il n'existe pas de demi-mesure en la matière, de nuance, de compromis possible, il n'y a absolument rien à négocier, rien à retrancher, rien à ajouter, les médias, Macron, les institutions, l'oligarchie sont ainsi, je n'y peux rien et vous non plus, alors vaut mieux l'admettre ou partir de ce constat pour les combattre plutôt que le nier et dépenser son énergie en pure perte.

Chacun sachant à quoi s'en tenir en tirera librement les conclusions qu'il voudra. L'objet de ma contribution politique n'a jamais été de convaincre quiconque de se rallier à mes conclusions, bien au contraire, il revient à chacun d'analyser honnêtement les différents facteurs et rapports qui sont portés à sa connaissance et qui composent la situation, c'est tout. Tout me porte à croire que nous ne partageons pas les mêmes conclusions.

En aparté, à propos des intellectuels les plus brillants de notre époque qui existent dans de très nombreux pays.

J'ai constaté qu'un certain nombre se réclamaient du marxisme ou ne rejetaient pas le marxisme, ils y font souvent référence dans leurs articles. J'ignore précisément ce qu'il leur a apporté, toujours est-il qu'aucun ne reprend à son compte les conclusions de Marx et Engels, dont celle pratique figurant dans le Manifeste du parti communiste d'organiser les masses dans un parti ouvrier pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique pour mettre fin au capitalisme, puisqu'aucun de ces intellectuels n'a emprunté cette voie, ce qui les condamne à errer indéfiniment d'illusion en illusion, sans qu'ils s'en aperçoivent apparemment. Bien que je ne sois pas sûr qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes, puisque cela les amène à renier certains de leur principes ou à se contredire de plus en plus souvent et ouvertement, au point qu'ils se discréditent eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou sympathisants. C'est dommage parce qu'ils appartiennent à cet espèce d'intellectuels sincères et de grande valeur dont nous avons tant besoin pour fonder le parti qui nous fait tant défaut de nos jours.

Pour expliquer leur défaillance, j'en suis arrivé à la conclusion que leur statut social pouvait constituer un obstacle à leur engagement politique au côté des masses, parce qu'ils n'ont pas suffisamment étudié le développement du capitalisme, des forces productives, comment s'étaient développés le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel est lié la nature humaine depuis son origine ainsi que son évolution. Car il faut bien comprendre que l'ensemble de ces facteurs étant liés, la moindre faille dans la compréhension de leurs rapports peut se traduire par une suite de confusions sans fin dans l'un ou l'autre ou plusieurs de ces facteurs, de sorte que la perspective historique qui se dégage de leur développement ne leur apparaîtra pas ou demeurera incompréhensible, du coup ils seront portés à privilégier l'idée dominante selon laquelle il n'existe pas d'autre voie que celle du capitalisme, de l'exploitation, du règne de la nécessité considérant toute autre voie comme utopique ou irréalisable, qu'ils en conviennent ou non importe peu.

Et bien je pense que la plupart des militants du mouvement ouvrier en sont au même point. Ils sont honnêtes et sincères évidemment, mais ils doivent faire face à un obstacle supplémentaire dans la mesure où ils n'ont pas forcément développé leurs facultés intellectuelles ou ils ne possèdent pas les connaissances indispensables pour comprendre les tenants et les aboutissants du processus dialectique matérialiste et historique inconscient pour finalement adopter le marxisme ou le socialisme, les enseignements de la lutte de classe du passé, dont le parti (et l'internationale) est un des éléments déterminant, sans lequel le socialisme demeurera une utopie, d'où quand on s'en écarte un tant soit peu, cela nous conduit à toute sorte d'accommodations avec le capitalisme et ses représentants, ce qui est inévitable. C'est dans ce sens-là que je disais plus haut que les conclusions auxquelles nous sommes parvenues sont non négociables, et non pour tenter d'imposer quoi que ce soit aux lecteurs, s'il vous plaît, je vous en prie, n'allez pas imaginer un instant que je serais capable d'une telle bassesse.

Revenons à notre sujet.

Quant aux enseignements qu'on peut en tirer, ils sont multiples.

Comme lors de toutes les campagnes à caractère identitaire ou communautariste qui ont vu le jour ces dernières années, ou encore toutes les opérations de manipulation des masses sur le plan politique qui ont eu lieu, un inconnu (ou présenté comme tel) lance un appel sur un réseau numérique (Irak, Libye, Egypte, Syrie, Tunisie, Etats-Unis, etc.), les idéologues de l'oligarchie (Fed, Otan, Pentagone,) s'en saisissent et décident de l'instrumentaliser au niveau national (ou mondial) à l'aide de leurs médias, en y mêlant leurs officines (NED/CIA, ONG, instituts, fondations, think tanks, etc.) ainsi que les masses et leurs représentants officiels (de droite comme de gauche) qui leur serviront de caution, à des fins politiques (inavouables) pour atteindre un objectif politique à court terme qu'ils ne parvenaient pas à atteindre par d'autres voies parfois depuis des années, et qui s'inscrit dans le cadre de leur stratégie politique globale définie de longue date, dont les masses doivent absolument ignorer le contenu.

Voilà comment cette machination opère avec le succès que l'on sait dans la plupart des cas, à l'exception de la Syrie.

En toile de fond, c'est bien la dégénérescence totale du mouvement ouvrier qui participe à ce complot politique contre les masses et l'absence d'une nouvelle direction qui sont à l'origine d'un tel succès de nos ennemis. On peut même affirmer que si nous ne parvenons pas à refonder le mouvement ouvrier sur la base d'une indépendance de classe stricte, notre combat est désespérément perdu d'avance, on ne doit avoir aucune illusion sur cette question déterminante.

Ce 17 novembre 2018 a eu lieu parce que le mouvement ouvrier est sans direction, il est livré à lui-même, donc au pires compromissions, malgré les bonnes intentions de la plupart des militants qui finalement ne comprennent pas rien à la situation après avoir été induits en erreur par leurs dirigeants traîtres, corrompus ou faillis.

On a même vu des partis comme par exemple le POID reprendre les arguments des médias les plus réactionnaires pour justifier leur refus de participer à cette journée de mobilisation contre Macron. A une autre époque, ils évoquaient à juste titre la nécessité de se battre pour prendre la direction des masses, manifestement depuis ils ont abandonné cet objectif, car quand les masses manifestent, ils sont aux abonnés absents, sous prétexte que des éléments d'extrême droite y participeraient, comme si dans chaque manifestation à caractère sociale ou politique des travailleurs sensibles à certains arguments de l'extrême droite n'y participaient pas, voilà où va se nicher le pire opportunisme ou sectarisme qui refait surface parce qu'ils ne l'ont jamais abandonné.

Aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à descendre dans la rue le 17 novembre, sachant que l'extrême droite et ses alliés souverainiste et nationaliste s'y étaient associés et comptaient en tirer profit, cela signifie que délibérément ils ont décidé de laisser les masses au contact de l'extrême droite au lieu de leur ravir cette prétention et de défendre leur propre politique. Apparemment LFI, LO et le NPA ont soutenu du bout des lèvres cette journée de mobilisation, j'ignore quelles furent les positions adoptées par les autres partis.

Si nous avions eu un parti ouvrier révolutionnaire, nous aurions appelé à y participer, nous l'aurions préparée sérieusement, nous en aurions profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts et discuter, prendre des contacts avec des centaines ou des milliers de travailleurs...

Autres enseignements et conséquences de l'attitude hostile du mouvement ouvrier à cette journée de mobilisation contre Macron.

Elle prend au fil des jours une tournure de plus en plus violente et désespérée faisant deux morts et de nombreux blessés inutiles qui auraient pu être évités si les syndicats et la partis ouvrier avaient joué leur rôle ou assumer leurs responsabilités au côté des travailleurs, car habituellement il est rare qu'une mobilisation atteigne un tel bilan, ces morts et blessés seront versés à leur déjà épouvantable bilan.

Il était parfaitement prévisible depuis le début, qu'en l'absence de tout cadre organisationnel ou tout service d'ordre, des éléments radicaux (ou des provocateurs infiltrés) en tous genres allaient en profiter pour s'exprimer violemment, ce qui aurait pour conséquence de donner une image détestable de cette mobilisation légitime qui serait exploitée par la suite par les médias pour le compte de Macron et son gouvernement. C'était le meilleur moyen pour dresser les uns contre les autres les travailleurs issus de différentes couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes. Que des incidents se produisent, c'était quasiment inévitable, mais pas à ce niveau-là. Le manque d'organisation à la base profite donc à Macron, pour tenter de se refaire une légitimité usurpée depuis l'annonce de sa candidature à l'Elysée, sur ces morts et ces centaines de blessés à mettre au compte de ceux qui ont déserté leurs responsabilités ou trahi leur mandat, la cause qu'ils prétendent défendre.

Nos détracteurs qui nous traitent en ennemi ne sont pas à une incohérence ou à une contradiction près.

Ce qui est extraordinaire et révélateur répétons-le, c'est qu'ils n'hésitent pas à soutenir toutes les opérations orchestrées par l'Otan ou pilotées par les ultra néoconservateurs, dont celle des migrants vers l'Europe ou les Etats-Unis, mais quand c'est un simple camionneur qui en prend l'initiative en lançant un appel sur Facebook, il ne méritait que leur mépris, à croire qu'ils n'ont

d'yeux que pour les puissants du vieux monde..

Au passage vous aurez également constaté que tous ces partis avaient justifié leur participation à toutes les élections depuis 1958 sous prétexte qu'elles devaient les aider à les faire connaître des travailleurs, et quand l'occasion leur en est fournie, ils s'abstiennent d'en profiter, ce qui montre bien que les objectifs qu'ils affichent ne correspondent pas à leurs véritables intentions, en réalité, dès qu'il s'agit d'affronter le régime, ils disparaissent ! Tous leurs arguments sont frauduleux. A les entendre ils seraient les champions de l'unité et de l'organisation des masses, ils osent justifier leur politique en prétendant qu'elle aurait été inspirée par les masses pour ne pas se couper des masses, et voilà qu'ils viennent juste de démontrer le contraire.

Quant à ceux qui ont participé à cette journée, en matière d'opportunisme gauchiste ils ne sont pas en reste, car à les entendre elle aurait été un énorme succès, discours qu'ont également tenu l'AFP, Le Parisien, Libération, Le Huffington Post, notamment. Tu parles, elle a mobilisé à peine quelques centaines de milliers de travailleurs, à mon avis plus près de 400 ou 500.000 que les 285.000 du ministère de l'Intérieur, toujours est-il, cela ne représente pas plus d'1 ou 2% des travailleurs et jeunes concernés par la politique ultra réactionnaire de Macron.

Ceux qui ont estimé qu'ils ne devaient ni y appeler ni y participer, en appellent aux syndicats corrompus jusqu'à la moelle que l'immense majorité des travailleurs rejettent également, si on exclut les syndicats jaunes et associés, ils ne représentent pas plus de 2% ou 3 des travailleurs (actifs et retraités) et jeunes, à LFI, au PCF qui s'apprêtent à participer à l'élection de l'institution européenne pour la gouvernance mondiale ou le Parlement européen, qui soutiennent à bout de bras le régime ! On est en droit, me semble-t-il, de leur demander pendant combien de temps ils vont encore continuer à se foutre de nous, non, vous ne pensez pas que ce serait légitime de poser cette question à tous ceux qui parlent en notre nom.

En guise de complément. Le brouillon que j'avais écrit deux jours plus tôt. Je n'ai plus le temps de tout réécrire.

Quand les trotskystes sont indéfendables.

POID (Blog) - Le 17 novembre ? Un rassemblement de la plus grande confusion où se mêlent Rassemblement national de Marine Le Pen, Dupont-Aignan de Debout-La France, Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, le PS, les républicains de Laurent Wauquiez. Il appartient au mouvement ouvrier, en particulier aux organisations syndicales ouvrières, de prendre leur responsabilité pour mobiliser contre le blocage des salaires, pour le blocage des prix, pour la défense des retraites par répartition, pour le retrait du projet Macron-Philippe de contre-réforme des retraites.

Les syndicats ouvriers ? Lesquels ? La CGT, FO et SUD, ils doivent représenter la moitié de la totalité des syndiqués qui représentent quoi 8 à 8,5% des salariés, soit 1,3 à 1,5 million de syndiqués, parmi lesquels au moins la moitié n'ont jamais participé à une réunion syndicale, soit 600 à 700.000 syndiqués sur quelque 30 millions d'actifs et 14 millions de retraités, soit 2% en étant généreux. Ils ont appelé à voter Macron, ils n'appelleront jamais à bloquer l'économie du pays, et tous les prétextes seront bons, Martinez vient de l'illustrer.

POID (Facebook) - 17 novembre 2018 – Martinez, secrétaire général de la CGT, réclame au gouvernement une hausse du Smic pour calmer la grogne « légitime » des manifestants contre la hausse des taxes sur les carburants, réitérant son opposition à participer à la mobilisation du jour à cause de la présence de l'extrême droite.

Les travailleurs n'en ont rien à foutre des manoeuvres d'appareil de monsieur Martinez de l'extrême droite ou encore du POID, ils sont prêts à saisir n'importe quelle occasion pour se mobiliser contre Macron, mais pas ceux qui sont censés les représenter et que personne n'écoute d'ailleurs, ceci explique cela.

Martinez en apôtre de la paix sociale qui veut "calmer la grogne", Macron aussi, c'était le suppositoire anesthésiant du 17 novembre 2018 offert par les appareils de la CGT et du POID !

En Inde où comme en France le mouvement ouvrier est incapable de mobiliser les masses, quand il y a une grève générale de 24h contre la hausse des prix de l'essence, ce sont tous les partis de l'opposition parlementaire et les syndicats ouvriers et patronaux qui y appellent, et quand la majorité parlementaire a changé suite à des élections législatives, ce sont les partis qui étaient précédemment au gouvernement et qui avaient augmenté le prix de l'essence qui prennent la direction de la grève !

Vous allez penser que c'est une farce, non, je ne plaisante pas du tout. Sinon il n'y a pas de grève, c'est à prendre ou à laisser. Alors que font les travailleurs ? Ils la soutiennent évidemment, passivement, de toutes manières ils n'ont pas le choix, les boîtes sont fermées ce jour-là, c'est le patronat qui prend l'initiative, en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises, il n'y a pas de syndicats en Inde. ils restent chez eux, et seule une infime minorité participent à des mobilisations locales, en gros c'est dimanche ! Cela peut vous étonner que j'aborde ce sujet avec une telle légèreté, je ne vais pas pleurer, je ne fais que traduire l'état d'esprit des travailleurs indiens, c'est tout. Je suis aussi impuissant qu'eux à influencer sur le cours des choses.

Pour revenir sur le 17 novembre.

Cette journée de mobilisation des masses contre Macron et son gouvernement pose de nombreuses questions qui vont alimenter les discussions au sein et autour du mouvement ouvrier et participer à la maturation de la conscience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse et de pans entiers des classes moyennes.

On peut observer que la mobilisation a été relativement faible, même très faible, même si le taux de participation a dû être environ le double de celui annoncé par le ministère de l'Intérieur, il n'en demeure pas moins qu'on n'a pas assisté à un ras de marée. Cela peut s'expliquer du fait que la plupart des dirigeants du mouvement ouvrier avaient démissionné en annonçant qu'ils ne reprendraient pas à leur compte cet appel, certains même le condamnant. Donc aucun parti ou syndicat n'y a appelé, ce qui n'a pas empêché des centaines de milliers de travailleurs de passer outre.

Les travailleurs qui étaient les plus déterminés à se mobiliser malgré tout contre Macron se sont retrouvés sans organisation ou direction pour préparer et mener à bien cette tâche comportant de nombreux risques, ils furent condamnés à improviser tant bien que mal au fur et à mesure que se déroulait cette mobilisation, ce qui ne permit pas de la coordonner au niveau nationale, ni d'en tirer des enseignements politiques ni de définir la suite à y donner, hormis lancer un nouvel appel pour le 24 novembre...

Si nous avions eu un parti ouvrier, nous aurions appelé à y participer, puisqu'il était entendu que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire tous soutenaient ce appel. Oui, aussi surprenant que cela puisse paraître, on se serait placé au côté des travailleurs au lieu de nous soucier de faire baisser la "grogne" des travailleurs, on a les préoccupations qu'on peut que voulez-vous, qui au passage révèlent les intentions des uns et des autres. On aurait participé à cette mobilisation, et on en aurait profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts en proposant notre journal, cela aurait été une excellente journée assurément. Vous comprendrez mieux pourquoi on se demande parfois s'il existe encore des partis ouvriers en France (comme en Inde et ailleurs), parfois on a un doute !

Et puis, il y avait autre chose d'intéressant dans cette mobilisation initiée sur les réseaux numériques si j'ai bien compris. A l'issue de cette journée que faire, avant on pouvait même se demander comment allait se passer cette journée étant donné qu'elle n'avait pas vraiment de direction, cela mettait en lumière que sans organisation ou parti toute mobilisation serait sans lendemain ou ne servirait pratiquement à rien, donc cela posait directement à chaque travailleur la question de s'organiser. C'est marrant que ceux qui se destinent d'organiser les travailleurs n'y aient pas pensé, non, c'est normal.

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre ainsi qu'après, les médias en ont rendu compte diversement, relayant largement et gracieusement cet appel pour le faire connaître dans toute la France, aussi sommes-nous en droit de nous demander pourquoi, sans doute espéraient-ils ainsi dissuader la population d'y participer en exprimant leur crainte que la situation dégénère, autrement dit, d'un côté ils incitaient la population à y participer et de l'autre ils l'effrayaient pour qu'elle n'y participe pas, c'était à croire qu'un affreux doute les tiraillait sur leur capacité à

POID - Quand le rouge devient la couleur de la honte.

- Rouge est le drapeau des travailleurs par Daniel Gluckstein - Tribune des travailleurs - POID 22 novembre 2018

« Quelle que soit l'ampleur de la mobilisation », le 17 novembre « risque d'être marqué par une grande équivoque », écrivions-nous dans ces colonnes, à la veille de la journée de blocage des « gilets jaunes ». Les faits rapportés dans ce numéro de La Tribune des travailleurs confirment amplement ce pronostic.

(Après avoir fait preuve d'une telle audace ("Quelle que soit", "risque"), le voilà qui se félicite de son "pronostic" ! Quelle modestie, où va se nicher l'opportunisme débridé ! Et cela va être ainsi de la première à la dernière ligne, pour ne pas s'en apercevoir il faudrait être d'une mauvaise foi sans fond ou faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle incurable. - LVOG)

Certes, les slogans du type « Macron démission ! » reflètent un rejet sans précédent, dans toutes les couches de la population (Plus loin il fustigera ceux qui font référence non pas à "la population", mais au "peuple", terme générique qui revient pratiquement au même vous l'admettez d'autant plus que ce mouvement était appelé à être populaire, c'est Gluckstein lui-même qui vient de l'affirmer, mais il l'a déjà oublié, ce qui signifie que seul monsieur Gluckstein a le droit d'employer certaines expressions ou de leur prêter un signifiant qui variera en fonction de son humeur quand il se retrouvera à court d'arguments pour justifier sa position. Cela vous donne une idée assez précise de la conception de la liberté d'expression ou de pensée de cet autocrate-Bonaparte ! - LVOG) du président-Bonaparte tombé de son perchoir, rejet qui avait déjà perturbé chaque étape de son « itinérance mémorielle » dans l'est et le nord de la France, au début du mois. Certes, parmi les manifestants, toutes les couches sociales étaient représentées, y compris des travailleurs, des chômeurs, des jeunes saisissant l'occasion d'exprimer leur rage contre le gouvernement.

(Il a omis de citer les petits patrons, les agriculteurs, les éleveurs, les artisans, les commerçants, les classes moyennes, après n'avoir pas cessé de lorgner sur eux avec monsieur Schivardi. Notez bien que ce n'est pas un reproche de notre part, juste une mise au point qui confirme ce que j'ai déjà dénoncé dans le premier paragraphe, et ce n'est pas fini. - LVOG)

Tout cela est vrai. Mais peut-on s'en tenir là comme le font partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » qui saluent le « succès du 17 novembre », les unes avec un enthousiasme délirant pour un mouvement dont elles disputent le leadership au Front national, les autres avec un engouement plus modéré mais réel ?

(S'il a raison de dénoncer l'"enthousiasme délirant" des partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » compte tenu que cette journée d'action a plutôt été un échec, en revanche on voudrait bien qu'il nous explique pourquoi dès lors que cet appel a été lancé au départ en direction des couches des classes moyennes qui sont les plus durement frappées par la politique de Macron et ne soutiennent pas LREM, pourquoi l'extrême droite devrait-elle forcément prendre la direction de ce mouvement qui n'a été organisé par aucun parti politique, pourquoi ces couches des classes moyennes qui s'opposent à Macron devraient-elles fatalement basculer vers l'extrême droite, alors qu'elles auraient tout intérêt à se tourner vers la classe ouvrière et ses représentants, à s'allier avec eux, à unir leur force contre Macron et le régime. En conclusion, si on suit son raisonnement et il va le confirmer par la suite, toutes les couches des classes moyennes sont destinées à rejoindre l'extrême droite. Etrange, vous ne trouvez pas. Je crois que j'ai trouvé une explication qui pourrait justifier cette position gauchiste qui ne sert qu'à camoufler ses véritables intentions.

Il se trouve que, d'une part le mouvement ouvrier à démissionner, à désertier le combat politique, car en réalité absolument aucun parti dit ouvrier n'avait appelé officiellement à participer à cette journée de mobilisation, aucun ne l'avait préparé, certains de leurs dirigeants avaient uniquement signifié qu'ils y participeraient à titre individuel, d'autre part, il aurait fallu affronter des éléments d'extrême droite, ce à quoi aucun n'était préparé ou ne l'avait envisagé, autrement dit, au lieu d'assumer leurs responsabilités ils ont pris le parti de se débiter comme des lâches sous de faux prétextes, de commenter les événements au chaud tranquillement installés dans leur fauteuil de donneurs de leçons, tandis que "des travailleurs, des chômeurs, des jeunes" allaient se retrouver aux prises avec de dangereux éléments radicalisés et incontrôlables, des provocateurs en tous genres ou des membres de l'extrême droite, sans parler des forces de l'ordre remontées à bloc par le ministère de l'Intérieur et prêtes à réprimer violemment tout débordement inévitable. - LVOG

Pour notre part, nous avons – nos lecteurs le savent – un parti pris : aborder toutes les questions non sous l'angle du « peuple » (dont on nous a abreuvés tout le week-end), mais du point de vue des classes sociales et de la lutte qui les oppose.

(Quelles classes sociales ? Ils en existent au moins trois qui sont toutes très hétérogènes par leur composition ou le statut de leurs membres, et seules deux d'entre elles sont réellement indépendantes, celle de la classe ouvrière et celle des capitalistes, celle des classes moyennes oscillant entre les deux en fonction de l'évolution de la situation ou des intérêts de ses différentes couches qui peuvent être opposées... Dès lors la question du sort et des conditions auxquelles devaient faire face les différents pans des classes moyennes dont il était question par cet appel aurait dû être abordée sérieusement. D'autant plus que de larges couches de la classe ouvrière partagent les conditions ou le niveau de vie des classes moyennes, notamment les millions de foyers qui disposent de deux revenus confortables ou largement au-dessus du smic... - LVOG)

Analysons la signification du 17 novembre sous cet angle. Que peut-on dire de la flambée des prix des produits pétroliers, à l'origine de l'opération « gilets jaunes » ?

Pour l'ouvrier ou l'employé dont le salaire est bloqué depuis des années ; pour le retraité dont le gouvernement s'acharne à amputer la maigre pension ; pour le chômeur dont la faible allocation est dans la ligne de mire de la réforme du gouvernement ; pour la mère de famille qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, dire « non à l'augmentation des taxes sur les pétroliers », c'est une manière d'exiger plus de pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des allocations.

("Maigre pension" pour retraite misérable, "faible allocation" dont la moitié ne bénéficie même pas, "joindre les deux bouts", alors qu'ils se privent sur absolument tout, y compris l'alimentation, le chauffage, etc. on voit que monseigneur Gluckstein n'est pas vraiment familiarisé avec ces couches de la classe ouvrière parmi les plus mal lotis, soit dit en passant, mais ce n'est pas anodin, juste révélateur. En réalisé, où elles en sont rendues, accablées de difficultés en tout genre dont elles sont dans l'impossibilité de se dépêtrer, elles exigeraient plutôt un changement radical de régime ou de société. Demandez-leur et vous serez surpris par leur réponse. Moi, en Inde qui baigne dans ce milieu en permanence, car c'est la même situation qui prévaut dans tous les pays du monde, ce n'est pas le minimum syndical qu'elles exigent, elles ne veulent pas ou plus de la charité, des miettes qu'on leur concède généreusement une fois que toutes les autres classes sont servies, vous comprenez, elles veulent vivre dignement, elles aspirent à un niveau de vie équivalent à celui des classes moyennes. Pour monseigneur Gluckstein, seules les couches de nantis qu'ils côtoient et qu'ils représentent y auraient droit, le capitalisme est ainsi fait, la société aussi et le mouvement ouvrier s'y est adapté, il s'en est accommodé, voilà l'origine de la conception de la lutte de classe qu'on nous impose depuis près de 80 ans, rejetons-la et tournons-nous résolument vers les masses, leurs couches les plus défavorisées. - LVOG)

Mais pour le patron de cette entreprise du bâtiment qui envoie 50 camions à un rendez-vous de blocage le 17 à l'aube (1), pour ces entreprises qui contribuent généreusement à la logistique de l'opération, pour les médias, propriétés de grands groupes capitalistes, qui n'ont cessé d'appeler aux blocages, et même de les coorganiser de fait, dire « non aux taxes » sur le pétrole est un premier pas qui, très vite, s'élargit : non aux taxes en général, non aux impôts, « l'État nous prend tout » pour payer des fonctionnaires fainéants, des chômeurs profiteurs, des services publics inutiles, des retraites scandaleusement élevées, et même pour aider les immigrés qu'« on ferait mieux de renvoyer chez eux ». Et puis, ajoutent les patrons et leurs acolytes tout

de jaunes vêtus, « y a pas que les taxes : il faut payer pour la Sécu, pour les retraites, toutes ces charges sociales qui étouffent nos entreprises et nous empêchent de faire du profit. » Le petit patron qui tient ce langage a-t-il seulement conscience qu'il ne fait que reprendre... le programme de Macron, contre qui, pourtant, il manifeste ?

(Quel parti pris, on est en droit de se poser la question. Il aura suffi que les médias-oligarques rapportent non sans arrières-pensées les diatribes abjectes tenus contre la classe ouvrière par certains patrons parmi les plus réactionnaires, pour que Gluckstein, à qui cela a visiblement échappé, à moins qu'il le feigne, leur attribue indistinctement ainsi qu'à "leurs acolytes tout de jaunes vêtus" parmi lesquels se trouvaient des travailleurs de toutes catégories sociales, qui estiment à juste titre qu'ils cotisent trop pour des droits qui se réduisent toujours plus au fil du temps et qui ont l'impression d'être lésés. Vous aurez constaté qu'il a bien pris soin d'écarter les discours qu'ont dû tenir d'autres petits patrons ou membres des classes moyennes favorables à la classe ouvrière, ou qu'il a pris soin de sélectionner ceux qui lui permettaient de justifier sa position, quitte à falsifier la réalité. Bref, il fallait à tous prix présenter tous les petits patrons, ce qui inclus l'ensemble des classes moyennes ou les membres des professions libérales qui emploient des salariés comme des ordures finis, des fachos, nos ennemis jurés, avec lesquels nous ne devons avoir aucun rapport. On attend avec impatience le prochain éditorial de la Tribune des travailleurs rédigé par monsieur Schivardi, le petit patron ex-candidat à la présidentielle (2007) et secrétaire national du parti de monsieur Gluckstein, à moins qu'il ait été sacrifié à l'occasion de la scission du POI, je n'en sais rien ! - LVOG)

C'est ce discours qui a dominé les blocages ce week-end, généralement porté par des « gilets jaunes » expérimentés et organisés, souvent militants politiques de droite extrême et d'extrême droite venus avec leurs cargaisons de drapeaux tricolores et d'insultes racistes, leurs méthodes de terreur et leur haine de l'ouvrier.

(Gluckstein regarde trop BFMTV apparemment ! Le drapeau ou l'écharpe tricolore qu'arboraient si fièrement les élus du PT, puis du POI, à la tribune de leurs meetings ou en tête de leurs manifestations, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Quand Gluckstein était secrétaire national de ce parti caméléon.

Quant aux "insultes racistes" et aux témoignages de préjugés archaïques, ils fusent et ont toujours fusés au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, qui rappelons-le pour les amnésiques fut pro colonial, raciste et xénophobe sous la IVe République (SFIO-PC) et jusque sous la Ve République, et demeura pro impérialiste jusqu'à nos jours, et la "haine de l'ouvrier", le mépris de la plèbe, des faibles, est profondément ancrée au sein des classes moyennes et des classes supérieures sans qu'elles soient forcément d'extrême droite, à moins de considérer qu'une partie de leurs membres aient déjà rejoint l'extrême droite sans le savoir, thèse que d'ailleurs je défends, dont Macron, les centristes. - LVOG)

Mais l'ouvrier, le chômeur, le retraité, la mère de famille, eux, ont besoin qu'on ouvre des écoles, des hôpitaux, des bureaux de poste et non qu'on les ferme ! Ils ont besoin de leur Sécu, de leurs retraites !

(Le voilà qui maintenant verse dans l'ouvriérisme le plus abject. - LVOG)

C'est là qu'est toute la duperie du 17 novembre. Sous le gilet jaune, l'ouvrier reste un ouvrier, et le patron un patron. Sans parler de ceux dont la chemise brune dépasse sous le gilet jaune (2) !

(Et celui du démagogue, du faussaire, de l'imposteur, du champion du dogmatisme ou de l'amalgame, c'est selon, transpire ici à grosses gouttes. D'un coup tous les patrons, ceux du CAC40 et les petits entrepreneurs, sont mis dans le même sac, lui qui pendant des années avaient tancé les militants qui ne faisaient pas de distinctions entre eux pour en imposer dans son parti jusqu'à en présenter un à l'élection présidentielle ! Lui aussi ils osent tout !

Page Facebook de la Tribune des travailleurs - 16 novembre 2018

- Nouvelle manifestation de plusieurs dizaines d'ambulanciers à Paris revendiquant la suspension d'une réforme du financement des transports sanitaires qui met les petites et moyennes entreprises du secteur « à la merci » des hôpitaux.

Que des "chemises brunes" ces ambulanciers, hier c'était les pêcheurs, les vigneron chers à Schivardi, etc. - LVOG)

Qui est responsable de cette extraordinaire confusion ? Le travailleur, le chômeur, le jeune, ainsi entraîné à agir, de fait, contre ses intérêts, aux côtés de ses ennemis de classe ? Non : sont responsables ceux qui ont rendu possible cette situation.

(Confusion dont vous et vos semblables portez l'unique responsabilité. Si les travailleurs sont entraînés à agir contre leurs intérêts, malgré eux ou inconsciemment, c'est uniquement parce que les dirigeants du mouvement ouvrier et plus particulièrement ceux de l'avant-garde ou qui se réclamaient du trotskysme les ont trahis, ont été incapables de définir une théorie ou une stratégie pour regrouper et organiser dans un même parti révolutionnaire les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes dans la perspective d'un changement de régime et de société, pour le socialisme. Cette confusion est le produit de votre propre faillite politique. Et parce qu'il ne peut pas l'admettre ou pour s'en défendre, il en vient très maladroitement à exposer au grand jour ses propres contradictions. - LVOG)

C'est un fait : les « dirigeants de gauche » qui ont appelé à voter Macron en 2017 se refusent depuis à l'action unie pour bloquer sa politique et le chasser, respectueux qu'ils sont de la Ve République, de ses institutions, de son calendrier électoral... et ils ajoutent aujourd'hui à la confusion en soutenant les « gilets jaunes ». C'est un fait, aussi : les dirigeants des centrales syndicales, s'ils ont résisté à raison aux pressions visant à les entraîner avec les gilets jaunes, persistent néanmoins à se « concerter » avec le gouvernement sur la contre-réforme des retraites (et les autres) au lieu d'organiser l'action de classe unie pour bloquer ces attaques destructrices.

(Le double langage habituel. Après le brave journaliste saoudien Jamal Khashoggi ayant rejoint les Frères musulman, dont l'idéologie a inspiré les barbares de Daesh, élevé au rang d'"opposant" par la grâce des médias aux ordres des ultra néoconservateurs il faut préciser, un pauvre martyr digne d'être défendu par le POID, voilà que "les dirigeants des centrales syndicales" qu'il n'a cessé de ménager pendant des décennies, deviennent miraculeusement des symboles de la résistance, mais de quelle résistance s'agissait-il, à quoi ?

En réalité, sans offrir vraiment de résistance ils ont cédé aux arguments ou aux sirènes de la réaction ou des médias qui ont tout fait pour empêcher que la jonction opère entre les pans des classes moyennes opposés à la politique de Macron et la classe ouvrière en présentant dès le départ ce mouvement comme instrumentalisé par l'extrême droite, alors qu'en réalité, c'était eux qui l'avaient manipulé pour le compte de Macron afin d'isoler ces couches des classes moyennes pour mieux briser leur résistance, et par voie de conséquence celle de la classe ouvrière, il valait mieux qu'elles s'orientent vers l'extrême droite plutôt que de rejoindre des partis représentant (de manière déformée) la classe ouvrière, avec en toile de fond les élections européennes de 2019, les oligarques et leurs médias espérant bien rejouer le même scénario gagnant des présidentielles de 2017.

De tout cela, il ne sera nulle part question dans la longue diatribe de Gluckstein, comme quoi, là encore, les travailleurs et les militants ne devaient pas savoir et comprendre quels étaient les enjeux de cette opération, pourquoi les médias-oligarques et le gouvernement avaient tenu à lui donner une telle orientation. - LVOG)

Les militants du POID sont partisans de chasser Macron. Ils l'ont montré tout au long de la campagne pour l'unité « Macron, un an, ça suffit ! » qui a débouché, le 13 mai dernier, sur la manifestation de milliers et de milliers, sur ce mot d'ordre, à Paris, aux côtés de travailleurs et de militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

(Vous vous êtes fait plaisir, bravo ! - LVOG)

Mais nous ne sommes pas des aventuriers. Chasser Macron, oui, mais pas pour le remplacer par n'importe qui. Chasser Macron, c'est aux travailleurs et aux jeunes, agissant sur le terrain de classe, qu'il revient de le faire, afin d'imposer la liquidation de la Ve République, l'élection d'une Assemblée constituante souveraine rompant les liens avec l'Union européenne, et l'avènement d'un gouvernement ouvrier à même de remédier aux souffrances qui écrasent le peuple travailleur.

(O qui si vous êtes des aventuriers, qui plus est professionnels, vous ne voudriez tout de même pas qu'on vous croie sur parole. Cette Assemblée constituante serait au mieux une copie conforme de l'Assemblée nationale des années 80, LFI ayant pris la place du PS, puisque les partis inféodés au régime, à l'UE y seraient forcément majoritaires, tous les partis qui y sont opposés étant ultra minoritaires ou n'inspirant aucune confiance aux travailleurs, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement ou en prendre la direction...

N'importe qui peut tenir un discours radical en apparence. N'importe qui peut parler de lui-même à son avantage, cela ne coûte rien et ne veut absolument rien dire comme le signalait Marx. On connaît par coeur toutes ces méthodes de manipulation des consciences qui ont le pouvoir d'influencer les processus psychologiques des esprits les plus faibles pour les amener à croire ou à adhérer à ce dont ils ignorent, elles sont très efficaces, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Ce que nous propose Gluckstein comme tâches ou objectifs est bien joli, à ceci près qu'ils sont plaqués et déconnectés de la réalité, et demeureront indéfiniment irréalisables aussi longtemps que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'une nouvelle direction, facteur déterminant qu'il passe sous silence. Or, cela devrait être notre tâche ou notre objectif prioritaire auquel devraient être subordonnés tous les autres. Alors pourquoi n'y a-t-il pas fait référence ici ? Tout simplement parce qu'il a échoué au bout de 40 ans (80 ans en incluant les décennies de son maître à penser, feu Pierre Lambert) de tentatives infructueuses, et parce qu'il n'a rien d'autres à nous proposer pour résoudre cette question, ce qu'il ne peut pas admettre et encore moins avouer publiquement, la modestie légendaire de ce grand dirigeant lui interdit, du coup il n'a pas d'autre alternative que se réfugier dans ses dogmes et son sectarisme qui ont conduit à la décomposition de l'avant-garde du mouvement ouvrier. A sa décharge, après avoir rassemblé à peine quelques centaines de manifestants à Paris le 11 novembre, on conçoit qu'il en soit réduit à l'impuissance et qu'il le supporte mal. - LVOG)

D'un point de vue ouvrier, la question du pouvoir d'achat appelle des mesures connues. Faut-il les rappeler ? Citons par exemple : l'abrogation de la TVA (le plus injuste des impôts), de la CSG, et des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons ; l'augmentation générale des salaires, pensions et allocations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis leur désindexation des prix (1983) ; le blocage des prix des produits de consommation courante, des loyers et des charges et de la fourniture d'énergie ; le financement de toutes ces mesures par une augmentation de l'imposition des profits des

grandes entreprises, à commencer par la confiscation pure et simple des 100 milliards de profits des entreprises du CAC 40 en 2018 ; etc.

(Il a oublié l'essentiel, à commencer par la dissolution de l'armée, des CRS, de la DGSE et la DGSI, etc. ; la neutralisation totale de l'oligarchie, son expropriation sans rachat, la confiscation de tous ses biens, sa mise hors la loi, son arrestation et son jugement ; la fermeture de la Bourse et la rupture avec la BCE ; la baisse du temps de travail et l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche des millions de chômeurs ; l'abolition des subventions de l'Etat aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçus depuis 1958 ; l'abolition des subventions de l'Etat aux syndicats, aux partis politiques, etc.

Si on comprend bien le CAC 40 continuerait d'exister, les grandes entreprises ne seraient pas nationalisées ou socialisées. Il ne se produirait donc aucune rupture avec le capitalisme, on croirait entendre Mélenchon ! Bref, les capitalistes conserveraient la totalité de leur pouvoir de nuisance et s'en serviraient pour déclencher une guerre civile et renverser ce "gouvernement ouvrier" qui n'aurait pas fait long feu. Non merci monseigneur ! Ce ne serait pas cela par hasard la démarche d'un "aventurier" ? - LVOG)

Que les « partis de gauche » fourvoyés dans le 17 novembre rompent leur promiscuité avec les patrons, la droite et l'extrême droite ; que les dirigeants des organisations syndicales cessent de conforter le gouvernement en cautionnant la « concertation » et en appellent à la mobilisation contre les contre-réformes ; alors, sans doute, les conditions commenceront à se réunir, non plus pour l'équivoque « unité du peuple » du 17 novembre, mais pour l'unité ouvrière dans, par et pour la lutte de classe balayant le gouvernement et sa politique.

("Sans doute", qui sait, sans rire, on n'en a pas du tout envie ici, il doit s'agir d'un de ses "pronostics" dont il a le secret ou qui ne veut pas dire son nom ! Autant dire qu'ils appellent les « partis de gauche » à changer de nature, de droite, réactionnaire, c'est merveilleux, la théorie du désespoir, il ne lui reste plus que cela comme perspective politique, pathétique.

Là encore, il faudrait se demander pourquoi ces partis n'attirent plus que les couches supérieures ou les plus nantis de la classe ouvrière et certains pans des classes moyennes. Comprenez bien que, si on posait cette question, d'autres surgiraient spontanément beaucoup plus embarrassantes, pour ne pas dire insupportables. Car il faudrait admettre que les masses se sont embourgeoisées, et qu'elles ont été ainsi plus que jamais solidement amarrées au char du capitalisme (au détriment du socialisme), et que dans ces conditions elles ont totalement abandonné l'espoir de changer la société, elles ne veulent même plus en entendre parler, du coup on comprend que se tourner vers ces partis n'a aucun sens ou constitue une grave erreur politique... d'aventurier si il y tient, contrairement à Mélenchon par exemple, qui sait parfaitement ce qu'il fait et où il va, et qui pour cette raison n'en est pas un. Caractérisation que j'ai pu employer par erreur ou à la légère à son encontre, je m'en excuse. On en restera à celle d'imposteur, dans la mesure où Mélenchon trompe délibérément les travailleurs sur la véritable signification de sa politique, plus que sur sa vile personne puisqu'il n'a cessé de faire allégeance à Macron.

En revanche, on devrait proposer à l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes de passer à une société radicalement différente, où seraient pris en compte les besoins ou aspirations parfaitement légitimes qu'elles ont abandonnés depuis longtemps (une fois devenues adultes en général ou peu de temps après) en demeurant soumises au régime capitaliste, autrement dit, nous devrions leur proposer une toute autre vie (ou rapports) que celle qu'elles ont vécue jusqu'à présent et à laquelle elles n'osent même plus rêver. Vous allez vous dire qu'il y a là une contradiction dans ce discours.

Effectivement, si on ignore que personne n'était destinée à venir au monde pour vivre dans une telle société ou en demeurer esclave toute sa vie, si on fait abstraction que c'est par défaut qu'on s'accommode du capitalisme ou que quelque part on se force à être heureux quand on dispose d'un mode de vie confortable, il ne faut pas être dupe ou se raconter des histoires, la bonne conscience ou l'hypocrisie dans laquelle on vit à ses limites et chacun en a parfaitement conscience, même les riches se languissent et sont sujets à des dépressions, donc le malaise est général, il touche tous les membres de la société, ce que nous leur proposerions, sauf aux riches évidemment, ce serait de s'en débarrasser en se donnant un idéal plus élevé, qui pour s'épanouir devrait être partagé par tous les membres de la société. Ce qui faut bien comprendre, c'est que les uns et les autres ne leur proposent finalement rien d'autre que continuer à vivre dans cette société pourrie moyennant quelques améliorations à la marge qui ne changeraient rien à leur mode de vie, comme si toute rupture avec les rapports (issus du capitalisme) qui existent dans la société et qui sont à l'origine de leur souffrance ou malheur était finalement inenvisageable, impossible. Du coup, pourquoi voudriez-vous qu'elles vous écoutent, qu'elles rejoignent votre combat politique, qu'elles s'engagent à vos côtés à construire le parti ? Elles préfèrent se diriger vers les partis qui flattent leurs faiblesses ou leur ignorance, et qui prétendent oeuvrer à l'amélioration de leur petit confort individuel sans rien changer fondamentalement à la société, qu'ils soit de droite, d'extrême droite ou qu'ils soient étiquetés de gauche, peu importe du moment qu'elles sont servies. - LVOG)

L'objectif de la classe ouvrière ne peut être de crier « Macron, démission ! » en compagnie de ceux qui, en réalité, réclament de Macron qu'il aille au bout de sa politique. L'objectif ne peut être que de chasser cette politique.

(Il devrait se faire embaucher comme chroniqueur à BFLTV ou TF1 ! - LVOG)

Les travailleurs n'ont rien à gagner à enfile le gilet jaune, couleur des briseurs de grève.

(Couleur qui va si bien à tous les syndicats, et pas seulement à la CFDT, CFTC ou UNSA., qui ne sont pas seulement des "briseurs de grève", mais qui sont de manière générale les fossoyeurs corrompus, vendus, du syndicalisme, de la cause des exploités. - LVOG)

Ils n'ont rien à gagner à brandir le drapeau tricolore, celui de la Ve République, et avant elle celui des versaillais qui fusillèrent 100 000 communards pour la défense de l'ordre bourgeois. Rouge est le drapeau qui flottait sur les barricades de 1848 et 1871 et dans les grèves générales de 1936 et 1968. Rouge est, dans le monde entier, la couleur de la classe ouvrière organisée pour le combat.

(Quelle fin pitoyable ! Répétons-le, pendant près de 20 ans celui qui tient ici ce discours a été à la direction d'un parti dont les élus n'ont cessé d'arborer en toute occasion leur écharpe tricolore, oui, il a raison, celle des Versaillais, des chiens comme dira Marx, des élus qui en profitaient pour déverser leurs discours anti-marxistes...

Pour rappel :

Le programme du POI : 'Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement ' (interview de Schivardi - Le Midi Libre - décembre 2008).....'Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) Moi je suis pour que tout le monde soit propriétaire de ses biens, ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.' (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)..... 'Je ne suis pas opposé à la propriété privée.' (Interview de Schivardi à Var Matin du 4 mai 2008)..... 'Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney' (interview du 4 avril 2007)

● Sur le PT et le POI (D)

Rouge est le drapeau des travailleurs.

(1) Vu sur BFM TV, le 16 novembre.

(2) Uniforme des SA, sections d'assaut du parti hitlérien en Allemagne dans les années 1920 et 1930.

En résumé.

Le 16, le POID prend la défense des petits patrons qui manifestent contre "une réforme du financement des transports sanitaires" et 6 jours plus tard il les condamne en bloc par la voix de Gluckstein...

Gluckstein fustige ceux qui emploient le mot peuple, et il emploie celui de population...

Il fustige ceux qui arborent le drapeau tricolore, alors que pendant 20 ans les écharpes tricolores ornèrent fièrement la tribune des meetings ou têtes de cortège des manifestations de son parti...

Il attribue des propos racistes à des patrons, passant soigneusement sous silence que l'immense majorité des travailleurs sont opposés à l'installation des migrants en France...

Il généralise les propos anti-ouvrier de certains petits patrons à la totalité d'entre eux...

Il décrète sans distinction que tous ceux qui ont participé à cette mobilisation étaient d'extrême droite, des suppôts de l'extrême droite ou des complices de l'extrême droite...

Il passe sous silence que cette journée avait été appelée en direction des classes moyennes et qu'elle a ensuite fait l'objet d'une instrumentalisation par l'oligarchie et ses médias pour briser la résistance des pans des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation poursuivait d'autres objectifs, dont celui de jeter dans les bras de l'extrême droite ces couches des classes moyennes ainsi que les travailleurs qui participeraient à cette mobilisation... Ajoutons ensuite celui de présenter RN (Ex-FN) comme un parti raciste, xénophobe, etc. infréquentable pour que les classes moyennes s'en détournent et s'abstiennent lors des élections européennes de 2019.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation avait aussi pour objet de permettre aux médias-oligarques d'agiter l'amalgame ordurier rouge brun, dès lors que RN et LFI notamment avaient manifesté leur intention de participer à titre individuel à cette journée d'action...

Il se place au côté des médias quand cela l'arrange ou pour les flatter, et il tire dessus pour attaquer les classes moyennes faisant ainsi le jeu de Macron...

Il passe sous silence que des pans entiers des classes moyennes ont toujours penché vers l'extrême droite, donc ce n'est pas un fait nouveau, sans que cela signifie pour autant que l'immense majorité devrait y adhérer contrairement à ce qu'il prétend... Et si tout était fait pour qu'il en soit ainsi et que cela se réalisait un jour, ce qui n'est pas à exclure, Gluckstein y aurait participé...

La position adoptée par le POID est foncièrement erronée, opportuniste. On doit rompre sans délai avec cette conception de lutte de classe, que finalement partagent l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et les syndicats et qui nous a menés où nous en sommes.

J'ignore si les lecteurs comprennent la gravité de la situation et l'enjeu de cette étape de la lutte des classes où tout peut basculer, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis, les classes moyennes non plus.

La classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent mener strictement leur combat politique sur leur propre terrain de classe. Elles doivent en ne cédant rien à leur indépendance de classe, participer au combat des couches des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron dictée par l'oligarchie sur le mot d'ordre que ni l'une ni l'autre n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions ou ses représentants, et qu'il faut les renverser pour instaurer une République sociale.

On a besoin de l'alliance de ces classes pour combattre et vaincre la droite et l'extrême droite, l'opportunisme, Macron, les institutions de la Ve République, le capitalisme.

Les partis du mouvement ouvrier se sont toujours construits par le haut. Or, si on se coupe des intellectuels et des classes moyennes, on se condamne à ne jamais permettre que de nouveaux dirigeants émergent pour construire le parti qui nous fait tant défaut.

En complément. On ne peut pas transiger sur certains principes, désolé.

POID (Facebook) -13 novembre 2018 – La chaîne américaine CNN annonce qu'elle attaque en justice la Maison Blanche, pour avoir retiré la semaine dernière l'accréditation d'un de ses journalistes après un échange houleux avec Trump. La décision de retirer l'accréditation du journaliste a été prise sur la base du contenu de sa couverture et porte atteinte au premier amendement sur la liberté d'expression, a déclaré l'avocat de CNN.

LVOG - Le POID reproduit complaisamment la fausse information de l'avocat de CNN. Ils en sont là au POID, et ils prétendent défendre le trotskysme, quelle honte ! Il se trouve que j'ai traité cette info dans la causerie du 11 novembre que je reproduis intégralement, ce flagrant délit de désinformation ou manipulation de l'info le mérite bien.

Causerie du 11 novembre.

Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpellé Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. francetvinfo.fr 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

([https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-\[article_video\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe])) Fin.

Dites donc au POID, vous ne pourriez pas migrer aux Etats-Unis, vous pourriez vous faire embaucher chez CNN, au Washington Post ou au New York Times...

Epilogue.

- La Maison blanche rend son accréditation à CNN - Reuters 20 novembre 2018

La Maison blanche a rendu lundi son accréditation au correspondant de CNN Jim Acosta, qui lui avait été retirée après un vif échange avec Donald Trump lors d'une conférence de presse du président américain au lendemain des élections de mi-mandat du 6 novembre. Reuters 20 novembre 2018

Fake news. Là aussi le POID n'est jamais en reste.

Chacun sait ou devrait savoir que les victimes des guerres que l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et sunnites mènent au Moyen-Orient depuis 20 ans ont fait plus d'un million de morts, rien qu'en Irak quelque 500.000 enfants étaient morts suite à l'embargo sur les produits pharmaceutiques. Cela n'a pas empêché le POID de reproduire un rapport états-unien réduisant ce nombre de morts de moitié.

Rappelons que le POI et le POID partagent la version frauduleuse du 11-septembre de Bush qui a servi de prétexte à toutes ces guerres qui n'en finissent pas de faire quotidiennement des victimes innocentes et des destructions innombrables, de briser la vie de dizaines de millions de travailleurs et leurs familles.

La Tribune des travailleurs - 8 novembre 2018 – Au lendemain des attentats du 11-Septembre, l'administration Bush avait annoncé une « guerre contre le terrorisme ». Près de vingt ans plus tard, ces campagnes militaires en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont fait un demi-million de morts, selon le rapport de l'Institut Watson pour les relations internationales de l'université Brown (Rhode Island) aux Etats Unis qui évoque un bilan de 480.000 à 507.000 morts. Ce nouveau bilan « montre une augmentation de 110.000 par rapport au précédent », rendu public en août 2016.

Incroyable, n'est-ce pas ? Dégueulasse, excusez-moi !

[Quelques articles, infos et positions du 18 au 23 décembre.](#)

Quatre figures montantes du mouvement des Gilets jaunes - Leparisien.fr 18 novembre 2018

Ils ont pris la tête d'un mouvement local ou poussent à de nouvelles mobilisations. Portrait de quatre figures émergentes au sein des Gilets jaunes partout en France.

Parce qu'ils sont révoltés, qu'ils ne s'en sortent plus, ou parce qu'ils ont toujours été engagés et se sont imposé naturellement auprès des manifestants, ils ont émergé auprès des médias et des pouvoirs publics. Portrait de quatre personnalités parmi les Gilets jaunes.

LAËTITIA DEWALLE (Val-d'Oise) : « Ni un parti, ni un syndicat »

Laëtitia Dewalle est la porte-parole des Gilets jaunes dans le Val-d'Oise.

Cette porte-parole n'a pas hésité à passer la nuit de samedi dans sa voiture. Dans la journée, près de 150 personnes avaient accompagné Laëtitia Dewalle, 37 ans, lors de l'opération escargot sur l'A15 et dans tout le département. « Nous voulons occuper le terrain jour et nuit », martèle cette habitante de Pontoise. Mère de trois enfants, la jeune autoentrepreneuse, qui n'avait pas manifesté depuis le lycée, a rejoint le mouvement via Facebook. « Les Gilets jaunes ne sont ni un parti ni un syndicat, mais nous allons essayer d'établir une liste de revendications communes. » Une certitude : « Le 17 novembre n'a été qu'un début, affirme-t-elle. On attend que les corps professionnels, comme les forains, prennent le relais dans la semaine. Et nous reprendrons le flambeau le week-end prochain. Il faut maintenir une pression quotidienne sur le gouvernement ».

MALEK MAHIEU (Nord) : « J'ai toujours aimé la politique »

Malek Mahieu est administrateur d'un groupe Facebook dans le Nord

Porte-voix au poing, Malek Mahieu est de ceux qui ont harangué les Gilets jaunes venus manifester samedi à Lille (Nord). Cet étudiant de 20 ans, futur aiguilleur du rail, est à l'origine de la manifestation, organisée entièrement sur Facebook, qui a rassemblé un millier de personnes en marge des blocages autoroutiers.

« J'ai pensé aux personnes qui n'ont pas de moyen de transport, mais qui avaient eux aussi envie faire entendre leur ras-le-bol », retrace le jeune homme, qui s'est senti « tout de suite concerné » par les Gilets jaunes et leurs revendications. « J'ai toujours aimé la politique, même si je ne suis engagé dans aucun parti ou syndicat, et quand le mouvement a commencé à émerger, je me suis retrouvé dans leur colère. Il va falloir que le gouvernement nous entende, parce qu'on ne faiblira pas, on va s'organiser pour durer », prévient Malek Mahieu, qui annonce de nouveaux blocages dans la région. Selon lui, le groupe Facebook des Gilets jaunes du Nord, dont il est devenu administrateur, compte 10 000 membres et enregistre 1000 nouvelles adhésions par jour.

MÉLODIE MIRANDELA (Seine-et-Marne) : « A un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire »

Elle n'était pas, au départ, à l'origine des rassemblements dans la capitale. Mais, samedi, Mélodie Mirandela est rapidement devenue l'une des figures des manifestations parisiennes. Car, à 35 ans, cette mère de famille crève l'écran. « C'est parce que j'ai une grande gueule », lâche-t-elle. Et un peu de culot, aussi.

Affirmant être non partisane et n'avoir jamais véritablement manifesté, elle n'a pas hésité, samedi, à participer activement au blocage des Champs-Élysées, au nez et à la barbe des CRS. Ce dimanche, rebelote : avec sa fille de 12 ans, elle a initié un blocage de la Francilienne du côté de Pontault-Combault (Seine-et-Marne). Et pourquoi ? Pour son pouvoir d'achat. « On est taxé de partout, à un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire pour acheter des cadeaux à mes enfants ! »

ERIC DROUET (Seine-et-Marne) : à l'origine du mouvement

Eric Drouet est celui qui a lancé le mouvement dans toute la France.

L'idée des blocages un peu partout en France par des Gilets jaunes le 17 novembre, c'est lui. Éric Drouet, un chauffeur routier de Melun (Seine-et-Marne) et père de famille âgé de 33 ans, vient d'annoncer la suite du mouvement sur les réseaux sociaux.

Il a créé ce dimanche après-midi un événement Facebook intitulé « Acte II : toute la France à Paris !!! ». Il donne ainsi rendez-vous aux Gilets jaunes samedi 24 novembre place de la Concorde, à Paris. Ce dimanche à 19 heures, 11 000 personnes s'étaient déjà inscrites sur Facebook au grand rassemblement national des Gilets jaunes au « Samedi jaune » du 24 novembre. Et 81 000 se disaient intéressées par l'événement.

Membre d'une association de passionnés d'automobile, Muster Crew, Eric Drouet s'était placé dès la rentrée de septembre dans le sillage de Priscillia Ludosky, cette habitante de Savigny-le-Temple, près de Melun, qui a lancé la fameuse pétition contre la hausse des taxes sur le prix du carburant qui a recueilli près d'un million de signatures ce dimanche soir.

Mais mardi matin, sa prestation sur le plateau de « Bourdin Direct », sur BFMTV a divisé les organisateurs du mouvement. Face à un Jean-Jacques Bourdin offensif, redoublant les questions sur les objectifs des Gilets jaunes, Eric Drouet, qui sortait d'une nuit de travail, n'a pas convaincu jusque dans son camp. Depuis, il se tient en retrait de la scène médiatique et ne répond plus au téléphone. Leparisien.fr 18 novembre 2018

France Info - Dimanche, une préoccupation revenait dans la bouche de tous les Gilets jaunes encore en action : comment préparer l'avenir et structurer ce mouvement né sur les réseaux sociaux, sans leader identifié qui pourrait être un interlocuteur pour le pouvoir exécutif ? France Info 18.11

LVOG - Comment diluer la colère des masses, droitiser leur mobilisation en y associant des éléments ennemis (associations, ONG) du mouvement ouvrier...

- NPA - Après le 17 novembre, prolonger la colère contre Macron et le gouvernement des riches - 17 novembre 2018

- Dans les jours qui viennent, il va falloir mettre en mouvement le mouvement social, syndicats, associations et partis politiques, pour qu'ils donnent des prolongements à cette colère en initiant des mobilisations pour le pouvoir d'achat, une augmentation générale des salaires et pensions, la suppression des mesures fiscales qui frappent les classes populaires, contre la politique de Macron en faveur du Medef et des plus riches.

LVOG - Dégagez Macron, Philippe prendra le relais !

Tendance Claire du NPA - Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions syndicales un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégager non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses.

LVOG - Sans parti pour guider les masses, définir les tâches qu'elles auraient à accomplir, les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer, et surtout sans une analyse claire de la situation, des rapports entre les classes, etc. un pure numéro d'illusionnistes gauchistes.

LVOG - Pour une société capitaliste à visage humain. Raison de plus pour s'opposer à ce mouvement.

- NPA - Contre les violences sexuelles et sexistes, construisons un mouvement féministe massif et international !

-" Les violences sexistes et sexuelles sont un phénomène massif.

Elles touchent toutes les femmes. NPA.

LVOG - Désolé, nous ne défendons pas les droits de "toutes les femmes". Nous n'avons rien en commun avec la milliardaire propriétaire d'Oréal ou la présidente en exercice du FMI.

Nous défendons les droits des travailleurs de notre classe sans distinction de sexe, de race, de croyance, etc. Nous luttons contre toutes les discriminations dont ils font l'objet dans l'unique perspective d'en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec l'exercice de leurs droits légitimes ou de la démocratie.

Notre combat politique ne peut se situer que dans cette perspective et notre tactique doit y être subordonnée, dans le cas contraire nous serions amenés à admettre que le capitalisme aurait encore à jouer un rôle progressiste dans l'histoire, prétention grotesque alors qu'il s'évertue quotidiennement à démontrer qu'il en est totalement et irrémédiablement incapable partout dans le monde semant le chaos, la haine, la violence aveugle, la barbarie, la destruction, le désespoir...

Si nous luttons pour des réformes sociales, pour que les travailleurs obtiennent de nouveaux droits sociaux ou politique, si nous défendons tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, ce n'est pas pour que certaines générations en profitent et d'autres non dans le présent comme dans le futur, ce n'est pas pour que certaines couches de travailleurs bénéficient d'un statut supérieur, tandis que dans l'avenir ils en seront privés, nous refusons que des générations de jeunes et de travailleurs soient sacrifiées, nous refusons que les générations à venir soient vouées à subir un sort pire que les générations précédentes, fidèle à notre conception de la lutte de classe, à l'unité qui cimente notre classe toutes générations confondues présentes, passées et à venir, conformément aux besoins et aux aspirations à la justice sociale que partagent l'ensemble des travailleurs, c'est uniquement dans la perspective d'en finir avec le capitalisme que nous devons mener notre combat politique, rien ni personne ne doit nous détourner de cet objectif, nous devons dénoncer, rejeter et combattre impitoyablement toute manoeuvre destinée à nous en écarter et à nous diviser, car seuls unis nous vaincrons.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que le mouvement ouvrier a rompu avec cette conception révolutionnaire de la lutte de classe. Malheur à ceux qui n'en auraient pas conscience, car ils oeuvreraient contre leur propre camp ou favoriseraient les plans de nos ennemis !

Quand le mouvement ouvrier adopte l'agenda de l'oligarchie où accepte qu'elle lui dicte ses tâches.

De plus, c'est l'oligarchie et ses idéologues qui ont introduit ce facteur à l'échelle mondiale dans la lutte des classes, afin de briser tous les rapports qui existaient dans les sociétés y compris les cultures des peuples à partir desquelles ils résistent à l'agression du néolibéralisme, y compris contre les guerres impérialistes ou néocoloniales.

Nous condamnons cette opération destinée uniquement à briser cette résistance, à diviser et à dresser les membres de la classe ouvrière et des classes moyennes les uns contre les autres, alors que leur unité est indispensable pour vaincre nos ennemis et mettre un terme à tous les maux qui les accablent, et dont la responsabilisation repose sur l'existence du capitalisme ainsi que ceux qui en sont les agents au sein du mouvement ouvrier.

- L'exaspération est générale : La riposte se doit d'être générale ! - frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- L'absence de stratégie de mobilisation générale de la part des directions syndicales et politiques empêche notre camp de devenir une force capable de regrouper tous ceux et toutes celles qui subissent les mauvais coups du capitalisme et permet à l'extrême droite de tenter de détourner une colère légitime vers des objectifs nauséabonds.

- Nous appelons donc le 15 décembre à une grande manifestation nationale à Paris de l'Elysée au Medef qui désigne les vrais responsables afin que l'ensemble de notre camp reprenne toute sa place, amorce le tournant de la reconquête de tous les acquis qui nous ont été volés et entraîne ainsi par sa détermination tous les exploités et opprimés vers une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- Le mouvement des Gilets jaunes s'étend en France, en Belgique et en Bulgarie - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

Alors que le mouvement est pacifique, des violences ont éclaté de manière sporadique sans que l'on puisse distinguer si elles proviennent de manifestants ou de provocateurs. Elles sont largement rapportées par les principaux médias qui tentent ainsi de discréditer ce mouvement.

Le mouvement n'a pas d'organisation et se propage via Internet. Il mobilise principalement les classes moyennes, d'abord dans les zones rurales, et désormais également dans les villes. Il s'insurge contre une pression fiscale excessive. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Une colère très politique par Alain Benajam - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

La plupart des États membres de l'Union européenne poursuivent une hausse régulière de leurs prélèvements sociaux afin de payer une dette mystérieuse accumulée depuis les années 70.

Les Français semblent vouloir prendre en main leur propre destin et il y avait urgence. Le monde politico-médiatique ne pouvait plus rien pour lui que de lui lancer sa haine.

Il y a urgence car notre pays s'appauvrit à très grande vitesse selon une inexorable spirale déflationniste

La désindustrialisation de la France est massive, moi même ayant toujours travaillé dans l'industrie, je m'aperçois aujourd'hui que nombre de savoir-faire disparaissent avec les industries qui les supportaient et ce autant dans les industries mécaniques jadis fleuron de l'industrie française que dans les industries de l'électronique.

Une dette inique et inutile, obligatoirement appliquée à la France pour le rapport des intérêts qu'elle doit payer aux marchés financiers alourdit l'ensemble de la fiscalité française comme on le voit.

Il n'y a pas si longtemps la richesse française —et donc sa capacité de pouvoir supporter la dette— était soutenue par une florissante industrie. Celle-ci s'étant effondrée au profit de la Chine, ce ne sont plus que les classes moyennes qui doivent faire face à la pression financière. Dans le même temps la consommation s'écroule, les services de santé qui étaient parmi les meilleurs du monde sont également en passe de s'écrouler tout comme l'ensemble des services publics et du système éducatif.

Afin de parfaire la casse du système social français, un flot migratoire est organisé afin que des gens venant de toutes parts puissent sagement offrir leur force de travail à bas prix à la place des Français.

Les tenants du pouvoir, représentant en France le grand capital mondialiste et spéculateur, entretiennent une classe de « petit marquis » qui monopolise l'information et les médias en général. Celle-ci ne peut que déverser sa haine du peuple et ne proposer que la censure pour tenter d'endiguer les mécontentements.

Cela faisait très longtemps qu'un divorce aussi profond ne s'était pas creusé entre les élites intellectuelles et médiatiques et le peuple de France.

Le peuple de France a ainsi perdu confiance dans tout ce qui paraît être une institution, voyant même en elle une ennemie.

Le mouvement des « Gilets jaunes » se voulant apolitique au sens politicien du terme, alors qu'il est très politique au sens citoyen du terme, a rejeté l'appui de syndicats et de parti politiques déconsidérés. Il tape pourtant juste et fort contre la fiscalité inique, fiscalité dont la source est justement la dette, non pas la dette en soi qui est virtuelle, mais les intérêts qui doivent en être payés. Ce mouvement est inédit car utilisant un nouveau modèle d'organisation sociétale, le réseau et ses supports que sont les réseaux sociaux.

Que peut faire le pouvoir d'autre que de la répression et de la censure ? Il ne peut baisser les taxes sans faillir devant les marchés financiers, un modèle de faillite comme celui de la Grèce se met en place. Mais les Français accepteront-ils de subir le même sort que les Grecs. Cela n'est pas si sûr. Ce qui nous est proposé, c'est une normalisation dans une tiers-mondisation. Après avoir connu la prospérité à l'issue des « 30 glorieuses », les Français accepteront-ils de subir une paupérisation dont les limites sont insondables ?

Des hommes politiques nouveaux vont ils émerger de cette révolte ? Un système politique nouveau va t-il également en émerger car celui qui nous affecte nous a conduit directement au désastre.

Le peuple de France doit arracher le pouvoir à l'oligarchie mondialiste et à ses représentants « français ».

Cela ne sera pas simple, mais nous sommes le peuple et celui-ci, uni, ne peut être vaincu.

Il est évident que tout ceci ne fait que commencer et la juste colère populaire ne peut s'éteindre. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Gilets jaunes et dérapages: la gauche sur une ligne de crête - l'express.fr 22.11

"Je sais qu'au milieu d'un mouvement comme celui-là, il y a tout et son contraire, il y a le meilleur et le pire de l'homme", a résumé ce jeudi François Ruffin.

Ces incidents interrogent particulièrement la gauche. Tirillées sur le fond, la plupart des formations politiques de gauche ont fini par soutenir les actions contre la hausse du diesel du 17 novembre. Certaines avec force, comme LFI, d'autres avec plus de modération, comme le Parti socialiste. Elles tentent désormais de trouver un équilibre précaire: soutenir la "colère populaire" tout en se dissociant de débordements qui heurtent leur ADN idéologique.

Le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent a tenté ce jeudi de résoudre cette subtile équation. "Je vois avec inquiétude ces incidents. Il y a des forces politiques et des militants qui essaient d'instrumentaliser cette colère populaire, a-t-il admis sur France Inter. Mais je ne confonds pas la colère populaire sur le pouvoir d'achat à l'origine de ce mouvement et les instrumentalisation politiques." Olivier Besancenot ne dit pas autre chose. Le membre du NPA a évoqué dès lundi sur BFMTV

des "dérapages racistes inacceptables", tout en prenant soin de les isoler. "Je crois que c'est pas la majorité ce mouvement (...)
La violence politique est du côté du gouvernement. Le seul interlocuteur de ce mouvement est le ministère de l'Intérieur."

Secrétaire national du PS à la transition écologique, Jean-François Debat a été personnellement informé d'incidents racistes ou homophobes lors de manifestations. "C'est une réalité, mais pas une généralité, assure-t-il à L'Express. Dans cette mobilisation, on trouve aussi une partie de la France qui n'a pas voté Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle." Le maire de Bourg-en-Bresse ne souhaite pas pour autant disqualifier cette grogne. "Ces incidents ne signifient pas pour autant que la colère populaire ne peut pas être comprise (...) Au PS, nous soutenons les Français qui manifestent pour le pouvoir d'achat, mais nous ne sommes pas associés au mouvement."

Fervent soutien de la mobilisation, la France insoumise refuse également de se pincer le nez. S'il regrette certains "actes isolés", le député du Nord Ugo Bernalicis juge qu'il "faut prendre ce mouvement en bloc". "On ne peut pas dire que le peuple doit se réapproprier les choses et rejeter ce mouvement à cause de ces incidents", estime-t-il. lexpress.fr 22.11

- Sondage : de plus en plus de Français soutiennent le mouvement des «gilets jaunes» - LeFigaro.fr
23 novembre 2018

Près de 8 Français sur 10 trouvent légitime l'appel à bloquer Paris ce samedi, révèle un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo.

Ni les risques d'attentat terroriste agités par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, ni l'inventaire à la Prévert de débordements relatés par les élus LaREM dans les médias n'auront suffi. Non seulement les Français ne se détournent pas des «gilets jaunes», mais ils sont encore plus nombreux à trouver justifiée leur mobilisation.

Preuve de l'échec de la récente stratégie de diabolisation du mouvement adoptée par le gouvernement, 62 % des sondés refusent de qualifier les «gilets jaunes» de «violents». Une grande majorité préférant les caractériser comme «populaires» (81 %), «courageux» (77 %), engagés dans «une lutte pour l'intérêt général» (78 %). Si les modes d'action à venir font débat dans les rangs du mouvement, deux Français sur trois (66 %) appellent à ce que la mobilisation se poursuive, catégories populaires en tête (78 %). Et ce, même s'ils sont une majorité à relativiser leur efficacité. 56 % des sondés expriment ainsi des doutes quant à la capacité des «gilets jaunes» d'arracher de nouvelles concessions au gouvernement, susceptible de produire de réels effets sur le pouvoir d'achat. LeFigaro.fr 23 novembre 2018

- Mobilisation en recul pour la cinquième journée des "gilets jaunes" - AFP 21 novembre 2018

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a, lui, dénoncé la "dérive totale" des manifestations, pointant une "radicalisation" et "un très, très grand nombre de blessés". Même si "le mouvement s'effrite", "nous avons face à nous des militants qui ont de plus en plus envie d'en découdre avec les forces de l'ordre et des automobilistes", a abondé en soirée son secrétaire d'État Laurent Nuñez.

"Dialogue" mais "constance et détermination": le gouvernement a tenté mardi de mettre fin au mouvement des "gilets jaunes", dont il a déploré la "radicalisation" au quatrième jour d'actions ciblant notamment autoroutes et dépôts pétroliers.

Quelques heures plus tard, Edouard Philippe - qui avait parlé d'« anarchie » dimanche - en a remis une couche lors de la réunion de groupe des députés LREM : « J'ai noté tout au long de la journée de samedi une forme de crispation avec des éléments de plus en plus virulents. On a un sujet d'ordre public », a-t-il martelé.

Avant de rappeler à l'Assemblée que la manifestation programmée samedi devait être déclarée. « Quand les gens sont dans l'injure, dans l'insulte, il n'y a pas à avoir de complaisance. Et le bilan des blessés est dramatique », justifie Matignon.

"On est déterminés et on restera. On sera les derniers à Calais mais on tient bon", a affirmé à l'AFP Romuald, âgé d'une vingtaine d'années, participant à une action mercredi matin sur l'A16.

Le président du Sénat s'est dit aussi "inquiet par la radicalisation" du mouvement des "gilets jaunes". "On part de sujets qui sont des sujets légitimes, que nous entendons, qui sont la vérité sur la taxation, sur la mobilité, sur la CSG, et puis on en vient à savoir s'il faut un référendum sur la légitimité du président de la République, ce n'est pas ma conception des choses", a-t-il critiqué.

Mais sur les barrages, certains s'interrogent: faut-il continuer à bloquer coûte que coûte ou se concentrer sur "l'Acte 2" du mouvement, une manifestation nationale samedi à Paris?

Des appels à un grand rassemblement place de la Concorde circulent. Plus de 30.000 personnes se sont déclarées "participants" à cet événement créé sur Facebook, et près de 200.000 "intéressées".

Cette manifestation ne sera pas interdite mais elle ne pourra pas se tenir sur la place de la Concorde pour des raisons de sécurité,

a assuré Laurent Nuñez, répétant l'appel à déclarer cette manifestation auprès de la préfecture de police pour trouver un lieu "plus "sécuré"".

Plusieurs leaders politiques entendent se joindre à cette journée. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a indiqué que ses militants y participeraient.

Côté syndical, seule la fédération FO des transports et de la logistique a appelé à se joindre aux "gilets jaunes" pour obtenir une "augmentation du pouvoir d'achat".

Ce mouvement sans leader connu est soutenu par près des trois quarts des Français, selon plusieurs sondages. D'abord concentrés sur la hausse du prix des carburants, les motifs de griefs se sont ensuite élargis à une dénonciation plus globale de la taxation et de la baisse du pouvoir d'achat. AFP 21 novembre 2018

huffingtonpost.fr 21 novembre 2018 - Vrai succès populaire, les blocages nationaux commencés le samedi 17 novembre sont en effet émaillés de nombreux incidents plus ou moins graves. Deux personnes ont trouvé la mort en marge de ces rassemblements. Depuis, les débordements violents racistes ou homophobes se multiplient, au risque de brouiller les messages portés par le plus grand nombre des gilets jaunes modérés.

Un lourd bilan qui contraint les Français mobilisés à tenter de s'auto-discipliner. Et comme depuis le début de la grogne, c'est sur Facebook que les choses se passent. Hétéroclite à souhait, le mouvement tire sa force - mais également sa faiblesse - des réseaux sociaux. Né spontanément, sans aucun cadre syndical ni politique, le mouvement ne peut compter sur des organisateurs "professionnels" pour baliser les actions ni faire valoir une certaine homogénéité des profils et des idéaux. Ainsi, les pacifistes militent aux côtés des manifestants radicaux.

En revanche, n'importe quel participant peut apporter sa pierre à l'édifice via les innombrables groupes Facebook dédiés à la cause et ainsi toucher une large audience pour promouvoir une vision modérée du mouvement

Ainsi, depuis plusieurs jours, les appels au calme et au respect des citoyens fleurissent sur les pages principales de la mobilisation. Le groupe "nous gilets jaunes", qui regroupe plus de 15.000 citoyens en colère, s'est fait une spécialité de relayer la bonne parole. Dans la publication ci-dessous, l'administrateur de la page dresse une liste de plusieurs commandements. À savoir: "sois aimable, laisse ton concitoyen passer, souris, couvre les caméras des radars de graisse."

D'autres se montrent beaucoup plus virulents à l'égard de leurs camarades. Et les recommandations ne se bornent pas uniquement au caractère pacifique des actions. "Les crétins complètement bourrés dégagez" a par exemple écrit cet internaute sur la page "17 novembre haute-marne", visiblement agacé par les images de gilets jaunes alcoolisés sur les points de blocage.

Un groupe dédié à la promotion des règles de bonne conduite a même vu le jour ce mardi 20 novembre. Baptisé "Leadership Gilets Jaunes", il a notamment pour but de "réduire voire supprimer les violences." "Nous, Français, nous savons faire les choses bien, dans la paix, la bienveillance, et l'intérêt général. Choisissons-le encore!", écrit le créateur de la page.

De nombreux appels au calme qui se conjuguent avec une tentative de transformer le mouvement. Conscients de l'ambivalence de leurs actions - consistant à bloquer et pénaliser tous les citoyens pourtant majoritairement favorables au mouvement - certains gilets jaunes veulent désormais se tourner vers les symboles de l'État et surtout paralyser l'économie.

Un message, dont il est difficile d'en retrouver l'origine, circule d'ailleurs sur de nombreux groupes ou événements dédiés au mouvement. "La méthode utilisée n'est je pense pas la bonne! Arrêtons tout de suite ces blocages qui ne bloquent que les citoyens désirant aller travailler. La cote de popularité ne fait que descendre il suffit de voir les commentaires des gens sur Facebook et aux radios", explique, en partie, le texte recopié de pages en pages.

Ainsi, de nombreux messages fleurissent pour inciter les citoyens en colère à bloquer les centres de collecte d'impôts, les préfectures ou les péages pour rendre la route gratuite aux usagers. Certains appellent même à un boycott national du Black Friday. Une façon de ne pas pénaliser d'avantage ces Français qui partagent leur indignation sans toutefois se mobiliser. Reste désormais à savoir quels échos trouveront ces nouvelles consignes sur le terrain, alors que la mobilisation semble plus éclatée que jamais. huffingtonpost.fr 21 novembre 2018

[Seconde partie.](#)

[Lu dans un article publié par la tendance Claire du NPA.](#)

- "Liberté pour ceux qui veulent voyager et s'installer, un point c'est tout."

(Retour sur la rencontre entre la Tendence Claire et le Club Politique Bastille - 10 novembre 2018)

Tous les intervenants furent unanimes : "Un point c'est tout".

LVOG - Discours de petits bourgeois à l'esprit étroit qui n'ont même pas conscience de figurer parmi une infime minorité de nantis qui peuvent "*voyager et s'installer*" où bon leur semble pratiquement n'importe où dans le monde.

En lisant cela, au fin fond d'un petit village en Inde du Sud, je me suis demandé dans quel monde ces gens-là vivaient-ils.

Car ils semblent ignorer qu'en dehors des pays dominants qui représentent une minorité des pays qui existent dans le monde (près de 200), dans tous les autres pays, donc l'immense majorité, si vous n'êtes pas un nantis, vous n'obtiendrez jamais un visa pour la France ou un des pays de l'UE, les Etats-Unis, etc., hormis au compte-gouttes pour poursuivre des études et dans quelques cas particuliers qui confirment la règle, règle qui existe depuis plus d'un siècle.

Ces gens-là sont de dangereux apprentis sorciers. Ce sont tous des intellectuels de haut niveau, mais je les considère comme des crétins finis.

Accordez le droit aux 3,5 milliards d'Indiens, Chinois, Indonésiens, Pakistanais, Bangladeshi, Vietnamiens, etc. d'obtenir un visa pour la France et je vous garantis que plus de la moitié seront du voyage. Venez donc ici, dans mon village, demandez à n'importe quel Indien croisé sur votre chemin s'il préférerait rester en Inde ou partir vivre en France si on lui en fournissait la possibilité, en 22 ans, hormis à Pondichéry quelques Indiens des classes supérieures qui ont un statut de seigneur ou d'esclavagiste, je n'en ai jamais rencontré un seul Indien qui voudrait rester en Inde. Vous me direz, pourquoi les nombreux touristes chinois, indiens qui visitent la France ne restent-ils pas en France ? Après avoir été faire leurs emplettes sur les Champs-Élysées, avenue de l'Opéra, parce que ce sont des nantis qui auraient plus à y perdre qu'à y gagner.

Même si demain nous parvenions au pouvoir, nous serions obligés de conserver ce règlement. Nous rétablirions toutes les frontières de l'hexagone et nous renforcerions encore les contrôles, parce que nous n'aurions pas le choix. Il n'y a que de furieux gauchistes ou des ignorants pour imaginer le contraire. Répétons-le ces gens sont dangereux, ne les écoutez pas.

Sous le règne de l'inquisition.

- La nouvelle plaie du politiquement correct par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Extrait.

Ceux qui considèrent avoir le droit à la parole, aujourd'hui, confondent volontairement ou involontairement (consciemment ou inconsciemment) les styles, les genres, les choses dans leur ensemble, à partir du moment où ce qui est dit ne correspond pas à leur a priori ou à leurs intérêts égocentriques.

Un pamphlet, une satire, une critique, sont acceptables tant que tout cela est fait dans l'ordre des choses : c'est-à-dire au profit du monde des dominants et des prédominants dans le cercle fermé des élites qui se sont emparées de tous les pouvoirs en affirmant ouvertement qu'elles ne désirent pas du tout les partager. Selon les élites au pouvoir, ne « pas partager le pouvoir démocratiquement » signifie refuser de jouer le jeu du « populisme »!

La manipulation des opinions publiques est devenue quelque chose de délirant et qui a atteint un point dont on n'aurait jamais pu imaginer l'ampleur encore il y a une décennie! Lorsque tout le monde se dit, crie ou affiche « je suis Charlie » et que tout de suite après vous en tirez des conclusions logiques en proposant donc une réflexion objective, critique, philosophique, sur la situation politique actuelle, vous découvrez brutalement que, si vous ne soutenez pas inconditionnellement l'ordo-libéralisme actuel et ses idéologues, votre proposition sera interdite, rejetée, sanctionnée, censurée, empêchée, poursuivie, condamnée. C'est déconcertant, mais pourtant la réalité actuelle au sein d'une société vraiment désorientée!

C'est ainsi que vous avez en Occident une corporation d'inquisiteurs dont le travail consiste à censurer et sanctionner tout ce qui n'est pas « politiquement correct ». (...)

Les élites au pouvoir ne tolèrent pas la pensée libre et dissidente, qu'ils censurent donc sans états d'âme. Si vous ne partagez pas l'idéologie du fascisme ultra libéral et ne vous soumettez pas aux élites qui l'imposent partout dans le monde et à tous les niveaux, vous êtes violemment rejeté, écarté de l'accès à toute parole. (...)

Même si vous voulez continuer à faire entendre votre parole, un autre son que celui du « politiquement correct », les lieux de réunion vous sont fermés et interdits.

C'est aussi le cas pour toute personne compétente qui veut organiser une conférence d'information sur la Syrie : il est interdit en France de parler de la Syrie, car le discours officiel est un mensonge destiné à protéger un crime d'Etat perpétré sur le peuple Syrien arbitrairement martyrisé par l'intermédiaire de ses mercenaires de DAECH aux ordres et « faisant du bon boulot ». Hors de question de permettre à qui que ce soit de parler dans l'hexagone sur cette réalité qui doit rester dans le brouillard de la manipulation médiatique exécrationnelle qui est pratiquée sans vergogne par les médias aux mains des milliardaires protecteurs de la perversion ultra libérale régnante. Pour le Yémen c'est la même chose : ces peuples, syrien et yéménite, ont eu le tort de n'avoir pas accepté la loi du pillage pratiqué par le néo colonialisme de l'occident et ses règles de domination au nom de la « liberté » et de la « démocratie ».

Après Natacha Polony, Eric Zemmour et Michel Onfray, c'est aussi rigoureusement la même chose qui se passe avec d'autres personnes que l'on peut aimer ou ne pas aimer, comme Dieudonné. Le pouvoir qui ne veut entendre qu'une seule voix derrière lui, va jusqu'à ceinturer, par un cordon de policiers, la salle de spectacle où se produit l'humoriste, pour empêcher l'accès aux spectateurs !!! Ce comportement dictatorial qui existe actuellement en France est pire que tout ce qui peut se passer dans une dictature, car il se fait en pleine hypocrisie: il n'y a aucune explication donnée à ce comportement totalitaire ni de justification légale, pour la simple raison qu'il n'y en a pas. La société de droit est ouvertement bafouée et le Pouvoir considère qu'il n'a de comptes à rendre à personne! Le silence de ce Pouvoir impose sa loi de répression arbitraire sans donner d'explications, simplement parce que cet humoriste n'est pas « politiquement correct ». Nous sommes dans une apogée de l'intolérance, dans la plus totale négation de ce qui assure et caractérise la démocratie : le droit à la parole, le droit de l'exprimer, le droit de penser librement...

Inutile de dire que la « Déclaration des Droits de l'Homme » n'a plus cours en France, car les élites n'ont que haine pour ces droits qu'ils abolissent partout, dans le seul but d'imposer leur volonté qu'ils considèrent comme « compétente », les peuples étant « ignorants » et « incompetents » pour savoir ce qui est réellement bon pour eux! Dès que la parole est donnée au peuple, on est dans le « populisme »! Dès qu'un philosophe initie des gens du peuple à la philosophie, il est condamné pour « populisme », car il est sans doute dangereux d'apprendre aux gens à réfléchir et à exercer leur sens critique. Tout est fait hypocritement pour enlever à Mr Onfray le droit et la possibilité même de pouvoir continuer à faire entendre sa voix! Le message paraît clair: le peuple doit rester dans l'ignorance et se contenter d'obéir en se soumettant à la dictature d'une oligarchie au pouvoir... Comment expliquer une telle peur des élites face à tous ceux qui disent ce que le « politiquement correct » ne tolère pas? Il va de soi que les élites détiennent un pouvoir qu'il est hors de question pour elles de partager démocratiquement! La démocratie n'est pas compatible avec le pouvoir qui « se prend ». Lorsque la responsabilité de l'Etat s'exerce vraiment au nom d'un peuple, alors il n'est pas question d'un pouvoir, mais d'une autorité légitime, si elle est bien entendu exclusivement occupée par son rôle de gardienne de l'intérêt commun (de tout le peuple)...

Si l'on ne cadre pas avec l'idéologie fasciste du monde ultra libéral qui impose sa loi à tous, sans demander l'avis de personne (Cf., article du 18 mai 2017, dans mondialisation.ca : « Pourquoi l'ultra libéralisme est-il un fascisme ? »); si l'on se montre critique du système; si l'on ose attaquer la vulgate du « politiquement correct », on est traité aussitôt, au choix et selon le contexte, « d'antisémitisme », « d'homophobie », de « complotisme », de « populisme », de « racisme »...

Dès que quelqu'un fait preuve d'indépendance d'esprit, de liberté, de sens critique, on lui dit qu'il « ne détient pas les bonnes informations », qu'il est le jouet des « fake news », qu'il est naïf, « manipulé », « suicidaire », comme on l'a dit à Michel Onfray : « suicidaire nietzschéen », « délirant »... On va même jusqu'à réclamer une « expertise psychiatrique » comme cela a été fait concernant Marine Lepen et Jean Luc Mélenchon!

Il est devenu impossible de dialoguer, de débattre en France macronienne. Tout est verrouillé par la caste au pouvoir et le reste de la nation, c'est-à-dire la majorité des Français qui n'a pas voté Macron, est autorisé à se taire!

(Cf., article du 08 mai 2017 dans mondialisation.ca, auteur JYJézéquel : « Le résultat final des fausses élections présidentielles françaises ».

« ... Les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élèvent au nombre de : 20.630.677,00. 66,10% de 31.211.311,00 (de gens qui ont voté)= 20.630.677,00 de voix exprimées pour Macron. Le site du Ministère de l'Intérieur donne le chiffre de : 20.753.798,00 de voix pour Emmanuel Macron. Ce qui confirme une imprécision sur les inscrits du départ. Le nombre de Français inscrits et ayant le droit de vote s'élève à 47.644.602,00. Il faut donc savoir que le nombre de Français n'ayant pas choisi Macron pour président, s'élève à : 27.013.925,00 de citoyens, c'est-à-dire une écrasante majorité!... »)

Il était plus qu'évident, dans ce monde orwellien qui est devenu le nôtre, que le seul président français possible serait un pratiquant inconditionnel de la religion ultra libérale, un ultra défenseur du régime « maastrichtien » de l'UE qui se caractérise par la négation permanente de tout ce qui de près ou de loin revendique la démocratie. C'est le fondement même du pouvoir de la haute finance, dont Macron n'est qu'un représentant, et qui ne peut rien avoir en commun avec les attentes démocratiques.

Il y a de toute évidence aujourd'hui, une « criminalisation » systématique de la pensée d'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. Toute pensée d'opposition est présentée comme « raciste », « populiste », « homophobe », « antisémite », « complotiste », « délirante », etc... On installe un discrédit « allant de soi », à propos de toute pensée d'opposition! Quelqu'un qui ne pense pas selon la norme du fascisme de cet ordo-libéralisme formatée par la caste des élites de l'oligarchie au pouvoir,

est condamné, rejeté, discrédité, interdit de parole, expulsé de tout accès, non seulement aux médias, mais aussi à une simple salle de conférence n'importe où dans l'hexagone! Cela se passe dans la France des « droits de l'homme! »

Il faut avouer que les Français sont tombés bien bas, en acceptant en silence le massacre de leurs valeurs républicaines traînées dans la boue par les escrocs qui les gouvernent actuellement et on se demande aussitôt à quel moment sa flamme révolutionnaire va se rallumer?

Même si je ne suis pas « nationaliste », je trouve scandaleux qu'il soit absolument interdit, actuellement en France, d'être nationaliste! La « France Insoumise » est elle aussi qualifiée de « populiste » et cette catégorie de personnes est parfaitement indésirable en France. La « France Insoumise » n'a pas le droit à la parole : on fait tout pour tuer « légalement » ce mouvement politique qui affiche son opposition déterminée au « politiquement correct ». Marine Le Pen et Jean Luc Mélenchon ont subi tous les deux des commandos de la police surarmée pour des perquisitions contestables aux sièges de leur parti, dans leur propre domicile et aux domiciles de sympathisants. On croyait ces pratiques vichystes révolues! Tout est fait pour discréditer les opposants grâce à l'appui infaillible et dévoué des médias aux mains des milliardaires veillant sur l'avenir radieux de leur business nécessitant des citoyens dociles et dressés à l'aune de l'idéologie qui permet l'enrichissement démentiel des plus riches sur le dos des plus pauvres...

L'histoire elle-même est revisitée par un Macron immature et réinterprétée dans le « bon sens » du fascisme ultra libéral. On en est là en France, à cet univers Orwellien décrit dans « 1984 » : tout ce qui n'est pas conforme à l'idéologie est sévèrement persécuté et il est même question déjà de « programmes de rééducation » des récalcitrants. Ce programme est mis en application, à travers les réformes, dans l'éducation nationale. Les diplômes ne sont accordés qu'à ceux qui se montrent dociles et bien formatés à la norme du fascisme actuel. Tout résistant est éliminé d'office et écarté d'un avenir de responsabilité dans la vie sociale...

Au final, si l'on pense correctement et objectivement la réalité, le système fanatique d'une radicalisation inconditionnelle pour la cause de l'empire « maastrichtien » de l'UE, est à égalité avec la vision « nationaliste » condamnée en France. Le comportement des inconditionnels de l'Europe telle qu'elle est, non conforme au désir des Français, (Referendum de mai 2005), est exactement le même que celui des « nationalistes »! Pourquoi donc, le comportement « maastrichtien » serait encensé, idéalisé, vanté, imposé et le comportement « nationaliste » dénigré, combattu, réprimé, persécuté, interdit? Pourquoi le premier qui reconnaît la domination de l'OTAN sur notre sécurité serait meilleur que le second voulant l'indépendance patriotique de la nation souveraine, libre et indépendante?

On criminalise la pensée libre et autonome. On classe grossièrement les personnes de manière parfaitement manichéenne en « populistes » et en « progressistes »! Cette manière archaïque de traiter les gens, cette oeuvre néfaste réalisée par les élites, est une authentique régression mentale, le symptôme visible d'une décadence de la civilisation devenue le signal de sa chute finale. Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Ce monsieur oublie de dire que, quand les gens qu'il défend étaient à la place de ceux qui les ostracisent ou veulent les faire taire aujourd'hui, ils se comportaient de la même manière, moins ouvertement, la censure était plus raffinée envers les véritables opposants du régime.

[Quand le mouvement ouvrier adopte la caractérisation de rouge-brun des ultra néoconservateurs pour censurer ses opposants.](#)

Ballast est une revue, créée en novembre 2014, d'une quarantaine de militants/bénévoles (de France et de Belgique), indépendante de tout groupe de presse et parti politique.

- Frédéric Lordon : « Dire ensemble la condition des classes populaires et des migrants » 1/3 revue-ballast. fr 19.11

Nous tentons, autant qu'il est possible, d'éviter les entretiens liés à la parution d'un livre. Frédéric Lordon est de retour en librairie ; de ce nouveau livre, il ne sera donc pas question. C'est que nous avons à l'esprit de revenir à ses côtés sur deux décennies de parutions et d'interventions dans l'espace public. L'économiste régulationniste — spécialiste des crises financières, des manœuvres boursières et de l'euro — est devenu philosophe spinoziste, et ce dernier s'est imposé comme l'une des figures de l'anticapitalisme hexagonal. On se souvient, au printemps 2016, de son appel à soutenir, en pleine contestation de la loi El Khomri et des mobilisations de Nuit debout, le blocage du pays tout entier par la grève générale : « On ne tient pas éternellement une société avec BFM, de la flicaille et du Lexomil ! » Mais s'il ne sera pas question de son dernier-né, l'actualité n'en est pas moins venue bousculer notre entreprise : un texte de sa plume paru le 17 octobre 2018 sur les blogs du Monde diplomatique, intitulé « Appel sans suite : migrants et salariés », a suscité au sein d'une partie de la gauche radicale une désapprobation souvent vive. Lordon y lançait le « Manifeste pour l'accueil des migrants » porté par Mediapart, Regards et Politis, tenu à ses yeux pour pure inconséquence politique. Retour, en guise de premier volet, sur ce litige dans un café de la place de la Contrescarpe — désormais haut lieu parisien de la macronie délinquante.

Stéphane Burlot - Votre dernier article a agité le petit monde militant. En examinant les critiques énoncées, il semblerait que vous

ayez viré de bord ou que vous soyez devenu « rouge-brun » !

Je ne sais pas si la tempête a concerné un dé à coudre ou jusqu'à un bol de soupe, mais à l'évidence il y a eu « quelque chose ». Mais quoi exactement ? Je serais tenté de dire que la circulation de ce texte n'a été qu'un gigantesque test de Rorschach : une surface de projection. Car les réactions furibardes le trahissent toutes à quelque degré : elles n'ont pas pris le parti de lire, mais celui du délire. Elles n'ont pas lu ce qui y était, et elles ont lu ce qui n'y était pas. Écart qui fait inévitablement penser à la logique du symptôme. Mais de quoi ? C'est ça la question : qu'est-ce qu'on assouvit ou qu'est-ce qu'on soulage quand on extravague à ce degré ? Reprenons avec méthode. Qu'est que ce que mon texte dit, et qu'est-ce que la réception en dit ?

« Mon texte prend-il position "contre les migrants" ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. »

Mon texte prend-il position « contre les migrants » ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. Valide-t-il celle d'une connexion causale entre migrations externes et précarité salariale interne ? Il est fait pour conduire à penser le contraire. Le fond du texte dit : imputer la précarité salariale aux migrants est une erreur d'analyse, les causes premières de la précarité sont à trouver dans la configuration néolibérale du capitalisme mondialisé et sa franchise régionale de l'euro. Normalement, c'est ici que se joue l'accord ou le désaccord. Et maintenant, que dit la réception ? Olivier Cyran : que je fais « passer la lutte anticapitaliste avant la cause des migrants », fabrication littéralement délirante — que ne rachètera pas une anaphore pousive : « Au nom de l'anticapitalisme, faut-il se résoudre / faut-il s'accommoder / faut-il accepter... » (suit la liste des abominations des politiques migratoires contemporaines). On se demande ce qu'il faut avoir pris pour avoir cru pouvoir lire dans ce texte une chose aussi absente et aussi absurde que de subordonner... tout, et spécialement l'urgence de l'aide aux migrants, au préalable de la sortie du capitalisme. Et Pierre Khalifa, il a pris des choses lui aussi ? « Est-ce que la sortie de l'euro ou une éventuelle démondialisation résoudrait la question en tarissant le flux des migrants ? », demande-t-il. Mais à qui au juste ? Car à l'évidence il parle tout seul, en tout cas pas à moi. Comment peut-on en venir au forçage qui fait lire dans un texte ce qui en est, là aussi, notoirement absent ? Et pour cause : cette idée-là est à peu près aussi absurde que la précédente.

Stéphane Burlot - Vous êtes également accusé d'économisme : vous indexeriez tout, et la question migratoire dans le cas présent, sur la sortie de l'euro ou la critique de l'Union européenne.

Impression étrange, et assez comique, d'être ainsi taxé quand il s'agit de traiter une question d'économie politique — car, évidemment, c'est cela que Khalifa a oublié en route : quelle était la question, la question très explicitement délimitée par le texte lui-même. Non pas celle « des migrants », mais celle des effets économiques des migrations — en l'occurrence de leur absence d'effets. Il y a quand même un stade d'extravagance herméneutique où l'on se prend à douter que les mots « lire » et « lecture » fassent l'objet d'une définition partagée. Il est vrai que disant ce qu'il dit, le texte dit aussi, par le fait, que si l'on veut relever les migrants d'une causalité économique imaginaire, il faut s'intéresser à la causalité réelle : celle de la mondialisation néolibérale et de l'euro. S'intéresser, c'est-à-dire nommer, pointer, et d'une manière qui exprime l'intention d'y faire sérieusement quelque chose, en tout cas un élément central de l'agenda politique, à plus forte raison si l'erreur de causalité est au principe de la situation de politique intérieure créée par la question des migrants, une situation où les confusions non-défaites, les causes mal indiquées, nourrissent le pire. Mais c'est là précisément le point de mauvais vouloir de Khalifa qui, trouvant certes l'euro néolibéral mauvais (et précarisant) ne veut pas pour autant en sortir, et préfère attendre qu'il change — et qu'il devienne bon. Comme on demanderait à un cercle de bien vouloir devenir carré.

Stéphane Burlot - Il faut bien cependant, à part ça, que « quelque chose », qui est dans le texte, ait produit les distorsions fantastiques qui font dire « rouge-brun » ou « changé de bord ». Quoi ? Où se tiennent les motifs réels de dégonchage ? Sur des points d'offense personnelle — évidemment transfigurés en raisons politiques. Notamment : les « chaisières »¹ [« le drame [migratoire] est devenu une parfaite matière pour chaisières de l'humanisme sans suite », écrivait Frédéric Lordon dans son texte, ndlr], l'oubli des classes populaires. Oui, je persiste à parler de chaisières à propos de ces personnes qui n'ont pas d'autre horizon politique que la posture morale, et s'y entendent à prospérer sur les « causes », petits accumulateurs opportunistes de capital symbolique à pas cher, occupés surtout de leur image à leurs propres yeux ou à ceux de leurs micro-milieus, à l'intersection de la bourgeoisie culturelle et de la bourgeoisie socialiste en déshérence, prête à faire main basse sur tout pour faire oublier la liste interminable de ses démissions — « manifestation ostentatoire et hypocrite de la vertu », dit le dictionnaire à propos du pharisaïsme. Là-dessus, la chose singulièrement étonnante, c'est que le texte comporte tous les codicilles² qui rendent impossible, mais bien sûr à condition de lire, toute erreur d'adresse. À qui de droit les « chaisières » ? Aux chaisières. Pas aux non-chaisières.

« Il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. »

Qu'il y ait des personnes qui joignent le geste à la parole et mettent un dévouement admirable dans l'action concrète au côté des migrants, je le dis, et je le dis parce que j'en connais. Une de mes amies héberge des migrants chez elle — je pense que comme témoignage d'hospitalité en acte, on peut difficilement faire mieux. Pas un instant, elle n'a pris ombrage des « chaisières » — et pour cause : elle est le contraire d'une chaisière. Une autre, qui fait la même chose, aussi admirable, s'est sentie, elle, terriblement offensée. Mais pourquoi, lui ai-je répondu ? Pourquoi prendre ainsi pour toi ce qui, à l'évidence, ne te concerne

pas ? Comment peut-il se produire une abolition du discernement capable de produire des accès d'égoïsme aussi mal placés ? Par exemple, lorsque je lis, et ça m'arrive souvent, des diatribes sur « les économistes » (leur commission à l'ordre néolibéral, leur corruption institutionnelle, etc.), je suis capable de ne pas les prendre pour moi. Quand je tombe sur une charge contre la pleutrierie politique « des universitaires », je ne me sens pas concerné non plus. Et je n'ai pas besoin de codicilles. Je peux laisser passer une généralité sans doute analytiquement peu précautionneuse, mais dont un soupçon de discernement suffit pour voir qui elle vise en réalité. Symétriquement, quand je mets en cause « les médias », et ça m'arrive souvent aussi, je ne reçois pas de messages outrés du Diplo, de Fakir ou du Média. Qui savent assez bien où ils en sont eux-mêmes, et n'ont pas besoin de notes de bas de page pour être assurés de ne pas faire partie de l'adresse. Alors il faut s'interroger.

Stéphane Burlot - Sur quels points ?

Comment, par exemple, se fait-il que, de deux textes si formellement semblables dans leur structure argumentative (celui sur les appels « climats » et celui sur les appels « migrants »), seul le second ait produit de pareils effets ? Qu'est-ce que ça touche qui est à ce point insoutenable ? Normalement, ici, il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. Et ensuite parce que c'est surtout d'autres choses qu'il s'agit ici. D'abord d'un point de cristallisation intolérable de l'impuissance politique où nous sommes. L'impuissance politique, en soi c'est dur, mais nous commençons à en avoir l'habitude. Mais l'impuissance face au drame absolu des migrants, c'est au-delà du supportable. Et c'est peut-être pourquoi, tout ce qui est fait pour se soulager symboliquement de cette impuissance, appels, tribunes, manifestes, dont nous sommes capables en temps ordinaires de reconnaître le caractère quelque peu dérisoire — à la mesure de nos moyens... — ne supporte plus ici d'être mis en question. Remettre en cause si peu que ce soit les solutions d'accommodation symbolique de l'impuissance politique, qui, confrontée à un drame extrême, prend le tour d'une culpabilité extrême, vouait sans doute à cette réception qui en définitive parle de tout sauf du texte lui-même : des souffrances de l'impuissance.

Mais aussi de l'impossibilité, autour de la question des migrants, de quoi que ce soit qui ne soit pas de l'ordre de l'unanimité morale. En fait quelque chose comme un point de sacré, qui — une fois accordé aux urgences de vie et de mort ce qui doit évidemment l'être — exclut radicalement par ailleurs tout questionnement conflictuel. Mon hypothèse serait la suivante : le migrant, c'est la figure de l'altérité la plus lointaine, par conséquent, c'est un cas passionnel pur. Je veux dire : l'éloignement est tel qu'à part la compassion due à la victime absolue, aucun autre affect n'environne la figure du migrant. Après tout, il y a d'autres hécatombes silencieuses, mais aucune n'a ces propriétés. Par exemple on meurt d'accident au travail. On meurt du chômage — l'INSERM estime à plus de 10 000 la surmortalité consécutive au chômage. Là aussi il y a un grand cimetière invisible. Mais qui n'émeut personne pareillement.

Stéphane Burlot - Et pourquoi, selon vous ?

« Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron. »

Peut-être, à part le fait qu'ils ne reçoivent aucune attention, parce que ces morts sont des cas passionnels plus mêlés. Pour les chaisières, je veux dire pour cette bourgeoisie pharisienne qui ne connaît que les causes humanitaires, celles qui permettent de ne jamais prendre le moindre parti politique (ou bien, pour sa partie la plus retorse, d'en prendre mais sans en avoir l'air), le moins qu'on puisse dire c'est que la figure du prolo n'est pas passionnellement pure : on en a croisé, on n'aime pas trop leurs manières, on les soupçonne de voter pour le FN, etc., beaucoup d'affects contraires qui viennent mitiger celui de la compassion. C'est pourquoi le cas des migrants permet de ne faire aucune autre politique que celle des causes prochaines (et encore) : celle qui, justement, incrimine les politiques migratoires, ses dispositifs ignobles, mais qui ne veut guère aller plus loin. Comme si le cas moral du tort fait aux migrants ne supportait pas qu'on le surcharge de quelque autre question. Car la compassion pure appelle l'unanimité pure. Or les « questions » divisent. Et moi je voulais poser des questions. Notamment aux convolutions de la mauvaise conscience mais plus encore à l'inavouable de certaines arrière-pensées — pour le coup celle de la scène politique intérieure.

Stéphane Burlot - Des lecteurs ont pu être choqués par votre texte, estimant que, la cause étant juste, ce « Manifeste », fût-il imparfait, allait toutefois dans la bonne direction...

Oui. Je sais bien que « l'urgence » permet de faire passer ce qu'on veut en contrebande, mais tout de même. Normalement on devrait faire attention à ce qu'on signe et avec qui on signe. Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron en 2017. L'un d'eux, Mediapart, a été spécialement actif dans cette entreprise. Mais il faudrait instruire le cas avec une grande précision. En commençant par ces tribunes grandiloquentes, s'enveloppant dans l'Allemagne des années 1930, pour fustiger, par analogies aussi grossières historiographiquement qu'ineptes politiquement, toute stratégie s'opposant à un PS en ruine, stratégie coupable d'ouvrir la voie à l'extrême-droite — Mélenchon étant l'équivalent fonctionnel du KPD [Parti communiste d'Allemagne], dont le refus de s'allier au SPD [Parti social-démocrate d'Allemagne] aurait mis Hitler à la Chancellerie. Et tout ça pour tenter de sauver Benoît-6%-Hamon, en faveur de qui Mélenchon était sommé de se retirer séance tenante. On ne se souvient pas d'avoir entendu aucun appel symétrique lorsque l'infortuné socialiste était aux fraises et que, pour le coup, son apport de voix à lui aurait pu écarter Le Pen du second tour — mais la lutte contre le FN a de ces géométries variables que

la géométrie ignore. En revanche, on se souvient de ces grands entretiens énamourés accordés au candidat Macron par Mediapart dès avant le premier tour, pour ne pas même parler de celui de l'entre-deux tours, conclu tout en œillades et en sourires complices. Il faut rappeler tout ça face à des gens dont le pli du déni est comme une seconde nature et qui, jusqu'au bout, rejettent l'évidence qu'on leur met sous les yeux, l'évidence de leurs faits et de leurs gestes. Des esprits malicieux avaient à l'époque donné le nom de balladuro-trotskysme — car, oui, tout ça vient de loin — à cette posture qui consiste à feindre de monter sur la barricade pendant quatre ans et demi, pour retomber dans la tambouille social-libérale six mois avant l'élection, et prendre un air tantôt raisonnablement enthousiaste tantôt sincèrement désolé pour expliquer qu'il faut voter Royal, Hollande ou Macron. Et donc cette fois Macron.

Car voilà le nœud de l'affaire : cet appel si plein d'humanité en faveur des migrants a été initié par des gens dont certains, de fait ou d'intention, ont contribué dès avant le premier tour à porter Macron au pouvoir, c'est-à-dire à installer une politique anti-migrants à peu près aussi dégueulasse que celle de Salvini, et puis à pousser les feux du néolibéralisme comme jamais, c'est-à-dire la cause même qui approfondit le désespoir matériel des classes populaires et leurs errements imaginaires, splendide résultat. Il faut tout de même mesurer l'énormité de cette histoire : pas un mot dans l'appel pour nommer Macron, pour dire ce qu'est sa politique, pour dire la criminalisation de l'aide aux migrants — ce ne sont pas les chaisières qu'on traîne en justice —, pour rappeler que, sous sa responsabilité, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. Je ne sais pas si tous les signataires ont bien eu ces éléments présents à l'esprit, et si ça n'a pas été le cas, il faudrait leur demander ce que ça leur fait d'en prendre conscience, et si « l'urgence » commandait aussi impérieusement de mettre tout ça de côté. Cyran, d'ordinaire très attaché à tenir son rang dans les compétitions de radicalité, concède à la rigueur qu'il y a bien dans les signataires « quelques mous du genou ». Il dit « signataires » pour ne pas dire « initiateurs ». Je trouve surtout que c'est son critère du « mou du genou » qui est devenu étonnamment mou du genou.

« Sous la responsabilité de Macron, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. »

Je dois ajouter pour finir que l'une des choses qui me révolte le plus au monde, ce sont ces entreprises d'auto-blanchiment symbolique, de retournement de veste en loucedé et d'effacement des traces pour se croire propre comme un sou neuf, et puis faire main basse sur la cause incontestable afin de mieux occuper la position de la supériorité morale incontestable. Eh bien non. On n'est pas obligé de passer tous ses faux en écriture à la duplicité. Or la duplicité, c'est la mauvaise foi caparaçonnée dans la bonne — par exemple prendre sincèrement fait et cause pour les migrants, mais depuis une position politique plus que douteuse, au regard même du « fait et cause » —, structure qui, du reste, rend impossible toute discussion, par la force des choses, puisque le mur du déni est infranchissable. Si l'on ajoute à ça le lourd soupçon que cette splendide initiative n'est peut-être pas sans rapport avec le lancement façon Ariane 5 de la candidature Glucksmann, cette opportune reconstitution de la gauche-PS sans le PS, oui, ça commençait à faire beaucoup.

Stéphane Burlot - Qu'en aurait-il été du même texte, mais publié par d'autres émetteurs ?

Mais son problème principal reste son contenu, d'une affligeante pauvreté. Rien ni sur la mise en cause de Macron, ni sur la désignation franche des causes réelles de la précarité, seule à même de défaire le ressentiment des classes populaires. Au reste, l'absence de Mediapart nous aurait privé d'un formidable moment de vérité, je veux parler de cette scène hallucinante, rapportée par Pierre Rimbert dans le *Le Monde diplomatique*, où l'on voit, à l'occasion d'un live, Danièle Obono s'expliquer sur son refus de signer, pour se voir in fine opposer cet argument totalement sidérant : « Si vous aviez signé l'appel, il n'y aurait pas eu tout ce foin. » Il faut de pareils miracles d'innocence pour prendre la mesure de ce que c'est que la pensée incorporée, celle à laquelle on ne fait même plus attention, et qui parle toute seule en soi — ici un habitus d'OPJ [officier de police judiciaire].

Le philosophe Jacques Bidet réagissait il y a peu à l'accusation de moralisme, telle qu'elle est volontiers formulée à l'encontre des défenseurs des migrants. Il demandait, rhétoriquement : « Serait-ce là une posture "morale" ? Mais peut-on se passer de morale ? Et pourquoi la morale serait-elle naïve ? » Que faites-vous de ces questions ?

Je ne suis pas sûr que ce soit un énoncé suffisant pour dénouer le problème. D'un certain point de vue, je n'ai aucun mal à épouser la formule de Jacques Bidet, et pour une raison extrêmement simple : la politique est une axiologie. Il y a donc, mais à titre consubstantiel, de la morale en politique puisque la politique ne cesse d'engager des affirmations de valeur. Mais toute la question est celle de savoir comment se configure la présence de la morale dans la politique, le rapport de la morale et de la politique, et notamment de savoir si la morale épuise la politique. Question rhétorique de nouveau, dont la réponse est évidemment non. La morale vise tendanciellement à l'unanimité alors que la politique assume l'irréductibilité du conflit — hétérogénéité rédhibitoire. Il y a donc de la morale dans la politique, mais la politique ne pourra jamais être de la morale.

Et puis la morale est un discours de prescription fort dans un discours institutionnel faible et un discours d'analyse nul. Et la morale fonctionne essentiellement à l'injonction sans suite (formelle). Dans le registre normatif qui est le sien, elle est par construction dépourvue de toute analyse de ses conditions d'efficacité, comme si l'apesanteur sociale seyait à son genre. C'est ici que, quoique fondamentalement axiologique, et par-là morale, la politique peut connaître des dégradations moralistes. J'entends par là le refuge dans l'injonction pure et le faux universalisme ignorant des conditions particulières — « faire la morale ». L'injonction morale a été longtemps la seule manière envisagée par les classes bourgeoises éduquées de lutter contre le racisme.

On en connaît les brillants résultats. Ce qui rend le « Manifeste pour l'accueil des migrants » aussi consternant, c'est combien peu il a dépassé ce stade. Et c'était bien le point de mon texte : si l'on veut que le ressentiment raciste n'envahisse pas (entre autres) les classes populaires, il va falloir leur servir autre chose que des sermons et du sourcil levé. Le racisme prend quand il rencontre les conditions qui lui permettent de prendre. Mais, de cela, le « Manifeste » ne veut discuter à aucun prix. Il en est donc réduit à « faire la morale ». C'est-à-dire à dépolitiser la question des migrants, soit à peu près le pire service à lui rendre.

Stéphane Burlot - En 2013, vous écriviez sur votre blog qu'« il est évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable ». Votre dernier texte n'aborde pas ce point, mais les polémiques qui l'entourent n'ont-elles pas partie liée, d'une manière plus ou moins distincte, avec cette position de fond ?

« "La frontière, pour ou contre ?", c'est de la problématisation pour "On n'est pas couché" ou pour C-News. »

Si c'est une manière de me demander si j'adhère à la position « No Border », en effet la réponse est non. Pour se faire une idée des régressions intellectuelles auxquelles conduisent soit les régressions moralistes de la politique, soit certaines formes de la « pensée militante », il faut lire cette phrase du papier que Cyran m'a consacré : « Le problème avec les frontières, c'est qu'il faut choisir : soit on est contre, soit on est pour ». Ça m'a été un accablement de lire ça — Dieu sait que Cyran est un type intelligent, mais comment est-il possible d'en arriver à ce néant de pensée ? Car « La frontière, pour ou contre ? », c'est de la problématisation pour « On n'est pas couché » ou pour C-News. En matière d'institutions, « pour ou contre », c'est la pire manière de poser les questions. Et spécialement à propos de cette institution qu'est la frontière. D'abord parce que je crois que l'humanité No Border, non seulement n'existe pas, mais qu'elle n'existera jamais. Le genre humain rassemblé dans une communauté politique unique, puisque tel est bien le corrélat du No Border, n'est qu'une posture vide de sens tant qu'on n'a pas produit la forme politique sous laquelle cette communauté pourrait se réaliser. On attend toujours des No Border qu'ils produisent la première indication à ce propos. L'humanité se distribue en ensembles finis distincts. Et le principe de la distinction s'appelle une frontière. La frontière est donc un fait positif (maintenant je me mets même à douter qu'on comprenne correctement ce que veut dire ici « positif »...). La question « oui ou non », « pour ou contre », n'a rigoureusement aucun intérêt. La seule question intéressante, c'est celle de la forme. Car l'institution « frontière » peut prendre des formes extrêmement variées, des plus haïssables, à base, en effet, de barbelés et de camps de rétention, jusqu'à de plus intelligentes, qui tolèrent, encouragent même la circulation et l'installation, mais n'abandonnent pas pour autant l'idée d'une différence de principe entre l'intérieur et l'extérieur, et d'une consistance propre de l'intérieur.

Mais qu'est-ce que c'est, une forme « plus intelligente » de la frontière ?

Relisons par exemple Robespierre et la définition de la citoyenneté française donnée par la Constitution de 1793 : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ». Des droits « de citoyen français ». Pas « du monde », cette autre navrance de l'humanisme postural. L'idée de frontière se trouve-t-elle ici abandonnée ? Nullement : elle est élaborée. D'une manière qu'on pourrait même trouver assez admirable. C'est quand même d'un autre niveau que les slogans « pour ou contre » ou « No Border ». La frontière peut donc parfaitement se penser sous l'espèce de la porosité. Mais d'une porosité nécessairement organisée : institutionnalisée.

Donc, fatalement, encadrée par une instance étatique, des douanes et des visas.

C'est comme ça que ça s'appelle.

Visas que le Nord obtient aisément mais qu'il n'entend pas délivrer pareillement au Sud.

Mais dire cela, c'est de nouveau se tromper de plan, et rabattre le concept général de la frontière sur l'une de ses réalisations historiques particulières, la réalisation présente, dont nous tomberons sans difficulté d'accord pour la trouver détestable.

Stéphane Burlot - Vous contestez sans l'ombre d'un doute la « fausse opposition » construite entre migrants et salariés nationaux — tout en écrivant que « la classe parlante » se doit de « démontrer qu'elle pense en priorité » aux classes populaires. N'est-ce pas une contradiction ?

Ça n'en est une qu'à la condition de ne pas faire la lecture contextuelle que cette phrase appelle nécessairement. Oui, je maintiens que la « classe parlante », celle qui « tribune », qui appelle et pétitionne dans ses propres organes de presse, Libé, Le Monde, etc., a à sa manière accompagné le néolibéralisme en se désintéressant pendant des décennies de la classe ouvrière qui en prenait plein la gueule en première ligne dans l'indifférence générale. C'est un fait documentable : à quelles causes et à quelles classes ou à quelles catégories les appels ont-ils été majoritairement consacrés depuis 30 ans ? Si la chose peut sembler anecdotique et caricaturale, elle n'en livre pas moins une vérité plus large : pourquoi, à peu de choses près, n'a-t-on jamais vu de vedettes ou de personnalités des arts prendre des positions publiques pour d'autres causes que la paix/la guerre, la faim, la Terre, les maladies, bref pour des choses de préférence situées au loin, sans conséquence sur le front politique intérieur ? Les « vedettes », qui ont des intérêts de notoriété élargie à défendre, sont l'accomplissement et, partant, le révélateur de cette tendance

à éviter tout ce qui clive, fait conflit, divise (donc pourrait amputer leur zone de chlutage), et ne trouvent jamais à cette fin meilleure arme que l'affect pur de la compassion, celui qui, précisément, opère la réduction morale de la politique, la dépolitisation entendue comme refus d'assumer l'essence conflictuelle de la politique. Or, malheur à elles, les classes populaires, la classe ouvrière, ne sont pas seulement exposées à la mitigation de leur cas passionnel, elles sont le lieu du conflit majuscule dans la société capitaliste : le conflit de classes.

« C'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers. »

Dire quelque chose « pour » les classes ouvrières et populaires sans prendre parti, sans se situer dans le conflit, c'est par construction impossible — beaucoup ont prudemment jugé que, dans ces conditions, mieux valait s'abstenir. Le néolibéralisme étant désormais entré dans une phase répugnante, les tendances changent : le monde de la culture a enregistré le choc de la crise de 2008 et de ses suites, il n'hésite plus à parler ouvertement de politique. Que certains de ses représentants se soient retrouvés à soutenir des textes contre la loi El Khomri, la destruction du code du travail, les ordonnances SNCF, c'est un heureux changement, mais un changement récent. Assez paradoxalement, on peut penser que si elles ne sont guère lectrices de ces tribunes et appels, les classes délaissées n'en ont pas moins conscience... d'être délaissées — de l'attention pétitionnaire. D'être délaissées symboliquement en plus de l'être matériellement. Elles ont conscience que le capital symbolique des « intellectuels » s'est engagé partout sauf de leur côté pendant des décennies. Si donc, je parle de priorité, c'est parce qu'il y a un fameux rattrapage à faire, et qu'on en est qu'au tout début.

Il suffit de voir certains produits du sens commun de la gauche critique pour le mesurer : il y a peu je suis tombé sur Internet sur un graffiti qui disait ceci : « Donnez-nous la PMA, on vous laisse le PMU ». Le bourgeois urbain en moi s'est aussitôt réjoui de la géniale trouvaille. Et puis, me reprenant, j'ai vu le désastre. Je m'empresse de préciser que j'ai des raisons personnelles, si elles ne sont qu'indirectes, d'être un ardent partisan de la PMA. Mais ce slogan, c'est la catastrophe du délaissement. Voilà le paysage mental résistant sur fond duquel s'élabore encore le rapport entre les « causes ». Ça m'a donc été une chose spécialement étonnante de voir mon texte accusé de marquer une division entre classes populaires et migrants, de la part de gens qui, précisément, n'ont pas trouvé un seul mot à dire pour raccorder ces deux causes, et ceci pour refuser à toute force de poser la seule analyse qui permettrait ce raccordement : car c'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers, et que les seconds ne sont pas la cause du malheur des premiers. Pour qui n'est pas sous œillères, c'est normalement le perfect hit4, et ça aurait dû l'être pour les initiateurs du « Manifeste » du point de vue même de leurs intentions alléguées — mais c'est à ce genre de loupé qu'on devine le caractère trouble des mobiles réels.

Stéphane Burlot - Comment votre position s'agence-t-elle par rapport à celle du philosophe Alain Badiou, avançant que le communisme à venir doit être fondé sur « le prolétariat international et nomade » ?

Je ne peux pas répondre sans avoir au préalable dit l'immense estime que m'inspire, à part son œuvre philosophique, que j'admire même si je ne la partage pas, l'immense estime, donc, que m'inspire la force d'âme qui fait maintenir contre toute une époque : maintenir le mot communisme, maintenir la critique de la « démocratie », pendant les années 1980 et 90... Si on n'a pas traversé soi-même ces années-là, on n'imagine pas ce que ce maintien suppose d'adversité, d'opprobre même, à affronter. En ce sens, Badiou a été indiscutablement fidèle à sa philosophie de la fidélité. Maintenant, le « prolétariat international et nomade » comme le socle du communisme à venir, je dois vous dire que ça me désespère. Et le prolétariat national et sédentaire ? À la poubelle de l'Histoire ? Comment se sortir de la tête que la philosophie, ou plutôt la « grande philosophie », celle qui méprise souverainement les sciences sociales, ne peut aboutir que là. Mais sans doute comme tous les enfermements sociocentriques auxquels les intellectuels sont si enclins. La condition intellectuelle sans portes ni fenêtres est peut-être le pire des fléaux intellectuels, celui-là même dont seule une sociologie des intellectuels comme celle de Bourdieu pouvait fournir l'antidote. Au moins permet-elle de comprendre combien la préférence pour « l'éloignement », je veux dire pour les causes lointaines, est aussi une manière de maximiser les profits symboliques d'universel, par la démonstration ostentatoire de sa capacité à se détacher de sa propre localité — beaucoup d'intellectuels certainement lisent La Rochefoucauld, mais combien en prennent quelque chose pour leur propre compte ?

Vous évoquez dans ce texte le « ressentiment » populaire des oubliés, qui, in fine, conduit à Trump. Ce constat est partagé par nombre de forces toxiques, du Printemps républicain au Rassemblement national : comment transformer ce constat en proposition émancipatrice ?

« Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. »

Très simplement en le réinscrivant dans la position politique d'ensemble qui lui donne sa valence⁵ : la position anticapitaliste. Je suis assez familier du problème puisque je l'ai déjà rencontré maintes fois avec la sortie de l'euro : « C'est ce que dit le FN ! » C'est cette inepte criallerie qui a conduit toute une partie de la gauche à désertir cette position pourtant névralgique, sans être capable d'accéder à l'idée simple que « sortie de l'euro » n'est pas une expression complète en soi, et qu'elle peut être investie de manières très différentes qui peuvent la revêtir de significations politiques diamétralement opposées. Il y a là d'ailleurs un point de théorie assez général. Un énoncé ne recèle pas à lui seul l'entièreté de sa valence, ou de sa signification : il ne les acquiert que par réinscription dans l'ensemble énonciatif plus large auquel il appartient. En d'autres termes, l'atomisme herméneutique est

une erreur à coup sûr. L'herméneutique procède nécessairement par holisme structural : ce sont les totalités énonciatives qui livrent la vérité de leurs parties. En l'occurrence, donc, si vous voulez savoir le sens que revêt dans mon discours l'évocation du ressentiment des classes populaires, il vous suffit de la rapporter à l'ensemble de mes prises de position, et la chose doit normalement apparaître assez clairement. Pour le reste, j'entends votre question sur le mode du discours indirect, et comme une opportunité que vous m'offrez de faire cette clarification, mais en réalité à l'usage d'autres que vous — à qui je prête de ne pas trop en avoir besoin.

Mais le simple fait qu'il faille répondre à cette question donne une indication sur les confusions de l'époque, et aussi bien sur l'effondrement du discernement chez certains lecteurs à gauche. Il m'arrive de penser que Bourdieu, aujourd'hui, ne pourrait plus réécrire *La Misère du monde* : populiste, trop d'empathie pour les électeurs du FN, suspect quoi. Ceux à gauche qui pensent qu'ils ne feront la révolution qu'avec un peuple révolutionnaire constitué de leurs exacts semblables attendront la révolution longtemps. Un internaute que je ne connais pas — il s'appelle Maxime Vivas et j'en profite pour le remercier — m'a envoyé récemment cette phrase de Lénine que je ne connaissais pas non plus : « Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, c'est répudier la révolution sociale. [...] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. » La méthode matérialiste, c'est ça — et c'est autre chose que les compétitions de posture. Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. Et l'informer quand elle est amorphe ou quasi-amorphe, et la reformer quand elle est mal formée. L'informer ou la reformer dans le sens de l'émancipation, oui, c'est-à-dire en la redirigeant adéquatement : contre la domination du capital et contre celle de l'État.

En parlant de domination d'État, vous incluez le racisme et le sexisme structurels ?

C'est une telle évidence.

1. Se dit d'une loueuse de chaises à l'église.
2. Texte, clause, ajouté à un traité.
3. Qui peut être posé, qui est de la nature du fait ou se fonde sur les faits.
4. « En plein dans le mille ».
5. La valence, en chimie, est le potentiel de liaison d'un atome.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

De nouveaux articles publiés dans la rubrique *Documents d'actualité*.

Une importante causerie sur le syndicalisme et des infos en brefs seront mises en ligne en fin de journée ou demain matin, je suis malade.

Suite à ma causerie du 24, je persiste et signe. Je vais publier quelques articles des médias dominants qui aideront à mieux comprendre la situation. Honte à tous ceux qui ménagent Macron et prennent la défense des CRS et des journalistes qui colportent la propagande néolibérale !

Lors d'un des derniers sondages qu'on n'accusera pas de complaisance, 83% des ouvriers soutiennent la mobilisation initiée le 17 novembre contre Macron et le gouvernement. Nous sommes résolument à leur côté.

Bonne journée et bonne semaine à tous, courage et moral, ici en Inde où on vit une situation mille fois plus pire et désespérante que la vôtre, on trouve la force de tenir le coup !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Qui a dit qu'on n'avait pas de suite dans les idées ?

Une réflexion avant d'aller se coucher hier soir.

- Quand on regarde des vieux films français des années 30 à 60, et qu'on compare le comportement des gens à cette époque avec celui qu'ils ont de nos jours, on se dit qu'ils ont profité de la naïveté, de la simplicité, de la spontanéité du peuple qui était gage d'espoir et de progrès, ils les ont tués et le progrès social avec, tout idéal.

A suivre...

Une réflexion au réveil ce matin.

- L'effondrement économique et social entraîne un effondrement dans tous absolument les domaines, y compris ou surtout en s'attaquant aux valeurs acquises par une société. Il peut aller jusqu'à causer la destruction ou la disparition d'une civilisation toute entière. Dit autrement, en règle générale un effondrement du mode de vie se traduit par une régression du mode de pensée. On entend par effondrement économique celui du système économie en vigueur, en l'occurrence le capitalisme.

On notera qu'il peut se produire soudainement ou par étapes, ce qui est le cas de nos jours, et il affectera en priorité l'immense majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés. Paradoxalement, si cet effondrement tend à remettre en cause tous les rapports établis dans la société, les rapports sociaux issus du mode d'exploitation ne seront pas forcément épargnés, et il pourraient se retrouver gravement menacés pour peu que les victimes de cet effondrement prennent conscience de l'origine de leur malheur et s'unissent pour s'y attaquer, autrement dit renversent le régime en place et s'emparent du pouvoir politique afin de donner une nouvelle orientation à la société.

A suivre...

C'est à croire que même en dormant je ne cesse de travailler à notre cause, qui à ce stade, il faut bien l'admettre, semble désespérée sans une réaction radicale des militants embourbés dans les sables mouvants de l'opportunisme qui menace de nous engloutir, y compris ceux qui y auront résisté.

Parce que je suis isolé et loin de la France, en toute modestie ou sans avoir la moindre ambition je tiens à le préciser, je suis absolument convaincu que mon analyse et mon orientation politique sont globalement correctes, parce qu'elles prennent en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que l'attitude des lecteurs à mon égard constituait le thermomètre idéal ou le plus fiable pour estimer les chances que nous aurions de nous en sortir, et qu'elles seraient assurément nulles s'ils continuaient de se terrer dans un mutisme assourdissant et ô combien révélateur, dont la signification politique coïnciderait avec l'enterrement de notre cause ou du socialisme puisqu'il faut bien lui donner un nom.

Que nous ayons un certain nombre de désaccords, chacun doit l'admettre, mais que nous ne partagions pas l'essentiel témoignerait que la situation est sans issue et que notre combat serait perdu d'avance, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faudrait l'abandonner ou baisser les bras, au contraire.

Moi, je m'emploie à prendre les choses telles qu'elles se présentent et à les dire en face sans me soucier de savoir si cela plaira ou non aux uns et aux autres, ça passe ou ça casse, ce n'est pas mon problème, je ne suis pas responsable de la manière dont le mode de pensée de chacun fonctionne ou de sa structure psychologique, etc. J'ai parfaitement conscience de mes lacunes ou faiblesses, je les ai évoquées dans des causeries pour ne rien cacher aux lecteurs. Je ne cesse de remettre en question toutes les connaissances que j'ai acquises, de tout vérifier et revérifier mille fois si nécessaire, j'y passe un temps considérable, ce qui n'est jamais inutile puisque chaque fois j'en tire un nouvel enseignement qui me permet de progresser. Cela dit, je n'ai aucun mérite à procéder ainsi, c'est ma médiocre mémoire qui me l'impose ou plutôt la manière dont elle fonctionne, bref, je ne correspond pas du tout au type qu'on pourrait accuser de posséder la vérité ou d'avoir la science infuse. Pour finir, je n'ai rien à vendre, je n'ai aucun intérêt individuel ou aucune ambition à satisfaire, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, cela ne m'intéresse pas puisque j'estime que ce procédé est stupide ou contre-productif. Je me borne uniquement à fournir les éléments qui permettent à chacun d'aborder librement la situation et d'en tirer des enseignements politiques pour agir, libre à moi d'en faire de même et d'exposer mes propres idées, sans qu'il y ait de confusion entre nous, je veux dire par là que si je vous accorde ce droit, je vous demande de me l'accorder également, c'est la moindre des choses me semble-t-il.

Mais là où réside une difficulté ou un obstacle majeur entre nous, c'est que la plupart ne sont pas en mesure d'expliquer pourquoi

ils ont adopté telle ou telle position, alors que moi je reviens sans cesse dessus. Je ne leur en fais pas le reproche. Dans les causeries quasi quotidiennes je m'emploie à vérifier et à étayer mes positions en apportant de nouveaux éléments, et s'ils viennent à démontrer que je m'étais trompé, je rectifie sur le champ, ainsi je ne conserve comme matériaux que ce qui repose sur de solides convictions forgées au fil de la lutte des classes. Ma démarche s'inscrit à l'inverse du type borné et prétentieux qui a raison une fois pour toute. Je suis même gêné quand les faits me donnent raison, j'en tire une satisfaction mais sans plus, cela m'encourage à poursuivre mon combat et rien de plus, car j'ai bien conscience du travail colossal qui nous reste à accomplir et qu'une vie n'y suffira pas.

En face, j'ai des adversaires arrogants qui à l'inverse versent en permanence dans le déni de la réalité, qui passent leur temps à la trafiquer ou à la tordre dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec leur théorie, leur ligne politique ou les intérêts de leur appareil, les deux ou les trois à la fois, qui font preuve de la pire démagogie qui soit pour en présenter une version (déformée) qui correspondra à ce que les uns et les autres avaient envie d'entendre. A ceux qui se sentiraient directement concernés par les lignes qu'ils viennent de lire, je dirais ceci : dites-vous bien que cela ne fonctionnera pas éternellement, et qu'un jour ou l'autre vous irez rejoindre les dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoint ces partis et les ont quittés après avoir compris que leurs dirigeants étaient des imposteurs, ou que les intentions affichées par leurs partis ne correspondaient pas réellement aux objectifs politiques pour lesquels ils combattaient, le plus souvent ils seront incapables de l'exprimer clairement, et plus tard, après avoir vécu cette expérience malheureuse ou parfois traumatisante car aux conséquences plus graves qu'on ne le pense, ils demeureront incapables d'en comprendre la signification politique, les uns, les plus nombreux, demeureront désormais inorganisés sur le plan politique et rejeteront l'idée même du parti, tandis que d'autres s'autoproclameront dirigeants en constituant de micro organisations (ou tendances) où ils reproduiront en plus grotesques les travers des partis où ils avaient milité, et ils adopteront les méthodes détestables de leurs anciens dirigeants.

- Au format pdf (35 pages)

Première partie.

Pour la refondation du mouvement ouvrier avant qu'il ne soit trop tard ou, quand cette mystification prendra-t-elle fin ?

Soit le combat du syndicalisme et des partis ouvriers s'inscrit dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, soit il se situe sur le terrain de la collaboration de classes qui mène au corporatisme, au totalitarisme, au fascisme.

S'agissant en général de la défense des organismes sociaux, de la Sécu ou des retraites, des services publics, des entreprises nationalisées, les syndicats participent activement à leur destruction, à leur privatisation depuis des lustres.

En remontant aux années 40-50, lorsque fut instaurée la gestion tripartite des organismes sociaux, on s'aperçoit qu'ils ont couvert la mise en place d'un système social profondément injuste, dans la mesure où la Sécurité sociale ne remboursait pas ou très peu un certain nombre de prestations médicales élémentaires, telles par exemple les traitements dentaire ou ophtalmologique qui ne relevaient pas de la médecine de confort, puisqu'une infection dentaire peut avoir des conséquences graves sur le cœur ou une mauvaise vision contribue à fatiguer le cerveau.

Quelle que soit la politique menée par le gouvernement ou la majorité parlementaire en place, imperturbablement les syndicats n'ont pas cessé d'y être associées ou de l'appliquer. Or, il se trouve qu'au fil du temps leur politique a consisté à réduire les droits des assurés sociaux, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces droits, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces services publics qui correspondaient également à des besoins élémentaires ou fondamentaux, et chaque fois avec l'aval des syndicats ouvriers, qui de fait sont devenus les fossoyeurs de tous les droits sociaux des travailleurs.

Il faut en finir une fois pour toute avec la mystification qui consiste à faire croire que les syndicats seraient à l'origine du progrès social ou qu'ils y auraient participé, en réalité, en concertation avec les représentants des capitalistes, ils n'ont fait qu'adopter des mesures qui permettaient d'assurer la paix sociale ou de faire en sorte, que les exploités s'accommodent tant bien que mal du sort qui leur avait été réservé ou qu'ils se résignent à vivre dans une société toujours plus inégalitaire et injuste sans penser à se rebeller contre l'ordre établi.

Du coup, on se demande quelle est la signification politique de tout appel à l'unité en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils prennent la direction de la mobilisation des masses pour défendre leurs droits, sinon qu'on est en présence d'une entreprise destinée à cautionner ou couvrir leur trahison.

Il y en a qui se sont figurés que cette supercherie politique pourrait durer indéfiniment. Manifestement ils se sont trompés, les masses ont fini par prendre plus ou moins conscience que les syndicats et les partis qui les dirigeaient en sous main étaient systématiquement associés à tous les mauvais coups qui leur tombaient dessus.

L'instauration d'une politique d'austérité au début des années 80 a servi de prétexte pour couvrir la capitulation des syndicats

à combattre pour des augmentations des salaires, et partant de là à défendre tous nos acquis, c'est donc à cette époque que remonte pas seulement le tournant, le coup final porté au syndicalisme, au mouvement ouvrier qui devait inexorablement se décomposer ou pourrir de l'intérieur les décennies suivantes, puisque parmi les partis ouvriers aucun ne rompra avec ces dirigeants syndicaux et l'orientation liquidatrice qu'ils avaient adoptée.

On nous a raconté que les travailleurs avaient déserté les syndicats, parce qu'il n'y avait plus rien à gratter, le temps des réformes sociales était révolu, mais personne apparemment ne s'est demandé pourquoi et qui en portait la responsabilité.

Pendant près de trois décennies, on avait été habitué à des augmentations salariales annuelles indexées sur l'inflation, quand elle était de 11%, les salaires augmentaient de 11%, pas tous les salaires, pas ceux des travailleurs qui n'étaient pas encore mensualisés, cela viendra après 68, et en l'absence de chômage, on pouvait faire monter les prix ou vendre notre force de travail au plus offrant, les patrons à court de main d'oeuvre qualifiée ou expérimentée ou parfois de main d'oeuvre tout court, étaient prêts à vous proposer un salaire d'embauche 20 à 30% supérieur à votre dernier salaire. Les plus chanceux furent ceux qui disposaient d'une formation ou d'une expérience dans les nouvelles technologies, informatique, électronique, bureautique, etc. C'est ainsi par exemple, que mon salaire passa d'environ 1.000 francs nets mensuels au milieu des années 70 à 7.000 francs 10 ans plus tard, à 10.000 à peine 6 ans plus tard. Pour la petite histoire, après, avec un léger temps de retard, la tendance allait s'inverser, j'étais devenu trop cher et je fus viré, d'où mon départ en Inde !

Puis à partir de 1983, plus rien, des miettes, entre 1, 3 ou 4% dans le meilleur des cas, c'était comme si soudainement le filon s'était asséché sans que personne ne comprenne pourquoi. Le tournant de la rigueur allait coïncider avec la victoire du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les têtes de file de l'impérialisme mondial, et les gouvernements de toutes les puissances occidentales allaient s'aligner dessus ou entamer la mise en oeuvre de cette politique, qui consistera à liquider systématiquement pan par pan tous les droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient acquis ou qui leur avaient été concédés à l'issue des deux guerres mondiales ou entre ces deux guerres, que ce soit au cours de la lutte des classes ou pour permettre le redémarrage de la machine capitaliste ou la reconstruction de l'Etat qui allait être mis à son service après des années de destructions.

C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'affirmer que les nationalisations, les entreprises publiques, une grande partie des services publics que les uns et les autres revendiquent comme une grande victoire du mouvement ouvrier, est en réalité une mystification de plus.

Dès lors on comprend mieux pourquoi ils seront presque tous liquidés ou privatisés dans pratiquement l'indifférence générale, non pas que les travailleurs n'y tenaient pas, seule une minorité d'entre eux faisaient réellement partie des revendications pour lesquelles ils avaient combattu, la Sécurité sociale notamment, quant au reste ou à l'immense majorité, ils étaient juste indispensables au bon fonctionnement du capitalisme et de la société. Demandez à un travailleurs si pour lui cela présente de l'importance que l'avion dans lequel il vole, le train ou le métro qu'il emprunte pour aller travailler, etc. soit fabriqué par une entreprise privée ou publique, il vous répondra qu'il en a strictement rien à foutre, d'ailleurs ce n'est pas écrit dessus ou sur son billet ! Faites un sondage auprès de tous les vieux travailleurs que vous connaissez, demandez-leur s'ils ont entendu parler un jour d'un combat pour la nationalisation des ports, des aéroports ou je ne sais quoi encore, je suis prêt à parier que pas un ne s'en souviendra et pas un n'y aura participé. Alors ne parlons pas des générations suivantes qui ignoreront tout ou presque de cette période. En fait, il n'y a que les fonctionnaires qui travaillent dans ces entreprises publiques ou ces services publics qui se sentent concernés par leur destin, parce que leur statut et leurs privilèges en dépendent. Ils ont un réflexe purement corporatiste et pas davantage, et c'est cela qui les perdra et nous causera souvent un tort énorme.

De la même manière que les augmentations de salaire annuelle seront réduites à une peau de chagrin pendant 35 ans, toutes les entreprises publiques et tous les services publics seront démantelés un à un, liquidés, privatisés avec la participation de tous les syndicats sans exception. Les travailleurs, qu'il faudrait cesser de prendre pour des abrutis, le savent, la réaction s'est suffisamment employée à leur faire savoir.

Les syndicats sont liés à l'Etat et au patronat par tous les bouts depuis des lustres, leur confier votre destin, c'est comme confier la clé de votre habitation à un voleur, vous comprendrez pourquoi j'ai une certaine réticence à suivre ceux qui nous prodiguent un tel conseil, pas vous ?

On aura compris que cette conception du syndicalisme et de la lutte de classe est irrémédiablement incompatible avec nos intérêts et notre cause. Tous les partis dits ouvriers s'en sont accommodés, leurs dirigeants ont même gravi des échelons dans leurs instances pour faire partie de leurs appareils, c'est à croire que c'était leur unique objectif, alors qu'il aurait dû être à un moment donné d'en sortir pour fonder un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et des capitalistes, hypothèse ou nécessité évoquée autrefois par Léon Trotsky.

Le bilan de leur action dans les syndicats relève également d'une mystification.

On pourrait être encore plus cruel, et affirmer que le bilan du mouvement ouvrier pour s'être dévoyé ou détourné du socialisme depuis près d'un siècle est une mystification puisqu'il ne cesse d'être réduit en poussière chaque jour qui passe. L'existence

de dizaines de générations, de milliards de travailleurs à travers le monde n'aura été qu'un cauchemar du premier ou dernier jour au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, on ne peut tout de même pas l'ignorer ou le passer sous silence sous prétexte que certains seraient mieux lotis que d'autres ou que leur condition aurait été meilleure que celle des générations précédentes.

On a envie de dire qu'il ne pouvait pas en être autrement, sinon le capitalisme ne se serait pas développé, ce qu'on oublie souvent, il faut ramener chaque facteur à sa place au lieu de se leurrer. Si je ne m'abuse, c'est Marx dans *Le Capital* qui l'avait noté en reproduisant des discours de capitalistes qui estimaient qu'ils pouvaient tirer profit de la lutte de classe du prolétariat et qui soutinrent certaines de ses revendications ; ce qui est l'évidence même quand on y réfléchit un instant, c'est navrant de devoir le préciser, j'allais écrire dorénavant mais cela aurait été une erreur, aujourd'hui comme hier on est en présence de militants dont le niveau théorique est pratiquement nul puisque leurs dirigeants ne leur ont enseigné.

Ce qui était déterminant et permettait de caractériser les syndicats ou plus généralement, c'était leur orientation politique, ce qui aurait permis ensuite de déterminer les tâches à accomplir dans les syndicats ainsi que les rapports à avoir avec eux. Vous noterez au passage que j'estimais indispensable d'y militer pour gagner des travailleurs au parti en premier lieu, ensuite participer au développement du syndicalisme.

Notre conception du syndicalisme est très simple à comprendre : combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, arracher des réformes sociales des capitalistes au cours de la lutte de classe ou de la mobilisation des masses, sans jamais rien leur concéder en retour, pas le plus infime compromis, de manière à conserver intacte l'indépendance du syndicat et de la classe ouvrière, condition préalable ou indispensable pour poursuivre notre combat jusqu'à l'émancipation du capital ou la liquidation du capitalisme, notre seul et unique objectif.

Notre conception du syndicalisme est conforme au principe selon lequel notre classe ne peut mener son combat qu'à condition que son indépendance soit préservée, qu'elle ne soit liée par aucun accord aux capitalistes ou leur Etat. Elle est incompatible avec celle adoptée par les dirigeants de la SFIO et du PC puis par l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier, dont les trotskystes.

C'est la collaboration de classes qui se situe à la base de leur conception du syndicalisme, elle repose sur ce principe, donc le refus d'affronter la classe des capitalistes et son Etat. Partant de là tout s'explique.

En pratique, cela se traduit par l'établissement de liens étroits et permanents entre les différents ministères et les directions syndicales, quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti auquel appartienne les ministres ; la participation des syndicats au conseil d'administration des entreprises publiques (où sont décidées les augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité par exemple) ou la gestion tripartite des organismes sociaux (qui va les amené à ne plus rembourser certains médicaments par exemple) ; la mise en oeuvre et même la rédaction de la politique définie par le gouvernement dans toutes ces entreprises ou organismes qui sera tournée contre les travailleurs, parce qu'on n'imagine pas qu'il pourrait en être autrement de la part de gouvernement incarnant les besoins des capitalistes ; la politique dite contractuelle qui consiste à signer avec le gouvernement et le patronat des accords dans le dos des travailleurs et des syndiqués ; à participer directement aux institutions de la Ve République, dont le Conseil économique, social et environnemental, donc constituer un des piliers de ces institutions antidémocratiques ; négocier le bradage de nos acquis sociaux, les privatisations, etc.

Selon notre conception du syndicalisme, quelle devrait être la nature d'une négociation avec le gouvernement ou le patronat ?

Notons que pour négocier, il faut qu'il y ait quelque chose à négocier, du côté du patronat, pas du nôtre, car nous n'avons rien à négocier, rien à brader, rien à céder, c'est uniquement aux capitalistes après avoir extorqué la plus-value produite par les travailleurs ou fait main basse sur les richesses qu'ils ont produites, d'en concéder une partie aux travailleurs, les travailleurs leur ont déjà cédé la plus-value qu'ils avaient produite parce qu'ils n'avaient pas le choix, ce vol étant légal, ils n'ont donc rien à leur céder de plus, au contraire, ils exigent que cette plus-value leur revienne parce qu'elle leur appartient, ce sont eux qui l'ont créée par leur travail et non les capitalistes qui n'ont produit absolument aucune richesse nouvelle.

Etait-ce le comportement adopté par les syndicats envers le gouvernement et le patronat ? Pas du tout, mais bien l'inverse, en bradant tous nos acquis sociaux, en acceptant des entailles toujours plus profondes dans le Code du travail, ils concèdent toujours plus de plus-value aux capitalistes, ils leur permettent d'accroître le taux d'exploitation, ils prennent en charge les besoins du capitalisme en crise, ils se transforment donc ouvertement en agents du capital, les syndicats ne sont plus des instruments de la lutte de classe des exploités contre les exploités, mais l'inverse.

Ma brève expérience du syndicalisme.

Quand je fus délégué syndical et du personnel chez U-Bix (Konica copieur) au début des années 80, les salariés exigèrent une augmentation générale des salaires correspondant à l'inflation, soit 8,5% si je me souviens bien. Il n'existait pas de syndicats ouvriers précédemment dans cette entreprise. Habités depuis des années à obtenir automatiquement ce niveau d'augmentation, ils se calèrent sur 8,5%. Quand je leur demandai s'ils accepteraient 5 ou 6% à la suite de négociations avec la direction, ils me répondirent pratiquement unanimement qu'ils refuseraient, c'était 8,5% ou rien.

Je les écoutai attentivement et je pris bonne note de leur détermination. Moi, je ne faisais que servir d'intermédiaire entre eux et la direction à ce stade, ensuite seulement j'organiserai la grève s'ils souhaitaient y recourir, je n'étais pas plus hier qu'aujourd'hui un gauchiste, c'était aux salariés de définir le contenu du mandat qu'ils me confieraient et que j'aurais à remplir, quelle action ils comptaient mener, ce n'était pas à moi de leur dicter quoi que ce soit ou de prendre des initiatives dans leurs dos, je ne faisais que les guider ou les conseiller, je pris soin de leur expliquer qu'ils devaient bien réfléchir avant de prendre leur décision, se battre jusqu'au bout, accepter un compromis ou capituler et accepter des miettes.

Pour justifier leur détermination à ne pas lâcher sur les 8,5%, ils m'expliquèrent que s'ils acceptaient cette année 5 ou 6%, l'année suivante on leur demanderait d'accepter 3 ou 4%, et puis plus rien les années suivantes, ce qui pour eux était inconcevable puisque les prix continueraient d'augmenter chaque année, ils refusaient que leur mode de vie se dégrade. Je leur répondis OK, ce sera 8,5% et grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Quand je rendis compte à la direction de l'inflexibilité des salariés, elle ne me prit pas au sérieux, j'étais forcément un gauchiste, tout le monde savait que j'avais milité à l'OCI. Alors je convoquai une assemblée générale au cours de laquelle la totalité des salariés votèrent à main levée devant le directeur général les 8,5% et la grève illimitée.

Entre temps, pendant plus d'un mois elle avait tenté de m'amadouer, elle était prête à ne pas réduire la prime de 14e mois, si nous acceptions un compromis aux alentours de 5 ou 6%, les discussions avaient lieu au restaurant gastronomique du tennis club de la Défense (92) situé à Nanterre à proximité de l'entreprise, je ne cédai sur rien, mieux, j'en rajoutai une couche en les menaçant d'une nouvelle grève s'ils touchaient au 14e mois. Finalement, la quasi totalité des salariés se mirent en grève illimitée et la direction capitula sur toutes nos revendications trois jours et demi plus tard, elle paya même les jours de grève et les tickets restaurants, tellement elle avait été surprise par la détermination unanime des salariés.

Ces salariés étaient prêts au combat. Ils ont saisi l'occasion qu'un délégué syndical était prêt également à mener ce combat jusqu'au bout, et ensemble nous devenions invincible.

Question, croyez-vous qu'à l'époque l'immense majorité des travailleurs du pays ne partageaient pas l'état d'esprit de ces salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, j'étais l'unique syndiqué ouvrier (technicien) de toute la boîte, qui s'étaient dressés dans l'unité contre la direction et la politique de rigueur du gouvernement Mitterrand-Mauroy pour exiger que leurs besoins soient satisfaits ? Pourquoi n'avons-nous pas assisté à un ras de marée, à une puissante mobilisation des masses, sinon parce que les militants des différents partis ouvriers qui avaient des mandats syndicaux étaient corrompus ?

Moi j'étais un jeune militant inexpérimenté, très dogmatique, c'était ma première expérience syndicale, je me suis débrouillé tout seul pour organiser cette grève, et je peux vous dire que je n'en menais pas large, j'ai même failli tout abandonner, je ne reçus aucun soutien extérieur, je mis la fédération de FO devant le fait accompli, je ne voulais surtout pas qu'ils débarquent dans la boîte, ils auraient été capables de tout faire foirer.

Alors imaginez ce qu'aurait pu faire des syndicats implantés depuis des lustres dans des dizaines ou centaines de milliers d'entreprises ou administrations. S'ils n'ont pas fait ce que j'ai fait, c'est tout simplement parce qu'ils ne le voulaient pas ou parce que déjà à cette époque les travailleurs avaient une idée épouvantable des syndicats, à moins que les syndicats ne les aient formatés à leur image ou en aient fait des esclaves dociles, résignés, c'est d'ailleurs ce à quoi peut mener toutes les publications syndicales sans même qu'il soit besoin de les lire.

En somme, si on a bien compris, vous voudriez imposer votre conception du syndicalisme dans les syndicats. Arrêtez votre cirque, je n'ai même pas essayé de l'imposer quand j'étais délégué syndical. Vous n'y êtes pas du tout, j'estime tout simplement que ce sera indéfiniment impossible, on ne doit se faire absolument aucune illusion à ce sujet. C'est comme ceux qui se figurent qu'en rejoignant un parti et en constituant une tendance ils pourront un jour modifier radicalement son orientation politique sans tenir compte de sa véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire, ce sont des mythomanes, des mégalomanes, des paumés, des aventuriers, les partis jusqu'aux plus infimes formations politiques en sont remplis !

Le refus de caractériser précisément les différents acteurs politiques était révélateur.

Depuis les années 40, nos dirigeants ont refusé de caractériser le PS, le PCF, les syndicats, le mouvement ouvrier, ou pour être plus précis, de modifier la caractérisation qui en avait été faite précédemment et qui était devenue obsolète ou erronée, partant de là on comprendra pourquoi ils refuseront qu'on les caractérise eux-mêmes. Ils refusent également d'admettre que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, tendance que Marx, Engels et Lénine avaient déjà observée dès la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, tendance qui évidemment ne cessera de se renforcer tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

En quelque sorte, ceci explique cela, et c'est pour n'avoir pas cessé de nier cette réalité que nous en sommes là aujourd'hui, que nous nous retrouverons totalement désarmés théoriquement, politiquement, sur le plan organisationnel pour affronter l'offensive néolibérale.

Ce n'était pas un gros mot à l'époque de Marx et Engels d'affirmer que le mouvement ouvrier et les masses traversaient des périodes où ils étaient réactionnaires, impérialistes, donc xénophobes et racistes puisque cela va ensemble. Et quelles conclusions en tiraient-ils? Qu'il fallait s'adresser aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ainsi qu'à celles des couches moyennes qui ne bénéficiaient pas des largesses que le capitalisme réservait aux couches supérieures qui constituaient à ses côtés l'élite sur lequel il s'appuyait pour assurer la stabilité du régime.

Qu'avons-nous retenu de cet enseignement ? Absolument rien ! Nous avons eu faux sur pratiquement toute la ligne, et nous avons écopé la réaction sur toute la ligne, cela vous surprend-il encore ?

Seconde partie.

Vous avez envie d'uriner, soulagez-vous, c'est le moment ou jamais (lire plus loin) ou vaut mieux encore le totalitarisme que le socialisme.

Un harcèlement permanent, hystérique, auquel participe avec zèle l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche, tout partis et syndicats confondus.

Changement climatique, racisme, homophobie, sexisme, PMA, migrant, les instruments de la guerre idéologique et psychologique mondiale menée contre les peuples exploités et opprimés par les tenants de la gouvernance mondiale ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

Quand la classe des colonisateurs, esclavagistes, racistes, antisémites, xénophobes, misogynes, homophobes, impérialistes, pollueurs, exploités, pillés, mafieux, criminels, inquisiteurs, dictateurs, etc. donne des leçons de morale et de démocratie à la terre entière, il est de notre devoir de dénoncer et de combattre cette imposture.

- Ce sont ceux qui saccagent notre planète qui prétendent vouloir la sauver...
- Ce sont ceux qui continuent la politique de la Françafrique, pillent et maintiennent dans le sous-développement le continent africain qui prétendent lutter contre le racisme...
- Ce sont ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres qui prétendent lutter contre la xénophobie...
- Ce sont ceux qui ont inculqué au peuple que les homosexuels étaient des sous-hommes, qui maintenant prétendent lutter pour leurs droits...
- Ce sont ceux qui ont toujours considéré les femmes comme une sous-espèce de l'homme pour justifier les restrictions à leurs droits et des différences salariales, qui prétendent défendre les droits des femmes...
- Ce sont ceux qui découragent ou mettent des obstacles à l'adoption d'orphelins qui sont aujourd'hui favorables à la PMA...
- Ce sont ceux qui ont détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. qui prétendent vouloir accueillir leurs réfugiés...

Tout cela n'est qu'une monstrueuse et sordide manipulation, instrumentalisation des conséquences de leur politique criminelle qu'ils entendent faire supporter aux peuples qui n'y ont jamais souscrit.

Il faut bien avoir conscience que sans le consentement du peuple, sans la participation de la gauche et de l'extrême gauche à cette machination, elle serait rendue impossible, inefficace.

Participez-y ou soutenez-les, et vous deviendrez un de leurs agents. Conservez votre dignité, adoptez résolument le combat pour la révolution socialiste mondiale !

Quelques exemples de cette propagande frénétique totalitaire.

Réchauffement climatique.

- Emmanuel Macron va lancer un Haut conseil pour le climat - franceinfo 25.11

Selon les informations du Journal du dimanche, qui cite l'Elysée, Emmanuel Macron va annoncer mardi 27 novembre la création d'un Haut conseil pour le climat composé d'experts (...) structure placée sous l'autorité du Premier ministre.

Peu de choses ont filtré (...) Emmanuel Macron va "donner le cap sur la transition écologique", devant les membres du Conseil national de la transition écologique (CNTE), composé d'élus, de syndicats, d'ONG et d'associations, dans l'objectif de la rendre "acceptable", a expliqué l'Élysée à l'AFP.

D'après Le Journal du dimanche, il devrait compter parmi ses membres Laurence Tubiana, ex-négociatrice lors de la COP21, Pascal Canfin, président de WWF France, et des personnalités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Le Haut conseil pour le climat sera "doté de moyens" et pourra "intervenir sur toutes les politiques publiques", a expliqué la présidence au JDD.

D'après l'hebdomadaire, les "macronistes se sont convertis à l'idée qu'il faut 'associer davantage'" les syndicats, les associations de défense de l'environnement, les syndicats agricole et la société civile, dont certains "gilets jaunes". franceinfo 25.11

Syndicats, ONG et associations participent à la mise en oeuvre de la politique de Macron, et prétendent la combattre, c'est clair non ? Avez-vous envie de les imiter ou y participez-vous ?

- Les camions à leur tour soumis à des normes écolos ? - LeParisien.fr

- «Plus personne ne dit : "l'écologie ça suffit"» - Liberation.fr

Dans sa circonscription du Maine-et-Loire, le député LREM Matthieu Orphelin essaie tant bien que mal de «vendre» les mesures du gouvernement contre la hausse des prix du carburant. Liberation.fr

A bas l'écologie des capitalistes !

- WAG, l'application coaching pour devenir un «écolo» exemplaire - Liberation.fr

En misant sur son aspect ludique le logiciel mobile lancé par WWF invite les Français à devenir des acteurs de la révolution verte en changeant leurs habitudes de consommation. Liberation.fr

Toujours ces saloperies d'ONG qu'ils financent en première ligne...

Marché aux esclaves.

- Environ 500 migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana - AFP

- À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane - Le HuffPost

Sexisme

- En Europe, plusieurs marches féministes contre les violences sexistes et sexuelles - AFP

Appel à la délation par le gouvernement vichyste.

- Une plateforme de signalement de violences sexistes et sexuelles lancée mardi par le gouvernement - Le HuffPost

- La marche #NousToutes à Paris a rassemblé plus de monde que la manif des gilets jaunes - Le HuffPost

- La Turquie empêche une marche contre les violences envers les femmes - AFP

- Espagne: des milliers de manifestants contre les violences envers les femmes - AFP

- Contre les violences faites aux femmes, un record de lumières en Colombie - Le HuffPost

- 4.000 bracelets fluorescents pour la cause des femmes - AFP

- PMA comme Projet momentanément ajourné ? - Liberation.fr L'examen du texte qui doit ouvrir la procréation médicalement assistée à toutes est reporté. Mais pourquoi ?

Le néolibéralisme, c'est la démocratie

- Gifle électorale pour le camp progressiste à Taïwan - AFP 25 novembre 2018

On s'en félicite !

Pour l'AFP et les ONG encadrés par la NED/CIA, "*le camp progressiste*" signifie celui qui participe à toutes les campagnes identitaires made in USA destinées à briser la culture du peuple ou à entretenir la division de la Chine.

- Hongrie : importante manifestation de soutien à "l'université Soros" - euronews

Et pendant ce temps-là où en est le capitalisme ?

- L'urine, cette mine d'or qui s'ignore - Liberation.fr 17.11

Nos excréments regorgent de nutriments essentiels à la production de notre alimentation. Plutôt que de les faire passer à la trappe, autant les recycler. Liberation.fr 17.11

Barbouzerie

- A Nice, Nicolas Sarkozy inaugure une allée Charles-Pasqua qui fait débat - LeParisien.fr

Lobbying

- La recommandation du vaccin anti-HPV étendue aux garçons dans deux régions - Publicsenat.fr

A titre d'expérimentation, la recommandation du vaccin contre le papillomavirus, cause de cancer de l'utérus, est étendue aux garçons en plus des filles. Publicsenat.fr

[La macronie est aussi le produit de ce que les imposteurs appelèrent la gauche.](#)

En passant, l'ultra droite, voilà une caractérisation qui irait très bien au centriste qui ont adopté l'idéologie néolibéral avant que le PS la partage.

- Stanislas Guérini, futur patron d'En marche a déjà eu plusieurs vies - Le HuffPost 23.11

Le 1er décembre prochain, Stanislas Guérini devrait succéder à Christophe Castaner comme délégué général de La République en marche.

Un jeune étudiant pro-DSK

Il est tout juste diplômé de HEC quand en 2006, Stanislas Guérini vit sa première aventure politique. A 24 ans, en prolongement d'un stage dans le think tank de gauche "À gauche en Europe" (qui donnera naissance ensuite à Terra Nova), il fait partie de l'équipe de jeunes loups qui espèrent mener Dominique Strauss-Kahn à la victoire lors de la primaire socialiste. Au QG du candidat, il retrouve Benjamin Griveaux mais aussi plusieurs personnes aujourd'hui autour d'Emmanuel Macron: c'est le cas de son conseiller spécial Ismaël Emelien, de sa conseillère presse Sibeth Ndiaye ou de son conseiller économie Cédric O. Avec eux, il est chargé de préparer des notes pour le candidat qui sera finalement battu à plate-couture par Ségolène Royal. Dix ans plus tard, ils se retrouveront derrière un autre prétendant à l'Élysée.

Un chef d'entreprise écolo

Alors que certains de ses camarades restent dans le milieu politique, Stanislas Guérini met en pratique les cours qu'il a reçus à HEC dans la vraie vie. En 2007, il lance son entreprise spécialisée dans l'énergie renouvelable, Watt et Home. Il s'associe pour l'occasion avec Jean-Pierre Emelien, le père d'Ismaël et multiplie alors les allers-retours entre Paris et Grenoble où est situé le siège de sa société. Quelques années plus tard, il expliquera que c'est cette expérience qui l'a conduit à retenter l'aventure politique. "J'avais créé une société d'installation de panneaux solaires chez les particuliers, or du jour au lendemain, le gouvernement Fillon a déclaré un moratoire sur les mesures d'incitation au rachat d'électricité. Résultat: le secteur est passé en quelques mois de 25.000 à 15.000 salariés. J'ai dû faire des licenciements économiques", déplorait-il en 2017 auprès de BFMTV. Son entreprise perd près 25% de chiffre d'affaires mais contrairement à beaucoup d'autres dans le secteur, elle ne coule pas. Fin 2013, Stanislas Guérini passe la main à un autre directeur général et rejoint à Paris les rangs de la multinationale Elis (groupe de blanchisserie industrielle) comme "directeur de l'expérience client" où il bénéficie d'une rémunération confortable (un

peu plus de 7000 euros net, selon sa déclaration d'intérêts).

Un monsieur loyal pour Macron

Après une brève rencontre avec Emmanuel Macron en 2014, c'est Ismaël Emelien qui le rattrape en 2015 pour lancer l'aventure En Marche! dont il devient un pilier. En même temps qu'il est l'une des têtes pensantes du mouvement, il en devient le référent parisien. C'est à ce titre qu'il est de tous les meetings du candidat dans la capitale dont il assure l'animation. Une fois la victoire survenue et alors que certains restent dans l'ombre, il fait -comme Benjamin Griveaux- le choix de briguer un poste de député. En juin, il est élu dans la 3e circonscription, celle de la socialiste Annick Lepetit. Porte-parole du groupe LREM, il est spécialisé sur les projets de loi économiques: rapporteur du texte sur le droit à l'erreur, il l'est aussi sur la loi Pacte. Le HuffPost 23.11

[Suite de la mobilisation contre la politique d'austérité.](#)

Le prix du carburant n'est pas la seule revendication des "gilets jaunes" qui manifestent samedi 17 novembre dans toute la France. Ils dénoncent plus globalement la politique du gouvernement. francetvinfo 17 novembre 2018

Ce sont des traîtres ou des vendus qui parlent en notre nom.

Il y en a qui ont estimé que le mot d'ordre "*démission Macron*" était désuet, le POID notamment, Ruffin de La France Insoumise a fait savoir qu'il n'avait rien contre les CRS, d'autres en viennent à prendre la défense des journalistes travaillant pour la chaîne ultra néolibérale BFMTV, bref tous à leur manière ont fait acte d'allégeance au régime, dont acte. Farida Amrani (LFI) a appelé son adversaire Francis Chouat (LREM) pour le féliciter.

Les gilets jaunes rêvent de "démission" de Macron pour leur "acte 3" le 1er décembre - Le HuffPost 25.11

Un appel invitant les gilets jaunes à manifester le 1er décembre sur les Champs-Élysées a reçu des milliers de réponses.

A la différence de l'appel précédent qui préconisait un rassemblement à Concorde, cet "Acte III" a fixé comme point de rendez-vous les Champs-Élysées, en dépit des violences qui y ont été observées samedi.

"Pour le 1er décembre, il faudra faire ça proprement. Aucune casse et cinq millions de Français dans la rue", prévient la page Facebook "Les gilets jaunes", à l'origine de ce nouvel appel. À l'heure de la rédaction de cet article (près de 4h du matin, heure française), l'événement comptait plus de 12.000 confirmations et 65.000 internautes intéressés.

Dans sa description, l'appel énumère des revendications plus ou moins réalistes: une rencontre à l'Élysée pour "exiger" du chef de l'État "plus de pouvoir d'achat" et "l'annulation des taxes sur le carburant". Sans quoi "Macron démissionne", s'enflamment les administrateurs de la page.

Alors que le rassemblement parisien de samedi a été émaillé d'incidents, et que plusieurs journalistes ont été agressés par des gilets jaunes, à Toulouse et Béziers notamment, les administrateurs songent à établir un service d'ordre, à la manière d'un syndicat traditionnel.

"Pour sécuriser nos prochains rendez-vous, nous proposons de mettre en place des "gilets rouges", qui auront la responsabilité de sortir les casseurs de nos rangs. Il ne faut surtout pas se mettre la population à dos. Faisons attention à notre image les amis", avancent les organisateurs, alors que de très nombreux commentaires continuent de vilipender la presse.

Samedi 24 novembre, ce sont près de 160.000 personnes qui se sont rassemblés à travers la France pour exprimer leur ras-le-bol fiscal, soit une participation plus faible que le 17 novembre, coup d'envoi de cette grogne hétéroclite. Le HuffPost 25.11

La cote de popularité de Macron chute encore, à 25% - Le HuffPost 17 novembre 2018

Les Français sont de moins en moins satisfaits de l'exécutif: Emmanuel Macron perd 4 points en novembre, atteignant son score le plus bas à 25% de popularité, et Édouard Philippe chute de 7 points à 34%, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche... Le HuffPost 17 novembre 2018

Un sondage Elabe publié mercredi dernier par BFMTV révélait que 73% des Français les soutenaient, un chiffre qui monte même à 85% au sein des classes populaires. lefigaro.fr 25 novembre 2018

[Tous des fachos ont décrété Macron et ceux qui se sont opposés à cette mobilisation ?](#)

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas» - Libération.fr 24 novembre 2018

Au péage de la Gravelle, en Mayenne, où les voitures particulières et les poids lourds qui viennent de Paris passent gratuitement entre deux haies de gilets jaunes depuis samedi matin, les échanges vont bon train entre manifestants sur les impôts, les taxes, le pouvoir d'achat.

«On veut bien payer des impôts si c'est pour construire des hôpitaux», lance Christelle, 46 ans, artisanne. «Au lieu de cela, on voit les services publics qui se dégradent et la dette qui se creuse, mais où va l'argent ?»

Où va l'argent ? La question revient comme un leitmotiv. Pascal, un grand gaillard aux cheveux coiffés en brosse, agent communal dans un village voisin, veut bien lui aussi payer des taxes, mais «pas pour qu'on supprime des profs qui se retrouvent avec trente gamins dans une classe ou qu'on enlève des infirmières dans les hôpitaux».

«Quand un simple employé a des frais vous croyez qu'on ne lui demande pas de justificatifs ?», lance un «gilet jaune» qui met également en cause les régimes de retraite des élus nationaux.

«Au lieu de supprimer l'ISF, on ferait mieux de bien distribuer les richesses», renchérit Anna, 45 ans, cadre à la Poste. «Dans ce pays, il y en a, et le bon Président c'est celui qui saura faire ça. C'est une question de décence. Je connais une femme de 75 ans qui touche 400 euros de retraite et a dû prendre un emploi de serveuse dans la restauration. Cela c'est indécent.»

Annabelle, 30 ans, qui cumule des emplois de crêpière, de poissonnière et d'animatrice dans des centres commerciaux selon les besoins de ses «patrons», abonde. Cheveux blonds coupés court et anorak mauve remonté jusqu'au menton, elle met aussi en cause le pouvoir central.

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas. Il n'y a rien de redistribué. On nous a dit aussi qu'on allait aider les derniers de cordée à rejoindre les premiers de cordée, mais la corde elle est cassée. On a l'impression d'être revenu au temps de Louis XVI avec un président dans son palais d'argent.»

Un peu plus loin, chacun raconte ses conditions de vie ou un petit bout de son histoire. Comme Valérie, 49 ans, qui a travaillé «vingt ans dans le commerce puis dix ans comme aide-soignante», avant de retourner vers le commerce «écœurée par le manque de considération et de moyens» dans le milieu médical.

«Il n'y a plus rien d'humain», explique-t-elle. «On n'a même plus cinq minutes pour un échange, pour prendre une main. Il faut remettre de l'humain dans la société et arrêter avec tout ce qui brille.» 24 novembre 2018

À Paris, gilets jaunes et ivresse révolutionnaire - L'Express.fr 17.11

Venu exprès de l'Yonne, Alex, 40 ans est "venu voir Macron" pour qu'il lui explique "comment vivre avec 1500 euros". "Je veux être là où ça va durer", explique cet auto-entrepreneur, persuadé que le mouvement va s'étaler sur plusieurs jours. "Macron doit quitter le pouvoir", martèle Bruno, un Val-d'Oisien de 38 ans qui travaille dans la sûreté aéroportuaire. "Si l'on compte l'abstention et les suffrages non-exprimés, Emmanuel Macron est illégitime. On doit revoter et reconnaître le vote blanc", explique-t-il. L'Express.fr 17.11

À Montpellier, les gilets jaunes ont même réservé une haie d'honneur aux participants de la marche contre les violences sexistes et sexuelles. Réunis sur la place de la Comédie, ils ont acclamé le cortège à son passage comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 24 novembre 2018

["On va voir". LFI soutient indéfectible de Macron et du régime. Numéro d'illusionniste et mystification.](#)

Ruffin (LFI) : "Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles" - AFP 24 novembre 2018

"Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles et qu'il entende le peuple", a déclaré samedi le député de La France Insoumise, François Ruffin, venu défilier aux côtés des "gilets jaunes" sur les Champs-Élysées avant que des violences n'éclatent.

"Moi je ne viens pas pour jeter des pavés sur les CRS mais Macron a dit qu'il fallait qu'on vienne le chercher. Les gens viennent en tous cas pour lui passer clairement un message: c'est qu'il faut qu'il change de politique", a affirmé sur LCI le député de la Somme.

"La démocratie c'est aussi que les dirigeants entendent ce que le peuple a à dire quand les dirigeants mènent une politique aussi injuste (...) qui favorise l'argent contre les gens", a-t-il estimé. AFP 24 novembre 2018

Autrement dit, si ceux qui nous gouvernent entendaient le peuple, nous serions en démocratie, parce que voyez-vous se serait possible, ce serait compatible avec la crise du capitalisme, avec les besoins du capitalisme ! Allez monsieur Ruffin, vive le capitalisme, vive la Ve République!

"Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi), s'il y a des formes de rétablissement d'une justice fiscale, on va voir. Si c'est des usines à gaz qui en vérité ne règlent rien, je pense que ça passera mal", a averti le député LFI Alexis Corbière. AFP 26 novembre 2018

C'est tout vu, vendu !

Et apparemment les travailleurs le savent...

Totalitarisme. Avec 10% des électeurs inscrits, il est "**largement élu député**"

Législative dans l'Essonne: Francis Chouat élu dans le fauteuil de Manuel Valls - LeFigaro.fr 26 novembre 2018

Dimanche soir, c'est le maire d'Évry, Francis Chouat, qui l'a emporté, et très largement, avec 59,1 % des voix. Cette élection est cependant marquée par une abstention colossale.

Le taux d'abstention, toujours aussi élevé, autour de 82%, montre que les Insoumis n'ont pas réussi à mobiliser, dans un contexte pourtant très défavorable au gouvernement.

Pour Farida Amrani et la France insoumise, l'échec est cuisant. Elle a appelé son adversaire pour le féliciter.

Dimanche soir, Manuel Valls a salué le résultat sur Twitter, se disant «heureux et fier». «C'est aussi la défaite du populisme et de la haine de Jean-Luc Mélenchon», a ajouté l'ancien premier ministre. "Ce soir mon ami Francis Chouat est largement élu député."

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale : Sincères et amicales félicitations à Francis Chouat élu brillamment dans l'Essonne à l'Assemblée nationale.

Toutes ces considérations sont à relativiser au regard du très faible taux de participation. Déjà bas en juin 2017, à peine 36,6 %, il est tombé à près de 18 % dans cette circonscription où l'on trouve de nombreux quartiers populaires, notamment à Evry et à Corbeil-Essonnes. Un triste record. LeFigaro.fr et Le Parisien.fr 26 novembre 2018

Un avant-goût du résultat de élections européennes de 2019 ?

Dans quelle société vivons-nous ? Quelques éléments de réflexion.

- Gilets jaunes: qu'entend-on par "France périphérique"? - Lexpress.fr 24/11/2018

De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il le nom? "C'est une confirmation de la confrontation entre la France périphérique et la France des métropoles", tranche Christophe Guilluy dans un entretien au Figaro. Nous ne sommes pas en face d'un mouvement marginal et catégoriel." Pour le géographe, la sociologie du mouvement - "socle de la classe moyenne occidentale" - et sa géographie - "territoires ruraux, petites villes et villes moyennes", témoignent d'une révolte de cette France des oubliés.

Le concept de France périphérique, en revanche, fait florès, se diffuse dans tout le débat social et politique, notamment autour des inégalités et trouve particulièrement de l'écho à droite. La notion est formellement théorisée par Christophe Guilluy dans un essai éponyme publié en 2014, sous-titré Comment on a sacrifié les classes populaires. L'ouvrage développe des thèses esquissées dans son précédent essai; Le géographe oppose une France des métropoles - où se créent les richesses et les emplois qualifiés grâce à la mondialisation - et une France frappée par la désertification des emplois: petites et moyennes villes et zones rurales. Cette dernière représente 60% de la population et près de 80% des classes populaires, estime Christophe Guilluy.

Ouvriers, employés ou petits commerçants composent cette fameuse France périphérique, éloignée de la concentration de richesse et sous-dotés en services publics: des perdants de la mondialisation, chassés des métropoles en raison de la pression immobilière, mais aussi des banlieues pour échapper au sentiment de minorité culturelle lié à l'immigration. Christophe Guilluy refuse toutefois d'ethniser son analyse. "Dans les cités, l'insécurité culturelle' est loin de ne concerner que les "petits Blancs", ainsi que le veut la caricature. Si vous étudiez la géographie de la banlieue, vous constaterez, entre autres, qu'il y a eu un fort exode de Maghrébins en pleine ascension sociale: ils ne se sentaient plus "chez eux" avec l'arrivée de nouvelles populations immigrées", expliquait-il à L'Express en 2017.

La France serait donc coupée en deux. D'un côté, la France dynamique: on y retrouve une classe urbaine de cadres aisés et une population immigrée, qui vivent néanmoins séparés par des "frontières invisibles". "Les bobos ont tous les outils pour vivre la mixité", expliquait Christophe Guilluy en 2017 à L'Express, citant les arrangements avec la carte scolaire. "Le multi-culturalisme à 10000 euros par mois, ça n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 1000 euros par mois".

De l'autre, une France en voie de déclasserment et de relégation sociale comme culturelle, en "sécession" avec la France des métropoles. Le tout sans lien entre les deux. "Parallèlement, les milieux populaires sont, eux, dans un processus de marronnage, c'est-à-dire qu'ils n'attendent plus rien du monde d'en haut. En tout cas, la classe moyenne a explosé", estime Christophe Guilluy. Lexpress.fr 24/11/2018

Les Gilets jaunes, «un mouvement très révélateur de la cassure entre deux France» - leparisien.fr 23 novembre 2018

Pour le politologue Jérôme Fourquet, la fronde des Gilets jaunes révèle les multiples fractures - politiques, sociales, territoriales - du pays.

Directeur du département opinion de l'institut de sondages Ifop et chercheur associé à la Fondation Jean Jaurès, Jérôme Fourquet analyse les fractures de la société mises en lumière par le mouvement des Gilets jaunes.

On a l'impression d'une France fracturée. C'est un constat juste ?

Jérôme Fourquet. Oui. Ce mouvement est révélateur de multiples fractures qui se superposent. Fracture spatiale d'abord, avec d'un côté la France des zones rurales et de l'étalement urbain, fortement dépendante de l'automobile, donc extrêmement sensible au prix des carburants. De l'autre côté, la France des grandes villes, à commencer par Paris, où moins d'un foyer sur deux dispose d'une voiture. Samedi dernier il y avait un contraste criant entre les 2000 points de blocage, pour la plupart dans des petites villes ou des villages, et les effectifs squelettiques de la manifestation des Gilets jaunes place de la Concorde et sur les Champs-Élysées.

Et la deuxième fracture ?

C'est la fracture sociale. La France qui se mobilise ou qui soutient les Gilets jaunes, c'est la France des fins de mois difficiles, la France du salariat, ou de retraités, la France de la petite classe moyenne. Celle qui a le sentiment de ne plus arriver à boucler les fins de mois. Ou quand elle y arrive, c'est juste pour payer les dépenses contraintes mais sans plus pouvoir se permettre le moindre extra.

A qui s'oppose-t-elle ?

A une France beaucoup plus aisée. On l'a vu sur les réseaux sociaux, à travers les contre-pétitions venant d'un public plutôt parisien, diplômé : cadres, ingénieurs, professions intellectuelles. Ils reprochent aux bloqueurs de se préoccuper de mettre de l'essence dans leur réservoir alors qu'ils ne voient pas que la maison brûle. Les premiers ont les moyens d'avoir une vision à long terme, les autres ont le sentiment d'être aspirés vers le bas par la hausse des dépenses contraintes et des taxes, dont le prix à la pompe est l'emblème : beaucoup ne payent pas l'impôt sur le revenu, le prix de l'essence est le prélèvement le plus visible. Il y a un fossé béant entre les cadres d'un côté, les ouvriers et employés de l'autre.

La politique joue-t-elle un rôle dans le mouvement ?

Oui, la troisième fracture est politique. L'électorat qui soutient très fortement ce mouvement est celui de la protestation, ceux qui votent Rassemblement national (ex-FN), Dupont-Aignan et dans une certaine mesure pour les Insoumis. Mais on constate aussi un fort soutien parmi la population détachée de la politique, abstentionniste, revenue de tout. En face, on trouve un électorat macroniste, qui ne comprend pas voire critique ce mouvement.

Tous ces éléments se superposent-ils ?

Oui, assez bien. Prenons par exemple deux départements en Ile-de-France, les Yvelines et la Seine-et-Marne : la mobilisation est beaucoup plus forte dans le second, plus populaire, où le Rassemblement national a fait des scores très élevés. Tandis que les Yvelines sont plus macroniennes, plus fillonistes. C'est aussi un électorat dépendant de la bagnole, mais avec de plus grosses cylindrées et les moyens de faire le plein.

Pourquoi ces fractures explosent-elles aujourd'hui ?

Elles existent depuis longtemps - référendum de 2005, élections successives. Cela explose maintenant à cause du détonateur

du carburant. Emmanuel Macron n'a pas créé ces fractures, il hérite du fardeau. Mais il a exacerbé ces clivages par son action politique et son comportement. Sur les ronds-points, on entend beaucoup de références à l'ISF, à la CSG des petits retraités. On critique aussi le président des riches, et ses formules sur Il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot, modèle social coûte un pognon de dingue, et autres Gaulois réfractaires... Macron a avivé ainsi des plaies qui étaient déjà à vif. leparisien.fr 23 novembre 2018

- Les «Gilets-jaunes», le réveil des citoyens français par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

Selon le site de France-police.org, le samedi 24 novembre 2018 à 19h25, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, annonçait 1619 lieux d'actions sur tout le territoire national. L'estimation du syndicat de la police était, à peu de chose près, au même niveau que celle du Ministère de l'Intérieur.

En revanche, le site contestait d'emblée et fortement le chiffre fantaisiste du ministre de l'Intérieur qui, à un individu près, annonçait sans complexe le nombre de 106.301 manifestants «Gilets-jaunes» sur toute la France. Le syndicat rappelait qu'il était absolument impossible de donner un chiffre exact de manifestants à une personne près! En faisant cette déclaration, le ministre Castaner se moquait ouvertement du monde!

A l'image du samedi 17 novembre, les points de blocage ont rassemblé en moyenne 250 gilets-jaunes. Pour assurer une rotation de dix à douze heures de manifestations, il était nécessaire que les points de blocages soient doublés et passent à une moyenne de 500 Gilets-jaunes, environ.

Le site de la police fait donc un calcul approximatif démontrant que 1619 points de manifestations multipliés par une moyenne de 500 Gilets-jaunes, donnaient environ 809.500 participants aux manifestations des Gilets-jaunes!

De plus, par le syndicat de la police, nous apprenions hier que le ministère de l'Intérieur avait fait pression sur les Parquets en leur donnant des « consignes de fermeté pour influencer leur appréciation des affaires en lien avec les Gilets-jaunes! » Le syndicat de la police se dit, par ailleurs, « scandalisé par une telle pratique, alors que les Procureurs n'ont pas à être aux ordres du ministre de l'Intérieur!»

Le site poursuit en déclarant que la police nationale attendait, à ce propos, une « réaction très forte du Syndicat de la Magistrature ». Quant au Syndicat de la police, il assure faire confiance aux Procureurs de la République qui sauront faire leur travail selon le « droit de notre pays et conformément à la jurisprudence en vigueur » et non pas selon une « justice d'exception exigée par un ministre de l'Intérieur à des fins politiciennes!»

Nous savons tous que ce mouvement citoyen est né d'initiatives spontanées et non pas à partir de consignes d'associations, de syndicats de travailleurs, de groupes politiques, ni même d'élus de la République...

C'est la conscience citoyenne qui s'est réveillée créant un mouvement citoyen de protestation et de revendication, exigeant pour l'essentiel aujourd'hui, la démission d'Emmanuel Macron jugé n'être pas à la hauteur de ses responsabilités...

Plus de 72% des Français, disait un expert en politique sur le plateau de RT France, ce jour-même, sympathisent avec ce mouvement de manifestation sur toute la France. Je rappelle que c'est à peu près la proportion de gens qui n'a pas voté pour installer Macron à l'Élysée : les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Au premier degré, les initiateurs du mouvement ont pensé que chacun avait un gilet jaune, ayant la vertu de rendre bien visible celui qui le porte, puisque la sécurité routière avait rendu obligatoire l'usage d'un gilet jaune fluo en cas de détresse sur la voie publique...

Mais, au second degré, il faut souligner que l'utilisation massive du gilet jaune allait donc vouloir signifier essentiellement aux politiques que le peuple disait massivement sa détresse et qu'il fallait le « voir », il fallait « l'entendre », il fallait venir à son secours en cessant de le maltraiter par une fiscalité injuste et démentielle...

Le gilet jaune était donc un premier signal, un avertissement, un signe de ralliement mais aussi un signal d'alarme. Si les «élites» arrogantes de l'oligarchie au pouvoir se sont emparées de l'État, c'est en se moquant de la volonté du peuple et sans le consentement de sa majorité... Ce Pouvoir est donc logiquement dans l'obligation d'entendre aujourd'hui ce signal d'alarme et cet avertissement « bon enfant », car le Pouvoir ne peut pas impunément se moquer du peuple et abuser de sa patience...

Or, que voit-on et qu'entend-on ?

Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les « Gilets-jaunes » de « complicité de terrorisme » et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de « l'état d'urgence »! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! (...)

Car, bien entendu, il est inutile de s'éterniser sur le radotage niais de la désinformation et comme d'habitude des images manipulatoires diffusées par les médias « officiels » sur les violences montrées comme si cet épisode des Champs Élysée était la seule chose survenue à l'occasion de cette journée de mobilisation protestataire du 24 novembre... Les BFMTV menteur par vocation, les LCI menteur par nécessité, les France Info menteur par facilité, les France Télévision menteur par soumission, les TF1 menteur par intérêt... n'avaient que des lamentations à diffuser en minimisant l'importance du mouvement et en le criminalisant sans vergogne, puisque désormais une nouvelle loi, celle du 20 novembre 2018, contre « la manipulation de l'information » les protégeait avantageusement leur donnant les coudées franches pour se moquer ouvertement du peuple en colère...

Bientôt, si Macron manque de lucidité et s'entête à dire que ce qui se passe en France n'est qu'une violence passagère, gratuite et opportuniste, organisée par les casseurs d'extrême droite à l'appel de Marine Le Pen, il faudra bien que quelqu'un dise à sa Majesté que ce n'est plus simplement «une révolte passagère qui est en cours, mais que c'est devenu une Révolution, faute d'avoir été entendue à ses prémices», et qu'à ce compte là, il risque bien de voir sa tête tomber avant d'avoir réalisé l'inconscience dans laquelle son idéologie ultra libérale l'a conduit!

Le peuple Français est patient, il peut attendre longtemps avant d'engager la fronde, mais lorsque la « mesure de trop » est devenue « le plus qu'assez », son âme révolutionnaire se réveille et là il n'est plus question de soumission ou de compromission. En France, la colère du peuple peut devenir cinglante et déterminée: en l'espace de quelques heures, le pays peut se mettre à ruisseler de larmes et de sang! L'état dans lequel, les Champs Élysée se sont retrouvés, en fin de journée du 24 novembre, n'a été qu'un petit avertissement sur ce que le pays tout entier pourrait en un instant devenir! Il semble que les leçons de l'histoire ne servent pas à grand chose; pourtant, elles auraient dû avertir les nouveaux princes qui se sont arrangés pour s'emparer du pouvoir, mais il semble que non : il faut toujours recommencer à secouer le joug, car tout Pouvoir est en soi une perversion qui tend naturellement à l'abus.

« Un Pouvoir délégué sans un autre qui le surveille et le contrôle, tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté », disait Brissot en 1791. Un pouvoir délégué n'est donc pas un pouvoir mais l'exercice d'une autorité contrôlé par la volonté du peuple qui s'est exprimée dans la Constitution écrite par lui et non pas par des prédateurs au service des pilleurs de l'humanité...

Si le gilet jaune est en soi un signe d'avertissement et aussi un appel au secours, un désir d'attirer une attention bienveillante et respectueuse pour la vie de millions de concitoyens mise en danger et réclamant d'être protégée, il se pourrait bien qu'en ayant brutalisé, criminalisé et accusé de « complicité de terrorisme », ce cri d'appel des «Gilets-jaunes», le Pouvoir se soit transformé en promoteur irresponsable d'un appel aux armes et d'une mutation intempestive des «Gilets-jaunes» en « Gilets pare-balles »! Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

[L'aristocratie syndicale élit son héritier.](#)

- Force ouvrière. Avec Yves Veyrier, le retour des «réformistes» - Liberation.fr 23 novembre 2018

Le successeur de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière a désormais un nom : Yves Veyrier. Le plus ancien membre de la direction, où il siège depuis 2004, a remporté jeudi 45,75 % des voix, contre 43,35 % pour Christian Grolier, patron de la fonction publique, et 10,9 % pour Patrice Clos, le numéro 1 de la fédération des transports.

Cette victoire d'une courte tête marque le retour du clan «réformiste», longtemps porté par Jean-Claude Mailly puis balayé par l'élection de Pascal Pavageau en avril. Elle se fait au détriment de Grolier, soutenu par le puissant courant trotskyste de FO, et enterre les ambitions du clan Pavageau, dont le candidat (Patrice Clos) arrive en dernière position. «Je ne suis pas le clone de Jean-Claude Mailly, ni celui de Pascal Pavageau», a affirmé le vainqueur, plus effacé et moins offensif à l'oral que ses deux prédécesseurs. Liberation.fr 23 novembre 2018

Quel "courant trotskyste de FO", celui du POI ou du POID ? Peu importe.

[Ils osent tout.](#)

- Mieux vaut être smicard aujourd'hui que millionnaire hier - LePoint.fr

Bienvenue chez les barbares.

Les Frères musulmans recrutent en direct, Libération en fait la promotion, normal.

- Avec AJ +, Al-Jezira séduira le genre oumma - Liberation.fr 16 novembre 2018

AJ + : «Que ce soit Xavier Niel ou le Qatar, je m'en fous...»

LGBT+, féminisme, minorités... La version française du média en ligne appartenant à la chaîne qatarie épouse toutes les causes «progressistes».

Lors d'une soirée organisée par AJ + à Paris, «Libération» a rencontré les amateurs du média. Une population jeune, souvent séduite par les sujets abordant les minorités.

Des jeunes, éduqués, informés et hyperconnectés : c'est le public que semble séduire AJ + en France, si l'on en croit la soirée organisée par la chaîne dans la capitale, fin octobre. Un «tweet-up» à l'occasion duquel l'audience française était invitée à rencontrer une dizaine de membres de la rédaction, pour la plupart venus spécialement de Doha.

L'événement a lieu dans une ancienne gare du nord de Paris reconvertie en bar bobo. Une quarantaine de curieux ont fait le déplacement. L'assemblée, composée aussi bien de hipsters en sneakers que de jeunes filles voilées, affiche une moyenne d'âge de 25 ans à peine. L'ambiance sonore est teintée d'orientalisme, le buffet sans alcool, et des télé à écran plat diffusent en boucle des vidéos de la chaîne.

La plupart des followers présents, souvent bilingues voire trilingues, suivaient déjà AJ + en anglais ou en arabe avant de découvrir la déclinaison française, lancée en décembre 2017. C'est le cas de Donia, 20 ans, étudiante en journalisme, qui a grandi avec Al-Jezira en fond sonore au domicile familial. Son père est égyptien, sa mère algérienne, et sa tante présentatrice sur la chaîne qatarie. C'est donc naturellement qu'elle a commencé à suivre AJ +, qui «parle des sujets qui concernent les minorités», trop souvent délaissés ou traités comme subalternes par la presse traditionnelle. Si le média plaît à sa génération, estime la jeune femme, c'est aussi en raison de sa gratuité et de son ton pédago.

Un peu plus loin, Fateh, étudiant en sociologie politique de 25 ans, discute avec Oueys, 24 ans, qui prépare le barreau. Ce dernier vante l'attention portée par AJ + à la «condition des personnes défavorisées dans le monde. Les infos que je vais voir sur cette chaîne, je ne le vois pas ailleurs». Tous les participants voient dans AJ + un média engagé contre les injustices et les discriminations, davantage qu'un Brut ou un Konbini.

Nassim, étudiant en cinéma documentaire, est de cet avis : AJ + est «un des premiers médias français qui parle des questions liées à l'antiracisme». Il cite notamment une vidéo sur la Nuit des Noirs, festival de Dunkerque accusé de perpétuer la pratique du «blackface». Le Marseillais regrette cependant le manque de sujets traitant de l'actualité en région. Quant à la question de la plus ou moins grande dépendance à Doha, elle n'a pas l'air de chagriner le jeune homme, ni ceux que nous avons rencontrés ce soir-là : «Que ce soit Xavier Niel [fondateur de Free et coactionnaire du groupe Le Monde] ou le Qatar, je m'en fous... Certes, il y a du soft power, mais quel média échappe à ça ? Est-ce que ça décrédibilise le média pour autant ? Je ne crois pas.» Liberation.fr 16 novembre 2018

Le Monde, Xavier Niel ou l'émir du Qatar où est la différence, si ce sont eux qui le disent, on ne les contredira pas !

Vous avez raison de vous en foutre puisqu'il n'y a plus de différence entre Le Monde et Al-Jezira. Comment cela ?

Le Monde incarne l'idéologie anglo-saxonne et soutient les barbares qui ont adoptés l'idéologie des Frères musulmans. Al-Jezira adopte l'idéologie anglo-saxonne pour attirer des populations musulmanes vivant en occident en mettant en veilleuse son soutien aux barbares. Ils se partagent les rôles.

Le Qatar veut ainsi se démarquer (et emmerder) les Saoudiens et obtenir le soutien de la gauche et extrême gauche des pays occidentaux à défaut de celui de leurs peuples...

Ces barbares compatible "LGBT+, féminisme, minorités", quel bonheur, quel cadeau vous nous faites là, Allah ô Akbar! Alors que leurs disciples de Daesh en Syrie balançaient vivant du toit des immeubles des homosexuels qui allaient s'écraser sur la chaussée, quand ils ne leur coupaient pas les couilles ou ne les empalaient pas en public, à Libération ils ont déjà oublié !

C'est ce que je n'ai cessé d'expliquer, ils servent les mêmes intérêts, et ceux qui se laissent instrumentaliser en participant à leurs campagnes font le jeu de ces barbares et de la gouvernance mondiale.

- Campagne occidentale pour les Droits des islamistes chinois - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Les gouvernements occidentaux ont lancé, le 13 novembre 2018 au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, une campagne en soutien aux islamistes chinois dont certains sont internés préventivement dans des camps éducatifs.

Au début de l'opération de l'Otan visant à placer les Frères musulmans au pouvoir dans tous les États arabes, en 2010-11, la Chine populaire —comme certains pays occidentaux— a facilité le départ de ses islamistes vers le Moyen-Orient. Elle pensait à tort se débarrasser ainsi d'eux. Lentement, elle s'est rendue compte que le remède était pire que le mal, les islamistes partis combattre en Libye et en Syrie servant de modèles à de nouvelles recrues sur leur propre sol. De nombreux attentats ont alors eu lieu non seulement dans les régions musulmanes, mais aussi dans d'autres.

Jusqu'ici les musulmans vivant au Xinjiang disposaient de nombreuses exemptions à la loi générale. Ils pouvaient par exemple avoir plusieurs enfants lorsque les autres Chinois n'étaient autorisés à n'en avoir qu'un.

Par le passé, la CIA soutenait le séparatisme ouïghour face aux Chinois hans comme elle soutenait le séparatisme tchéchène face aux Russes ethniques. Aujourd'hui, elle soutient les jihadistes, ce qui est tout à fait différent même si l'objectif reste d'affaiblir Beijing et Moscou.

Après le 19ème congrès du Parti communiste, en octobre 2017, la Chine, incapable de siniser l'islam, a commencé à considérer que le problème du jihadisme ne pouvait être dissocié de l'islam lui-même. Des partisans de l'islam politique ont été arrêtés et contraints à des stages de rééducation. Leur nombre est impossible à évaluer : il se situe selon les sources entre 10 000 et 1 000 000.

Le Parti communiste vient d'exiger que tous ses adhérents prêtent serment de ne pas pratiquer le régime halal. De facto, la pratique de certains rites musulmans est devenue hors la loi.

Une communauté chinoise de 18 000 personnes (parlant le turc), dont au moins 5 000 combattants stationne actuellement à Idleb (Syrie). Elle bénéficie du soutien des services secrets turcs (membres de l'Otan). La Syrie et la Russie ont accepté de ne pas l'attaquer pour le moment, craignant le rapatriement d'une partie d'entre eux. On signale également l'arrivée de nombreux jihadistes chinois en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, mais aussi aux Philippines, alors que l'on y croyait le problème réglé. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Front commun Qatar, Hamas, Netanyahu, Jabotinsky et Grand Israël.

- Démission du ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Le ministre israélien de la défense, Avigdor Lieberman, a démissionné de ses fonctions, le 14 novembre 2018, après la signature du cessez-le-feu avec le Hamas.

M. Lieberman est entré en confrontation avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lors de l'accord israélien autorisant le Qatar à approvisionner en fuel et à transférer des liquidités au Hamas. Il s'est également opposé au cessez-le-feu avec le Hamas.

Partisan de la séparation physique des juifs et des arabes, M. Lieberman considère comme une folie de donner un pouvoir illégitime au Qatar à Gaza et des moyens au Hamas. Selon lui, il ne fait aucun doute que si cette décision fait tomber la tension à court terme, elle permettra un regain des activités terroristes des Frères musulmans à long terme.

Contrairement à la présentation qui en est faite par la presse internationale, Avigdor Lieberman est intéressé à la paix, tandis que l'appareil militaire entend maintenir le statu quo et que Benjamin Netanyahu poursuit le projet de Grand Israël de Zeev Jabotinsky.

Le sioniste religieux Naftali Bennett, beaucoup plus extrémiste que M. Lieberman, a posé un ultimatum au Premier ministre, menaçant de sortir de la Coalition gouvernementale et de la faire chuter s'il n'obtenait pas le ministère de la Défense.

Selon un sondage réalisé dans la journée, près des trois quart des Israéliens soutiennent l'analyse de M. Lieberman. De nombreux Israéliens résidant à moins de 30 kilomètres de la Bande de Gaza —région cible de roquettes depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, en 2006— ont manifesté à l'annonce du cessez-le-feu, réclamant une politique de sécurité à long terme.

On ne dispose pas de sondage sur l'opinion des Gazaouis. Les dirigeants du Hamas, quant à eux, se sont félicités de la démission d'Avigdor Lieberman, saluant une victoire pour leur mouvement.

L'Autorité palestinienne n'a pas encore réagi. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Aux basques de la gauche, vous méritez de le savoir.

- Il n'y a pas eu de vague bleue démocrate, juste une vaguelette par George Galloway – RT 8 novembre 2018 – Le Saker Francophone.

Extrait.

Les Démocrates n'ont pas appris grand-chose de leur défaite face à Trump en 2016. Leur « politique identitaire » consistant à célébrer « le premier ceci, le premier cela » élu au parlement dans l'histoire des États-Unis ne consolera sans doute pas ceux dont la vie continue d'être gâchée par le capitalisme néolibéral prédateur de la classe dominante étasunienne.

Et comme je vis dans un pays dirigé par Theresa May, et Margaret Thatcher avant elle, je peux vous dire qu'élire des femmes n'est pas nécessairement une bonne affaire. Sur les 101 « bébés Blair » élues en 1997 comme femmes parlementaires travaillistes, plus de 90 ont voté en faveur de la guerre en Irak (sans parler de la réduction des prestations pour les mères célibataires, entre autres).

Idem pour les député-es travaillistes gays et lesbiennes qui ont refusé de soutenir Jeremy Corbyn quand il a voulu mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite, un État qui jette les homosexuels du haut des gratte-ciels.

Idem pour la minorité travailliste musulmane qui a voté pour la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et d'autres pays musulmans au cours des quelque 20 dernières années au Parlement britannique.

Alors, ne me demandez pas d'applaudir à l'élection au Congrès de Donna Shalala, du comté de Miami-Dade en Floride, par exemple. Je vous parie que cette amie d'Hillary Clinton, ex-membre du cabinet de Bill Clinton, dont l'élection a été saluée comme une victoire des « femmes arabes », soutiendra bientôt le bombardement des « femmes arabes ».

Bien sûr, c'est une bonne chose quand des femmes qui ont du cœur gagnent – comme Alexandria Ocasio-Cortez à New York et Rashida Tlaib au Michigan – mais ce n'est pas parce qu'une femme est une ex-militaire lesbienne ceinture noire des arts martiaux (je n'invente rien) que ça veut dire que... Vous me comprenez...

Le fait est que, sous la direction des mêmes dirigeants incompetents et corrompus qui ont choisi Hillary Clinton comme candidate de 2016 (après avoir truqué le scrutin contre Bernie Sanders), les démocrates ont perdu deux années entières à poursuivre des chimères russes, à faire équipe avec les opposants de Trump et à s'accrocher aux doctrines économiques de l'époque Clinton, sans se rendre compte que des quantités énormes de personnes appartenant à des minorités ou pauvres étaient interdites de vote, bref, avec ces leaders le parti a surtout fait du sur place.

Ceux qui aiment parier sont en train de courir chez le bookmaker pour parier sur la réélection de Donald Trump en 2020. Il sera réélu, c'est certain.

On s'est rendu compte de l'ampleur de l'interdiction de vote qui touche les électeurs, lorsque l'État de Floride a voté, cette semaine, pour redonner leur droit de vote aux « criminels » (qui sont essentiellement des Noirs, évidemment, pas des escrocs en col blanc, ni des émigrés cubains aux dents en or). 40% des hommes noirs de Floride ont découvert à leur réveil, mercredi, que leur droit de vote avait été rétabli. Cela représente un million de nouveaux électeurs noirs pour les prochaines élections.

Ayant survécu à 8 heures de CNN le soir des élections, j'ai pu entendre beaucoup de fanfaronnades sur la nouvelle « stratégie de recrutement des candidats » démocrates. Pourtant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que près de 100 candidats démocrates aux élections de mi-mandat étaient d'anciens militaires ou d'anciens membres de la CIA et autres services de sécurité. Rien ne témoigne mieux de l'incroyable dérive de l'ancien parti étasunien des ouvriers que ce constat.

Mes prédictions ?

Les démocrates vont perdre les deux prochaines années à examiner les relevés bancaires et les déclarations d'impôts de Donald Trump et à fouiner sur ses parcours de golf dans le monde entier, sans rien proposer de plus que la réforme du système de santé de la dernière décennie. Ils ne réduiront pas les frais de scolarité des étudiants, n'accorderont rien aux travailleurs en matière de rémunération ou de sécurité d'emploi, ne feront rien pour remédier aux clivages raciaux et à l'incarcération massive des jeunes hommes noirs aux États-Unis – comment pourraient-ils le faire ? C'est Bill Clinton qui a mis tout ça en place. (...) Ils ne proposeront aucune réforme démocratique significative pour remédier au système ridiculement dysfonctionnel car ils veulent en hériter (en Géorgie, par exemple, les machines à voter de certains quartiers pauvres, principalement noirs, n'avaient pas de fil électrique pour les connecter à la prise). Et surtout, ils vont continuer de militer, comme ils l'ont toujours fait, pour des changements de régime dans le monde entier.

Ils utiliseront tous les moyens, honnêtes ou malhonnêtes (probablement ces derniers) pour que Bernie Sanders ne soit PAS

leur candidat à l'élection présidentielle. Et, ce qui serait vraiment un gros coup de chance pour Trump, ils truqueront les primaires pour qu'Hillary Clinton porte à nouveau leur bannière en loques. Mêmes démocrates, même parti. (...)

George Galloway a été membre du Parlement britannique pendant près de 30 ans. Il anime des émissions de TV et de radio (sur RT aussi). C'est un cinéaste, un écrivain et un orateur célèbre.

Totalitarisme. Quelques témoignages supplémentaires.

France. Nouvelles lois liberticides

- Le Parlement adopte les lois anti-fake news - Lexpress.fr 20/11/2018

C'était un texte voulu et défendu par Emmanuel Macron. Ce mardi à l'Assemblée, les députés ont adopté les deux propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale.

Ces textes s'appuient essentiellement sur une surveillance des réseaux sociaux et des médias étrangers, mis en cause par le président après son élection.

Comme le rappelle Le Figaro, si les Français y étaient favorables, l'adoption ne s'est pas faite sans peine.

D'ailleurs, lors du vote, droite et gauche ont voté contre ou se sont abstenues, dénonçant des lois "inutiles" et pointant "un risque" notamment pour la liberté d'expression. La définition de la "fausse information" retenue "est toujours ni claire, ni protectrice", a estimé Constance Le Grip (LR), "sceptique" sur l'efficacité des mesures. Elle craint aussi "des effets indésirables", comme "un risque d'autocensure", de "police de la pensée" et des "atteintes à la liberté de la presse".

La loi, permettra notamment à un candidat, aux partis, ou à des associations citoyennes de faire retirer des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux en période d'élection. Les réseaux sociaux, justement, devront faire preuve de transparence durant ces périodes en indiquant qui a payé pour promouvoir certains messages sur les fils d'actualité des internautes.

Enfin, le CSA aura la possibilité de suspendre ou de retirer aux chaînes étrangères d'émettre sur le territoire français. La loi devrait être mise en place d'ici les élections européennes de mai 2019. Lexpress.fr 20/11/2018

La barbarie jusqu'au bout.

- Fin de vie : Vincent Lambert restera dans un état végétatif, selon les experts - France 24 22 novembre 2018

Selon les experts mandatés par la justice, Vincent Lambert, tétraplégique depuis un accident en 2008, se trouve dans un "état végétatif chronique irréversible". Son cas avait relancé les débats sur la fin de vie en France.

Nouvelle étape dans l'affaire Vincent Lambert. Selon un rapport d'experts nommés par la justice obtenu mercredi 21 novembre par l'AFP, "l'état végétatif chronique" de ce tétraplégique de 42 ans, patient depuis dix ans au CHU de Reims (Marne), est confirmé comme étant "irréversible".

Nommés par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, ces experts étaient chargés de se prononcer sur l'état du patient depuis 2014, date de la dernière expertise officielle, avant l'éventuel déclenchement d'une procédure d'arrêt des soins, souhaitée par le centre hospitalier.

Cette expertise avait été demandée par les parents Lambert, catholiques proches des milieux intégristes, et une partie de sa fratrie, qui considèrent que Vincent est "handicapé" mais a fait "des progrès".

"Vincent Lambert est dans une situation d'impotence fonctionnelle totale du fait des lésions encéphaliques irréversibles dont il a été victime en 2008, soit une durée de suivi évolutif de dix années", ont conclu les trois experts dans leur rapport datant du 18 novembre.

Son état de santé se traduit par "la limitation extrême ou totale de ses capacités d'accès à la conscience, de communication, de motricité, d'expression de sa personnalité, l'altération irréversible de son image, lui portent atteinte à un point qui n'est pas acceptable par lui-même et par son épouse et tutrice" Rachel Lambert, ont-ils ajouté.

Rachel Lambert se bat pour faire respecter la volonté de son mari qui, selon elle, n'aurait pas voulu d'acharnement thérapeutique, même s'il n'a jamais couché cette volonté sur le papier. "Ce n'est pas une surprise qu'il n'aille pas mieux, le débat

ne porte pas sur son état médical, il n'y a pas de doute là-dessus", a réagi mercredi soir auprès de l'AFP François Lambert, son neveu, également favorable à l'arrêt des soins.

Mais, sur certains points, les experts sont plus nuancés : ils avancent que la prise en charge du patient à travers ses "besoins fondamentaux primaires ne relève pas de l'acharnement thérapeutique ou d'une obstination déraisonnable", élément-clé de la loi Claeyes-Leonetti sur la fin de vie.

À leurs yeux aussi, la condition médicale de Vincent Lambert "n'appelle aucune mesure d'urgence" et "il existe en France des structures pouvant l'accueillir jusqu'à sa disparition si le maintien au CHU de Reims s'avérait impossible pour des raisons autres que relevant de la simple technique médicale".

"Nous rejoignons l'avis des experts quant à la nécessité de transférer enfin Vincent dans un établissement spécialisé" pour qu'il ait "accès aux meilleurs soins", a déclaré à l'AFP Me Jean Paillot, l'un des avocats des parents du patient en livrant sa propre analyse du rapport. Cette requête a toutefois déjà été rejetée par la justice.

Un accident de voiture, sur une petite route près de Châlons-en-Champagne, a laissé le 29 septembre 2008 cet infirmier psychiatrique de 32 ans, marié et père de famille, cérébrolésé et tétraplégique. France 24 22 novembre 2018

Suisse. Même pas besoin d'intégrer l'UE...

Le Conseil fédéral peut une nouvelle fois être satisfait. Les Suisses ont suivi une fois de plus en tous points ses recommandations pour ces votations du 25 novembre.

La primauté du droit suisse sur le droit international ne sera pas inscrite dans la constitution.

Des détectives privés pourront à nouveau traquer les fraudeurs à l'assurance sociale. Les Suisses ont accepté à 64,7% la base légale permettant l'observation secrète d'assurés soupçonnés de triche. Seuls Genève et le Jura ont refusé.

Avec environ 48%, la participation est honorable, mais pas exceptionnelle. lematin.ch 26.11

Le contexte de ces votations.

Droit international : les Suisses votent - euronews 23 novembre 2018

Les Suisses décident ce dimanche par référendum si leur Constitution doit oui ou non primer sur le droit international.

Cette "initiative d'autodétermination" est soulevée par l'UDC, le parti de droite classé populiste.

Simonetta Samaruga est une conseillère fédérale issue du Parti socialiste qui craint que cette initiative ne remette en cause les engagements internationaux de la Suisse.

Simonetta Samaruga, conseillère fédérale suisse : "L'initiative d'autodétermination est une initiative populaire à grande échelle. Chaque fois que nous sommes en conflit avec un accord international, l'initiative exige que la Suisse procède toujours de la même manière. La Suisse doit renégocier. La Suisse doit résilier le contrat si nécessaire."

Le texte proposé par l'UDC est intitulé "le droit suisse au lieu des juges étrangers".

L'Union démocratique du centre estime que plusieurs traités internationaux adoptés par la Suisse ont empêché l'application de certaines lois nationales.

Selon le texte, en cas de conflit, les obligations internationales doivent être "adaptées" et si besoin, dénoncées.

À l'inverse, ceux qui s'opposent à la primauté de la Constitution suisse sur les traités internationaux relèvent qu'une victoire du oui impliquerait que la Suisse revoit non seulement ses engagements en matière de droits humains et mais aussi plusieurs centaines d'accords économiques fondés sur le droit international. euronews 23 novembre 2018

- La Suisse veut pouvoir espionner ses assurés sociaux - LePoint.fr 24 novembre 2018

Les Suisses se prononcent dimanche sur une nouvelle loi accordant un droit de surveillance « secrète » aux assurances santé pour démasquer les fraudeurs.

La presse suisse parle du « mystère de la chambre à coucher ». Car jusqu'où les assurances sociales pourront-elles aller pour vérifier si une personne est réellement malade, ou suffisamment handicapée pour bénéficier d'une rente d'invalidité, appelée « rente AI » ? Les Suisses se prononcent ce dimanche 25 novembre sur la modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales ». Une formule compliquée pour désigner une loi qui autorisera la surveillance des assurés. Le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement appellent à voter « oui », justifiant que les assurances sociales doivent pouvoir « observer secrètement l'assuré pour établir de manière certaine s'il a droit à des prestations ».

L'actuel président de la Confédération, le socialiste Alain Berset, ministre de l'Intérieur et de la Santé, défend la nouvelle loi, considérant qu'il « est central de pouvoir lutter efficacement contre les gens qui abusent » du système d'assurances.

Selon les derniers sondages, l'espionnage des assurés devrait l'emporter facilement, avec plus de 60 % des suffrages. Le « oui » est soutenu par la droite, l'extrême droite et même les Verts libéraux. En revanche, la gauche (les socialistes et les Verts), minoritaire, s'oppose à cette loi qui donne, selon elle, un chèque en blanc aux assurances. Celles-ci seraient « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». LePoint.fr 24 novembre 2018

Grande-Bretagne. La menace : Scotland Yard !

- La police londonienne autorisée à foncer sur les voleurs de motos - euronews 24 novembre 2018

A Londres, les voleurs de motos sont désormais prévenus : lorsqu'ils sont poursuivis en flagrant délit, les policiers pourront foncer sur eux pour les capturer. Scotland Yard a diffusé vendredi des vidéos montrant des courses poursuites au cours desquelles les policiers n'ont pas hésité à percuter des motards en fuite.

La police londonienne explique que les voleurs jouissaient jusque-là d'une relative impunité : les patrouilles renonçaient souvent à poursuivre les malfaiteurs par crainte de provoquer des accidents.

Désormais les motards n'auront plus d'échappatoires : qu'ils portent ou non un casque de sécurité et quelle que soit leur vitesse ils pourront être pourchassés à leurs risques et périls. euronews 24 novembre 2018

Ces abrutis de journalistes semblent s'en réjouir, il ne leur serait même pas venu à l'idée qu'en adoptant cette mesure la police londonienne prend délibérément le risque de provoquer des accidents, de percuter ou tuer des piétons... en toute impunité, ils seront protégés par la loi, le droit de tuer des citoyens innocents, comme aux Etats-Unis quand la police tire à vue sur des hommes ou des enfants désarmés ou qui ne présentent aucune menace, des Afro-américains de préférence.

[Totalitarisme. Quand les médias relaient la propagande des ultra néoconservateurs.](#)

huffingtonpost.fr - Donald Trump exige plus de "savoir-vivre" à la Maison Blanche, ses détracteurs s'étranglent.

huffingtonpost.fr - Jim Acosta a retrouvé son accréditation à la Maison Blanche et Trump n'a pas apprécié.

Huffingtonpost.fr - L'hôpital, la charité... La presse américaine a pu se réjouir d'avoir gagné une petite bataille face au Bureau Oval ce vendredi 16 novembre: un juge a ordonné à Donald Trump de redonner son accréditation à Jim Acosta, le journaliste de CNN banni de la Maison Blanche. Si le président a annoncé l'avoir fait de façon "temporaire", il a aussi exigé de la presse plus de respect... et de "savoir-vivre". Une dernière remarque qui a fait bondir les anti-Trump.

Twitt publié par huffingtonpost :

"Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche". Je vois Sarah Sanders courir dans les couloirs et répéter ça sans cesse alors que Trump tweete, fulmine de rage, dit des choses racistes, ment. Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche! Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche!" huffingtonpost.fr 16.11

Les journalistes corrompus des médias-oligarques constituent une menace pour "la survie de la civilisation" (Orwell), ainsi que ceux qui les soutiennent.

Extrait. Dressant la liste des nouvelles désastreuses ou alarmantes qui s'affichent à la une de son « quotidien du matin, un jour ordinaire peu mouvementé de novembre 1946 », Orwell laisse échapper ce commentaire :

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé depuis 1930, il n'est pas facile de croire à la survie de la civilisation.

Ce qui rend cette époque dangereuse pour la civilisation, ce ne sont pas seulement le massacre des hommes par dizaines de millions, l'écrasement des villes sous les bombes, et les armes surpuissantes qui s'accumulent à nouveau. La pire menace aux yeux d'Orwell, c'est que le monde cesse d'être à la mesure des gens ordinaires : il devient impossible à chacun de vivre dans un univers proche et familier qu'il soit à même de comprendre et sur lequel il ait prise. Quand la vie et la survie quotidiennes dépendent directement d'événements qui ont lieu à des milliers de kilomètres et de décisions opaques prises par des puissants inaccessibles, et quand, pour comprendre ces événements et ces décisions, on ne dispose la plupart du temps que des mensonges de la propagande et de grilles d'interprétation faussées par les idéologies, c'est le socle de toute existence véritablement humaine qui se dérobe. (...)

Comment rendre les gens conscients de ce qui se passe en dehors de leur propre petit cercle, voilà un des principaux problèmes de notre temps, et une nouvelle technique littéraire va devoir être inventée pour y parvenir. (...)

Cette honnêteté et ce courage sont peu répandus dans une profession pour laquelle Orwell n'a, globalement, pas beaucoup d'estime. L'honnêteté ?

Sauf en cas de plainte pour diffamation, le journaliste moyen s'étonne, s'offusque même, qu'on se soucie de l'exactitude des noms, des dates, des chiffres et autres détails du même genre. Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas.

Le courage ?

Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet.

Comme en témoignent ces chroniques, le combat politique quotidien d'Orwell est aussi, et pour une large part, un combat au sein du journalisme.

Il ne partage pas, en effet, l'idéologie professionnelle intéressée qui voudrait que, dans le combat pour la démocratie et pour un monde plus civilisé, le journalisme soit par essence dans le bon camp. Il est même clair qu'à ses yeux la plus grande partie de ce qui se publie dans la presse oeuvre au côté des forces de destruction. Analysant un numéro du Daily Mirror (l'un des tout premiers tabloïds anglais) daté de 1936, il accuse ni plus ni moins ce journal d'avoir une part de responsabilité dans la situation dramatique où se trouve l'Angleterre neuf ans plus tard : « Si vous voulez savoir pourquoi votre maison a été bombardée, pourquoi votre fils est [soldat] en Italie, [...] et pourquoi vous aurez bientôt besoin d'un microscope pour voir votre ration de beurre, vous avez sous les yeux une partie de la réponse. » Pourquoi ? Parce qu'en fabriquant de toutes pièces un monde pacifié, frivole et illusoire – « un endroit tranquille, dominé par la royauté, le crime, les soins de beauté, le sport, la pornographie et les animaux » –, un monde où l'on croit sur parole les déclarations lénifiantes des dictateurs fascistes, ce journal a interdit à ses lecteurs de prendre conscience de leur situation réelle.

Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ».

(Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat - Peut-on être journaliste, militant, et un homme libre ? - Collège de France)

[Troisième partie.](#)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Inde](#)

L'extrême droite dont fait partie le Premier ministre Modi passe à l'offensive.

- Inde : des extrémistes hindous réclament un temple sur le site d'une mosquée - AFP 25 novembre 2018

Plusieurs dizaines de milliers d'extrémistes hindous ont manifesté dimanche pour exiger l'édification d'un temple à Ayodhya (Uttar Pradesh, nord de l'Inde), où a été détruite en 1992 la mosquée historique de Babri, un événement qui avait déclenché des émeutes ayant fait plus de 2.000 morts.

Les organisateurs espéraient la venue de 300.000 manifestants à Ayodhya et dans deux autres villes indiennes. Tout au long de la journée, des manifestants hindous venus en train ou en autocar ont afflué sur les lieux des rassemblements, où ont été déployés des milliers de policiers.

Des manifestants arboraient d'immenses pancartes montrant des scènes de la destruction de la mosquée, tandis que des orateurs nationalistes hindous appelaient à l'adoption par le parlement d'une loi autorisant la construction d'un temple dédié à Rama sur le site d'Ayodhya.

En 1992, des fidèles hindous inspirés par des nationalistes d'extrême droite avaient démolé la mosquée édifée au XVI^e siècle par le premier empereur moghol. Cette destruction avait provoqué d'importantes émeutes, faisant plus de 2.000 morts, en majorité musulmans.

Dix ans plus tard, le meurtre de pèlerins hindous revenant en train d'Ayodhya avait suscité des représailles contre les musulmans dans le Gujarat (ouest), qui avaient fait plus de 700 morts selon le gouvernement.

Ayodhya, considéré comme le lieu de naissance de Rama, avatar du dieu Vishnou, selon la tradition hindouiste, est un lieu sacré pour les hindous, qui affirment que la mosquée a été construite il y a 460 ans sur un site où s'élevait autrefois un temple.

Le chef du gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, un nationaliste qui milite pour la construction d'un temple sur le site, a rendu public dimanche un projet d'érection à Ayodhya d'une statue en bronze de Rama de 221 mètres de haut, ce qui en ferait la plus haute du monde.

A quelques mois des élections générales, les mouvements extrémistes hindous souhaitent faire pression sur le Premier ministre Narendra Modi, dont le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) entretient des liens avec des groupes extrémistes organisateurs du rassemblement à Ayodhya, comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Shiv Sena.

Le chef du VHP Champat Rai a déclaré devant la foule que ces mouvements exigeaient "la totalité de la zone" pour l'édification du temple et qu'ils n'accepteraient pas un partage du site avec les musulmans.

La construction d'un temple a été une promesse de campagne du BJP, notamment dans l'Uttar Pradesh où il détient la majorité absolue. AFP 25 novembre 2018

Un missionnaire américain de moins.

- Américain tué par une tribu autochtone: la police indienne refuse d'enquêter auprès de la tribu - BFMTV 24/11/2018

La police indienne redoute qu'un contact avec le monde moderne perturbe profondément et bouleverse le mode de vie de cette tribu autochtone. Le corps du jeune américain tué le 16 novembre pourrait ne jamais être récupéré.

Les autorités indiennes ont renoncé à envoyer la police enquêter sur l'île de North Sentinel, où un Américain a été tué la semaine dernière, afin de protéger la tribu autochtone et isolée qui y vit des conséquences d'un contact avec le monde moderne.

Les autorités indiennes se sont limitées à un renforcement vendredi de leur observation à distance, envoyant un bateau au large de l'île pour la seconde fois.

"Les précautions nécessaires ont été prises pour assurer que ce groupe tribal particulièrement vulnérable ne soit ni bouleversé ni perturbé pendant la manœuvre," a indiqué la police dans un communiqué.

La peur de maladies aussi bénignes qu'un rhume, qui pourrait décimer la tribu de chasseurs-cueilleurs, ou la découverte de la modernité qui pourrait anéantir sa façon de vivre, l'ont maintenue dans une bulle que John Chau, qui se voyait en missionnaire, voulait briser en apportant un message d'évangélisation.

Agé de 27 ans, il a été tué il y a une semaine par le peuple des Sentinelles qui l'ont transpercé de flèches quand il a voulu débarquer pour les convertir au christianisme.

Il avait été auparavant informé par les autorités que toute intrusion était illégale, il est interdit de s'approcher à moins de 3 miles (5 kilomètres) de l'île.

Le corps de John Chau pourrait ne jamais être récupéré, les spécialistes des droits tribaux estimant qu'aucune charge ne pourra

être déposée contre les membres de la tribu, qui est probablement la dernière datant du pré-néolithique.

Selon Pankaj Sekhsaria, spécialiste des îles Andaman et Nicobar, il serait "futile" d'essayer de récupérer le corps de John Chau.

"Je ne pense pas que c'est une bonne idée de s'approcher davantage (des îles Sentinelles) car cela pourrait créer un conflit avec la communauté locale," a-t-il souligné auprès de l'AFP.

La police a indiqué qu'elle ne pouvait prévoir aucun calendrier pour une éventuelle récupération du corps.

Les autorités doivent désormais trouver un moyen de rendre le corps à la famille de John Chau tout en préservant l'isolement de la tribu qui est une garantie de sa survie.

Ces dernières décennies, les tentatives de contact du monde extérieur se sont heurtées à l'hostilité et à un rejet violent de la part de cette communauté estimée à 150 âmes.

D'une surface équivalant à la moitié de Paris, l'île de North Sentinel se situe à une cinquantaine de km à l'ouest de la ville de Port Blair, capitale du territoire indien des îles d'Andaman et Nicobar.

Selon l'ONG Survival International, les Sentinelles descendent des premières populations d'homo sapiens à être parties d'Afrique et vivent aux Andaman depuis 60.000 ans.

Pour d'autres anthropologues, il n'est pas prouvé que leur présence dans cette région soit aussi ancienne, même si elle est indubitablement plurimillénaire.

Les rares images des Sentinelles, prises depuis la mer, montrent des habitants à la peau noire. Ils ne portent pas de vêtements mais utilisent des feuilles ou des ficelles faites de fibres végétales pour des accessoires décoratifs tels que colliers ou bandeaux. BFMTV 24/11/2018

Russie-Ukraine

Provocation militaire ukrainienne contre la Russie. Avec ou sans l'aval de l'Otan ?

- Escalade entre Kiev et Moscou, qui capture trois navires militaires ukrainiens en mer Noire - AFP
26 novembre 2018

L'Ukraine a fait un pas important vers la déclaration d'une loi martiale après la capture manu militari par la Russie de trois navires de la marine ukrainienne qui a fait des blessés dans le détroit de Kertch marquant l'accès à la mer d'Azov, qui a provoqué une escalade sans précédent dans cette zone sensible.

La tension est telle que le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra lundi une réunion d'urgence, selon des diplomates, qui ont précisé qu'elle avait été réclamée par les deux pays. Moscou a demandé qu'elle ait lieu à 11H00 (16H00 GMT), a-t-on précisé à l'AFP de même source.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le Conseil de sécurité et de défense ukrainien réuni d'urgence a proposé au président Petro Porochenko d'introduire la loi martiale "pour 60 jours", a annoncé le secrétaire de cette structure.

Cette décision doit être entérinée par le Parlement ukrainien, dont une session extraordinaire est prévue dans l'après-midi, mais un vote positif est loin d'être garanti.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le président Porochenko a dénoncé un "acte fou de la Russie contre l'Ukraine", assurant que l'"attaque" était préméditée. "La loi martiale ne signifie par une déclaration de guerre" à la Russie, "elle sera introduite uniquement pour la défense", a-t-il assuré.

Les tensions entre l'Ukraine et la Russie autour de la mer d'Azov ont connu une brusque flambée dimanche lorsque Kiev a accusé la Russie d'avoir percuté un navire ukrainien et bloqué l'accès à cette petite mer, située entre la Crimée, annexée en 2014 par Moscou, et l'est de l'Ukraine, théâtre d'une guerre avec les séparatistes prorusses.

La situation s'est rapidement dégradée, l'Ukraine accusant dans la soirée les Russes d'avoir capturé ces navires après leur avoir tiré dessus dans cette zone stratégique.

Les bateaux - deux vedettes blindées, le Berdiansk et le Nikopol, et le remorqueur Iani Kapu - tentaient d'entrer depuis la mer Noire dans le détroit de Kertch, séparant la Crimée de la Russie et marquant l'accès à la mer d'Azov.

Sur un total de 23 militaires à bord, six ont été blessés dont deux grièvement, selon l'armée ukrainienne.

La Russie a confirmé l'arraisonnement et l'"usage d'armes", en accusant les navires ukrainiens "de mener des actions illégales dans les eaux territoriales russes" et faisant état de trois Ukrainiens blessés.

La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a dénoncé les "méthodes de bandits de grands chemins" de l'Ukraine, dans une déclaration transmise à l'AFP: "d'abord des provocations, puis de fortes pressions, puis des accusations d'agression".

La marine ukrainienne assure cependant avoir averti la Russie à l'avance de l'itinéraire de ses navires.

Selon elle, ses navires ont passé plusieurs heures devant le détroit de Kertch, alors qu'un navire pétrolier placé sous le pont de Crimée, qui enjambe le détroit de Kertch, bloquait l'accès au détroit.

Ce détroit, la seule voie maritime entre la mer Noire et la mer d'Azov, est un axe stratégique de première importance, pour la Russie comme pour l'Ukraine.

"Nous attendons de la Russie qu'elle restaure la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous appelons toutes les parties à agir avec le maximum de retenue afin d'aboutir à une désescalade immédiate de la situation", a exhorté l'Union européenne. L'Otan a aussi appelé "à la retenue et à la désescalade".

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavlo Klimkin a appelé l'Occident à "former une coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie".

"Sur les instructions du président Porochenko, nous faisons immédiatement appel au Conseil de sécurité des Nations unies", a renchéri Volodymyr Ielchenko, représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU.

La Russie revendique le contrôle des eaux au large de la Crimée depuis l'annexion de la péninsule. Kiev et les Occidentaux accusent Moscou d'"entraver" délibérément la navigation des navires commerciaux via le détroit de Kertch.

Les difficultés sont apparues avec la construction par Moscou du pont très controversé de 19 kilomètres de long dans le détroit de Kertch. L'installation de ses arches en 2017 empêche le passage d'une partie des navires. Cette année, les garde-frontières russes ont commencé à retenir des bateaux, officiellement pour des contrôles.

Kiev estime que Moscou pourrait aller jusqu'à préparer une offensive contre Marioupol, dernière grande ville sous contrôle de Kiev dans l'est du pays. AFP 26 novembre 2018

Arabie saoudite.

- Le prince héritier saoudien est derrière le meurtre de Khashoggi selon la CIA (Washington Post) - AFP 17 novembre 2018

La CIA a conclu que le prince héritier saoudien a commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul le mois dernier, a rapporté vendredi le Washington Post, citant des sources anonymes au courant des investigations.

Cette information divulguée par le Washington Post, où collaborait régulièrement le journaliste critique de Ryad, contredit les récentes affirmations du royaume saoudien, qui a totalement dédouané Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS".

Selon le quotidien de Washington, Khalid ben Salmane a conseillé à M. Khashoggi de se rendre au consulat saoudien à Istanbul, lui assurant qu'il ne lui arriverait rien.

Le quotidien ajoute qu'il avait passé ce coup de fil à la demande de son frère, ajoutant qu'il n'était pas clair que Khalid ben Salmane soit au courant que M. Khashoggi serait ensuite assassiné.

Khalid ben Salmane a très rapidement réagi, sur Twitter, à ces accusations, en réfutant fermement les allégations du Washington Post.

"C'est une accusation grave qui ne devrait pas être laissée à des sources anonymes", a-t-il dénoncé, accompagnant son tweet

d'un communiqué qu'il dit avoir transmis au journal.

"A aucun moment le prince Khalid n'a discuté de quoi que ce soit avec Jamal à propos d'un voyage en Turquie", est-il notamment écrit.

De son côté, le New York Times indique que des responsables américains ont averti que les agences de renseignement américaine et turque n'avaient pas de preuve évidente liant le puissant prince héritier à l'assassinat de M. Khashoggi.

Mais selon le journal new-yorkais, citant des responsables, la CIA estime que l'influence du prince est telle que l'assassinat n'aurait pu se produire sans son aval.

Sur un total de 21 suspects, il a inculpé à ce jour 11 personnes qui seront déférées devant la justice. Il a requis la peine capitale pour cinq d'entre elles.

Mais Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS", n'avait aucune connaissance du dossier, avait affirmé lors d'une conférence de presse à Ryad le porte-parole du procureur général, Shaalan al-Shaalan.

Allié historique de Ryad, Washington s'est empressé jeudi d'annoncer des sanctions contre 17 responsables saoudiens pour leur "responsabilité ou leur complicité" dans le meurtre de Khashoggi. AFP 17 novembre 2018

- Selon Ankara, Trump a l'intention de "fermer les yeux" sur le meurtre de Khashoggi - AFP 23 novembre 2018

La Turquie a reproché vendredi au président américain Donald Trump de vouloir "fermer les yeux" sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en apportant un soutien sans faille au pouvoir saoudien au nom des intérêts économiques de Washington.

"D'une certaine façon, Trump dit "je fermerai les yeux quoi qu'il arrive"" sur le meurtre de Khashoggi, a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, en référence à des déclarations de soutien à Ryad exprimées cette semaine par le président américain.

Le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit "MBS".

Selon des médias américains, la CIA n'a plus de doutes sur la responsabilité du prince héritier dans le meurtre de Khashoggi. Mais M. Trump a assuré mardi que l'agence américaine de renseignement extérieur n'avait "rien trouvé d'absolument certain".

"Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet événement tragique - peut-être, peut-être pas!", a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Ryad et Washington.

"Il n'y a pas que l'argent qui compte", a vivement réagi vendredi M. Cavusoglu en référence à l'argumentaire de M. Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Ryad. AFP 23 novembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Tunisie

- Tunisie : manifestations massives des fonctionnaires contre l'inflation - euronews 23 novembre 2018

Ce jeudi, des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans toute la Tunisie, comme à Tunis où le rassemblement a eu lieu devant le Parlement. L'appel à la grève générale lancé par le syndicat UGTT a été très suivi. Ce dernier estime que 90% des 800 000 fonctionnaires que compte le pays ont participé au mouvement

Principale revendication : le pouvoir d'achat alors que la Tunisie connaît une forte inflation de 7,5% qui impacte fortement le budget des ménages. La chute du dinar et le chômage persistant au-delà de 15% pèsent aussi sur l'économie tunisienne.

A la tribune, Nouredine Taboubi, le secrétaire général de l'union générale tunisienne du travail revendique : "Le gouvernement nous parle aujourd'hui d'augmentation de salaires. Mais nous ne réclamons pas des augmentations de salaire. Ce que nous voulons c'est une véritable augmentation du pouvoir d'achat !"

Avec ce mouvement, le chef du gouvernement Youssef Chahed , aux affaires depuis deux ans, fait face à son premier vrai test. Lié par des prêts consentis par les bailleurs de fonds internationaux, le pays a peu de marges de manœuvres. La sortie de crise pourrait être déterminante dans les résultats des prochaines élections présidentielles et législatives prévues l'an prochain.
euronews 23 novembre 2018

- Tunisie: L'UGTT appelle à une grève nationale le 17 janvier - Reuters 24 novembre 2018

La puissante centrale syndicale tunisienne UGTT (Union générale tunisienne du travail) a appelé samedi à une grève nationale dans le secteur public le 17 janvier, à l'appui de revendications salariales.

Jeudi, déjà, 650.000 fonctionnaires ont fait grève, le gouvernement ayant rejeté les revendications de hausse des salaires dans le secteur public.

L'UGTT compte un million d'adhérents environ.

Le Premier ministre, Youssef Chahed, a déclaré samedi matin, avant l'annonce de l'appel à la grève, que le gouvernement recherchait un accord salarial réaliste avec l'UGTT, qui prenne en compte l'état des finances publiques.

"Il y a un véritable problème de recul du pouvoir d'achat et d'inflation élevée, ainsi que d'un déclin des services publics(...)Ce seront nos priorités durant la période à venir", a dit le chef du gouvernement dans un discours devant le parlement.

Le gouvernement tunisien veut ramener la masse salariale du secteur public à 12,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, contre 15,5% aujourd'hui.

Le pays nord-africain, dont l'économie souffre depuis la chute du dictateur Zine Ben Ali en janvier 2011, s'est entendu en décembre 2016 avec le FMI sur un programme de renflouement à hauteur de 2,45 milliards d'euros mais les négociations en vue de sa mise en oeuvre progressent lentement. Reuters 24 novembre 2018

[En bref...](#)

- Amazon visé par des grèves en Europe - Liberation.fr

- Grève illimitée à Aerolineas Argentinas à quelques jours du G20 - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps.

● Au format pdf (17 pages)

[Les aristocrates sont des dégénérés. L'abrutissement du peuple passe par les médias dominants.](#)

- Carolina de Bourbon réagit à ses "bêtises" sur France 2 - Le HuffPost 28 novembre 2018

Avec sa petite sœur et sa mère, Carolina de Bourbon des Deux-Siciles a été invitée dans le programme de France 2 "Ça commence aujourd'hui" sur le thème: "Aristocratie: des familles comme les autres". Faustine Bollaert l'avait alors interrogée sur les "bêtises" que peuvent faire les adolescents.

"J'ai adoré l'émission de télévision d'aujourd'hui sur France 2 'Ça commence aujourd'hui'. C'était génial d'être invitée pour un programme aussi agréable"

La jeune fille issue d'une célèbre famille d'aristocrates avait alors répondu avec une anecdote plutôt originale: "Une fois on s'était cachées derrière des arbres et à chaque fois que des gens passaient, on faisait 'bouh!'. On leur faisait peur". Suite à cet extrait, les internautes s'étaient montrés quelque peu moqueurs envers la jeune fille mais la grande majorité avait alors souligné l'innocence rare de l'adolescente de 15 ans. Le HuffPost 28 novembre 2018

Mobilisation générale. Objectif : Renverser le roitelet et abolir la Ve République !

J'ai noté que, contrairement au POID qui condamne le mouvement initié par des membres des classes moyennes inférieures contre la politique de rigueur de Macron, le POI le soutien.

L'absence de direction au mouvement initié le 17 novembre et le refus des partis et syndicats du mouvement ouvrier d'y participer dans l'unité et de manière structurer sur la base d'une plate-forme d'actions et de revendications, le condamne au pourrissement, à moins que le 1er décembre la jonction se réalise entre la manifestation prévue sur les Champs-Élysée et celle de la CGT et d'un collectif de syndiqués.

On doit favoriser le rapprochement et l'alliance entre la classe ouvrière, les classes moyennes inférieures et les étudiants, les collégiens, et appeler à la constitution d'Assemblées populaires dans toutes la France pour fédérer l'ensemble des exploités et des opprimés, qui éliront leurs propres représentants et formeront leur propre gouvernement, créeront leurs propres organes politiques indépendants sur la base de leurs revendications sociales qui détermineront l'orientation politique qu'ils entendent donner à la société, pour qu'elle rompe avec le cycle infernal du néolibéralisme et du capitalisme qu'incarne Macron et l'Assemblée nationale, la Ve République.

Il n'existe qu'une seule voie possible pour vaincre notre ennemi.

Il faut avancer dans la voie de la constitution d'un double pouvoir dans la perspective de renverser celui qui est en place.

On ne pourra y parvenir qu'en y associant chaque travailleur et les partis ou syndicats qui résolument se donneront pour tâche de se doter des moyens pour atteindre ces objectifs politiques, l'instauration d'une République sociale sur les cendres des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Toute initiative allant dans cette direction mérite notre attention, voire notre soutien.

POI - Deux mille cinq cents militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus... d'appartenances diverses se sont réunis à Paris le 10 novembre 2018 à l'appel du CNRR pour la défense des acquis de 1936 et de 1945.

- Ruffin (LFI) se joint à un rassemblement anti-Macron jeudi à Paris - Reuters 28 novembre 2018

En pleine contestation des "Gilets jaunes", le député La France insoumise (LFI) François Ruffin se joindra à l'assemblée générale du mouvement contestataire "La Fête à Macron" prévu jeudi soir place de la République à Paris, a-t-on appris mercredi dans son entourage.

L'élu picard, qui devrait prendre la parole à cette occasion selon cette même source, entend "tester les énergies" alors que la colère de Français hostiles aux hausses de taxes qui s'exprime depuis une dizaine de jours ne semble guère faiblir.

Les organisateurs du rassemblement de jeudi au coeur de la capitale peuvent couvrir l'espoir de faire renaître le mouvement "Nuit Debout", né au printemps 2016 dans le sillage des contestations contre la loi Travail, et auquel François Ruffin avait participé. Le mouvement s'était rapidement étiolé.

En début de semaine sur Europe 1, la député de la Somme avait émis le souhait que la contestation des "Gilets jaunes" gagne les métropoles.

"Ça se passe dans la France périphérique, 'les Gilets jaunes'. Nuit debout, c'était dans le coeur des métropoles et notamment Paris", rappelait-il.

LVOG - Paris c'est quoi ? Les CSP+ sont ainsi passés de 25 % à 46 % de la population parisienne en 30 ans, cependant que le pourcentage des ouvriers a décru, passant de 18 % à 7 %. (Jérôme Fourquet pour le compte de la Fondation Jean Jaurès) Les Crises.fr.

Reuters - "Aujourd'hui, on a affaire quasiment à un renversement : ce sont les campagnes qui se mobilisent, les zones périurbaines, et pas du tout les villes. Je pense qu'on aura un vrai mouvement social, quelque chose de puissant et fort le jour où on arrivera à faire se joindre ces deux pans-là."

Sa démarche est approuvée par le député LFI de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel.

"C'est bien : tout ce qui peut élargir le mouvement des 'Gilets jaunes', à partir du moment où ça respecte l'auto-organisation qu'il se sont donnée, c'est positif", a-t-il dit à la presse à l'Assemblée nationale. Reuters 28 novembre 2018

"Elargir, mais surtout pas l'organiser. Son "auto-organisation" ou absence d'organisation signe son arrêt de mort ! Coquerel s'en réjouit d'avance semble-t-il... et Macron aussi, "c'est positif" !

Je ne commenterai pas les dissensions et défections qui touchent LFI dont j'ai eu connaissance par les médias mainstreams, c'est un tel panier de crabes qu'on perdrait son temps.

Des dirigeants autoproclamés, des charlatans ?

Huffingtonpost.fr 30.11- François Ruffin, jeudi 29 novembre, la place de la République à Paris :

"Vous, tous les soirs, vous pouvez aller faire des apéros au vin chaud devant l'Assemblée nationale ou l'Élysée!".

"Il ne s'agit pas de faire revêtir aux gens ici un gilet jaune. Il y a plein de gens qui ne sont pas automobilistes. Ce n'est pas un symbole qui va fonctionner", a avoué François Ruffin, tout en invitant à "trouver des formes propres aux manières d'être et de lutter de chacun".

Le député de la 1ère circonscription de la Somme a proposé, par exemple, de se retrouver autour "d'apéros Facebook, vin chaud" devant les lieux de pouvoir et de se rendre "massivement" aux Champs-Élysées à l'occasion de la manifestation de gilets jaunes prévue ce samedi.

Tout au long de la soirée, cheminots, postiers ou chômeurs se sont succédés au micro pour ajouter leur grain de sel à l'effervescence sociale en cours depuis quelques semaines. "Tous les secteurs ont des raisons d'être en colère. C'est l'occasion pour mettre toutes les colères dans le chaudron et de monter le feu!", s'est réjoui l'économiste Frédéric Lordon, sous les applaudissements. "Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas la taxe sur le gazole, c'est les réformes, c'est les retraites, ce sont les lois Macron tous azimuts!", a martelé François Ruffin. huffingtonpost.fr 30.11

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant, cela signifie que le temps de la révolution est venu messieurs Ruffin et Lordon. Au lieu de proposer aux travailleurs de se préparer à affronter le régime, ces nantis leur propose "un vin chaud" face à l'Élysée !

Si vous avez encore en tête mes deux dernières causeries, vous avez pu constater de vous-même à quel point mon analyse correspondait bien à la situation. Au passage, je me félicite d'avoir rompu totalement avec le courant trotskyste lambertiste dans lequel j'avais milité à la fin des années 70. Lisez.

LVOG- Qu'est-ce qui rassemble la classe ouvrière et les classes moyennes inférieures ?

Le politologue Jérôme Sainte-Marie pour L'Express : Le problème, c'est qu'on lit les choses à travers un logiciel datant des années 70 et 80, quand les salaires augmentaient encore. Les syndicats menaient des actions revendicatives sur les lieux de travail. De l'autre côté, les héritiers du poujadisme ou les formations de droite se focalisaient sur la fiscalité et notamment l'impôt sur le revenu. Or, depuis une vingtaine d'années, la part de ceux qui le paient diminue. L'IR est l'impôt qui incarne le mieux le système social français et il est de plus en plus concurrencé par les taxes, qui ne sont pas progressives et sont perçues comme injustes. Donc l'ancienne dichotomie entre revendications salariales et protestation anti-fiscale n'a plus lieu d'être.

LVOG- Pourquoi les syndicats et le POID condamnent-ils ce mouvement ?

Jérôme Sainte-Marie - Il y a, par ailleurs, un fort décalage entre ce mouvement et les mobilisations contre la loi travail ou la réforme de la SNCF. Aujourd'hui, c'est l'univers du privé qui se lève. C'est d'ailleurs sa force, vu que les quatre cinquièmes des salariés français travaillent dans le privé. Ce ne sont pas des gens issus d'un monde "protégé" des effets directs du capitalisme qui se lèvent, ceux qui constituent les bataillons habituels de la gauche, France insoumise comprise, mais un univers de travailleurs aux revenus modestes et à l'avenir incertain. leexpress.fr 28.11

Ces trotskystes définirent une stratégie tournée vers les syndicats, l'aristocratie ouvrière corrompue composée de couches supérieures de la classe ouvrière, de fonctionnaires, du corps enseignant et universitaire, et ils se détournèrent systématiquement des trois quart des travailleurs abandonnés à leur triste sort. Ce fut un échec total. Ils se tournèrent vers les membres des classes moyennes supérieures, les élus, et ils obtinrent le même résultat. Ils persistent aujourd'hui, ils ne sont pas les seuls, tous

les partis ouvriers ont déserté le combat en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ne parviennent plus à assurer les fins de mois ou peinent à survivre, celles qui se réfugient dans l'abstention ou vote Le Pen.

Ces champions de l'unité en parole ne feront qu'entretenir et profiter de la dichotomie ou division qui existait au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier entre les travailleurs des secteurs public et privé, leur stratégie sera calquée dessus. A qui ou à quoi cette division devait-elle profiter ? Au capitalisme, à assurer la stabilité du régime.

Leur discours était ainsi conçu qu'on pouvait croire qu'ils défendaient les intérêts de l'ensemble des travailleurs, mais ce n'était pas du tout le cas ; La défense des retraites devaient servir en réalité à sauver les régimes spéciaux de retraite, l'interdiction des licenciements ne devait servir qu'à sauver le statut privilégié des fonctionnaires qui bénéficiaient de la garantie de l'emploi à vie, il en sera de même des attaques contre le Code du travail, etc. La défense des services publics ne servira qu'à défendre leurs propres intérêts de boutiquiers ou leur rente de bureaucrates corrompus, qu'ils monnaieront en échange de leur soutien aux appareils syndicaux vendus.

Le POID est devenu une sous-officine de l'Agence Française de Propagande.

<https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos/>

25 novembre 2018 – Le congrès du PCF, réuni à Ivry dans le Val de Marne ce week-end, a adopté un nouveau logo, élu une nouvelle direction avec Fabien Roussel en tant que secrétaire général. Fabien Roussel a lancé un appel à la gauche pour, avec les communistes, exiger d'Emmanuel Macron la tenue d'un «Grenelle des salaires» pour répondre à la colère sur la vie chère.

LVOG - Vive Grenelle, à bas la révolution !

24 novembre 2018 – Yves Veyrier, secrétaire général de FO, fait savoir dans un twitt que la confédération « appelle à la réunion rapide d'une commission tripartite » des syndicats, du patronat et du ministère du Travail « afin d'examiner les conditions de la mise en œuvre de négociations permettant de généraliser la prime transport ».

LVOG - Enfin un vrai syndicaliste à la tête de FO !

24 novembre 2018 – Castaner, ministre de l'Intérieur, dénombre en début de soirée 106 301 « gilets jaunes » manifestant contre la hausse des taxes sur les carburants dans toute la France, dont 8 000 à Paris, contre 282 710 au total samedi dernier à la même heure.

LVOG - Même Le Figaro a repris le chiffre très largement sous-estimé de 160.000 et non 106 301.

22 novembre 2018 – L'ONG Sherpa a déposé une nouvelle plainte contre l'entreprise française de BTP Vinci dans le cadre des travaux lancés en vue de l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar.

LVOG - Vive les ONG, à bas le mouvement ouvrier !

22 novembre 2018 – Depuis le début de la mobilisation des « gilets jaunes », le 17 novembre, de nombreux journalistes présents sur le terrain ont été victimes d'agressions physiques ou verbales de la part de certains manifestants. Quelques jours seulement après sa création, un groupe Facebook intitulé #Payetoiunjournaliste regroupe plus de 2 000 membres et des dizaines de témoignages faisant état de ces agressions ont été publiés sur cette page facebook..

LVOG - Vive les médias-oligarques, à bas le socialisme !

Eloquent, non ?

En complément.

- Les réseaux sociaux, espoir des migrants d'échapper à la rapacité des passeurs - AFP 27 novembre 2018

Où franchir la frontière? Qu'emporter dans son sac? Les réseaux sociaux bruissent de messages entre migrants d'Amérique centrale: une prochaine caravane vers les Etats-Unis se prépare. Sans argent pour payer un "coyote", un passeur, ils parient sur la force du groupe. AFP 27 novembre 2018

[Ah ces révolutionnaires maoïstes, de vrais communistes purs et durs !](#)

Vous connaissiez Cohn Bendit, mais pas encore Jack Ma, vous n'avez rien perdu !

Reuters 27 novembre 2018 - Jack Ma, patron d'Alibaba et homme d'affaires le plus célèbre de Chine, est membre du Parti communiste, a rapporté l'organe officiel du PCC, démentant ainsi l'image d'un homme sans affiliation politique.

Le Quotidien du Peuple a révélé cette appartenance via la publication d'une liste de 100 personnalités ayant favorisé le processus de "réforme et d'ouverture" de la Chine.

Jack Ma est l'homme le plus riche de Chine avec une fortune estimée à 35,8 milliards de dollars (31,6 milliards d'euros), selon le magazine Forbes.

Jack Ma a fait d'Alibaba le numéro un du commerce en ligne en Chine. Il a étendu les activités de son groupe, coté en Bourse de New York où il est valorisé environ 400 milliards de dollars, dans la logistique et les réseaux sociaux. Il tente aussi de bâtir un empire dans la "fintech" autour de la plate-forme de paiement Alipay.

Le Quotidien du Peuple cite aussi dans sa liste les patrons de Baidu, Robin Li, et de Tencent, Pony Ma, même si aucun des deux n'est désigné comme membre du Parti communiste.

Baidu, Alibaba et Tencent forment le trio des géants chinois des nouvelles technologies regroupés sous l'acronyme "BAT". Reuters 27 novembre 2018

Tenez en voilà d'autres qui valent leur pesant d'or... je vous laisse compléter...

Après Ruffin (LFI) ("Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi)") au tour de Roussel (PCF)

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel sur BFMTV et RMC. - "Si le président de la République n'a pas apporté de réponses claires sur cette question de pouvoir d'achat, il faut que les Français continuent de se rassembler, de manifester", "qu'ils maintiennent la pression" de manière "calme, sereine et déterminée". AFP 27 novembre 2018

Que ne feraient-ils pas pour légitimer Macron ?

- Édouard Philippe confirme la hausse des taxes et l'absence de coup de pouce au smic - LeParisien.fr 28 novembre 2018

Après le discours d'Emmanuel Macron, l'intervention d'Édouard Philippe ce mercredi matin sur BFMTV risque elle aussi de décevoir les Gilets jaunes. Car pour l'instant, le Premier ministre n'a rien annoncé de concret et a confirmé la hausse de la taxe sur le carburant au 1er janvier.

Pire, une écrasante majorité, trois quarts des Français, estiment que ces mesures vont "accentuer les inégalités entre les Français" (75%) et qu'elles vont "nuire au pouvoir d'achat" de nos concitoyens (73%). LeParisien.fr 28 novembre 2018

Invité au même moment dans la matinale de France Info, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a réagi dans la foulée à l'annonce du Premier ministre. « Il faut exiger plus fort et plus nombreux une revalorisation importante du smic », a-t-il lancé.

Dans sa ligne de mire, l'appel à manifester lancé de longue par son syndicat ce samedi 1er décembre. Un calendrier qui coïncide désormais avec celui des Gilets jaunes, ces derniers prévoyant une nouvelle action à Paris le même jour... Et Philippe Martinez de conclure : « Il faut beaucoup de monde dans la rue samedi ». LeParisien.fr 28 novembre 2018

Macron - "Tout sera mis en oeuvre pour que l'écologie à la française puisse être une écologie populaire".

"Je souhaite que partout, cette concertation puisse être déclinée et que partout, le débat se tienne. Toutes les associations doivent pouvoir y participer, y compris les représentants des gilets jaunes".

Emmanuel Macron a ajouté qu'il ne fallait pas "renoncer à nos responsabilités, pour demain et pour aujourd'hui" et que "chacun doit jouer son rôle". "On ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation des prix du carburant." leexpress.fr 27 novembre 2018

"Tout sera mis en oeuvre"...

- Blessés des Champs-Élysées : les grenades de trop - Liberation.fr 30.11

La violente répression de la manifestation des «gilets jaunes», samedi, pose une nouvelle fois la question de l'utilisation des munitions explosives. Liberation.fr 30.11

La gouvernance mondiale et ses alliés.

- Manifestation de Greenpeace dans une centrale au charbon en Pologne - Reuters 27 novembre 2018

Neuf militants de Greenpeace ont escaladé par une échelle intérieure une cheminée de 180 mètres de haut à la centrale électrique de Belchatow, mardi dans le centre de la Pologne, pour protester contre le recours important au charbon dans ce pays... Reuters 27 novembre 2018

A bas Greenpeace et les ONG !

On devrait envoyer ces militants de Greenpeace en Sibérie et les prier de se chauffer sans recourir aux énergies fossiles ou nucléaires, comme il n'en existe pas d'autres on serait définitivement débarrassé de ces parasites ! Propos d'extrémiste direz-vous, vraiment ? Mais où avez-vous la tête si vous le pensez, vous représentez qui au juste pour en juger ?

Car en effet, quelle pourriture ! Les travailleurs polonais n'ont que le charbon pour affronter chaque année le rude hiver, les en priver reviendrait à vouloir les faire crever de froid. Vous croyez qu'on devrait soutenir ces salopards de Greenpeace ?

- Manifestation en Bulgarie pour la défense des centrales au charbon - Reuters 30.11

Les mineurs et les employés de la plus grande centrale au charbon de Bulgarie, Maritsa Iztok 2, ont défilé jeudi à Sofia pour défendre leur emploi et presser le gouvernement de soutenir la production d'énergie au charbon.

A trois jours de l'ouverture en Pologne de la COP24 sur le climat, un millier de manifestants ont demandé au gouvernement de s'engager à ne pas fermer les mines et les centrales du bassin de lignite de Maritsa Iztok, dans le sud du pays.

"On craint une fermeture des mines et des centrales les unes après les autres à cause de cette Convention-cadre", a déclaré dans le cortège à Sofia Katia Vassileva, une ouvrière de 45 ans.

Les centrales au charbon produisent plus de 40% de l'électricité en Bulgarie.

Les deux principaux syndicats du pays, qui soutenaient la manifestation, accusent la Commission européenne de vouloir aller trop vite et d'imposer à la Bulgarie des mesures trop coûteuses pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Il faut trouver une solution car tout cela est injuste pour les pays les plus pauvres", a déclaré Vladimir Topalov, qui dirige la fédération des mineurs de la centrale syndicale Podkrepa.

Quelque 20.000 personnes travaillent dans le complexe de Maritsa Iztok.

Le gouvernement de Sofia a déjà fait savoir qu'il était hostile à ce que la COP24 adopte des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"La Bulgarie ne peut pas se permettre de perdre sa compétitivité dans le secteur énergétique et elle défendra les droits des travailleurs de ce secteur", a assuré sur Facebook le président Roumen Radev.

En Pologne, le gouvernement a annoncé jeudi son intention d'investir l'an prochain dans la construction d'une nouvelle mine de charbon en Silésie. Reuters 30.11

Ils ont notre soutien inconditionnel. A bas la COP, à bas le lobby écologiste !

[Un mouvement populaire.](#)

- Sondage : les gilets jaunes plus populaires que jamais - Le HuffPost 28 novembre 2018

Selon un autre sondage réalisé par Elabe pour BFMTV, 75% des sondés soutiennent ou éprouvent de la sympathie pour les gilets jaunes, un score en progression de 5 points sur une semaine. Si le taux d'adhésion au mouvement recule chez les cadres (56%, -9), il augmente en revanche de manière spectaculaire parmi les classes moyennes (75%, +10) et les classes populaires

(83%, +8), selon l'institut. Le HuffPost 28 novembre 2018

"Gilets jaunes" : le soutien des Français au mouvement gagne sept points (84%) malgré les annonces d'Emmanuel Macron sur l'écologie, selon un sondage - Franceinfo 28 novembre 2018

Un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et Le Figaro indique que 84% des personnes interrogées trouvent le mouvement des gilets jaunes "justifié". Une tendance en progression de 7 points en une semaine et de 10 points sur 15 jours.

66% des Français indiquent avoir écouté le discours d'Emmanuel Macron mardi. Parmi eux, 78% n'ont pas trouvé le chef de l'État convaincant. C'est le pire niveau enregistré après une intervention ou annonce d'Emmanuel Macron. La parole présidentielle ne semble plus imprimer dans l'opinion. Franceinfo 28 novembre 2018

- «Gilets jaunes»: les Français appuient de plus en plus massivement le mouvement - LeFigaro.fr 28.11

Plusieurs acteurs et animateurs populaires commencent à soutenir ce mouvement a-t-on appris. Leur personnalité ne présente aucun intérêt pour être médiocre, cependant, ce qui est intéressant, c'est que le cadre totalitaire imposé par les médias est en train de se fendre sous la pression populaire...

- De Polnareff à Kaaris, les soutiens disparates des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 30.11

Franck Dubosc, Brigitte Bardot, Gérald Dahan, Arnaud Ducret, Bernard Lavilliers, Michel Polnareff, Pierre Perret... les people en jaune révèlent le caractère hétéroclite du mouvement.

L'humoriste Gérald Dahan (LFI) a posté un "message d'alarme" sur Facebook pour soutenir "le mouvement des gilets jaunes dans leurs revendications et notamment celle de la création d'une assemblée citoyenne" contre "les décisions du pouvoir". huffingtonpost.fr 30.11

La voie du pourrissement annoncé...

Le HuffPost 28.11 - Ils sont rares les gilets jaunes convaincus par le discours d'Emmanuel Macron. Inexistants pour ainsi dire. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance et perdure désormais, l'allocution du président de la République devant le Haut conseil pour le climat ce mardi 27 novembre au matin a très rapidement été occulté par les dissensions au sein même du mouvement.

Comme depuis ces dernières heures, ce sont les huit porte-parole plus ou moins officiels qui cristallisent les tensions. Certains s'offusquent d'un mode de désignation obscur qui irait à l'encontre de l'essence démocratique du mouvement quand d'autres reprochent à ces huit représentants de jouer une partition personnelle sans représenter l'ensemble des gilets jaunes.

Et la rencontre entre François de Rugy et deux représentants du mouvement ce mardi 27 au soir a fini de raviver les tensions sur les groupes ou pages Facebook dédiés à la mobilisation. Beaucoup de ces citoyens en colère se demandent comment les deux gilets jaunes reçus au ministère de la Transition écologique ont été choisis.

C'est en effet le mode de désignation des porte-paroles de ce mouvement spontané dénué de tout cadre politique ou syndical qui semble poser problème. Depuis l'annonce de la constitution de cette équipe censée représenter le mouvement dans son immense diversité, les critiques pleuvent sur les réseaux sociaux. Beaucoup déplorent le manque de démocratie interne. Ils se plaignent, en substance, de ne pas avoir été associés aux choix et appellent à "une véritable délégation légitime."

Par ailleurs, l'article de Libération qui revient sur le processus qui a mené à l'établissement de ce collectif, intitulé "Qui a choisi les huit porte-parole des gilets jaunes? Que veulent-ils?" est particulièrement partagé sur ces pages depuis plusieurs heures. Les gilets jaunes en question reprochent aux huit élus de s'être organisés avant même la première journée de mobilisation. Des critiques en légitimité qui font écho à l'étonnement de Benoît Julou, un des organisateurs du mouvement originaire de Saint-Brieuc, qui avouait sur BFMTV ne pas avoir été mis au fait de la réunion de désignation des porte-parole.

D'autres reprochent aux huit représentants définitivement investis de ne pas être assez proche des gilets jaunes et de ne pas se rendre assez disponible pour recenser les revendications ou dialoguer sur la suite du mouvement par exemple. L'absence de parité et une tranche d'âge surreprésentée comparée à d'autres, sont également des sujets de reproches particulièrement discutés.

Emmanuel Macron n'a pas fait beaucoup d'annonces susceptibles de calmer la colère des gilets jaunes. Outre l'ouverture de trois mois de consultations sur la transition écologique, le président de la République n'a pas promis de nouvelles mesures compensatoires pour arranger les fins de mois de ces Français en difficultés. Un certain mutisme sur leurs revendications qui renforce la détermination du noyau dur.

C'est en tout cas ce qui ressort des messages publiés en référence à l'allocution du président de la République, qui devait pourtant servir à calmer les esprits après plus d'une semaine de mobilisation.

Si certains expliquent, avec humour, qu'ils n'ont pas compris un traître mot du discours du chef de l'État d'autres réaffirment leur volonté jusqu'au-boutiste avec plus ou moins de virulence. A défaut d'avoir satisfait grand monde, à l'exception de sa majorité, Emmanuel Macron aura sans doute renforcé la détermination du noyau dur des gilets jaunes, comme en témoigne ce nouvel appel à manifester sur les Champs-Élysées lancé par un des représentants du mouvement quelques minutes seulement après son entretien avec François de Rugy.

Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de ces ressentiments internes et des différences stratégiques affichés sur les réseaux sociaux pour la suite du mouvement. Nouvel élément de réponse: samedi 1er décembre au coeur de la capitale, pour l'acte 3 de cette mobilisation inédite. Le HuffPost 28.11

- Après leur rencontre avec Rugy, un représentant des gilets jaunes appelle à manifester le 1er décembre aux Champs-Élysées - Le HuffPost 28 novembre 2018

Répression.

Franceinfo.fr 27.11 - Tout ce que voulait faire Anthony D., c'était "prendre l'apéro devant les forces de l'ordre". Avec sa bande d'amis, ce charpentier de 32 ans originaire d'Ardèche voulait profiter de la manifestation des "gilets jaunes" du 24 novembre sur les Champs-Élysées pour organiser une "protestation pacifiste" contre le gouvernement. "On voulait juste s'asseoir devant les forces de l'ordre avec du pain, du fromage et un petit verre de rouge", affirme-t-il d'une voix sonore devant la 24e chambre du tribunal de Paris. "Ce n'était pas pour faire des dégradations", assure-t-il, les mains appuyées à la barre du box des prévenus, devant une salle remplie de journalistes.

Je n'ai jamais agressé de policiers. Je veux être jugé maintenant et qu'on en finisse avec tout ça.

Sans domicile fixe, habitant dans un camion aménagé, Anthony D. fait partie des vingt personnes jugées, lundi 26 novembre, en comparution immédiate pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations". Parmi ces "gilets jaunes" venus de toute la France, beaucoup de jeunes, une seule femme, un conducteur d'engins, un surveillant de prison, un saisonnier au Futuroscope, des jeunes en formation ou en recherche d'emploi...

Samedi, Anthony D. a été arrêté avec un couteau dans sa poche et un pavé dans son sac à dos. "Pourquoi portiez-vous cette arme sur vous ?" interroge la présidente. "C'est une question d'habitude, je me lève le matin, je m'habille et je prends mon couteau", explique le prévenu, vêtu d'un tee-shirt noir portant l'inscription "We Goat The Power", en référence à la chèvre, symbole de l'Ardèche.

Mon couteau, il me sert à tracer des lignes pour le travail, à manger le midi... Le seul moment où je ne l'ai pas c'est quand je m'occupe de mon fils. Anthony D. devant le tribunal de Paris

Quant au pavé retrouvé dans son sac à dos, "c'était pour ramener un souvenir à mon fils qui n'est jamais venu à Paris", justifie-t-il simplement. "Mais si j'avais eu de la batterie sur mon portable, je l'aurais plutôt pris en photo", rajoute-t-il après un bref silence. "J'ai toujours un couteau pour casser la croûte"

Tiphaine J., 26 ans, originaire de Haute-Savoie, a aussi été interpellé près des Champs-Élysées avec un sac rempli d'objets suspects : un couteau Opinel, une matraque, une sangle élastique et plusieurs clous. Cet homme à la silhouette fluette est le premier de l'après-midi à ne pas demander le renvoi de son dossier. Les mains croisées dans le dos, cet ancien charpentier explique d'une voix étouffée les raisons de son interpellation. "Toute la semaine, j'ai participé à des rassemblements dans ma région et j'étais chargé de construire des baraquements avec des palettes en bois, c'est pour ça que j'avais des clous dans mon sac", répète-t-il un brin exaspéré. Le couteau Opinel ? "Chez nous, en Haute-Savoie, on a toujours un couteau pour casser la croûte et je ne vais pas me justifier de ça", répond-il. Et pour la matraque, il assure l'avoir trouvée par terre et avoir voulu la rapporter en souvenir. Un comportement "curieux", commente la juge.

Je suis monté à Paris pour manifester, comme tous les autres qui ne sont pas contents de leur gouvernement. Je n'ai rien cassé. Je n'étais pas là pour ça. Tiphaine J. devant le tribunal de Paris

Reconverti en conseiller fiscal en Suisse, Tiphaine J. gagne environ 8 000 euros par mois auxquels s'ajoutent les 3 500 euros de sa compagne qui travaille dans un bureau d'études à Genève. "Je n'ai que le brevet des collèges comme formation", précise-t-il, rappelant qu'il est aussi sapeur-pompier volontaire et père d'un enfant de 4 ans.

C'est la première fois de ma vie que je manifeste, je n'ai pas pensé à vider mon sac. Mais je comprends que ce que j'avais peut

laisser penser que je voulais casser.

Après délibérations, le tribunal prononce la relaxe du délit de "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations" et le condamne à trois mois de prison avec sursis pour port d'arme. "C'était une idiotie !"

Tom S., 22 ans, originaire de La Rochelle, a, lui, été condamné à 70 heures de travail d'intérêt général. Le tribunal l'a jugé coupable de "participation à un groupement" à cause "des différents objets retrouvés sur lui" (cagoule, gants coqués, etc.) et de recel de bouteilles de parfum volées dans un magasin près des Champs-Élysées. Les cheveux bruns bouclés, le visage juvénile, il assure être venu sur les lieux pour faire un reportage, "comme [il] en [a] déjà fait à Notre-Dame-des-Landes", et le diffuser sur Facebook.

Habitué des manifestations, il ne sait pas pourquoi il a pris ce parfum et ce gel douche Dior après la casse du magasin. "Je ne sais pas comment l'expliquer, c'était une idiotie, peut-être une réaction d'opportunisme dans un mouvement de foule", suggère-t-il en retroussant ses manches, laissant apparaître le tatouage d'une rose sur sa main. Electricien en intérim avec un salaire moyen de 1 500 euros par mois, Tom S. assure d'une voix fébrile qu'il "n'a jamais menti et s'est toujours laissé faire" depuis le moment de son interpellation et se dit même prêt à faire des travaux pour "l'intérêt commun".

Durant l'après-midi, quelques rares prévenus ont pris la parole pour expliquer les raisons de leur mobilisation, comme Loïc A., 40 ans, surveillant de prison à Fresnes (Val-de-Marne). Le crâne chauve, la barbe poivre et sel et la silhouette carrée moulée dans un tee-shirt de sport, cet ancien militaire au casier judiciaire vierge a été interpellé en possession d'un marteau. "J'ai manifesté contre la dégradation du service public", affirme-t-il d'une voix ferme, avant de demander le renvoi de son dossier. Il devra expliquer le 7 janvier pourquoi il possédait cet objet sur les Champs-Élysées.

La seule femme à comparaître de la journée a 27 ans. Originaire du Vaucluse, Iana R. est mère célibataire d'un petit garçon. Elle s'est fait interpellé avec deux pierres, une bombe aérosol de peinture noire et du sérum physiologique sur elle. Le parquet lui reproche d'avoir jeté de la peinture dans les yeux d'un policier et des projectiles sur une voiture de police. "La bombe aérosol, je l'ai trouvée et je voulais m'en servir pour me protéger face à certains 'gilets jaunes' qui voulaient péter une voiture de police", se défend-elle, la voix tremblante. "J'ai été attrapée par les cheveux, je me suis presque vue mourir ce jour-là, j'ai vraiment besoin de rentrer et de voir mon garçon maintenant, s'il vous plaît", demande-t-elle, suppliante, à la présidente. "Maintenant que je sais, je ne viendrai plus sur Paris".

En fin de soirée, la presse a quitté les bancs de la 24e chambre lorsque Gérard, un grand gaillard âgé de 41 ans, se présente dans le box. Lui aussi affirme être venu à Paris "pour filmer". La gouaille moqueuse, ce chauffeur-livreur, qui habite à Drancy (Seine-Saint-Denis), a déjà été condamné plusieurs fois pour "outrage, violence et rébellion" envers des policiers. C'est justement ce qui l'amène lundi devant le tribunal. "Il vous est reproché d'avoir dit au moment de votre interpellation : 'Fils de pute, trou du cul, tête de chien' à un officier de police et d'avoir ajouté : 'Demain, on va tous vous brûler'", lit imperturbable la présidente. S'il reconnaît les insultes, Gérard conteste la dernière phrase et assure avoir dit : "Puisque c'est ce que vous cherchez, demain, on va tout brûler".

J'ai dit : 'On va tout brûler'. C'était pour faire la révolution mais c'était pas mon intention de le faire, c'était dit comme ça...

Contrairement aux autres prévenus qui font plutôt profil bas, Gérard, lui, n'hésite pas à tenir tête à la présidente. Interrogé sur les morceaux de bois qu'il a jetés dans un feu allumé place de la Madeleine, l'homme explique, le sourire aux lèvres, que "c'était pour se réchauffer". La présidente n'y croit pas et l'interroge à nouveau. "Ok, c'était pour que le feu se ravive", finit-il par lâcher. Gérard est relaxé des menaces de mort envers les policiers mais est condamné à 6 mois de sursis pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations".

Dernier à passer à la barre, Pascal, 26 ans, est jugé pour avoir jeté des canettes de bière aux forces de l'ordre et en avoir blessé un lors de son interpellation. Déjà condamné plusieurs fois pour viol et violences sur des policiers, l'homme, qui habite à Saint-Quentin (Aisne), peine à s'exprimer. "J'étais venu pour manifester en tant que personne normale, je ne sais pas comment vous l'expliquer", lance-t-il à la présidente. En couple et père d'une fillette de 2 ans, Pascal travaille à Intermarché.

On a du mal à s'en sortir avec 1 200 euros par mois. Je n'en peux plus, je suis à bout. Pascal devant le tribunal de Paris

"Je regrette d'être venu sur Paris. Maintenant que je sais, je ne viendrai plus", répète-t-il plusieurs fois. Mais, pour la procureure, l'heure tardive à laquelle il est arrivé, - 20h30 -, ne plaide pas en sa faveur. "Il se rend sur les Champs en sachant pertinemment ce qu'il s'y passe, il faut être sérieux", tonne-t-elle. Elle requiert 6 mois de prison dont 4 avec sursis. Pascal échappe finalement à la prison et est condamné à 5 mois d'emprisonnement sans mandat de dépôt, peine qui sera aménageable.

Vers 22 heures, après une longue journée d'audience, 7 prévenus sur les 13 jugés devant la 24e Chambre ont demandé un renvoi afin de préparer leur défense. Ils ont été libérés sous contrôle judiciaire avant leur procès, prévu début janvier. D'ici là, ils ont l'interdiction de se rendre à Paris afin d'éviter qu'ils ne participent à une nouvelle manifestation dans la capitale.

Pour certaines familles, la comparution de leurs proches reste incompréhensible. "Je trouve ça aberrant, il n'a rien cassé et a été arrêté alors qu'il manifestait pour une bonne cause ! murmure dans un sanglot la mère d'un des prévenus, à l'écart de la salle. En plus, on ne nous explique rien, on m'a appelée pour nous dire qu'il avait été arrêté, mais je n'ai jamais assisté à une audience et je ne sais même pas ce qu'il va se passer ensuite."

On veut faire payer à ceux qui ont été 'attrapés' l'ensemble des dégradations. Un avocat de la défense à franceinfo

Samedi, le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, avait accusé de violences des "commandos largement infiltrés (...) par des membres de l'ultradroite". Ce profil n'est visiblement pas ressorti durant cette première journée de comparutions. franceinfo. fr 27.11

- Gilets jaunes: le procureur des Hautes-Alpes menace de poursuites ceux qui bloquent les routes - Le HuffPost 28 novembre 2018

Les déchets de la gouvernance mondiale, il faut les éliminer un point c'est tout !

Le Sénat aide le gouvernement à supprimer des aides fiscales en faveur du logement des SDF - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Dans le cadre de l'examen du budget, le Sénat a soutenu le gouvernement dans sa demande de supprimer un avantage fiscal en faveur des propriétaires qui mettent un logement à disposition des associations d'accueil des SDF. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Mécénat. LVMH a économisé 518 millions d'impôts sur dix ans - Liberation.fr

[Totalitarisme. Le stalino-libéralisme-libertaire agent du sionisme.](#)

- Montreuil: après un arrêté du maire, Dieudonné annule ses spectacles - AFP 29 novembre 2018

Dieudonné M'Bala M'Bala, plusieurs fois condamné pour injures raciales, incitation à la haine ou apologie du terrorisme, a annulé ses spectacles à Montreuil (Seine-Saint-Denis), après un arrêté du maire PCF visant à fermer le local privé où il se produisait depuis fin octobre, a indiqué mercredi la mairie.

Depuis le 25 octobre, Dieudonné s'était produit plusieurs soirs par semaine dans ce local, et prévoyait de continuer jusqu'à mi-décembre. AFP 29 novembre 2018

Il fut une époque où Dieudonné était proche du PS. Ils finirent par le rejeter parce qu'ils ne supportaient pas ses critiques de l'Etat sioniste, la gauche et l'extrême gauche les imitèrent évidemment, du coup il se rapprocha de l'extrême droite. Il n'est pas le seul dans ce cas-là en France, on peut ajouter les millions de travailleurs qui votent Le Pen, parce qu'ils ne supportent plus leur populisme identitaire compatible avec la gouvernance mondiale...

La confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier a le don de faire le jeu de l'extrême droite ou du fascisme. Tenez un autre exemple avec une ONG pilotée par les ultras néoconservateurs.

Propagande sioniste. Quand Libération prend ouvertement position pour une "grande oeuvre" que n'aurait pas renié Vichy ou le IIIe Reich.

- Culture : la saison croisée France-Israël se termine en eau de bouderie - Libération 29 novembre 2018

La ministre de la Culture israélienne ne rencontrera pas son homologue français Franck Riester, venu ce jeudi clore la saison culturelle France-Israël.

...la tempétueuse ministre, passionaria ultranationaliste du Likoud, a passé une rude semaine. A la Knesset, elle a vu son grand-œuvre (une proposition de loi conditionnant les subventions culturelles à la «loyauté» des artistes à l'Etat) déraillé par pur calcul par les rivaux de Nétanyahou, lequel tente de maintenir en vie sa coalition désormais bien cabossée. De là à penser que Regev refuse d'aller au charbon pour marquer sa colère... C'est en tout cas la théorie des médias israéliens.

...c'est bien le bilan de la saison croisée, somme de festivals, rencontres, projections et concerts organisés dans les deux pays, qui est pointé (source de polémique - ndlr). Dans le Monde, une «source diplomatique» israélienne tire à vue sur le projet, auquel l'Etat hébreu a consacré 6 millions de shekels (1,4 million d'euros) : «On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On

a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici.» Libération 29 novembre 2018

- Khashoggi, Yémen: HRW demande à l'Argentine de poursuivre le prince saoudien "MBS" - AFP 27 novembre 2018

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a porté plainte lundi devant la justice argentine contre le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane dit "MBS", qui doit se rendre vendredi au G20 à Buenos Aires, dans les dossiers Khashoggi et du Yémen. AFP 27 novembre 2018

Human Rights Watch financé notamment par Soros...

Délation institutionnalisée.

- Indonésie : les autorités lancent une application anti-hérésie - AFP 27 novembre 2018

Une nouvelle application mobile qui permet de signaler aux autorités indonésiennes des cas d'hérésie a déclenché les protestations des défenseurs des libertés qui craignent qu'elle n'aggrave les attaques contre les minorités dans le pays musulman le plus peuplé au monde.

Les utilisateurs peuvent grâce à l'application donner des informations sur des groupes qui pratiquent un culte autre que les six religions reconnues officiellement en Indonésie, l'islam, l'hindouisme, le protestantisme, le catholicisme, le bouddhisme et le confucianisme, ou ceux qui ont une interprétation divergente des doctrines.

L'application "Smart Pakem", conçue à l'initiative du bureau du procureur de Jakarta, est disponible depuis dimanche dans le magasin d'applications Google Play.

"L'objectif (...) est de fournir un accès plus facile à l'information sur les croyances en Indonésie, d'éduquer le public et de l'empêcher de suivre les enseignements d'un individu ou d'un groupe qui ne correspondent pas à la législation", a expliqué à l'AFP Nirwan Nawawi, le porte-parole du parquet, dans un communiqué.

Des centaines de milliers d'habitants de cet archipel du Sud-Est asiatique pratiquent des cultes animistes ou mystiques souvent non reconnus par les autorités et souffrent de discriminations et d'un accès restreint aux services publics.

Pour Bonar Tigor Naipospos, vice-président de l'institut Setara pour la démocratie et la paix, cet outil est "dangereux parce que si le grand public n'aime pas (un groupe), il va le dénoncer sur l'application" et "cela risque de créer des problèmes".

Cette année, une communauté d'Ahmadi, une confession islamique jugée "déviate" par le courant majoritaire, a été sur l'île de Lombok la cible d'attaques qui ont détruit des maisons et l'ont forcé à fuir. AFP 27 novembre 2018

Profession journaliste. Définition : Agent de propagande au service de la gouvernance mondiale.

LFI - "Je ne parviens pas à ressentir de compassion sincère pour ces journalistes", lâche Sophia Chikirou sur le réseau social. "Leur niveau de corruption mentale, leurs mensonges et la désinformation qu'ils nous imposent, sont autant d'éléments qui justifient la colère. Et pour s'informer désormais, les réseaux sociaux sont plus sûrs (...) Évitions de donner le prétexte aux journalistes de se victimiser. Ne les lynchez pas : ne leur parlez pas, ne les lisez pas et ne les regardez pas". Le HuffPost 27 novembre 2018

- Les sénateurs rabetent la niche fiscale des journalistes - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Les sénateurs du groupe RDSE voulaient uniquement exclure des bénéficiaires d'un abattement de 7.650 euros les journalistes dont le revenu brut dépasse 93.510 euros par an. Le gouvernement s'y oppose.

« Les dispositions fiscales dont bénéficient les journalistes et la presse sont de nature à favoriser la pluralité et la liberté de la presse » a justifié le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt.

Cette niche fiscale a été créée pour les journalistes en 1934, au nom de leurs frais professionnels. Ils faisaient partie de la liste de 110 professions pour qui une telle exonération avait été mise en place.

Selon les données issues de la Commission nationale de la carte de presse, le revenu mensuel moyen des journalistes en CDI est de 3.549 euros en 2016, de 1.969 pour les journalistes pigistes et de 1.886 pour les journalistes en CDD.

La profession connaît une forme de précarité, surtout dans les premières années d'exercice. 73,7% des journalistes sont en CDI, 18,7% sont pigistes et 3,2% sont en CDD. Chez les moins de 26 ans, 41,5% sont pigistes et 36,6% en CDD. Chez les 26-34 ans, ils sont encore 33,7% de pigistes et 8,5% en CDD. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Grossière provocation contre la Russie pour sauver le soldat de l'Otan Porochenko.

- Moscou condamné par la CEDH pour discrimination des homosexuels - Reuters 27 novembre 2018

La Cour européenne des droits de l'Homme a de nouveau condamné mardi la Russie pour discrimination envers les homosexuels, interdits de manifester pour leurs droits, huit ans après un premier arrêt sur le sujet qui n'avait pas été suivi d'effets. Reuters 27 novembre 2018

- Maas appelle Moscou à respecter la souveraineté de l'Ukraine - Reuters 27 novembre 2018

Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a exhorté mardi la Russie à respecter le droit international et la souveraineté territoriale des pays voisins, après la saisie dimanche de trois navires de guerre ukrainiens. Reuters 27 novembre 2018

- Elections en vue - Ukraine - Russie : Incident naval, une manœuvre politique interne du président Porenchenko ? - Atlantico.fr 27 novembre 2018

Il est très vraisemblable que l'Ukraine, à l'initiative du président Porenchenko qui brigue un nouveau mandat en 2019 (l'élection a été fixée hier au 31 mars) malgré une impopularité grandissante, s'est effectivement livré à une "provocation" en faisant rejoindre la mer d'Azov par trois navires de guerre. En effet, s'il s'agissait uniquement de convoier des vedettes de type Gurza-M vers le port de Marioupol, cela pouvait être effectué par transport routier comme cela a été le cas au début septembre pour deux unités du même type : la "Kremenchuk" P 177 et la "Lubny" P 178. Accentuer la crise entre l'Ukraine - soutenue en sous-main par l'OTAN - et la Russie peut être une manœuvre politique à destination interne.

Bien évidemment saisi par Kiev, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a convoqué une "réunion extraordinaire" au niveau des ambassadeurs avec l'Ukraine le 26 novembre dans l'après-midi à Bruxelles. Malgré les cris d'indignation qui proviennent de Washington, du Canada et de l'Europe, il semble que les dirigeants politiques ne sont pas dupes de la manœuvre. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les deux vedettes ukrainiennes pourtant bien armées pour leur taille de 23 mètres (deux canons de 30 mm couplés avec quatre missiles mer-mer Baryer) n'ont pas ouvert le feu pour se défendre. Atlantico.fr 27 novembre 2018

- Détroit de Kertch: à qui profitent les tensions russo-ukrainiennes au large de la Crimée? - sputniknews.com 27.11

André Filler, professeur à l'Institut français de géopolitique (IFG) à l'université Paris VIII, qui revenait lundi matin sur l'accrochage maritime de la veille.

Pour lui «l'enjeu principal ce sont les élections ukrainiennes», insistant sur le fait que cet enjeu soit tant pour l'Ukraine que pour la Russie. Des élections présidentielles et législatives qui selon lui font de l'année 2019 une année «cruciale» pour les relations russo-ukrainiennes.

«Le véritable enjeu, ce sont les élections législatives, à la Haute Rada de l'Ukraine, qui auront lieu le 17 novembre, puisque c'est le parlement qui représente les véritables forces à la fois législatrices et décisionnelles en Ukraine,» ajoute André Filler.

Dépeignant un président ukrainien en pleine «agonie politique», notre intervenant voit dans l'agitation internationale entourant l'incident de dimanche une opportunité pour Piotr Porochenko de «sauver les meubles», pas forcément pour lui-même, mais pour le candidat amené à défendre ses couleurs. Pour autant, alors que nous étions dans la perspective de l'instauration de la loi martiale, André Filler n'envisageait pas que Piotr Porochenko prenne le risque de repousser les élections présidentielles, dont le premier tour est prévu pour le 31 mars. «Cela enlèvera à Porochenko le peu qu'il lui reste de sa légitimité», estime-t-il. Pour André Filler, l'enjeu central est de

«Surtout ne pas laisser le Batkivshchyna [parti "Patrie", en Ukrainien, ndlr.] avec Ioulia Timoshenko s'installer dans la Rada. Je pense que la seule raison valable pour introduire la loi martiale, c'est ça. Kiev ne court aucun risque d'invasion russe d'envergure, ni par la mer, ni par les airs, ni par la terre», développe notre intervenant.

Toujours dans le même média français (l'Opinion ndlr), Balazs Jarabik, spécialiste de l'Ukraine et chercheur associé à la Fondation Carnegie, estime d'ailleurs que la volonté de Piotr Porochenko de décréter si soudainement la loi martiale —alors qu'il ne l'avait pas fait au plus fort des combats dans le Donbass ou lors du rattachement de la Crimée à la Russie- n'est probablement pas dénuée de tout calcul.

«En proposant la loi martiale, il semble bien vouloir se servir de l'incident pour faire vibrer la fibre patriotique antirusse et influencer l'opinion publique en sa faveur», relate-t-il à l'Opinion, soulignant la possibilité pour le gouvernement de reporter les élections. S'il ne croit pas à cette éventualité, André Filler s'interrogeait lui aussi quant à la volonté du gouvernement ukrainien d'«électrifier l'électorat» des parties occidentales du pays.

«Est-ce que ce type d'affrontement ne renforcerait pas la position du Président Porochenko —donné perdant il y a encore quelques jours avec presque 100% de certitude, on peut se poser légitimement cette question.» s'interrogeait André Filler.

Reflet de ce désaveu, le Président sortant est actuellement battu dans les sondages par Ioulia Timochenko et par l'acteur Vladimir Zelenski, qui a joué le rôle de Président ukrainien dans plusieurs comédies... et qui ne s'est pas déclaré officiellement candidat. sputniknews.com 27.11

- Trump menace d'annuler sa rencontre avec Poutine au G20 à cause de l'Ukraine - Le HuffPost 28 novembre 2018

Comme des relents de guerre froide. Le président américain Donald Trump a menacé mardi d'annuler sa rencontre bilatérale prévue avec son homologue russe Vladimir Poutine au G20 en Argentine... Le HuffPost 28 novembre 2018

- Le président ukrainien évoque la "menace d'une guerre totale" avec Moscou - AFP 28 novembre 2018

Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la "menace d'une guerre totale" avec la Russie qui a selon lui "augmenté drastiquement" sa présence militaire à la frontière, dramatisant encore la situation déjà tendue depuis la capture de navires ukrainiens en mer Noire.

Aux yeux de Vladimir Poutine, "il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine" pour l'élection présidentielle du printemps. AFP 28 novembre 2018

La palme de la falsification des faits revient comme il se doit à l'agence du Ministère de la Vérité, l'AFP.

AFP 29 novembre 2018 - Les considérations de politique intérieure se mêlent aux enjeux stratégiques et militaires dans ce bras de fer. Vladimir Poutine a vu sa cote de popularité dégringoler sur fond de problèmes économiques et de fronde contre une impopulaire réforme des retraites. Petro Porochenko, qui cherche à se faire réélire pour un deuxième mandat, est confronté à des problèmes similaires. AFP 29 novembre 2018

Des "problèmes similaires", vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Vladimir Poutine a été réélu en mars 2018 avec plus de 76,69 % des voix (Le Monde 18.03.2018), le taux d'abstention avait été de 32,5%, Petro Porochenko a été élu en mai 2014 avec 54,70% des voix, le taux d'abstention avait été de 40,13%. (Wikipédia)

Selon les derniers sondages ukrainiens le taux de popularité de Porochenko se situe entre 4 et 10%.

Selon un unique sondage russe, le taux de popularité de Poutine se situerait à 39%.

En aparté, celui de Macron doit avoisiner celui Porochenko.

- Porochenko accuse Poutine de vouloir annexer toute l'Ukraine - Reuters 30.11

- Confirmation de notre version de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 29 novembre 2018

La Russie a rendu publics trois interrogatoires des marins ukrainiens faits prisonniers lors de l'incident de Kertch, le 25 novembre 2018, et un document (photo) saisi sur un des navires.

Selon ce document et ces vidéos, l'incident avait été planifié par l'Ukraine en coopération avec des puissances étrangères. Deux officiers des services de Renseignement militaires ukrainiens se trouvaient à bord pour coordonner les opérations. Ce sont eux qui ont interdit aux marins de répondre aux messages des Russes lorsque les navires de guerre sont entrés dans les eaux territoriales russes revendiquées par l'Ukraine.

Selon notre collaborateur Valentin Vasilescu, des avions de reconnaissance électromagnétique US et israélien ont survolé la zone avant l'incident afin de détecter les défenses russes [1].

Israël, n'est pas membre de l'Otan, mais dispose d'un bureau de liaison au siège de l'Otan à Bruxelles. Durant le coup d'État de

Kiev, quatre officiers et trente et un soldats israéliens participaient aux combats de la place Maïdan pour le compte du parti ex-nazi Svoboda, dans le cadre du service secret stay-behind de l'Alliance.

L'opération de Kertch semble avoir été commanditée par l'Otan en vue de créer une « menace russe » qui justifierait l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance. Elle a été supervisée par l'ambassadeur Kurt Volker. Celui-ci a été recruté par la CIA lors de ses études à l'université de Georgetown. Après avoir travaillé au siège de l'Agence à Langley, il a incorporé le service diplomatique et est devenu « conseiller » de Richard Hoolbroke durant les guerres de Yougoslavie. Il devint l'assistant de Victoria Nuland lorsqu'elle était ambassadrice à l'Otan et lui succéda à ce poste. Il est aujourd'hui ambassadeur à Kiev. Réseau Voltaire 29 novembre 2018

[1] « À qui profite l'incident du détroit de Kertch ? », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, Réseau Voltaire, 29 novembre 2018.

En complément. La gouvernance mondiale, c'est le fascisme.

- Washington affiche sa proximité avec le Brésilien Bolsonaro - Reuters 30.11

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche John Bolton a rencontré jeudi le président élu d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et salué la proximité de Washington avec le gouvernement qui sera mis en place en janvier à Brasilia. Reuters 30.11

[Haut de page ↗](#)